

# LE RÉGIME SEIGNEURIAL AU QUÉBEC : FRAGMENTS D'HISTOIRE ET DE MÉMOIRE

SOUS LA DIRECTION DE BENOÎT GRENIER  
AVEC LA COLLABORATION D'ALAIN LABERGE ET DE STÉPHANIE LANTHIER



UNIVERSITÉ DE  
SHERBROOKE

**TITRE :** LE RÉGIME SEIGNEURIAL AU QUÉBEC : FRAGMENTS D'HISTOIRE ET DE MÉMOIRE

**DIRECTION :** BENOÎT GRENIER AVEC LA COLLABORATION D'ALAIN LABERGE ET DE STÉPHANIE LANTHIER

**ÉDITEUR :** LES ÉDITIONS DE L'UNIVERSITÉ DE SHERBROOKE (EDUS)

**DATE DE PUBLICATIONS :** JANVIER 2020

**ISBN:** 978-2-7622-0361-5

**URI:** [HTTP://HDL.HANDLE.NET/11143/16417](http://hdl.handle.net/11143/16417)

**DOI:** [HTTPS://DOI.ORG/10.17118/11143/16417](https://doi.org/10.17118/11143/16417)



# Table des matières

AVANT-PROPOS .....	3
--------------------	---

BENOÎT GRENIER

INTRODUCTION .....	6
--------------------	---

BENOÎT GRENIER

LA FAMILLE SEIGNEURIALE RIOUX À TROIS-PISTOLES : UN ENRACINEMENT PORTEUR D'UNE MÉMOIRE PERSISTANTE .....	25
---	----

NICHOLAS THÉROUX

LE CAS DE ROUVILLE: POUVOIR, STATUT SOCIAL ET PERSISTANCE DE LA FIGURE DU SEIGNEUR.....	55
--	----

ALEXIS TÉTRAULT

LA SEIGNEURIE DU BIC : VILLÉGIATURE ACTUELLE ET HISTORIQUE DANS LE BAS-SAINT-LAURENT .....	83
---	----

ANTHONY TROUILHAS

SEIGNEURS MARCHANDS, ABOLITION ET MÉMOIRE : LE CAS DE LA SEIGNEURIE D'AUBERT-GALLION .....	106
---	-----

FRÉDÉRIC GOSSELIN

MÉMOIRE SEIGNEURIALE ET PRÉSENCE ANGLOPHONE EN BEAUCE : LE FIEF DE CUMBERLAND MILLS .....	126
--	-----

HUBERT COUSINEAU

LA « BIENVEILLANCE » DU SÉMINAIRE DE QUÉBEC ENVERS LES HABITANTS DE SA SEIGNEURIE DE BEAUPRÉ? : DE 1664 À NOS JOURS .....	148
--	-----

Raphaël Bergeron-Gauthier

LA SEIGNEURIE DE L'ÎLE-DE-MONTRÉAL : UN CAS D'ABOLITION PARTICULIER AUX PERSISTANCES TRÈS ACTUELLES .....	172
--	-----

CLAUDE PELLETIER

BIBLIOGRAPHIE .....	194
---------------------	-----

**TITRE:** AVANT-PROPOS

**AUTEUR:** BENOÎT GRENIER, UNIVERSITÉ DE SHERBROOKE

**PUBLICATION:** LE RÉGIME SEIGNEURIAL AU QUÉBEC : FRAGMENTS D'HISTOIRE ET DE MÉMOIRE

**PAGES:** 1 - 4

**DIRECTION :** BENOÎT GRENIER AVEC LA COLLABORATION D'ALAIN LABERGE ET DE STÉPHANIE LANTHIER

**ISBN:** 978-2-7622-0361-5

**URI:**

**DOI:**





À la mémoire de madame Anita Rioux

# Avant-propos

Les textes qui sont réunis dans le présent volume ont, dans une première mouture, été rédigés dans le cadre d'un cours de fin de baccalauréat en histoire à l'Université de Sherbrooke. Au trimestre d'hiver 2018, je me suis lancé dans une nouvelle formule pour mon « activité de recherche », un cours de forme séminaire lors duquel les étudiant.e.s doivent faire leurs armes en archives et réaliser un travail de recherche substantiel à partir de leurs découvertes. Au fil des années, j'avais à quelques reprises expérimenté une formule assez classique dans laquelle les étudiant.e.s pouvaient choisir leur sujet à l'intérieur de la vaste thématique du « régime seigneurial au Québec » dans sa longue durée. Certains s'aventuraient dans les archives notariales et s'initiaient à la paléographie, d'autres préféraient une réflexion sur les représentations de la seigneurie à partir de sources imprimées. Dans la foulée des recherches que j'ai menées sur l'identité et la mémoire seigneuriale au Québec, j'ai décidé d'orienter différemment ce séminaire en lui donnant une forme imposée autour du thème « histoire et mémoire du régime seigneurial au Québec ». Il s'agissait, à partir des témoignages oraux recueillis entre 2015 et 2017 par mon équipe de recherche et moi-même, de choisir une des seigneuries représentées dans l'échantillon et de formuler une question de recherche qui permettrait de manipuler à la fois les travaux et les sources (écrites et orales) relatives à cette localité. Plus précisément, les étudiant.e.s devaient, pour « leur » seigneurie, proposer une analyse en trois temps. Dans un premier temps, ils devaient formuler une synthèse de l'histoire de la seigneurie, dans un second temps analyser les modalités de l'abolition du régime seigneurial dans celle-ci, puis, dans un dernier temps, aborder la dimension mémorielle relative à cette même localité à partir d'archives orales filmées dans le cadre de la recherche sur les persistances seigneuriales au Québec.

Parmi la quinzaine de personnes inscrites au cours, dont quelques-uns étaient au profil « excellence » du baccalauréat en histoire, certains ont livré des travaux d'une qualité remarquable qui m'ont paru mériter une seconde vie. C'est ainsi qu'au terme du trimestre, j'ai entraîné certains d'entre eux dans l'aventure de l'édition savante. Après plusieurs mois, quelques refontes et un travail réalisé avec le plus grand sérieux avec le soutien d'évaluateurs externes, sept textes ont été retenus et composent le présent ouvrage collectif. Ils nous entraînent aux quatre coins du Québec seigneurial, du Bic au Mont-Saint-Hilaire, en passant par la Beauce.

Plusieurs remerciements chaleureux doivent être ici exprimés. Tout d'abord, mes premiers remerciements sont pour les témoins qui ont généreusement accepté de livrer leur « histoire seigneuriale » sous le regard de la caméra. Je les remercie tous et chacun pour la confiance qu'ils m'ont témoignée et l'accueil qu'ils ont réservé à l'équipe de « Persistances seigneuriales au Québec » puisque nous avons le plus souvent procédé à ces entretiens dans les résidences des personnes concernées. Je remercie aussi tous les membres de leurs familles, de même que les organismes qui ont facilité le contact ou nous ont accueilli pour des tournages.

Sur le plan financier et logistique, de nombreuses personnes et organisations ont rendu possible la recherche dont sont issus les textes ici réunis plusieurs. Le Conseil de recherches en sciences humaines du Canada (CRSH) a permis le financement de mes travaux sur la mémoire seigneuriale du Québec grâce à une subvention Savoir de 2014 à 2019. L'Université de Sherbrooke, et en particulier le département d'histoire, bien qu'en terres de « cantons » s'est révélé un milieu extrêmement stimulant pour mener mes travaux sur les persistances seigneuriales, de même que le Centre interuniversitaire d'études québécoises (CIÉQ) auquel j'appartiens. Plusieurs personnes ont permis que ma recherche se déroule sans heurts et sans trop de soucis sur le plan administratif. Je voudrais remercier entre autres Thérèse Audet, Marie-Josée Huard, Sébastien Maltais et Diane Pomerleau qui ont, chacun.e à leur manière, contribué au déroulement et à la réussite de cette recherche. Je suis redevable à de nombreux collègues historien.ne.s, à Sherbrooke et ailleurs, qui ont collaboré à la recherche ou m'ont conseillé à un moment ou un autre du processus : Louise Bienvenue, Étienne Berthold, Yves Drolet, Alain Laberge, Rénaud Lessard, Léon Robichaud, Jean-René Thuot, Nathalie Watteyne et Brian Young. Je remercie tout particulièrement Alain Laberge et Stéphanie Lanthier qui ont accepté de relire l'ensemble des textes retenus pour la publication et de prodiguer de judicieux conseils aux auteurs.

Plusieurs assistants de recherche ont contribué à l'aventure depuis 2014 : Michel Morissette et Ophélie Têtu, en particulier, ont agi comme assistant.e.s de recherche et technique lors des tournages. Je les remercie très chaleureusement. J'exprime aussi ma reconnaissance à Hubert Cousineau, Mathieu Lévesque-Dupéré, Jonathan Fortin et Karine Pépin qui ont apporté leur collaboration à certaines étapes. Raphaël Bergeron-Gauthier a œuvré en fin de parcours en assurant la révision stylistique de l'ouvrage afin d'en assurer l'uniformité, je l'en remercie. Aux éditions de l'Université de Sherbrooke, François St-Jean-Pelletier a rendu possible la publication de ce volume en faisant preuve d'enthousiasme pour le projet dès notre première discussion. Je lui en suis reconnaissant. Surtout, je dois remercier ma plus fidèle collaboratrice durant cette enquête d'histoire orale, Stéphanie Lanthier, cinéaste et historienne, engagée du début à la fin du processus. Sans elle, cette aventure n'aurait pas été la même.

Benoît Grenier



**TITRE:** INTRODUCTION

**AUTEUR:** BENOÎT GRENIER, UNIVERSITÉ DE SHERBROOKE

**PUBLICATION:** LE RÉGIME SEIGNEURIAL AU QUÉBEC : FRAGMENTS D'HISTOIRE ET DE MÉMOIRE

**PAGES:** 5 - 23

**DIRECTION :** BENOÎT GRENIER AVEC LA COLLABORATION D'ALAIN LABERGE ET DE STÉPHANIE LANTHIER

**ISBN:** 978-2-7622-0361-5

**URI:**

**DOI:**

# Introduction<sup>1</sup>

Le 27 décembre 2017 est décédée, à l'âge de 97 ans, madame Anita Rioux, descendante à la huitième génération de Jean Riou et Catherine Leblond, seigneur et seigneuresse fondateurs de Trois-Pistoles, localité où la famille s'établit dès 1697. 320 années séparent ces deux événements et constituent en quelque sorte les deux extrémités de la ligne du temps de l'histoire seigneuriale de cette communauté du Bas-Saint-Laurent. Avec le décès de la descendante et unique héritière du « dernier seigneur », c'est une page d'histoire de Trois-Pistoles (et même du Québec) qui s'est tournée. Sa vie durant et malgré elle, Anita Rioux aura été connue comme « la seigneuresse ». Comment un tel statut pouvait-il subsister à une période aussi récente de l'histoire du Québec? Que signifiait ce titre d'une autre époque? À quelles persistance faisait-il écho? C'est à ces subsistances et à leurs traces à l'échelle locale que le présent ouvrage propose de réfléchir par divers exemples locaux ou « fragments d'histoire ».



Mme Anita Rioux (1920-2017)

---

1. Certaines sections de ce texte reprennent des éléments provenant de deux textes publiés ailleurs : « Le régime seigneurial au Québec », *Bulletin d'histoire politique*, vol. 23, n° 2 (hiver 2015), p. 141-156 et « Sur les traces de la mémoire seigneuriale au Québec : identité et transmission au sein des familles l'ascendance seigneuriale », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 72, n° 3, hiver 2019, p. 5-40. Je remercie le *Bulletin d'histoire politique* et la *Revue d'histoire de l'Amérique française* pour l'aimable autorisation de les reproduire partiellement ici.

## Le régime seigneurial au Québec

Étroitement associée à l'expansion du peuplement-colonisateur, la seigneurie n'est pas qu'une manière d'occuper l'espace. Si les manuels scolaires ont souvent réduit le « régime seigneurial » du Québec à sa dimension territoriale, cette institution millénaire ayant caractérisé l'Europe des époques médiévale et moderne constituait une forme de propriété foncière qui s'accompagnait également d'un rapport de pouvoir manifeste. En effet, la propriété seigneuriale imposait une forme de partage du sol entre le seigneur et le censitaire, partage dans lequel le censitaire pouvait jouir librement de sa terre, sans par ailleurs pouvoir espérer se libérer de l'autorité seigneuriale. C'est que le seigneur, en tant que propriétaire éminent de toutes les censives concédées dans sa seigneurie, jouissait de droits sur les terres des censitaires. Ces droits incluaient au premier chef le *cens*, une somme symbolique versée annuellement par le *censitaire* pour sa terre, la *censive*, en reconnaissance de cet assujettissement au seigneur. Ils incluaient aussi d'autres droits pécuniaires, dont les rentes et *lods et ventes*, qui grevaient de manière inamortissable toute propriété censitaire, ainsi que des monopoles, comme la banalité du moulin. À ces droits lucratifs, variables selon les seigneuries et les époques, s'ajoutaient diverses réserves relatives à la jouissance entière de la propriété (droit de prélever du bois ou autres ressources), des jours de corvées au profit du seigneur, ainsi que des droits honorifiques (en particulier à l'église) qui constituaient sous le régime seigneurial le rappel constant de la primauté du seigneur dans sa communauté. Certes, tous les seigneurs ne résidaient pas sur leur fief et certains seigneurs étaient en fait des institutions religieuses, mais lorsque le seigneur (ou son représentant) était présent sur place, même de manière saisonnière, son statut distinctif de « premier notable » ne pouvait être ignoré<sup>2</sup>. Le régime seigneurial est donc avant tout une « relation » entre individus ainsi que la marque d'un rapport de pouvoir.

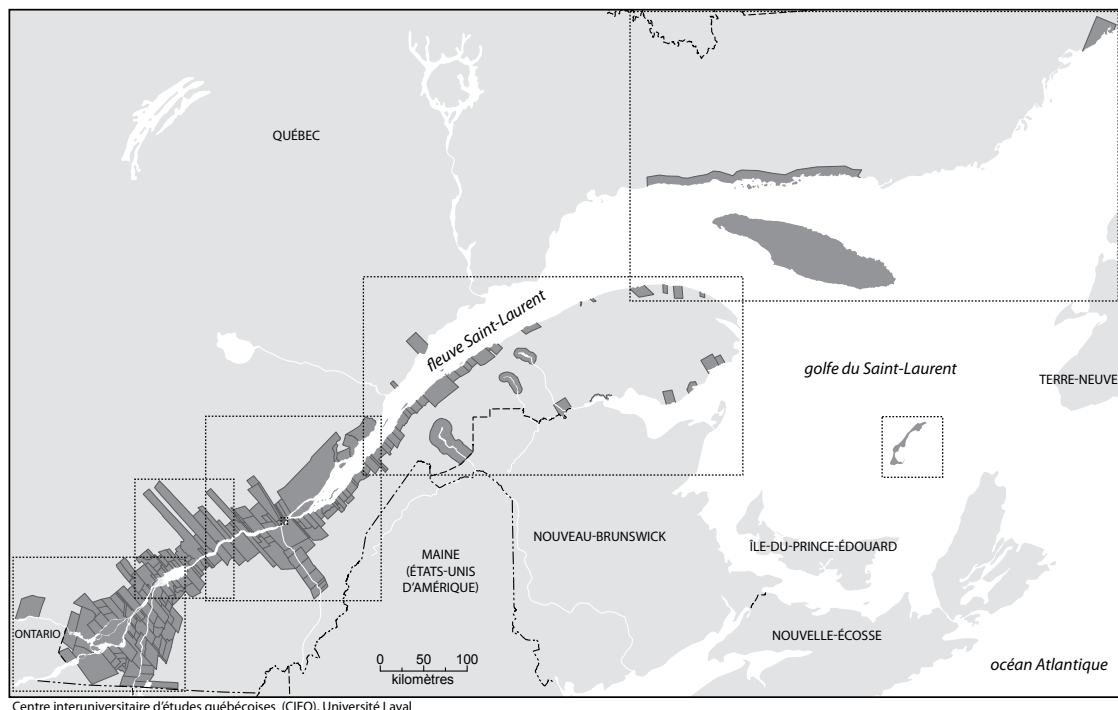
Sans refaire ici l'histoire de l'implantation et de l'évolution de la seigneurie dans la vallée du Saint-Laurent, on rappellera que les premiers fiefs sont mis en place dès la décennie 1620 et particulièrement après la création de la Compagnie de la Nouvelle-France, dite des Cent-Associés, elle-même « seigneuresse de la Nouvelle-France » jusqu'en 1663. L'inféodation de la terre se poursuit à un rythme assez irrégulier tout au long du XVII<sup>e</sup> siècle et durant le XVIII<sup>e</sup> siècle jusqu'à la Conquête, avec des moments plus marqués sur le plan des concessions. Par exemple, la démobilisation des officiers du régiment de Carignan-Salière et la volonté des autorités de les retenir au Canada afin de sécuriser le territoire entraîne de nombreuses concessions de fiefs en 1672. Malgré des seigneuries réunies au domaine du roi et d'autres ultérieurement morcelées, on comptera autour de 300 fiefs dans la vallée du Saint-Laurent, de la Gaspésie et la Côte-Nord jusqu'à l'Ouest de Montréal, avec quelques extensions dans ce que sont aujourd'hui l'Ontario, Terre-Neuve et le Nouveau-Brunswick<sup>3</sup>.

---

2. On trouvera une définition plus élaborée de la seigneurie dans notre *Brève histoire du régime seigneurial*, Montréal, Boréal, 2012. Pour ses origines françaises, nous suggérons : Jean Gallet, *Seigneurs et paysans en France (1600-1789)*, Rennes, éditions Ouest-France, 1999.

3. Pour une cartographie, voir notamment la planche 52 dans le volume 1 de l'*Atlas historique du Canada*.





**Carte 1 – Les seigneuries dans le territoire actuel du Québec**

## L'abolition des droits seigneuriaux

En dépit du changement d'empire et de l'intégration de la vallée du Saint-Laurent au monde colonial britannique, à compter de 1763, le régime seigneurial se maintient étonnamment plus longtemps au Canada que dans l'ancienne mère-patrie. En effet, alors que la France abolit les droits féodaux, sans compensation, au cours de la période révolutionnaire, les autorités coloniales britanniques, pragmatiques, préfèrent maintenir en place les élites « naturelles » que sont les seigneurs canadiens, lesquels constituent de précieux alliés pour les nouveaux maîtres du pays. Par conséquent, les seigneuries, loin d'être entièrement occupées au milieu du XVIII<sup>e</sup> siècle, continuent d'accueillir de nouveaux censitaires jusqu'au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle. Pendant cette période, l'écoumène seigneurial continue donc à s'étendre le long du corridor laurentien, bien que les seigneuries périphériques (celles de la Gaspésie par exemple) demeurent pour l'essentiel des fiefs peu peuplés et surtout exploités pour les ressources halieutiques. Peu de nouveaux fiefs sont cependant concédés par les autorités sous le régime anglais (moins d'une dizaine) et, à compter de 1791, avec l'avènement d'une population anglaise plus consistante s'expliquant par la Révolution américaine et l'immigration loyaliste, le destin du régime seigneurial devient plus incertain, voire entre dans une phase de sursis. En effet, l'*Acte constitutionnel* crée les provinces du Haut-Canada et du Bas-Canada (Ontario et Québec) où la colonisation passera dorénavant par l'octroi de *townships* (les actuels cantons), dans lesquels la possession de la terre sera libre de tous droits seigneuriaux, en *franc et commun socage*. On n'abolit pas pour autant le régime de propriété seigneurial là où il préexistait, soit dans le cœur de ce nouveau Bas-Canada. Au contraire, le mode de vie seigneurial et les rapports seigneurs/censitaires qu'il suppose se maintiennent

pendant encore plus d'un demi-siècle.

Le contexte socio-économique du XIX<sup>e</sup> siècle québécois, en particulier les premières manifestations du capitalisme industriel combinées à l'urbanisation croissante, rendra de plus en plus évident le caractère anachronique de la propriété seigneuriale. Dans les villes comme Montréal ou Québec, où toute terre relève d'un seigneur, mais aussi dans le monde rural, les contraintes imposées par la seigneurie – la banalité du moulin et les lods et ventes en particulier – deviennent la cible d'une bourgeoisie anglophone mécontente de ces entraves à l'entrepreneuriat. Qui plus est, les troubles politiques de 1837-1838 révèlent un sentiment nettement antiseigneurial dans une région (la plaine de Montréal) où les seigneurs sont souvent anglais<sup>4</sup>. Ces différents enjeux aboutissent en 1854 à l'*Acte pour l'abolition des droits et devoirs féodaux dans la province du Bas-Canada*<sup>5</sup>.

La loi de 1854 porte en elle un curieux paradoxe : en même temps qu'elle vise à abolir les « droits et devoirs féodaux » qui subsistent dans la Province du Bas-Canada, elle vient confirmer les droits de propriété des seigneurs et garantir l'indemnisation de ces derniers pour toutes les pertes occasionnées par la loi, tant la propriété utile (les domaines et terres non concédées) que la propriété éminente (les droits des seigneurs sur les terres concédées). D'abord, la loi confirme que les seigneurs préservent la pleine propriété du domaine et de toutes les terres non concédées. Qui plus est, ils en jouiront librement et pourront vendre leurs terres sans les contraintes du régime seigneurial qui les obligeaient, depuis les *Arrêts de Marly* de 1711, à les concéder. C'est en vertu de cette disposition que des « seigneurs » détiennent encore aujourd'hui de vastes propriétés foncières, comme on le verra entre autres avec le cas de la seigneurie de Beaupré. D'autres auront tôt fait de lotir les anciens domaines et d'en tirer des revenus substantiels, en particulier en milieu urbain ou périurbain. De plus, l'État consent alors plusieurs millions de dollars afin d'indemniser les seigneurs pour la perte de leurs droits sur les censives. Durant ce processus, une cour spéciale est constituée (présidée par Louis-Hippolyte La Fontaine, alors juge en chef de la Cour du Banc de la Reine) pour régler les points litigieux et des commissaires sont délégués dans toutes le Québec pour mener de minutieuses enquêtes à l'échelle de chaque seigneurie afin de connaître ce qui était payé aux seigneurs et n'en rien omettre. À l'exception des droits honorifiques qui ne sont pas indemnisés, le moindre chapon et la moindre journée de corvée se voient convertis en valeur monétaire de l'époque et remboursés. Les enquêtes menées par les commissaires se traduisent par la confection des cadastres seigneuriaux, qui recensent, entre 1859 et 1864, 330 seigneuries et détaillent les sommes dues aux seigneurs « déchus ». Enfin, on laisse aux censitaires le rachat des cens et rentes seigneuriales afin de procéder formellement à la commutation de leur propriété sous la nouvelle tenure libre (en franc alleu roturier). À cet égard, la loi de 1854 confère deux possibilités. Les censitaires peuvent verser une somme forfaitaire désignée comme le « capital » de la rente, équivalent à environ dix-sept années de rentes annuelles (la rente annuelle représentant 6 % de ce capital).

4. Allan Greer, *Habitants et Patriotes. La rébellion de 1837 dans les campagnes du Bas-Canada*, Montréal, Boréal, 1997, 370 p.

5. *Acte pour l'abolition des droits et devoirs féodaux dans le Bas-Canada*, Statuts du Canada, 1854-1855, 1<sup>ère</sup> session, chapitre 3 (ci-après *Acte seigneurial*).

Ils peuvent aussi continuer à verser annuellement – et sans réduire pour autant le capital – une rente qu’on appellera désormais rente constituée, du même montant que la rente préexistante. La législation prévoit que la nouvelle rente sera payée « aux temps et lieux où les cens et rentes sont maintenant payables », c’est-à-dire au manoir seigneurial et, sauf exception, à la Saint-Martin d’hiver (le 11 novembre). L’article 37 de la loi stipule même que les détenteurs et débiteurs de ces rentes constituées continueront à être légalement appelés « seigneurs et censitaires ». Cela se traduit donc par des changements très subtils pour bon nombre de censitaires qui, après l’abolition, vont continuer à verser une rente équivalente à l’ancienne, à la même personne et à la même date. Dans plusieurs localités, l’influence des seigneurs ne paraît pas du tout diminuée du fait de l’abolition. Les institutions municipales, qui apparaissent à l’époque même où disparaît le régime seigneurial, permettent à plusieurs seigneurs ou à leurs proches d’occuper de nouveaux lieux de pouvoir à l’échelle locale. Tout porte à croire que dans la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle et pour une partie du siècle suivant, le mode de vie distinctif des familles seigneuriales se maintient un peu partout au Québec. Manoirs seigneuriaux et églises paroissiales demeurent les témoins de la distinction sociale de ces familles et du rapport d’altérité qu’elle suppose. Cette distinction, quelque peu « folklorisée » s’est même perpétuée en certains lieux jusqu’au XXI<sup>e</sup> siècle<sup>6</sup>.

### **Le rôle de l’État québécois dans la lente extinction des droits seigneuriaux au XX<sup>e</sup> siècle**

L’histoire de l’abolition du régime seigneurial au Québec est une longue route jalonnée de plusieurs étapes. Celle de 1854 est, certes, particulièrement décisive ; cependant, à bien des égards, cette date est aussi le point de départ d’un processus long et complexe qu’il est nécessaire de comprendre pour apprécier les textes qui suivent. Pendant la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle, l’Assemblée législative québécoise va débattre à de nombreuses reprises des problèmes soulevés par les persistances de la propriété seigneuriale. Plus d’un demi-siècle après l’abolition de 1854, les rentes constituées continuent à être versées annuellement aux héritiers ou acquéreurs des droits seigneuriaux, plaçant les cultivateurs québécois dans une étrange position d’éternels censitaires. Ces réminiscences féodales sont occasionnellement l’objet de discussions à Québec à compter de la première décennie du siècle. Il faut cependant attendre 1926 et la prise de position du député et maire de Saint-Hyacinthe, Téléphore-Damien Bouchard, pour que le gouvernement provincial relance la question des rentes seigneuriales. Bouchard entreprend de convaincre l’Assemblée de mettre fin aux derniers vestiges de l’âge seigneurial. Pour lui, il s’agit d’un lourd fardeau pour les cultivateurs de la province et l’abolition de ces rentes aurait un effet significatif sur la rentabilité de l’agriculture québécoise. Pour le député Bouchard, cette situation doit être corrigée une fois pour toutes puisqu’« un nombre très considérable de censitaires ne se sont pas encore rachetés après au-delà de soixante et dix ans qu’il leur a été possible de le faire » et ceux-ci doivent « encore [...] faire un pèlerinage annuel pour payer [les rentes], très souvent, à un étranger qui s’est porté acquéreur des droits appartenant originellement à nos anciennes familles », affirme-t-il dans son long discours. Maire de Saint-Hyacinthe depuis 1917, il pro-

---

6. Benoît Grenier, « Sur les traces de la mémoire... », *loc. cit.*



pose de recourir aux municipalités pour mettre un terme à cette survivance anachronique. Dans son discours de 1926, on trouve formulé l'essentiel de ce qui deviendra loi en 1935. Il y propose la création d'un « syndicat national » qui regrouperait toutes les municipalités du Québec où subsistent des rentes constituées ; son projet s'inspire de la loi adoptée en 1770 pour abolir la féodalité dans le duché de Savoie. À titre de membre fondateur de l'Union des municipalités du Québec et secrétaire de cette institution de 1919 à 1937, il bénéficie d'une tribune de choix pour convaincre ses homologues de la nécessité de recourir aux villes et villages pour régler le sort des rentes seigneuriales. Le projet ne deviendra loi qu'en 1935, mais, entre-temps, le gouvernement Taschereau fait adopter, en 1928, la *Loi concernant les droits seigneuriaux dans cette province*. Celle-ci exigeait que tous les « seigneurs » ou créanciers de rentes seigneuriales transmettent au Bureau des statistiques de Québec, avant le 1er novembre 1928, un bilan de leurs créances seigneuriales. Cette enquête permit de savoir que des rentes étaient toujours perçues dans 190 seigneuries. Le capital de toutes ces rentes s'élevait à la somme de 3 577 573,38 \$ et les versements annuels par les censitaires représentaient un montant de 212 486,53 \$, dû par environ 60 000 familles. La création, en 1935, du *Syndicat national du rachat des rentes seigneuriales* (SNRRS), regroupera les quelque 800 municipalités où existaient toujours des rentes. La mission de cet organisme, administré par un « bureau » au parlement à Québec, était de rompre l'ultime lien unissant seigneurs et censitaires en dédommageant définitivement les anciens seigneurs. Pour ce faire, l'organisme contracte un emprunt de trois millions de dollars garanti par le gouvernement et la loi de 1935 transforme la rente en une taxe municipale « spéciale », devant être acquittée par les anciens censitaires en même temps que les autres taxes. Le Syndicat doit valider tous les titres seigneuriaux, de manière à vérifier la légitimité des seigneurs qu'il va indemniser. Ces derniers doivent également produire un papier terrier nominatif afin de montrer qui payait encore et combien. Le 9 novembre 1940, *La Presse* titre « Les rentes seigneuriales disparaissent du Québec », et *L'Action catholique*, « Les rentes seigneuriales payées une dernière fois ». C'est en effet le lundi 11 novembre 1940, à la Saint-Martin d'hiver — comme aux beaux jours de la Nouvelle-France —, que les censitaires doivent acquitter leurs rentes pour la dernière fois. C'est une date méconnue de l'histoire du XX<sup>e</sup> siècle québécois, qui marque pourtant la véritable rupture du lien qui unissait seigneurs et censitaires. Dès 1941, environ la moitié des sommes aura été remboursée aux seigneurs par le Syndicat. Les municipalités auront, quant à elles, une période de 40 ans pour collecter les rentes et rembourser le SNRRS, soit jusqu'en 1980. L'emprunt sera finalement plus rapidement remboursé que prévu, les derniers paiements effectués par les municipalités furent versés le 11 novembre 1970. Les archives de cette institution, auxquelles les auteurs du volume ont eu recours, ont été déposées aux Archives nationales du Québec au milieu de la décennie 1970 et peuvent être consultées au Centre de Québec de BanQ sous le fonds P39<sup>7</sup>.

---

7. Une partie de cette vaste documentation de plus de 20 mètres linéaires est également accessible en ligne à partir de l'outil de recherche Pistard, notamment les terriers homologués par les différentes municipalités concernées par le processus.

## L'enquête orale relative aux « persistances seigneuriales »

La recherche relative aux persistances seigneuriales du Québec visait donc à saisir les traces à la fois économique, culturelle et sociale de ce processus d'abolition très graduel et largement favorable aux seigneurs<sup>8</sup>. Une première phase de l'enquête a eu pour objectif de comprendre la dimension économique en mesurant, à l'échelle de toutes les seigneuries, ce qui restait des rentes constituées au moment de la création du SNRRS (1935-1940), puis d'analyser à la fois l'identité des « derniers seigneurs » et l'ampleur des indemnisations qu'ils ont reçues durant la décennie 1940. Ces travaux ont montré un groupe seigneurial diversifié, dans lequel figurent encore un certain nombre de « vieilles » familles seigneuriales, telles les Taschereau ou les Saint-Ours, de même que d'anciennes institutions comme le Séminaire de Québec, mais surtout, ils ont révélé une importante mutation de la propriété « seigneuriale » entre 1854 et 1940. Au total, ce sont plus de 500 « seigneurs » qui se partagent 3,2 millions de dollars entre 1940 et 1950<sup>9</sup>. Au terme de cette étape, et considérant les témoignages spontanés de personnes possédant des souvenirs associés à ces « persistances », nous avons pris le parti d'orienter la seconde phase de la recherche autour de la mémoire seigneuriale par l'intermédiaire d'une enquête orale. L'intention initiale était d'identifier et de rencontrer différents témoins en mesure de nous renseigner sur leurs souvenirs associés aux anciennes rentes seigneuriales ou encore aux propriétés foncières « seigneuriales ». Nous savions déjà que certaines localités (Trois-Pistoles au premier rang) ou certaines personnes (des notaires par exemple) étaient susceptibles de fournir le matériau espéré. C'est ainsi que nous avons diffusé, à compter de novembre 2014, un appel à communications aux personnes susceptibles d'avoir de tels souvenirs. Nous pensions particulièrement aux personnes âgées qui pouvaient se souvenir du paiement des rentes constituées ou de la taxe « seigneuriale » payée aux municipalités jusqu'en 1970, mais aussi qui avaient le potentiel d'être de précieux témoins pour faire écho aux rapports sociaux et aux pratiques culturelles qui auraient pu se perpétuer entre « seigneurs et censitaires » longtemps après l'abolition. Nous espérions aussi obtenir la participation de membres de ces familles autrefois seigneuriales afin d'étudier leur propre perception de ces événements et de leur rôle au sein des communautés où leur famille avait joué un rôle de premier plan.

---

8. Michel Morissette, « L'argent et la propriété seigneuriale de 1854 à 1940 : qui sont les gagnants et les perdants du processus d'abolition? », dans Benoît Grenier et Michel Morissette, dir., *Nouveaux regards en histoire seigneuriale au Québec*, Québec, septentrion, 2016, p. 314-333.

9. Pour en savoir davantage sur la première phase de cette recherche, on consultera les travaux suivants : Benoît Grenier, « Le dernier endroit dans l'univers » : À propos de l'extinction des rentes seigneuriales au Québec, 1854-1971 », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 64, n° 2 (automne 2010), p. 75-98; Benoît Grenier (avec la collaboration de Michel MORISSETTE), « Les persistances de la propriété seigneuriale au Québec. Les conséquences d'une abolition partielle et progressive (1854-1970) », *Histoire et Sociétés Rurales*, vol. 40 (2<sup>e</sup> trimestre 2013), p. 61-96 et Michel Morissette, « Les persistances de l'« Ancien Régime » québécois : seigneurs et rentes seigneuriales après l'abolition (1854-1940) », mémoire de maîtrise (histoire), Université de Sherbrooke, 2014, 161 p. : <https://savoirs.usherbrooke.ca/handle/11143/5436>

À l'origine, notre processus d'enquête orale visait une seule catégorie de seigneurs : les individus et familles (par opposition aux institutions). Nous interpellions les souvenirs relatifs aux rentes ou aux terres seigneuriales postérieures à l'abolition<sup>10</sup>. Nous envisagions initialement d'identifier une dizaine de localités où la mémoire seigneuriale était plus susceptible d'être vivante, notamment en raison de la résidence sur place des « seigneurs », minimalement de façon saisonnière<sup>11</sup>. Nous avons pour ambition de rencontrer non seulement des familles d'ascendance franco-catholique, mais aussi des familles anglo-protestantes pour refléter l'importante part des anglophones au sein du groupe des seigneurs<sup>12</sup>. Puis, en cours de route, nous avons jugé pertinent d'inclure la mémoire institutionnelle par l'intermédiaire du Séminaire de Québec et du Séminaire de Saint-Sulpice de Montréal<sup>13</sup>.

L'enquête sur la mémoire seigneuriale ne visait pas à approfondir la connaissance sur les acteurs interrogés et leur vécu, mais à saisir une perception, une représentation, de ces survivances à l'échelle locale; les faits, quant à eux, sont déjà bien documentés par les sources écrites<sup>14</sup>. Comme l'affirme Hélène Wallenborn, : « La source orale, même quand elle est factuellement erronée, est « vraie » du point de vue du narrateur. Elle parle moins des événements que des significations qu'il leur donne<sup>15</sup> ». Ce sont ces souvenirs, anciens, et même les souvenirs de familles transmis par leurs parents, qui nous intéressaient tout particulière-

10. Cette précision était importante puisqu'il ne s'agissait pas de recueillir la mémoire de toutes les familles seigneuriales, mais bien de celles en place au moment de l'extinction du régime (1854-1940). Il a d'ailleurs été nécessaire de décliner, poliment, les propositions de certains volontaires qui se présentaient comme des descendants de tel ou tel seigneur de l'époque de la Nouvelle-France ou dont la famille s'était départie de ses propriétés avant l'abolition.

11. Le critère de la « présence seigneuriale » était au centre de notre recherche doctorale et demeure, à nos yeux, un signe additionnel de distinction des familles seigneuriales : Grenier, *Seigneurs campagnards*...

12. Au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, les anglophones comptent pour au moins la moitié des propriétaires seigneuriaux du Québec. Fernand Ouellet, « Propriété seigneuriale et groupes sociaux dans la vallée du St-Laurent (1663-1840) », *Revue de l'Université d'Ottawa*, 47,1-2 (1977), p. 183-213. Voir aussi : Alex Tremblay-Lamarche, « La stabilisation et la créolisation de la présence seigneuriale britannique dans la vallée du Saint-Laurent, 1790-1815 », dans Grenier et Morissette, dir, *Nouveaux regards*..., p. 247-276.

13. Il s'est avéré que la mémoire institutionnelle de la seigneurie, telle que construite et transmise au sein de ces institutions, représentait un objet d'étude non moins intéressant que la mémoire familiale. Nous avons consacré un article à cette question : Benoît Grenier, « Le patrimoine seigneurial du Séminaire de Québec ou l'héritage matériel de François de Laval », dans Étienne Berthold, dir., *Le patrimoine des communautés religieuses. Empreintes et Approches* (Québec, Presses de l'Université Laval, 2018), p. 21-51.

14. Dans son étude sur la mémoire collective des Acadiens, telle que colligée lors des célébrations de leur 400<sup>e</sup> anniversaire, Ronald Rudin s'est penché sur les représentations des diverses communautés (Acadiens, anglophones des Maritimes, Premières Nations) du sens à donner à ces événements : Ronald Rudin, *L'Acadie entre le souvenir et l'oubli. Un historien sur les chemins de la mémoire collective* (Montréal, Boréal, 2014). Notre étude s'inspire en quelque sorte de son approche, mais à l'échelle de la mémoire « familiale » d'un groupe spécifique. Qui plus est, comme Rudin, nous avons fait usage du documentaire comme médium de diffusion de nos travaux.

15. Hélène Wallenborn, *L'historien, la parole des gens et l'écriture de l'histoire : le témoignage à l'aube du XXI<sup>e</sup> siècle* (Loverval, éditions Labor, 2006), p. 50-51.

ment<sup>16</sup>. Au terme de l'exercice, nous avons la conviction que l'histoire orale, aussi étonnant que cela puisse paraître, aura contribué à mieux saisir une dimension de l'histoire nationale – le régime seigneurial – qui est trop souvent confinée à la période préindustrielle<sup>17</sup>.

Entre février 2015 et décembre 2017, nous avons réalisé 34 entretiens et parcouru plus de 15 000 kilomètres dans le territoire « seigneurial » du Québec, nous conduisant dans 16 anciennes seigneuries, du Bic à Vaudreuil et de Saint-Georges-de-Beauce à Terrebonne en passant par la région de Portneuf. Les témoins (20 hommes et 14 femmes), dont l'âge variait entre 8 et 95 ans nous ont permis de rencontrer une dizaine de familles dont certaines mieux représentées que d'autres<sup>18</sup>. Malgré cet écart d'âge en apparence très considérable (87 ans entre l'aînée et la cadette), l'âge moyen des témoins rencontré est de 62,6 ans (60,1 ans pour les femmes et 64,3 ans pour les hommes).

Une limite qu'il convient de mentionner concerne la difficulté à recruter des « aînés » porteurs du souvenir des rentes seigneuriales, ce que nous appelions la « mémoire de l'Autre ». En effet, l'appel invitait toute personne qui avait des souvenirs relatifs aux rentes ou aux terres seigneuriales. Or, bien que de nombreux témoignages m'aient été livrés spontanément lors des périodes de questions à l'occasion de conférences, il ne semble pas que ces micro-souvenirs leur aient semblé suffisamment importants pour être partagés dans le cadre d'une recherche<sup>19</sup>. On peut supposer que certains ont été intimidés par la nature « scientifique » et universitaire de l'enquête ou encore qu'ils sous-estimaient la valeur de leurs souvenirs. Cette dernière hypothèse est renforcée par le fait que même parmi les descendants de familles seigneuriales, dont certains avaient d'eux-mêmes pris contact avec moi, quelques-uns se sont finalement désistés en jugeant qu'ils ne voyaient pas ce qu'ils pouvaient avoir d'intéressant à dire. Dans ces cas, il s'agissait de les rassurer sur la valeur de leur témoignage sans

---

16. Pour une réflexion approfondie sur la source orale et l'historique de son usage chez les historiens du Québec, nous renvoyons le lecteur au numéro thématique de la *RHAF*, 69, 1-2 (été-automne 2015), ainsi qu'à la contribution de Steven High et Jean-Philippe Warren, « Memory of a Bygone Era: Oral History in Quebec, 1979–1986 », *The Canadian Historical Review*, 95, 3, (2014), p. 433-456. Voir également le texte fondateur de Paul Thompson, « Des récits de vie à l'analyse du changement social », *Cahiers internationaux de sociologie*, 69 (1980), p. 249-268.

17. Nous avons bénéficié du soutien de plusieurs partenaires qui ont contribué à retracer ces témoins, somme toute peu nombreux. Le Musée de la mémoire vivante, érigé à Saint-Jean-Port-Joli dans la reconstruction du manoir de Philippe Aubert de Gaspé, s'est avéré un précieux partenaire et les témoignages recueillis dans le cadre de notre enquête y ont été déposés en juin 2018, avec le consentement des participants, à des fins de conservation et de diffusion. Une exposition portant sur l'histoire et la mémoire seigneuriale du Québec devrait voir le jour à la suite de cette collaboration.

18. Parmi les 34 témoins, on ne compte pas que des membres de familles seigneuriales. Ceux-ci se déclinent en trois catégories qui se sont, au final, constituées d'elles-mêmes et sont devenues, au fil du temps, les trois axes de la recherche sur la mémoire seigneuriale : la mémoire familiale (20 témoins), la mémoire institutionnelle (3 témoins) et les « porteurs » de mémoire ou témoins indirects des persistances seigneuriales (11 témoins). Les travaux réunis portent essentiellement sur des seigneuries appartenant à des familles (5) mais aussi sur des fiefs ecclésiastiques (2).

19. Je pense, par exemple à cet homme âgé de 80 ans environ, qui m'interpelle après une conférence à Sorel, en 2014, pour me relater un souvenir qui lui semblait tout frais en mémoire : « La seule fois où je me rappelle avoir vu ma grand-mère, toujours douce et aimable, se mettre en colère, c'est lorsque le collecteur des rentes seigneuriales venait à la maison ». Lors d'une conférence en mars 2015 au Musée de la mémoire vivante, nous avons recueilli quelques anecdotes de personnes présentes et désireuses de partager leurs souvenirs.

pour autant avoir l'air de leur forcer la main<sup>20</sup>... Cette attitude, tout de même assez rare, a été constatée plus souvent chez des familles plus « modestes » ou roturières, pour recourir à un terme propre à l'Ancien Régime. La mémoire seigneuriale semble effectivement plus vive chez les familles d'ascendance nobiliaire ou bourgeoise, du moins chez certaines d'entre elles.

Nous avons pris la décision, dès les commencements, de filmer les entretiens en format HD. La collaboration de la cinéaste et historienne Stéphanie Lanthier, déjà aguerrie à l'histoire orale<sup>21</sup>, s'est avérée déterminante à cet égard. Non seulement souhaitions-nous consigner les témoignages, mais il s'agissait aussi de capter sur caméra ces « visages seigneuriaux », leur gestuelle, leurs silences, leur langage corporel, l'émotion, mais aussi l'agir du rappel mémoriel. Contrairement à ce que nous aurions pu redouter, la presque totalité ont accepté très généreusement, même s'il s'agissait pour la plupart d'une première expérience devant la caméra, notamment pour les plus âgés. Le recours à la vidéo nous a d'ailleurs permis de filmer les lieux et les paysages associés à ces souvenirs. C'est que, dans la mesure du possible, nous avons voulu filmer les entretiens dans des lieux emblématiques de l'histoire des familles rencontrées, de manière à nourrir la mémoire des individus en leur offrant un environnement familial et évocateur. Plusieurs des entretiens ont été réalisés directement chez les témoins, surtout lorsqu'ils étaient toujours résidents, ou résidents saisonniers, de la seigneurie familiale. Ainsi, bien que la mémoire soit un processus « sélectif et conditionné par le présent<sup>22</sup> », les souvenirs sollicités ont pu être ravivés par un tel « retour aux sources ». Qui plus est, en renonçant à l'anonymat (la possibilité leur était tout de même offerte dans le formulaire de consentement), ils avaient le sentiment de contribuer à la pérennité de l'histoire de leur famille ou de leur localité<sup>23</sup>.

---

20. Nous avons été à même de constater la nécessaire empathie dont doit faire preuve l'intervieweur, en particulier face aux personnes âgées. Sur ces questions : Sophie Chaxel, Cécile Fiorelli et Pascale Moity-Maïzi, « Les récits de vie : outils pour la compréhension et catalyseurs pour l'action », *Interrogations*, 17 (janvier 2014) [en ligne], <http://www.revue-interrogations.org/Les-recits-de-vie-outils-pour-la>

21. Stéphanie Lanthier a collaboré étroitement à l'enquête menée par Louise Bienvenue : « Un projet d'histoire orale auprès des anciens de Boscoville (1942-1997) » : <https://boscoville.cieq.ca/> ainsi qu'à différents autres projets depuis, notamment avec les professeurs Pierre Hébert et Maurice Demers.

22. Baillargeon, *Ménagères au temps de la Crise...*, p. 32.

23. Lien vers page web incluant les documentaires réalisés : <https://www.usherbrooke.ca/histoire/recherche/projets/persistances/>. Les entretiens peuvent être consultés dans leur intégralité au Musée de la mémoire vivante de Saint-Jean Port Joli : <http://www.memoirevivante.org/>.



Photo 3 – tournage de l’entretien de Mme Anita Rioux, Trois-Pistoles, mai 2015.

### « Le pays de Dieu... » : La perspective locale ou l’ « esprit du lieu »

La tradition monographique en histoire rurale et seigneuriale puise ses racines loin dans le temps mais s’est particulièrement développée dans la foulée du tournant de l’École des Annales en France<sup>24</sup>. Des années 1950 à 1980 surtout, le désir d’une histoire « totale », largement tournée sur le rapport entre histoire et géographie, a produit de multiples thèses d’histoire locale ou régionale, dont la paroisse ou le village, moins fréquemment la seigneurie, étaient souvent l’épicentre<sup>25</sup>. À côté de cette tradition d’histoire rurale, il y a lieu d’évoquer également l’approche monographique de terrain chère à l’ethnologie et à la sociologie qui, en contexte québécois, a fortement alimenté les connaissances sur les sociétés rurales. De l’habitant de St-Justin de Léon Gérin<sup>26</sup> à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle jusqu’aux travaux ethnogra-

24. Michel Denis, « L’approche régionale », dans François Bédarida, *L’histoire et le métier d’historien en France 1945-1995*, Paris, éditions de la Maison des sciences de l’homme, 1995, p. 187-200 ; Jean Jacquart, « L’histoire rurale en France : Les grandes étapes historiographiques », *Histoire & Sociétés rurales*, n° 3, 1<sup>er</sup> semestre 1995, p. 19-24.

25. Gérard Bouchard et Louise Dechêne, formés en France à la fin des années 1960, furent certainement les deux plus importants vecteurs de ce tournant « monographique » chez les historiens québécois. Louise Dechêne a fait de Montréal, ville et seigneurie, l’objet de sa thèse, éditée en 1974. L’introduction de son livre expose d’ailleurs le choix de ce cadre monographique régionale : Louise Dechêne, *Habitants et marchands de Montréal au XVII<sup>e</sup> siècle*, Paris, Plon, 1974, p. 8. De son côté, Gérard Bouchard publie en 1972 la monographie tirée de sa thèse : *Le Village immobile. Sennely en Sologne au XVIII<sup>e</sup> siècle*, Paris, Plon, 1972, 386 p. Bouchard se tournera cependant par la suite vers l’histoire « régionale » dont témoignent ses travaux ultérieurs et, tout particulièrement, son magistral *Quelques arpents d’Amérique. Population, économie, famille au Saguenay 1838-1971*, Montréal, Boréal, 1996, 635 p.

26. Léon Gérin, « L’habitant de St-Justin », *Mémoires et comptes rendus de la Société royale du Canada* (2<sup>e</sup> série), IV (1898), p. 139-216.



phiques récents de Frédéric Parent<sup>27</sup>, en passant par ceux d'Horace Miner au mitan du siècle dernier<sup>28</sup>, le cadre monographique représente une voie classique afin d'étudier en profondeur une société par l'intermédiaire d'un exemple qui se veut représentatif. La recherche sur les persistances seigneuriales n'avait pas pour objectif de produire des « monographies », ni même une lecture régionale, mais plutôt d'offrir une analyse d'ensemble de l'histoire et de la mémoire de l'impact des modalités de l'abolition du régime seigneurial. Qui plus est, notre enquête orale ne cherchait pas à documenter, à la manière des ethnologues, un mode de vie ou une collectivité rurale précise. Toutefois, elles visaient à interroger des individus porteurs d'une mémoire relative à une survivance particulière autour d'un mode de vie seigneurial et d'un rapport que nous pourrions qualifier de « post-seigneurial ». À cet égard, notre démarche, sans être monographique, s'apparentait néanmoins à celle de l'ethnologue ou du sociologue, cherchant les traces d'une mémoire locale en sursis<sup>29</sup>.

Par ailleurs, les témoignages consignés ont révélé un attachement profond des témoins envers l'espace seigneurial. Que cette appartenance soit « familiale » ou qu'elle passe par une institution, elle apparaît fortement imprégnée de ce que les études patrimoniales nomment l'« esprit du lieu<sup>30</sup> ». Ce concept fondateur du patrimoine émet le postulat que

les monuments, les sites et les paysages patrimoniaux transcendent l'ordre de la réalité ordinaire pour atteindre un au-delà, un ordre supérieur, voire sacré. En raison de leur ancienneté, de leur singularité et de leur fort investissement symbolique, ces lieux sont considérés comme étant habités par une force tutélaire ou surnaturelle qui les anime et les protège<sup>31</sup>.

Douglas Cann rappelle que sa famille considère depuis longtemps le Bic comme le « Pays de Dieu<sup>32</sup> ». Plus que des souvenirs « familiaux », ce sont les lieux et la signification qu'ils revêtent pour les témoins qui se trouvent souvent en première ligne de leur mémoire. Cet esprit des lieux s'exprime dans la mémoire individuelle par des repères concrets tantôt visuels, tantôt sonores, voire olfactifs. Le territoire et la nature constituent d'importants vecteurs mémoriels auxquels les témoins confèrent un sens particulier dans le contexte de leur « histoire » seigneuriale. Ces repères naturels sont bien antérieurs à la naissance des témoins, voire des parents et grands-parents de ceux-ci, et semblent composer une part environnementale de la mémoire familiale. C'est le son de la décharge de la rivière Ontaritz pour les descendants Juchereau-Duchesnay au manoir de Sainte-Catherine; c'est la silhouette

---

27. Frédéric Parent, *Un Québec invisible. Enquête ethnographique dans un village de la grande région de Québec*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2015, 281 p.

28. Horace Miner, *Saint-Denis : un village québécois*, Montréal, Hurtubise HMH, 1985 [édition originale anglaise en 1939], 392 p.

29. À la manière d'un Marius Barbeau dans les campagnes québécoises du début du 20<sup>e</sup> siècle, par exemple. Marius Barbeau, *Québec où survit l'Ancienne France*, Québec, Librairie Garneau Limitée, 1937, 175 p.

30. On consultera avec profit l'ouvrage collectif suivant, issu d'un important colloque international tenu à Québec en 2008 : Laurier Turgeon, dir., *L'esprit du lieu : entre le patrimoine matériel et immatériel / Spirit of Place : Between Tangible and Intangible Heritage*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2009, 436 p.

31. *Ibid.*, p. L.

32. Entretien 2015-10 avec Douglas Cann, Le Bic, 7 août 2015.

de l'immense épinette devant la résidence des descendants des Campbell au Bic, c'est le fleuve Saint-Laurent, qui se fait quasiment mer devant Trois-Pistoles et que contemplant les Rioux depuis trois siècles; ce sont les lacs de la seigneurie de Beaupré où pêche le chanoine Roberge pour échapper à ses fonctions... Devant ce constat, nous avons formulé le concept d'écoseigneurie, défini comme l'étude du lien affectif qui se construit entre le territoire, la mémoire et l'héritage seigneurial. Se trouvant au cœur des persistances seigneuriales, il inscrit ces dernières dans l'affectif environnemental et la transmission intergénérationnelle. Ainsi, l'esprit du lieu propre révélé par la mémoire seigneuriale nous paraît composer une territorialité « seigneuriale », à la fois par son ancrage à l'espace de la seigneurie et par sa transmission par les acteurs de l'histoire de la localité<sup>33</sup>.



**Photo 4 – Douglas Cann et sa fille Jessica.**

C'est dans cette perspective monographique et en raison de la richesse des témoignages recueillis que nous avons décidé de faire travailler les étudiant.e.s, dans le cadre d'un cours de 3<sup>e</sup> année de baccalauréat, sur ces sources orales filmées. La quinzaine d'étudiant.e.s ont sélectionné chacun une « seigneurie » représentée dans l'échantillon issu des enquêtes orales. Le présent ouvrage collige au final sept textes qui furent d'abord des travaux académiques réalisés dans un objectif précis : analyser à la fois l'histoire de la seigneurie, le contexte local de son abolition à partir des archives produites par le SNRRS et, enfin, interpréter la mémoire qui en subsiste telle que documentée par les sources orales issues de l'enquête sur les

---

33. Le cas du Bic est particulièrement révélateur à cet égard. Nous invitons à consulter le court métrage suivant : « Espace et territorialité, vecteurs de la mémoire seigneuriale : plus qu'une identité familiale? », 2019, réalisé par Stéphanie Lanthier, à l'adresse suivante : <https://www.usherbrooke.ca/histoire/recherche/projets/persistances/espace-et-territorialite/>

persistances seigneuriales. Qui plus est, chacun devait formuler une problématique opérationnelle à partir du contexte spécifique à chaque fief. C'est véritablement cette dimension régionale et monographique qui constitue l'originalité du présent recueil. Alors que nous avons publié ailleurs plusieurs articles relatifs au processus d'abolition<sup>34</sup>, à la mémoire seigneuriale dans une perspective générale<sup>35</sup> ou particulière<sup>36</sup>, les textes ici réunis permettent, par l'analyse plus fine de l'histoire de certaines localités, une approche qui renoue avec la tradition monographique en histoire rurale.

## Présentation des textes

D'entrée de jeu, Nicholas Thérout livre une remarquable analyse de l'enracinement de la famille Rioux dans la seigneurie de Trois-Pistoles (231), s'interrogeant sur ce qui peut légitimer le statut de cette famille jusqu'à nos jours, dont le titre de « seigneuresse » dont on a affublé Anita Rioux est l'illustration. On y comprend que cette famille, d'origine modeste mais profondément ancrée dans le terroir pistolois depuis trois siècles, puise justement sa notoriété dans cette ancienneté sur place. Thérout s'appuie notamment sur les témoignages généreusement livrés par Anita Rioux, un peu avant son décès, de même que par son fils Gaston, surnommé « le seigneur ». La contribution d'Alexis Tétreault nous conduit dans la plaine montréalaise, sur les bords de la rivière Richelieu à l'ombre du Mont Saint-Hilaire. C'est là qu'on retrouve l'ancienne seigneurie de Rouville (170) (Mont Saint-Hilaire) où subsiste un magnifique manoir érigé au moment où l'on mettait un terme au régime seigneurial. Celui-ci, aujourd'hui désigné « Manoir Rouville-Campbell », commémore les deux familles seigneuriales qui ont façonné l'histoire de la localité. Dans ce texte, Tétreault montre que ces seigneurs, français puis écossais, représentent bien la première forme de notabilité dans le monde rural d'autrefois. Il s'avère cependant que les Campbell, davantage que les Rouville, auront laissé une empreinte sur la mémoire locale malgré l'absence de descendants. Cette mémoire est relayée ici par Mme Carroll Guérin, amie de la famille et propriétaire de l'ancien moulin, transformé en véritable « second » manoir. Dans son étude de la seigneurie du Bic (233), c'est à la question de la villégiature que s'est intéressé Anthony Trouilhas, auteur du troisième texte. Comme Rouville, le Bic, seigneurie située à proximité de Rimouski, fut d'abord la propriété d'une famille de la noblesse coloniale française, mais ne se développe véritablement que sous les Campbell (sans parenté avec les Campbell de Rouville) qui en font l'acquisition au XIX<sup>e</sup> siècle. Trouilhas se questionne sur le rôle de cette famille, et plus largement de l'abolition du régime seigneurial et de ses persistances, dans

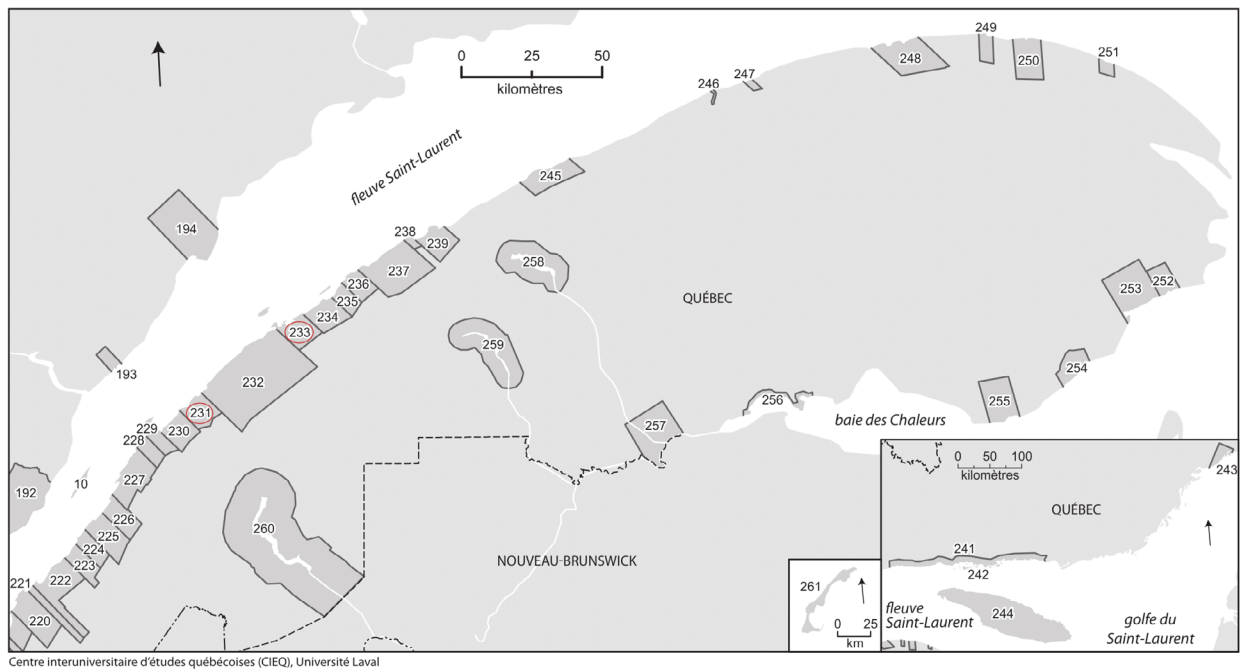
---

34. Grenier, « Le dernier endroit dans l'univers »; Grenier et Morissette, 2013;

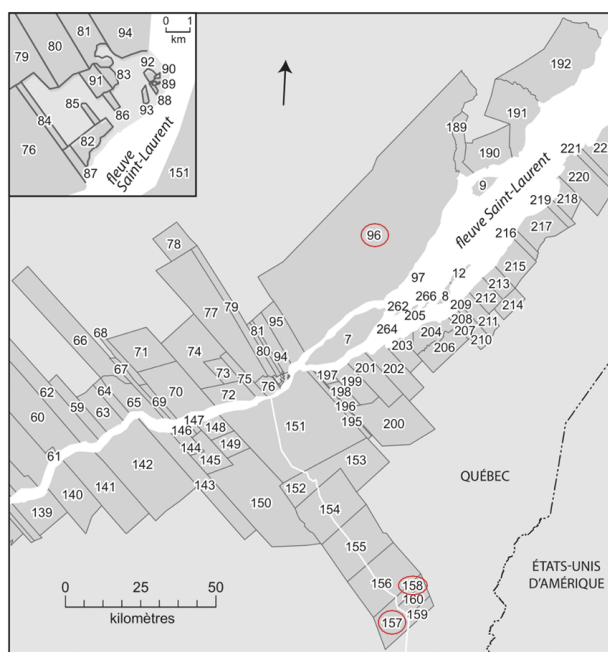
35. Benoît Grenier, « Sur les traces... », *loc. cit.*; Benoît Grenier, « «Mort d'extrême vieillesse» : histoire et mémoire du régime seigneurial depuis 1854 », dans Benoît Grenier et Michel Morissette, dir. (avec la collaboration d'Alain Laberge et Alex Tremblay-Lamarche), *Nouveaux regards en histoire seigneuriale au Québec*, Québec, Septentrion, 2016, p. 398-430; Benoît Grenier, « Les paradoxes de la mémoire seigneuriale au Québec : entre la mythologie et l'oubli », dans Marc Bergère et al., dir., *Mémoires canadiennes*, Actes du colloque de l'Association française d'études canadiennes (Rennes 2013), Presses universitaires de Rennes, 2018, p. 155-166.

36. Benoît Grenier, « Le patrimoine seigneurial du Séminaire de Québec ou l'héritage matériel de François de Laval », dans Étienne Berthold, dir., *Le patrimoine des communautés religieuses. Empreintes et Approches*, Québec, Presses de l'Université Laval, p. 21-51; Benoît Grenier, « L'héritage seigneurial d'Anne Hébert : famille, terre et histoire comme marqueurs identitaires », *Les Cahiers Anne Hébert*, 15, 2017, p. 7-29.

le phénomène de villégiature bourgeoise qui caractérise le Bas-Saint-Laurent, dont le Bic, dès la fin du XIXe siècle. Il propose une piste qui mériterait de plus amples investigations sachant que de vastes pans de plusieurs fiefs peu peuplés échoient en pleine propriété à leurs seigneurs, souvent anglo-protestants, au moment de l'abolition. Trouilhas peut compter sur le témoignage de Douglas Cann, descendant des Campbell et toujours « villégiateur » au Bic.

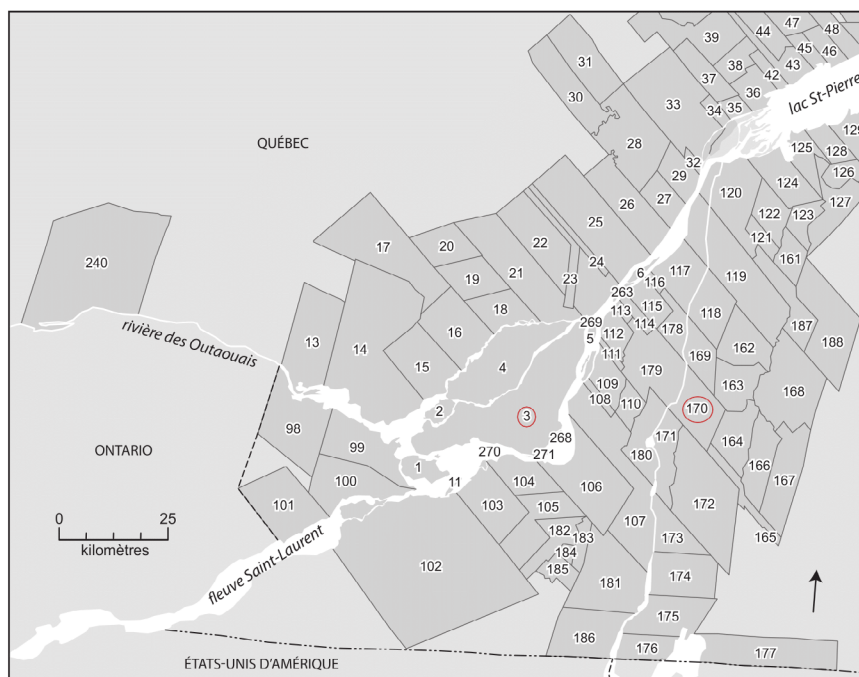


Carte 2 – Les seigneuries de l'Est du Québec



Centre interuniversitaire d'études québécoises (CIEQ), Université Laval

Carte 3 – Les seigneuries de la région de Québec



Centre interuniversitaire d'études québécoises (CIEQ), Université Laval

Carte 4 – Les seigneuries de la région de Montréal

Deux textes nous conduisent en Beauce, plus précisément dans l'actuelle ville de Saint-Georges. Frédérick Gosselin se penche sur la seigneurie d'Aubert-Gallion (157) et sur la famille seigneuriale d'origine allemande Pozer, laquelle est toujours présente dans la région. En s'appuyant sur les archives ainsi que sur le témoignage de Gordon Pozer et de sa soeur



Charlotte Gamble-Pozer, Gosselin réfléchit à la dimension marchande qui caractérisait de nombreux seigneurs sous le régime britannique. Souvent investisseurs, voire spéculateurs, les acheteurs de fiefs se faisaient rarement résidants. Le cas des Pozer présenté ici permet de comprendre la place occupée par cette famille dans le développement local et régional, mais aussi l'attachement profond de cette famille envers la localité développée par l'ancêtre allemand. Les parallèles avec le cas de Trois-Pistoles sont nombreux malgré les origines ethniques diverses des protagonistes. De l'autre côté de la rivière Chaudière se trouve l'ancien fief de Cumberland (158) qui tient ses origines du morcellement de la seigneurie « Aubin de L'Isle ». Ce sont des seigneurs anglo-protestants, les Taylor, qui possèdent ce petit fief au moment de l'abolition. Hubert Cousineau nous propose l'historique de cette seigneurie et de la famille Taylor, ayant résidé au manoir jusque tard au XX<sup>e</sup> siècle. Par l'intermédiaire du témoignage de l'actuel propriétaire du manoir, James Dean Hunter, nous avons accès à l'histoire et à la mémoire de cette famille qui s'est éteinte avec le décès d'Eva Taylor, centenaire, en 1999. Cousineau réfléchit dans ce texte à l'oubli du passé anglophone de la Beauce, dont cette famille seigneuriale était l'illustration et dont la disparition semble symptomatique. Il présente parallèlement la quête menée par J.-D. Hunter pour raviver, par le manoir Taylor (aujourd'hui une auberge) la flamme du souvenir de ce passé anglais en Beauce.

Les deux textes qui complètent le recueil se font mutuellement écho en s'intéressant non pas à des « familles seigneuriales », mais à des acteurs institutionnels, le Séminaire de Québec et le Séminaire de Saint-Sulpice (Montréal) en tant que seigneurs de Beupré (96) et Montréal (3). Au contraire des fiefs appartenant à des familles, lesquels connaissent fréquemment des subdivisions consécutives aux successions, les seigneuries ecclésiastiques ne subissent pas le morcellement. En effet, tant le Séminaire de Québec que celui de Montréal ont préservé des droits « seigneuriaux » jusqu'à nos jours en raison des modalités de l'abolition. Raphaël Bergeron-Gauthier étudie l'histoire de la seigneurie de Beupré en se questionnant sur le concept de « bienveillance » seigneuriale, si cher à une historiographie traditionnelle qui faisait du seigneur un colonisateur et un bon père de famille pour ses censitaires. En parcourant les travaux relatifs à l'histoire de la seigneurie de Beupré et en prenant appui sur les propos recueillis auprès du chanoine Jacques Roberge, Supérieur général et ancien procureur du Séminaire, Bergeron-Gauthier se demande si on peut parler d'une continuité, en amont et en aval de l'abolition, dans les pratiques « bienfaitrices » du Séminaire à l'endroit des habitants de la Côte de Beupré. Pour sa part, Claude Pelletier, qui peut compter sur le témoignage recueilli auprès de Monseigneur Émilios Goulet, prêtre du Séminaire et autrefois Provincial de la communauté, nous présente le cas très singulier de Montréal. Dans cette ville-seigneurie dont Louise Dechêne a admirablement documenté les débuts<sup>37</sup>, l'abolition est à la fois antérieure au reste de la Province et néanmoins en partie inachevée. En rappelant la spécificité de cette seigneurie, Pelletier explique ce qui fait du cas montréalais un exemple de l'étonnante survivance du régime seigneurial, comme l'écrivait déjà Georges Baillargeon en 1968<sup>38</sup>.

37. Louise Dechêne, *Habitants et marchands de Montréal au XVII<sup>e</sup> siècle*, Paris, Plon, 1974.

38. Georges-É. Baillargeon, *La survivance du régime seigneurial à Montréal. Un régime qui ne veut pas mourir*, Ottawa, Le cercle du livre de France, 1968, 310 p.

Tous les auteurs des textes qui suivent ont depuis poursuivi leurs études aux cycles supérieurs, soit en histoire, soit dans d'autres disciplines. Il s'agit pour la plupart de leur première publication savante et je les remercie sincèrement pour le travail de réécriture de leurs textes. Il ne reste qu'à vous inviter, lecteurs du XXI<sup>e</sup> siècle, sur les traces de fragments d'histoire et de mémoire seigneuriaux.

Benoît Grenier, janvier 2020

**TITRE:** LA FAMILLE SEIGNEURIALE RIOUX À TROIS-PISTOLES : UN ENRACINEMENT PORTEUR D'UNE MÉMOIRE PERSISTANTE

**AUTEUR:** NICHOLAS THÉROUX, CONSEILLER À L'INNOVATION ET À LA RECHERCHE À L'INSTITUT NATIONAL DES MINES ET CANDIDAT À LA MAÎTRISE EN ADMINISTRATION PUBLIQUE À L'ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE (ENAP)

**PUBLICATION:** LE RÉGIME SEIGNEURIAL AU QUÉBEC : FRAGMENTS D'HISTOIRE ET DE MÉMOIRE

**PAGES:** 24 - 53

**DIRECTION :** BENOÎT GRENIER AVEC LA COLLABORATION D'ALAIN LABERGE ET DE STÉPHANIE LANTHIER

**ISBN:** 978-2-7622-0361-5

**URI:** [HTTP://HDL.HANDLE.NET/11143/16418](http://hdl.handle.net/11143/16418)

**DOI:** [HTTPS://DOI.ORG/10.17118/11143/16418](https://doi.org/10.17118/11143/16418)



# LA FAMILLE SEIGNEURIALE RIOUX À TROIS-PISTOLES : UN ENRACINEMENT PORTEUR D'UNE MÉMOIRE PERSISTANTE

Nicholas Thérout, Conseiller à l'innovation et à la recherche à l'Institut national des mines et candidat à la maîtrise en administration publique à l'École nationale d'administration publique (ENAP)

La seigneurie de Trois-Pistoles se situe dans l'actuelle région du Bas-Saint-Laurent, c'est-à-dire sur la rive sud du fleuve Saint-Laurent à l'est de Québec. La concession de cette seigneurie située dans le gouvernement de Québec se déroule en 1687 lorsque le gouverneur Brisay de Denonville et l'intendant Bochart de Champigny concèdent à Charles Denys de Vitré un fief de « deux lieues de front le long du fleuve Saint-Laurent<sup>1</sup> » à prendre à partir de la fin de la seigneurie de l'Île-Verte. Actif dans le domaine de la pêche et siégeant au Conseil souverain, de Vitré ne concentre pas d'efforts dans la colonisation de sa seigneurie puisqu'il entend plutôt utiliser son territoire comme un point d'appui pour ses activités de pêche sur le Saint-Laurent<sup>2</sup>. Loin d'être son seul fief, Trois-Pistoles fait au contraire partie intégrante de l'ensemble seigneurial qui repose entre les mains de ce seigneur (celui-ci détient notamment les seigneuries du Bic et de Bellevue)<sup>3</sup>.

L'année 1696 marque cependant un tournant majeur pour la seigneurie puisque celle-ci passe entre les mains de Jean Rioux<sup>4</sup>. Cet habitant de l'île d'Orléans échange en effet sa censive défrichée contre la seigneurie en « bois debout » possédée par de Vitré<sup>5</sup>. Cette accession à la propriété seigneuriale de la part d'un paysan peut sembler étonnante à priori, mais la situation géographique défavorisée du fief (celui-ci est excentré par rapport aux centres urbains autour desquels se développe principalement la colonisation) permet de comprendre plus aisément les motifs de cet échange impliquant une censive bien située (et mise en valeur) en contrepartie d'une seigneurie établie sur les terres les « moins attrayantes du ter-

---

1. Société d'histoire et de généalogie de Trois-Pistoles, Fonds Anita-Rioux, Acte de concession de la seigneurie de Trois-Pistoles, le 6 janvier 1687.

2. Jean-Charles Fortin et Antonio Lechasseur, *Histoire du Bas-Saint-Laurent*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1993, p. 122.

3. A. J. E Lunn, « Charles Denys de Vitré », *Dictionnaire biographique du Canada* » [en ligne], Consulté le 29 janvier 2018, [http://www.biographi.ca/fr/bio/denys\\_de\\_vitre\\_charles\\_2F.html](http://www.biographi.ca/fr/bio/denys_de_vitre_charles_2F.html)

4. Alain Laberge, *Portraits de campagnes : la formation du monde rural laurentien au XVIII<sup>e</sup> siècle*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2010, p. 83.

5. Benoît Grenier, *Brève histoire du régime seigneurial*, Montréal, Boréal, 2012, p. 122.

ritoire laurentien<sup>6</sup> ». D'ailleurs, ce type d'échange ne constitue pas une opération inusitée en ce tournant de siècle puisque deux autres familles paysannes de l'île d'Orléans réalisent à cette époque le même type d'échange que les Rioux. En effet, les Lepage et les Côté se retrouvent également à la tête d'une seigneurie située dans l'actuel Bas-Saint-Laurent en 1694 et en 1711<sup>7</sup>. Comme plusieurs autres seigneurs d'origines modestes, Jean Rioux entreprend lui-même d'entamer l'exploitation de son fief, ce qui fait de lui l'un des rares véritables « seigneurs-défricheurs » de la Nouvelle-France<sup>8</sup>. À la mort du seigneur Jean Rioux en 1709, le fief ne compte toujours aucun censitaire<sup>9</sup>. Comme le souligne Valérie Nicolas, cet état des choses découle en partie de « l'éloignement de la seigneurie de Trois-Pistoles [des] centres importants et [de] la déficience des voies de communication » permettant d'accéder à celle-ci<sup>10</sup>. Il faudra attendre le milieu du XVIII<sup>e</sup> siècle pour qu'un mouvement de colonisation se mette en branle dans la seigneurie. Bref, comme le souligne avec raison Valérie Nicolas :

Ce qui fait l'originalité de cette seigneurie, c'est qu'elle fut gérée, depuis 1697 jusqu'en 1854, par six générations de seigneurs provenant d'une même famille aux origines modestes qui l'obtint du noble Charles Denys de Vitré en échange d'une censive située sur l'île d'Orléans, soit la famille Rioux, créant ce que l'on pourrait appeler, en empruntant les mots de Benoît Grenier, une dynastie seigneuriale<sup>11</sup>.

En raison de l'exceptionnelle longévité des Rioux à la tête de la seigneurie des Trois-Pistoles (la famille Rioux faisant en effet partie de la « dizaine de familles [qui] ont préservé leur fief de génération en génération, jusqu'à la fin, ou presque, du régime seigneurial<sup>12</sup> »), il semble tout à fait pertinent de faire porter notre réflexion sur l'implantation séculaire de cette famille dans sa seigneurie. Cette étude cherchera donc d'abord à discerner les causes de l'enracinement de la famille Rioux sur son fief. Par la suite, elle sera l'occasion d'analyser le déroulement de l'abolition du régime seigneurial à Trois-Pistoles. Finalement, elle déterminera la nature des traces mémorielles qui persistent à Trois-Pistoles ainsi que l'influence jouée par cette mémoire seigneuriale dans le rôle qu'ont occupé les descendants des seigneurs dans la communauté.

---

6. Laberge, *Portraits de campagnes*, p. 80.

7. Grenier, *Brève histoire du régime seigneurial*, p. 122.

8. *Ibid.*, p. 130.

9. Valérie Nicolas, « La seigneurie de Trois-Pistoles à l'époque de la Nouvelle-France et au début du régime anglais: (1687-1784) », *Mémoire de maîtrise (histoire)*, Université du Québec à Chicoutimi, (histoire) 2011, p. 49.

10. *Ibid.*, p. 36.

11. Nicolas, « La seigneurie de Trois-Pistoles », p. 82.

12. Grenier, *Brève histoire du régime seigneurial*, p. 161.

## De roturiers à seigneurs

Alors que le régime français a vu 62 roturiers de statut modeste accéder à la propriété seigneuriale dans le gouvernement de Québec, le début du XIX<sup>e</sup> siècle semble avoir été une période particulièrement difficile pour ces familles d'humble extraction puisque leur nombre diminue sensiblement durant toute cette période<sup>13</sup>. Cette décroissance continue est notamment perceptible au moment de l'abolition du régime seigneurial en 1854 puisqu'à ce moment les seigneurs descendants de familles modestes ne seront plus qu'une poignée à encore posséder le fief acquis par leurs ancêtres<sup>14</sup>. Avant de pousser plus loin notre recherche, la consultation de l'historiographie la plus récente disponible sur le sujet constitue l'occasion idéale afin de mieux saisir les principaux enjeux entrant en ligne de compte au moment d'étudier le maintien en place des familles seigneuriales d'origines modestes.

L'établissement de la famille Rioux dans la seigneurie de Trois-Pistoles en tant que maîtresse des lieux constitue certes « une incontestable ascension sociale<sup>15</sup> », mais bien que les motifs exacts de la décision de Jean Rioux de s'implanter au Bas-Saint-Laurent soient impossibles à déterminer avec exactitude, tout porte à croire qu'il s'agit davantage d'un choix dicté par des impératifs pragmatiques que par un souci d'élévation du rang social. En effet, au moment où il échange sa censive de l'île d'Orléans contre le fief de Trois-Pistoles, le breton vise sûrement à assurer un avenir plus prometteur à ses fils. En effet, les terres de l'île d'Orléans ayant déjà toutes été concédées, ceux-ci ne peuvent espérer s'établir sur l'île et seront donc obligés de trouver un front pionnier où s'installer s'ils veulent obtenir une terre à cultiver. Comme le rappelle Benoît Grenier, « Les Rioux témoignent sans doute d'une attitude plus proche des familles d'habitants qui recherchaient dans la mobilité géographique des possibilités d'établissement pour leurs enfants<sup>16</sup> ». Cette intention originelle semble cruciale à prendre en compte afin de bien saisir le niveau d'enracinement de cette famille à Trois-Pistoles. En effet, les Rioux n'achètent pas le fief afin de l'ajouter à un ensemble seigneurial déjà bien garni comme le font certains seigneurs nobles ou fortunés, tel Charles Aubert de la Chesnaye. Il se procurent plutôt la seigneurie en ayant comme objectif de faire de celle-ci un lieu de résidence permanent où ils pourront se fixer et établir les prochaines générations de la famille.

L'exemple des seigneurs Tremblay de la seigneurie des Éboulements est quant à lui révélateur du difficile maintien à la dignité seigneuriale chez les seigneurs d'origines modestes. En effet, alors que la seigneurie prend de plus en plus d'expansion au début du XIX<sup>e</sup> siècle,

---

13. Benoît Grenier, « «Écuyer, cultivateur» : des paysans devenus seigneurs en Nouvelle-France ou de l'ascension à l'exclusion du groupe seigneurial (17<sup>e</sup> - 19<sup>e</sup> siècles) », dans Jean-Marc Moriceau et Philippe Madeline, dir., *Les Petites Gens de la terre. Paysans, ouvriers et domestiques (Moyen Âge - XXI<sup>e</sup> siècle)*, Caen, Presses de l'Université de Caen (Collection Bibliothèque du pôle rural # 4), 2017, p. 95.

14. *Ibid.*, p. 101.

15. Grenier, *Brève histoire du régime seigneurial*, p. 121.

16. Benoît Grenier, *Seigneurs campagnards de la Nouvelle-France : Présence seigneuriale et sociabilité rurale dans la vallée du Saint-Laurent à l'époque préindustrielle*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2007, p. 254.

la famille Tremblay vend son fief à un médecin de Québec<sup>17</sup>. Mais pourquoi les Tremblay abandonnent-ils leur seigneurie alors que le développement de celle-ci commence à rendre le fief de plus en plus rentable? Selon Jean-Paul-Médéric Tremblay, c'est justement le développement croissant de la seigneurie qui rend le maintien des Tremblay difficile à la tête des Éboulements. En effet, les membres de la famille étant analphabètes, la gestion du fief devient « un fardeau administratif qui débord[e] la capacité et la compétence des seigneurs<sup>18</sup> », et ce d'autant plus que ce manque d'éducation a pour effet d'alourdir et rendre plus coûteuse l'administration seigneuriale en faisant de l'utilisation d'un notaire un incontournable afin de réaliser « toute action et transaction<sup>19</sup> ».

Alors que le seigneur a été traditionnellement considéré par l'historiographie comme étant le « premier notable de la communauté<sup>20</sup> », il semble que ce rôle soit de plus en plus remis en question à partir de la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle et au début du siècle suivant. Cet état des choses est le fruit d'une conjoncture où l'influence du seigneur d'humble extraction s'affaiblit au fur et à mesure que le pouvoir d'autres figures d'autorité émerge. L'historien Colin M. Coates affirme que le capitaine de milice et le curé constituent ces nouvelles figures d'autorité qui sont à même de concurrencer l'influence seigneuriale à partir de la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle<sup>21</sup>.

L'hypothèse proposée dans cette étude se décline en trois temps se détaillant selon les parties suivantes du texte. Tout d'abord, l'origine modeste de la famille Rioux, l'adaptation de cette dernière aux réalités propres à la seigneurie de Trois-Pistoles, la présence des seigneurs Rioux sur leur fief et la densité du réseau familial seront les principaux éléments retenus pour défendre la thèse selon laquelle c'est l'enracinement de la famille dans son environnement, mais aussi auprès de la communauté, qui a permis à celle-ci de conserver aussi longtemps sa propriété seigneuriale. Par la suite, nous postulerons que le statut laïc des seigneurs de Trois-Pistoles a eu pour effet la multiplication des successions et donc la division de la possession seigneuriale entre les mains de plusieurs coseigneurs (rendant ainsi le processus d'abolition et son étude particulièrement complexe). Finalement, en ce qui concerne les traces et la mémoire découlant de l'enracinement seigneurial et familial des Rioux à Trois-Pistoles, nous soutiendrons l'idée selon laquelle l'ancienneté et la continuité de l'implantation à Trois-Pistoles a fait en sorte que la mémoire seigneuriale a été particulièrement vivace dans la région.

Afin de mener à bien cette recherche, plusieurs sources seront mobilisées. Tout d'abord, l'historiographie relativement abondante caractérisant la famille seigneuriale Rioux sera mise à profit. Ensuite, les rapports du Syndicat national du rachat des rentes seigneuriales

---

17. Grenier, « Écuyer, cultivateur », p. 100.

18. Jean-Paul-Médéric Tremblay, *Être seigneur aux Éboulements, Baie-Saint-Paul*, La Société d'histoire de Charlevoix, 1996, p. 134.

19. *Ibid.*

20. Grenier, *Seigneurs campagnards*, p. 212.

21. Colin M. Coates, *Les transformations du paysage et de la société au Québec sous le régime seigneurial*, Québec, Septentrion, 2003, p. 115.

qui sont relatifs à la seigneurie de Trois-Pistoles permettront de mieux comprendre le déroulement du processus d'abolition du régime seigneurial dans ce fief. Finalement, les témoignages de Gaston Rioux (61 ans) et d'Anita Rioux (95 ans) qui ont été recueillis le 15 mai 2015 à Trois-Pistoles dans le cadre de la recherche sur les « Persistances seigneuriales au Québec » serviront à étayer notre réflexion relative aux traces et la mémoire du régime seigneurial à Trois-Pistoles. Ces témoignages seront particulièrement utiles en raison du fait que les individus interrogés sont des descendants directs de la famille seigneuriale, ce qui fait en sorte qu'ils portent davantage le bagage mémoriel de leur famille que d'autres témoins interrogés dans le cadre de la recherche.

## Enracinement et maintien de la dynastie seigneuriale des Rioux à Trois-Pistoles

### Les Rioux : Une famille de basse extraction enracinée dans son milieu et sa communauté

En débutant notre réflexion sur les causes de l'implantation séculaire de la famille seigneuriale Rioux dans la seigneurie de Trois-Pistoles, il convient en premier lieu de tâcher de comprendre comment cette famille a pu conserver son fief jusqu'à l'abolition de 1854 alors que tant d'autres familles d'origines semblables n'ont pas réussi, à commencer par leurs voisins, les Côté de l'Isle-Verte<sup>22</sup>. En arrivant dans la seigneurie de Trois-Pistoles au printemps 1697, Jean Rioux et sa famille deviennent à la fois les premiers seigneurs résidents et les premiers habitants de ce fief jusqu'alors inhabité. La localisation géographique excentrée de Trois-Pistoles de même que l'absence de voie d'accès autre que le fleuve Saint-Laurent ont également pour conséquence de laisser la famille Rioux sans censitaire jusqu'au milieu du XVIII<sup>e</sup> siècle<sup>23</sup>. L'installation, le défrichement et la mise en valeur des premiers arpents de terre de cette seigneurie sont des tâches réalisées exclusivement par la famille Rioux durant plusieurs décennies. L'établissement progressif de colons sur le fief à partir de la seconde moitié du XVIII<sup>e</sup> ne change pas non plus en profondeur le mode de vie de la famille seigneuriale puisque les rentes qui sont payées par les quelques censitaires présents à Trois-Pistoles sont loin d'être suffisantes afin d'assurer à elles seules la subsistance des Rioux. Ces derniers doivent donc continuer de cultiver leurs terres domaniales afin d'assurer leur survie, ce qui fait en sorte qu'ils mènent une vie plutôt semblable à celle de leurs censitaires<sup>24</sup>. Alain Laberge note d'ailleurs à cet effet que les Rioux « semblent avoir exploité leur

22. Maude Flamand-Hubert, *Louis Bertrand à l'Isle Verte, 1811-1871 : propriété foncière et exploitation des ressources*, Québec, Presses de l'Université du Québec, 2012, 157 p.

23. Fortin et Lechasseur, *Histoire du Bas-Saint-Laurent*, p. 118. ; Benoît Grenier, « Jean Rioux : émigrant breton, seigneur canadien », *Annales de Bretagne et des Pays de l'Ouest*, tome 111, n° 3 (juin 2004), p. 86.

24. Grenier, « Jean Rioux : émigrant breton, seigneur canadien », p. 86.

domaine comme une grosse censive dès le début de leur installation<sup>25</sup> ». Cet état des choses, qui fait en sorte que la famille seigneuriale peine à prime abord à se distinguer des autres résidents de Trois-Pistoles, appert se poursuivre jusqu'au moment de l'abolition en 1854. En effet, bien qu'à cette époque les Rioux possèdent leur fief depuis plus de 150 ans (ce laps de temps ayant probablement permis d'instaurer une certaine différenciation entre la famille seigneuriale et les autres familles pistoloises), Benoît Grenier souligne que « l'assimilation à la population paysanne locale » caractérisant la famille rend surprenante l'élection d'Éloi Rioux (dernier seigneur de Trois-Pistoles) au poste de maire de la municipalité<sup>26</sup>.

De Jean à Éloi, les Rioux mènent donc une existence semblable à celle des autres résidents de leur fief. Cette quasi-absence de barrière socio-économique distinguant les Rioux et leurs censitaires contribue certainement au tissage de liens étroits entre la famille seigneuriale et les habitants, et ce, d'autant plus que la petite taille et l'isolement du fief favorisent les rapprochements entre les gens présents sur celui-ci<sup>27</sup>. Benoît Grenier confirme d'ailleurs que cette réalité est propre aux seigneuries possédées par des seigneurs de basse extraction lorsqu'il explique que règle générale, « les familles seigneuriales plus modestes vont entretenir des rapports constants avec la paysannerie<sup>28</sup> ». Ces rapports de proximité qui se nouent entre les Rioux et les résidents de la seigneurie sont cruciaux dans la compréhension du niveau d'ancrage de la famille seigneuriale sur son fief, car comme le rappelle Jacques Mathieu « l'enracinement paraît très fortement lié à une sorte d'intégration sociale<sup>29</sup> ».

Mais l'enracinement des Rioux à Trois-Pistoles provient aussi fort probablement du lien émotif développé au fil du temps envers le fief et le titre hérité des ancêtres. En effet, même s'ils savent que leur seigneurie lointaine ne peut « guère leur conférer le prestige habituellement reconnu aux seigneurs<sup>30</sup> », les Rioux sont néanmoins « assurément conscients de la «dignité» de ces terres » qui sont les leurs<sup>31</sup>. Cette pleine compréhension du statut privilégié relié à la possession d'un fief au sein d'une société où le régime seigneurial introduit « la supériorité sociale d'un individu [le seigneur] sur d'autres [les censitaires] » entraîne donc sûrement un désir de perpétuation de ce rang social qui donne à la famille une distinction avantageuse par rapport aux autres habitants de Trois-Pistoles<sup>32</sup>. À cet égard, l'enracinement de la lignée seigneuriale peut donc également être considéré comme une conséquence du désir des générations successives de seigneurs Rioux de préserver le « vieux bien » acquis par les aïeux

---

25. Alain Laberge, « Propriété et développement des seigneuries du Bas-Saint-Laurent (1670-1790) », dans Serge Courville et Jacques Mathieu, dir., « Le peuplement colonisateur aux XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles », *Cahiers du Célat*, n° 8 (1987), p. 225.

26. Grenier, « Jean Rioux : émigrant breton, seigneur canadien », p. 86. ; Grenier, *Seigneurs campagnards*, p. 229.

27. Fortin et Lechasseur, *Histoire du Bas-Saint-Laurent*, p. 137.

28. Grenier, *Brève histoire du régime seigneurial*, p. 170.

29. Jacques Mathieu, *La Nouvelle-France : les Français en Amérique du Nord, XVII<sup>e</sup> -XVIII<sup>e</sup> siècle*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2001 (1991), p. 93.

30. Grenier, « Écuyer, cultivateur », p. 96.

31. *Ibid.*

32. Grenier, *Brève histoire du régime seigneurial*, p. 33.

et pour lequel un attachement identitaire s'est développé au fil du temps et des efforts investis afin de transformer une terre en « bois debout » en un fief cultivé et habité de manière permanente<sup>33</sup>.

### **Le réseau familial, un gage d'ancrage dans la communauté?**

À Trois-Pistoles, la famille Rioux est omniprésente. Cette réalité singulière est illustrée par Benoît Grenier lorsqu'il affirme que l'« on aura bien du mal à trouver quelqu'un qui ne soit pas un descendant de Jean Rioux » dans ce fief du Bas-Saint-Laurent<sup>34</sup>. Selon toute vraisemblance, la densité du réseau familial dans lequel évolue la lignée seigneuriale est un élément central expliquant le degré d'enracinement de cette dernière. En effet, durant environ cinquante ans, la seigneurie de Trois-Pistoles se développe avec comme seul apport démographique extérieur les hommes et les femmes venant dans le fief afin d'épouser des Rioux. L'administration du fief pendant cette période pionnière s'apparente ainsi à « une logique strictement familiale » dans laquelle « les relations seigneurs/censitaires ne sont certainement pas celles que l'historiographie marxiste a dépeinte<sup>35</sup> ». Dans une société où « la famille représentait le principal moyen d'expression de son existence », il est donc tout à fait compréhensible que les membres de la famille Rioux cherchent à rester le plus près des leurs, ce qui passe alors nécessairement par l'enracinement au sein du fief familial<sup>36</sup>. Cependant, une fois que la période pionnière est dépassée et que la seigneurie se retrouve habitée par un nombre croissant de censitaires venus de l'extérieur, l'importance accordée au réseau familial des Rioux dans l'enracinement de ces derniers dans leur seigneurie n'est-elle pas à récuser? En fait, la présence des Rioux dans le fief demeure non négligeable puisqu'en plus de la prolifération continue des branches collatérales de la famille, la lignée seigneuriale principale connaît un niveau de reproduction particulièrement important (les femmes des six seigneurs Rioux se relayant à la tête du fief ayant en moyenne 10 enfants chacune<sup>37</sup>). Cette réalité nous pousse à affirmer que le réseau familial occupe une place structurante dans la fixation des Rioux à Trois-Pistoles, et ce, à travers les différentes époques.

Mais que signifie concrètement la présence d'une forte proportion de Rioux dans la seigneurie? En fait, tout porte à croire que la présence importante de membres de leur propre famille au sein de leur fief constitue pour les Rioux un avantage crucial. En effet, dans le Québec préindustriel, « la famille est [...] l'institution de base » puisqu'elle constitue « le cadre à l'intérieur duquel les gens ont mis au point leurs stratégies économiques et sociales et ont tenté d'assurer la stabilité d'une génération à l'autre<sup>38</sup> ». Le fait qu'une partie substantielle des habitants de la seigneurie fasse partie intégrante de ce « cadre » solidaire envers

---

33. Grenier, *Seigneurs campagnards*, p. 73.

34. Grenier, « Écuyer, cultivateur », p. 101.

35. *Ibid.*, p. 98.

36. Coates, *Les transformations*, p. 73.

37. Grenier, *Seigneurs campagnards*, p. 68.

38. Coates, *Les transformations*, p. 79.



la dynastie seigneuriale constitue donc un atout appréciable pour une lignée seigneuriale de basse extraction pour qui la conservation de la propriété du fief est loin d'être assurée. Il convient toutefois de nuancer quelques peu les explications fournies précédemment en soulignant que les nombreuses branches de la famille Rioux, même si elles partent toutes d'un ancêtre commun, finissent par se distancier à mesure que le temps passe et que le lien commun que constitue l'aïeul collectif s'estompe progressivement des mémoires.

À la veille de l'abolition de 1854, il semble donc illusoire de s'imaginer que l'ensemble des Rioux de Trois-Pistoles s'insère dans une relation de stricte proximité avec la lignée seigneuriale principale. Cette nuance ne remet cependant pas en cause les fondements de cette démonstration puisque nous postulons l'idée que malgré l'écart croissant qui se creuse entre certaines branches de la famille au gré des générations, la lignée des seigneurs principaux a toujours pu miser sur une parenté nombreuse sur laquelle il était possible pour elle de compter.

### **Le maintien des Rioux à la tête du fief de Trois-Pistoles**

Le maintien des familles seigneuriales d'origines modestes à la tête de leur fief devient particulièrement difficile à partir du début du XIX<sup>e</sup> siècle. Celles-ci doivent en effet composer avec plusieurs facteurs (analphabétisme, émiettement du fief, déficience de la reproduction familiale, concurrence d'élites locales, etc.) qui rendent la conservation de la dignité seigneuriale plus difficile et parfois même intenable. Examinons maintenant ces différents éléments influençant le maintien seigneurial des seigneurs de basse extraction afin de déterminer comment les Rioux se situent par rapport à ceux-ci. On pourra ainsi mieux comprendre pourquoi la famille seigneuriale de Trois-Pistoles a réussi là où la majorité de ses semblables ont échoué. Tout d'abord, le niveau d'alphabétisation est déterminant dans la capacité d'une lignée seigneuriale à se maintenir en place. En effet, la hausse constante de la population coloniale fait en sorte que les seigneuries autrefois peu peuplées se retrouvent habitées par un nombre croissant de censitaires, ce qui rend inévitablement plus ardu la gestion de « l'ensemble des opérations liées à la perception des droits seigneuriaux, mais aussi à l'organisation de l'espace<sup>39</sup> ». Pour pouvoir mener à bien la gestion de leurs fiefs de plus en plus peuplés, les seigneurs se doivent donc de savoir lire et écrire, car le « fardeau administratif » accompagnant de plus en plus la possession d'une seigneurie rend presque obligatoire l'acquisition par la caste seigneuriale d'un « niveau éducationnel minimal<sup>40</sup> ».

À défaut de se doter d'une éducation, les seigneurs peuvent toujours se tourner vers les services de notaires ou de lettrés étant en mesure de réaliser pour eux la partie « administrative » des fonctions dévolues à un seigneur, mais l'emploi d'un tel intermédiaire représente une dépense que les seigneurs d'humble extraction ne peuvent pas nécessairement se permettre, comme en témoigne la vente de la seigneurie de l'Islet-de-Bonsecours à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle par une famille seigneuriale d'origines modestes (les Bélanger) étant aux

39. Grenier, *Seigneurs campagnards*, p. 90.

40. Tremblay, *Être seigneur aux Éboulements*, p. 134. ; Grenier, *Seigneurs campagnards*, p. 90-91.

prises avec plusieurs difficultés, dont un problème financier d'une grande importance<sup>41</sup>. Au XIX<sup>e</sup> siècle, les familles seigneuriales de basse extraction ne réussissant pas à s'instruire sont donc pour la plupart contraintes de remettre leur fief « entre les mains de propriétaires mieux outillés pour gérer une seigneurie<sup>42</sup> ».

Mais quelle est la situation au sein de la dynastie seigneuriale des Rioux de Trois-Pistoles? De 1709 à 1784, les deuxième et troisième seigneurs Rioux savent écrire, et ce malgré l'absence de cette capacité chez le couple formé de Jean Rioux et de Catherine Leblond<sup>43</sup>. Cependant, les quatrième et cinquième seigneurs Rioux (ceux-ci dirigent le fief entre 1784 et 1829) ne peuvent même pas se targuer de savoir écrire leur nom<sup>44</sup>. Cette perte d'instruction au sein de la lignée seigneuriale, qui est sans doute reliée à la diminution progressive de l'alphabétisation dans la colonie durant le XVIII<sup>e</sup> siècle, est cependant freinée par « l'amélioration du système scolaire au cours du XIX<sup>e</sup> siècle » puisqu'Éloi Rioux, le sixième et dernier seigneur de Trois-Pistoles, sait manifestement écrire<sup>45</sup>.

Pendant la période charnière de la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle et du début du XIX<sup>e</sup> siècle, où tant de seigneurs de basse extraction perdent leur fief, les seigneurs Rioux de Trois-Pistoles ont donc été analphabètes. De plus, ceux-ci n'ont généralement pas pu compter sur leurs frères et sœurs afin de combler cette lacune puisque, comme l'indique Benoît Grenier, « certaines familles ou générations sont complètement analphabètes » comme lorsqu'au commencement du XIX<sup>e</sup> siècle « aucun des six enfants du seigneur Étienne Rioux II [...] ne furent en mesure d'apposer leur signature à leur contrat de mariage<sup>46</sup> ». L'arrivée d'un seigneur lettré (Éloi Rioux) aux commandes du fief en 1829 et l'installation d'une école dans la seigneurie la même année semblent apporter une solution durable aux difficultés d'alphabétisation des seigneurs de Trois-Pistoles, mais ces solutions, qui arrivent à peine 25 ans avant l'abolition du régime seigneurial, sont tardives et n'expliquent pas comment les Rioux ont pu surpasser les problèmes engendrés par leur analphabétisme à un moment où la connaissance de la lecture et de l'écriture se révèle justement plus importante que jamais auparavant<sup>47</sup>.

La dynastie seigneuriale aurait-elle pu compenser son déficit d'instruction en menant à bien une reproduction familiale efficace? La réponse à cette question revêt une importance cruciale puisque la réussite ou l'échec d'une reproduction familiale « à l'identique » est un autre élément qui entre en compte dans la réussite ou l'échec du maintien du statut seigneurial chez les seigneurs d'origines modestes. En effet, selon Benoît Grenier, les seigneurs qui dé-

---

41. Grenier, *Seigneurs campagnards*, p. 90-91 ; Raymond Bélanger, *François Bellenger : Seigneur de l'Islet-de-Bonsecours*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 2010, p. 331.

42. Grenier, *Brève histoire du régime seigneurial*, p. 154.

43. Nicolas, « La seigneurie de Trois-Pistoles », p. 51.

44. Grenier, *Seigneurs campagnards*, p. 93.

45. Michel Verrette, « L'alphabétisation au Québec, 1660-1900 », Thèse de doctorat, Université Laval, (histoire) 1989, p. 148 ; Mathieu, *La Nouvelle-France*, p. 210. ; Grenier, *Seigneurs campagnards*, p. 93-94.

46. Grenier, *Seigneurs campagnards*, p. 93.

47. *Ibid.*, p. 94.

sirent perdurer à la tête de leur fief se doivent d'« acquérir et [de] maintenir une position socioculturelle légitimant la nature de la propriété possédée<sup>48</sup> ». Or, l'obtention d'une telle « position socioculturelle » passe notamment par une reproduction familiale où les enfants du seigneur parviennent à conserver un certain rang social, car si la progéniture seigneuriale ne peut faire mieux que de s'établir sur des censives comme les autres enfants de la seigneurie, la dynastie seigneuriale de basse extraction est susceptible de se voir entraîner dans une spirale descendante la ramenant à son statut paysan d'origine<sup>49</sup>. Mais qu'en est-il de la situation chez les seigneurs Rioux? Tout d'abord, les alliances matrimoniales que contractent les premières générations ont tendance à se caractériser par une certaine homogamie puisque les conjoints sélectionnés proviennent en bonne partie des familles seigneuriales Côté et Lepage de l'Isle-Verte et Rimouski<sup>50</sup>. Cependant, un tournant s'opère à la toute fin du XVIII<sup>e</sup> siècle quand le peuplement du fief rend possible pour les enfants des seigneurs Rioux de se trouver des conjoints au sein même de la seigneurie<sup>51</sup>. À partir de ce moment, les alliances tissées par la famille seigneuriale le sont généralement sous le signe de l'hypogamie, car les héritiers Rioux se marient alors règle générale avec d'humbles résidents de Trois-Pistoles<sup>52</sup>. Bref, au moment même où le maintien en place des familles seigneuriales de basse extraction devient de plus en plus difficile, les Rioux se mettent à conclure des unions qui s'opposent au principe selon lequel « le mariage vise habituellement à s'allier à quelqu'un de son groupe social, ou mieux encore, appartenant à une catégorie sociale plus élevée<sup>53</sup> ».

Ce déclassement social, qui ne favorise pas chez les Rioux « l'affermissement d'une position sociale dominante », ne semble cependant pas avoir eu un impact aussi négatif que chez d'autres seigneurs de condition semblable. En effet, selon Raymond Bélanger, c'est l'échec d'une reproduction « à l'identique » qui peut être considéré comme le facteur principal expliquant la perte du fief de l'Islet-de-Bonsecours par la famille Bélanger<sup>54</sup>. Comment expliquer la persistance de la lignée seigneuriale de Trois-Pistoles face à ces difficultés qui se révèlent pourtant fatales à d'autres dynasties seigneuriales de la vallée du Saint-Laurent? La réponse se trouve peut-être dans le fait qu'à défaut de conserver une position sociale dominante, les Rioux vont développer « des rapports constants avec la paysannerie » afin de compenser leur absence de suprématie sociale par un enracinement au sein de la masse populaire<sup>55</sup>. Maintenant, que le niveau d'alphabétisation et la nature de la reproduction familiale ont été examinés, il convient d'explorer les autres facteurs influençant la réussite ou l'échec du maintien en place des familles seigneuriales de modeste extraction.

48. *Ibid.*, p. 252.

49. *Ibid.*, p. 75-81

50. *Ibid.*, p. 124.

51. *Ibid.*

52. Grenier, *Brève histoire du régime seigneurial*, p. 170.

53. Grenier, *Seigneurs campagnards*, p. 122.

54. Bélanger, *François Bellenger : Seigneur de l'Islet-de-Bonsecours*, p. 331.

55. Grenier, *Brève histoire du régime seigneurial*, p. 170.

La capacité ou non d'une famille seigneuriale à éviter l'émiettement de son fief constitue l'un des autres facteurs entrant en ligne de compte dans l'échec ou la réussite du maintien seigneurial. En effet, même si la coutume de Paris permet plus facilement aux seigneurs qu'aux censitaires d'éviter le morcellement de la terre, l'émiettement des seigneuries subséquentes aux partages successoraux ne reste pas moins une caractéristique des fiefs laïcs (les seigneuries appartenant à des communautés religieuses étant logiquement exemptées des divisions inhérentes aux successions familiales<sup>56</sup>). Selon Benoît Grenier, le fractionnement de la seigneurie « entre les cohéritiers et les partages successifs furent en partie responsables de la perte de la propriété, de par la présence d'une multitude de petits coseigneurs<sup>57</sup> ». Ces coseigneurs, qui partent à chaque génération avec une partie des terres du fief, affaiblissent donc inlassablement le patrimoine revenant au fils aîné, ce dernier ne pouvant alors plus transmettre à ses propres descendants un fief aussi bien doté que celui qu'il a reçu. C'est donc pour empêcher que le seigneur principal du fief ne se retrouve dans une position économique intenable suite à un morcellement trop prononcé de son héritage que « la volonté d'éviter le fractionnement de la seigneurie est fort probable parmi les familles seigneuriales<sup>58</sup> ». Mais comment la dynastie des Rioux a-t-elle fait face à ce défi se posant à tous les seigneurs laïcs? Alain Laberge affirme que les seigneuries du Bas-Saint-Laurent se sont caractérisées par « un morcellement parfois fort complexe », mais il rajoute du même souffle que « cet émiettement ne semble pas avoir eu d'incidences directes sur les stratégies seigneuriales<sup>59</sup> ». Cette description concorde effectivement avec la situation en vigueur à Trois-Pistoles puisque le morcellement du fief commence dès le début du XVIII<sup>e</sup> siècle au moment où les fils de Jean Rioux se partagent la seigneurie<sup>60</sup>. Cet émiettement s'accélère par la suite de façon constante en raison de la progéniture particulièrement nombreuse engendrée par les seigneurs Rioux qui se relaient à la tête du fief. Cependant, comme le mentionne Alain Laberge, la division de la seigneurie ne semble pas avoir eu des conséquences trop importantes pour les Rioux puisque malgré un émiettement particulièrement important (en 1863 les commissaires qui rédigent le cadastre abrégé notent la présence de 53 co-propriétaires), ils n'ont pas perdu la propriété du fief ancestral<sup>61</sup>.

Cette « résistance » à un morcellement qui a, dans plusieurs cas, obligé des dynasties seigneuriales à se départir de leur fief ancestral ne constitue cependant pas un cas unique. En effet, les seigneurs Chicoine de la seigneurie de Bellevue, qui réussissent tout comme les Rioux à conserver leur seigneurie jusqu'à l'abolition de 1854, ont également connu un émiettement important de leur fief (le commissaire chargé d'évaluer la seigneurie dénom-

56. Grenier, *Seigneurs campagnards*, p. 76. ; Grenier, *Brève histoire du régime seigneurial*, p. 124-125.

57. Grenier, *Seigneurs campagnards*, p. 87.

58. *Ibid.*, p. 73-88.

59. Laberge, « Propriété et développement », p. 219.

60. Nicolas, « La seigneurie de Trois-Pistoles », p. 54-56.

61. *Cadastres abrégés des seigneuries de Québec, Montréal, Trois-Rivières et de la Couronne*, Québec, Derbishire et Desbarats, 1864, 7 volumes : seigneurie de Trois-Pistoles.

brant ainsi 15 coseigneurs dans le cadastre abrégé qu'il publie en 1857<sup>62</sup>). Bref, le morcellement des fiefs, qui représente un problème majeur pour les familles seigneuriales laïques désirant conserver leur seigneurie, n'a pas épargné la lignée des Rioux et a même été d'une importance singulière à Trois-Pistoles. Cependant, l'exemple fourni par la famille Chicoine témoigne du fait que ce facteur ne représente pas un danger insurmontable à la pérennisation d'un fief.

Maintenant que nous avons constaté que la dynastie seigneuriale des Rioux s'est caractérisée par un analphabétisme partiel, une reproduction familiale généralement peu « réussie » et un fief en émiettement croissant, il est temps de se pencher sur la capacité de cette famille à s'insérer au sein de la notabilité locale qui est en pleine émergence à compter de la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle et qui remet par le fait même en question la prédominance seigneuriale. En effet, cette période voit la domination du seigneur devenir de moins en moins structurante puisque :

La composition de l'élite a changé avec le temps. Engagés à fond dans le règlement des questions locales sous le régime français, les seigneurs avaient pris leurs distances au début du XIX<sup>e</sup> siècle. Entre-temps, le clergé local avait accru son influence, comme les capitaines de milice d'ailleurs. Avec le temps, le phénomène de différenciation économique dans les campagnes avait entraîné la création d'une petite-bourgeoisie de marchands et d'agriculteurs de grande envergure<sup>63</sup>.

En plus du curé, du capitaine de milice et de la petite-bourgeoisie locale, un autre acteur social influent est identifié par Donald Fyson lorsque celui-ci affirme que « la plupart des juges de paix sont des personnes qui jouissent au moins d'une certaine notoriété locale<sup>64</sup> ». Mais en quoi la concurrence qu'exercent ces différents individus face au pouvoir seigneurial constitue-t-elle une menace vis-à-vis du maintien en place des familles seigneuriales d'humble extraction? En fait, le danger pour les lignées seigneuriales d'origines modestes provient du fait que celles-ci ont généralement fait de l'enracinement dans la communauté locale leur point d'ancrage principal afin de demeurer en possession de leur fief. Or, en perdant son rôle de « premier notable de la communauté », le seigneur en vient aussi à être moins sollicité afin d'intervenir dans les affaires de la localité, ce qui fait en sorte qu'il se retrouve peu à peu « moins intégré à la collectivité<sup>65</sup> ». C'est donc l'enracinement de la dynastie seigneuriale au sein de son propre fief qui est remis en question lorsque la nouvelle élite qui se forme dans le monde seigneurial durant les années qui suivent la Conquête entreprend une ascension sociale souvent préjudiciable à l'influence seigneuriale. Certains seigneurs, incapables de faire face à cette concurrence, se départissent de leur fief ou se retrouvent

---

62. André Chicoine, *La seigneurie de Bellevue : Patrimoine des familles Chicoine et Boisseau à Verchères*, Longueuil, André Chicoine, 2015, p. 158.

63. Coates, *Les transformations*, p. 95-96.

64. Donald Fyson, *Magistrats, police et société : La justice criminelle ordinaire au Québec et au Bas-Canada (1764-1837)*, Montréal, Éditions Hurtubise, 2010, p. 209.

65. Grenier, *Seigneurs campagnards*, p. 212 ; Coates, *Les transformations*, p. 121.

complètement déclassés socialement (ce sera notamment le cas des Côté de L'Isle-Verte<sup>66</sup>). D'autres, conscients de l'effritement du pouvoir seigneurial traditionnel, vont tisser des liens avec la notabilité émergente afin de l'intégrer ou de s'y associer<sup>67</sup>.

À Trois-Pistoles, à partir du moment où la population atteint un certain seuil (le cap des 1000 habitants est franchi entre 1790 et 1825), la famille seigneuriale ne peut déjà plus être considérée comme possédant une notabilité incontestable au sein de la seigneurie<sup>68</sup>. En effet, la prestigieuse fonction de capitaine de milice, qui fut l'apanage des seigneurs Rioux pendant de longues années, échappe au monopole de la famille seigneuriale « principale » de sorte qu'au début du XIX<sup>e</sup> siècle c'est Paul Rioux (un membre d'une branche collatérale de la lignée seigneuriale principale) qui occupe cette position influente<sup>69</sup>. Un autre exemple de cette influence montante de la nouvelle élite locale s'incarne aussi à travers le marchand Philippe Renouf qui constitue une figure centrale de la notabilité pistoloise au cours du XIX<sup>e</sup> siècle. Cette position privilégiée, qui lui permet de concurrencer directement les seigneurs Rioux, favorise aussi l'appropriation de prérogatives autrefois réservées à ces derniers, tel le rôle de « donateur du terrain pour la construction d'une nouvelle église<sup>70</sup> ».

La croissance de cette notabilité pistoloise remet donc en question l'unicité du pouvoir seigneurial, mais ne semble pas pour autant se traduire par un déclassement complet des seigneurs Rioux. En effet, ceux-ci voient plutôt leur rôle de premiers notables se transformer en une position de notables parmi d'autres. Ce positionnement au sein de la notabilité locale est cependant fragile, car comme nous l'avons observé précédemment l'analphabétisme, la reproduction familiale et l'émiettement du fief sont autant d'éléments qui entraînent la position sociale des Rioux à la baisse. Mais il n'empêche que l'appartenance des Rioux à la classe des notables de Trois-Pistoles est décelable, et ce grâce à plusieurs éléments qui peuvent apparaître à première vue anecdotiques. D'une part, bien que ce ne soit pas la norme, la famille seigneuriale réalise un certain nombre d'alliances matrimoniales avec la notabilité pistoloise, comme en témoigne le mariage célébré en 1834 entre Marie-Angélique Rioux (la fille du seigneur Joseph Rioux) et le notaire Pierre Fournier<sup>71</sup>. D'autre part, il est intéressant de constater que durant la « chicane des églises » ayant divisé la seigneurie de 1827 à 1853, la famille seigneuriale a rejoint le camp « d'en bas » (c'est-à-dire celui formé « des personnes les plus marquantes, les plus anciennes, des pères [...] de la paroisse, puis des plus riches puisque plus anciennement établis ») plutôt que le camp « d'en haut » (c'est-à-dire celui composé de la majeure partie des résidents du fief). Ce ralliement au « camp » constitué de l'élite locale témoigne que malgré leur modestie et leur liens étroits avec la paysannerie, les seigneurs Rioux n'en sont pas moins membres d'une certaine élite à laquelle l'adhésion

---

66. Grenier, *Brève histoire du régime seigneurial*, p. 160.

67. Grenier, *Seigneurs campagnards*, p. 246.

68. Fortin et Lechasseur, *Histoire du Bas-Saint-Laurent*, p. 137.

69. Grenier, *Seigneurs campagnards*, p. 350.

70. *Ibid.*, p. 253.

71. *Ibid.*, p. 247.

n'est pas seulement assurée par la richesse, mais aussi par le prestige et la notoriété<sup>72</sup>.

En conclusion, cette première partie a permis d'illustrer à quel point malgré ses origines modestes la famille seigneuriale Rioux a su mettre à profit son enracinement séculaire ainsi que son large réseau familial afin de s'implanter durablement à la tête de son fief. Le début du XIX<sup>e</sup>, moment où tant de familles seigneuriales de basse extraction perdent leur seigneurie, est cependant porteur de changement pour cette famille seigneuriale qui voit son règne sans partage sur la seigneurie être relégué aux oubliettes suite à l'émergence d'une notabilité locale gagnant de plus en plus d'influence à Trois-Pistoles. Face à la concurrence qu'entraîne inévitablement l'essor de cette nouvelle élite locale, les seigneurs Rioux ne semblent, à première vue, posséder aucun atout leur permettant de conserver la mainmise sur leur fief puisqu'ils sont complètement analphabètes durant deux générations (c'est-à-dire de 1784 à 1829), qu'ils contractent des mariages étant généralement caractérisés par l'hypogamie et qu'ils voient leur seigneurie s'émietter sans arrêt au gré des partages successoraux successifs. Cependant, leur position sociale prestigieuse héritée de leur statut de seigneurs des lieux et de pionniers du fief semble leur permettre de tisser des liens avec les notables locaux et donc de s'insérer au sein des réseaux de pouvoir qui se forment dans la région au cours du XIX<sup>e</sup> siècle. C'est donc grâce à un enracinement local incontestable, un réseau familial bien développé et une position sociale leur donnant une influence tant au sein de la notabilité que de la paysannerie que les seigneurs Rioux ont réussi à pérenniser leur dynastie seigneuriale pourtant bien modeste.

## L'abolition du régime seigneurial et ses conséquences à Trois-Pistoles

### Une abolition seigneuriale progressive

Au moment où le régime seigneurial est aboli en 1854, celui-ci impose sa marque à la société et au territoire québécois depuis 230 ans. En effet, lorsque la France entreprend la colonisation de sa colonie nord-américaine au début du XVII<sup>e</sup> siècle, elle décide naturellement d'y implanter le même système que celui ayant cours chez elle<sup>73</sup>. La seigneurie, qui représente « à la fois un espace sur lequel s'exercent les droits d'un seigneur et une forme de propriété foncière », devient donc ainsi l'institution française du Nouveau Monde ayant « précédé tout le reste<sup>74</sup> ». Le régime seigneurial se voit cependant de plus en plus critiqué sous le régime britannique<sup>75</sup>. En effet, comme le résume Benoît Grenier :

---

72. *Ibid.*, p. 349-350.

73. Fernand Ouellet, « Propriété seigneuriale et groupes sociaux dans la vallée du Saint-Laurent (1663- 1840) », *Revue de l'Université d'Ottawa*, vol. 47, n° 1, 1977, p. 183-195.

74. Louise Dechêne, *Habitants et marchands de Montréal au XVII<sup>e</sup> siècle*, Montréal, Boréal, 1988, p. 241.

75. Grenier, *Brève histoire du régime seigneurial*, p. 140-141.



Par les restrictions qu'il impose et par les monopoles qu'il implique, le régime seigneurial constitue, à l'heure de l'industrialisation, une entrave évidente à l'esprit d'entreprise, à la libre propriété et à la liberté contractuelle, en somme au développement du capitalisme<sup>76</sup>.

Dès 1801, l'abolition de la tenure seigneuriale est donc suggérée par une commission d'enquête, mais ce n'est qu'en 1854 que l'abolition du régime est finalement adoptée en chambre. Les députés siégeant au parlement du Canada-Uni optent alors pour « la commutation obligatoire des censives en tenure franche contre une compensation financière aux seigneurs », ce dernier élément étant lourd de conséquence pour la suite des choses puisqu'en plus de conserver leur domaine les seigneurs seront dédommagés financièrement pour « la perte de la propriété éminente sur les censives<sup>77</sup> ».

### **L'abolition à Trois-Pistoles : regard sur une seigneurie morcelée**

Mais comment l'abolition progressive du régime seigneurial s'est-elle déroulée à Trois-Pistoles? Afin de répondre à cette question, le cadastre abrégé réalisé suite à l'adoption de l'Acte seigneurial de 1854 et les archives du Syndicat national du rachat des rentes seigneuriales seront notamment mis à contribution. En 1858, le cadastre de la seigneurie est clos après que le commissaire Siméon Lelièvre ait réalisé un examen approfondi de la propriété de chaque coseigneur présent dans le fief<sup>78</sup>. Le travail du commissaire permet tout d'abord d'exposer l'état avancé de morcellement de la seigneurie. En effet, Siméon Lelièvre souligne que « la seigneurie en question est subdivisée entre cinquante-trois copropriétaires, vingt-quatre desquels possèdent des parts sur lesquelles sont établis des Censitaires, et vingt-neuf possèdent leur terre en fief et comme copropriétaires de la dite Seigneurie<sup>79</sup> ». Le cadastre étant rédigé afin de compenser les seigneurs pour la perte de la propriété éminente sur des censives, le travail réalisé par Lelièvre en 1858 ne porte donc que sur les vingt-quatre copropriétaires ayant des censitaires installés sur leurs terres. Parmi ces derniers, certains attirent davantage notre attention que d'autres.

La première partie du fief, qui correspond à la propriété du capitaine Jean-Baptiste Rioux, représente par exemple la propriété la plus lucrative du fief (8358,23\$) puisqu'elle compte le nombre le plus élevé de censitaires (c'est-à-dire 171 habitants) ainsi qu'un vaste domaine. La troisième partie de la seigneurie consiste quant à elle en la propriété du seigneur principal des lieux, c'est-à-dire le « seigneur primitif » Éloi Rioux<sup>80</sup>. Le seigneur Rioux compte 141 censitaires dans sa partie du fief, et contrairement aux autres coseigneurs de Trois-Pistoles, il possède les terres non concédées de la seigneurie. La valeur de sa part du fief s'élève donc à 7 830,57\$, ce qui en fait le deuxième propriétaire le plus riche de la seigneurie de

---

76. *Ibid.*, p. 192.

77. *Ibid.*, p. 203-204.

78. *Cadastres abrégés de la seigneurie de Trois-Pistoles*.

79. *Ibid.*

80. *Ibid.*

Trois-Pistoles. La cinquième partie du fief est celle appartenant au coseigneur Nazaire Têtu. Ce commerçant, cousin du riche marchand Félix Têtu, ne possède aucun domaine et ne déclare que deux censitaires, ce qui fait en sorte que sa parcelle seigneuriale ne vaut que 175,34\$<sup>81</sup>. La dix-huitième partie du fief est quant à elle particulière puisqu'elle a une valeur totale de 0,33\$. Son propriétaire, Raphaël Plourde, ne possède en effet aucun domaine et seulement un censitaire est établi dans sa part de la seigneurie, expliquant ainsi ce faible montant. Pour finir, le marchand, commissaire scolaire et maire de Trois-Pistoles Philippe Renouf détient une part de la seigneurie où sont établis trois censitaires<sup>82</sup>. C'est donc grâce à son imposant domaine que Renouf voit la valeur de sa partie de la seigneurie s'élever à l'appréciable somme de 2 956\$<sup>83</sup>. Bref, le cadastre abrégé de 1858 permet de constater que malgré le morcellement caractérisant le fief de Trois-Pistoles, la famille Rioux y occupe toujours une place non négligeable puisque dix des vingt-quatre parts de la seigneurie appartiennent toujours à des descendants de Jean Rioux et que ces dix parts comptent parmi les plus importantes du fief.

Que nous apprend donc le contenu du cadastre abrégé de 1858 sur l'état de la seigneurie de Trois-Pistoles au moment de l'abolition? D'abord, que l'émiettement du fief a des conséquences significatives sur la propriété seigneuriale puisque le seigneur principal Éloi Rioux se retrouve à être en possession d'une part d'une moindre valeur que celle de Jean-Baptiste Rioux. Ce dernier est l'héritier de l'influent capitaine de milice Paul Rioux qui est présenté par le curé en poste à Trois-Pistoles en 1845 comme ayant été de son vivant le « coseigneur le plus riche et le plus grand propriétaire de cette paroisse<sup>84</sup> ». Cet état des choses permet de constater à quel point, en ce milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, le seigneur principal est fortement concurrencé par d'autres coseigneurs et ce, non seulement au point de vue économique, mais aussi au point de vue social. En effet, en plus de percevoir plus de rentes seigneuriales qu'Éloi Rioux, Jean-Baptiste Rioux peut se targuer d'avoir davantage de censitaires sous son influence que le seigneur primitif. L'influence qu'exercent les nombreux coseigneurs au sein du fief se fait aussi sentir au niveau du moulin seigneurial puisque celui-ci n'est pas la propriété exclusive d'Éloi Rioux. En effet, en plus du seigneur principal, quatre coseigneurs possèdent des parts dans cet immeuble occupant une place de choix dans la sociabilité et l'économie locale<sup>85</sup>. Ce partage d'un bâtiment incarnant le monopole seigneurial (les censitaires ayant l'obligation de faire moudre leurs grains dans le moulin seigneurial) témoigne donc de l'influence déclinante de la lignée principale et de la montée en puissance de coseigneurs qui sont à même de rivaliser avec la famille principale en ce qui concerne le contrôle des institutions seigneuriales<sup>86</sup>.

81. Emmanuel Rioux, dir., *Histoire de Trois-Pistoles : 1697 – 1997*, Trois-Pistoles, Centre d'édition des Basques, 1997, p. 438.

82. *Ibid.*, p. 431.

83. *Cadastres abrégés de la seigneurie de Trois-Pistoles*.

84. Rioux, dir., *Histoire de Trois-Pistoles*, p. 438-439.

85. *Cadastres abrégés de la seigneurie de Trois-Pistoles*.

86. Laberge, *Portraits de campagnes*, p. 108.



**Photo 5 – Éloi Riou, seigneur et maire de Trois-Pistoles (source : famille Rioux)**

L'examen du cadastre de 1858 permet cependant de déceler les avantages que possède le seigneur primitif de Trois-Pistoles en comparaison des coseigneurs. En effet, à titre de seigneur principal, Éloi Rioux détient toutes les terres non concédées du fief. Cet élément est non négligeable puisque, selon l'Acte seigneurial de 1854, les terres non concédées au moment de l'abolition deviennent la propriété privée des seigneurs primitifs. Selon Benoît Grenier et Michel Morissette, cet aspect de la loi de 1854 sera lourd de conséquence pour la période suivant l'abolition.

Cette décision de maintenir ces terres non concédées dans le domaine privé a pour effet, à une époque caractérisée par l'urbanisation et l'industrialisation, de confirmer les seigneurs [...] en tant que grands propriétaires fonciers. Dans les seigneuries de peuplement, les terres non concédées sont de plus en plus rares dans la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle et les domaines donneront fréquemment lieu à des formes variées de mise en valeur à des fins immobilières. Souvent bien situés dans les seigneuries, près de l'église et du noyau villageois, les domaines et autres terres réservées ont dès lors pu faire l'objet de lotissements, en particulier en milieu urbain ou périurbain. Les seigneurs sont alors les mieux placés pour jouer un rôle-clé dans le développement urbain<sup>87</sup>.

L'analyse du cadastre abrégé du district de Québec révèle aussi l'importante disparité qui existe entre la valeur des parts de la seigneurie. Alors que les plus grands propriétaires pos-

---

87. Benoît Grenier et Michel Morissette, « Propriétés et propriétaires seigneuriaux dans l'Est du Québec entre 1854 et le milieu du XX<sup>e</sup> siècle : le cheminement comparé de l'île d'Anticosti et de Rivière-du-Loup », dans Harold Bérubé et Stéphane Savard, dir., *Pouvoir et Territoire au Québec depuis 1850*, Québec, Septentrion, 2017, p. 40-41.

sèdent des parties de la seigneurie valant plusieurs milliers de dollars, Raphaël Plourde n'a qu'une infime part d'une valeur de trente-trois cents. Cela pousse à réfléchir à ce que signifie réellement être coseigneur à Trois-Pistoles. En plus du fait que vingt-neuf coseigneurs ne possèdent que leur propre terre en fief, la majorité des vingt-quatre autres coseigneurs détiennent seulement de petites parts de la seigneurie. Un individu comme Raphaël Plourde peut-il véritablement mettre à profit son statut de coseigneur afin d'élever sa position sociale ou au contraire le nombre considérable de coseigneurs présents dans le fief a-t-il pour effet de « neutraliser » le prestige lié à la possession de ce statut?

Quoi qu'il en soit, le cadastre abrégé rédigé par le commissaire Siméon Lelièvre en 1858 permet de constater à quel point les partages successoraux successifs peuvent avoir un effet d'émiettement au sein des fiefs laïcs de la vallée du Saint-Laurent. Le travail minutieux réalisé par ce notaire permet également de remettre en question l'influence de la lignée seigneuriale principale au sein du fief puisque celle-ci ne possède même plus au moment de l'abolition la partie la plus significative (financièrement du moins) de la seigneurie.

Maintenant que la situation du fief au moment de l'abolition du régime seigneurial a été scrutée, intéressons-nous à l'état des lieux lors du rachat des rentes seigneuriales par le SNRRS. Cet exercice se révèle cependant plus difficile à effectuer que le précédent, car de nombreux documents du SNRRS sont manquants à propos de Trois-Pistoles. L'examen de la seigneurie au moment du rachat des rentes sera donc partiel et devra se baser sur les documents disponibles. Ces derniers permettent de constater que les rapports du SNRRS portant sur Trois-Pistoles datent du tout début des années 1940 (plus précisément entre 1941 et 1943) ce qui est normal puisque comme le souligne Benoît Grenier, « En 1944, l'essentiel de l'opération sera complétée<sup>88</sup> ». Les documents du Syndicat qui sont disponibles nous apprennent que Joseph Ernest Rioux possède « un titre parfait à la seigneurie de Trois-Pistoles » en ce qui concerne la première partie de la seigneurie<sup>89</sup>. La partie trois de la seigneurie revient quant à elle à Anita Rioux, la partie sept à Charles Rioux, la partie huit à Victor et Benoît Morency, la partie treize à Emelia Bérubé et la partie vingt à Thomas D'Amours<sup>90</sup>. En comparant les noms des propriétaires du début des années 1940 avec ceux des propriétaires du milieu du siècle précédent, il est possible de constater une certaine continuité familiale dans la propriété seigneuriale, malgré certains changements. En effet, la première, la troisième et la septième parties de la seigneurie appartiennent au début des années 1940 aux mêmes familles Rioux qui les possédaient en 1858<sup>91</sup>. La partie vingt est également restée dans la même famille puisqu'en 1943, comme en 1858, c'est un membre de la famille D'Amour(s) qui possède cette partie<sup>92</sup>. Cependant, les parties huit et treize du fief ont changé de main entre 1858 et les années 1940. Ces parts appartenant à des Rioux au moment de la confection du

---

88. Grenier, *Brève histoire du régime seigneurial*, p. 208.

89. BAQ-Québec, E39, S100, SS1, Fonds Syndicat national du rachat des rentes seigneuriales, Seigneurie de Trois-Pistoles.

90. *Ibid.*

91. *Ibid.*

92. *Ibid.*

cadastre abrégé sont en effet plus de quatre-vingts ans plus tard entre les mains de Benoît Morency et Emelia Bérubé, et ce, en raison de ventes survenues entre-temps<sup>93</sup>.

Outre les continuités et les ruptures au sein des familles propriétaires de parties de la seigneurie, les rapports du SNRRS permettent aussi de mieux comprendre la stratégie mise de l'avant par la famille seigneuriale principale afin d'éviter d'accentuer de façon trop importante le morcellement de sa partie du fief. En effet, lorsque le seigneur Éloi Rioux décède en 1865, il n'a pas préparé de testament, ce qui fait en sorte que son fief est divisé en parts égales entre l'ensemble de ses neufs enfants<sup>94</sup>. Son fils aîné, Joseph-Magloire Rioux, se retrouve alors à posséder seulement 1/9 de la partie de la seigneurie appartenant à sa famille. Mais dans les décennies qui suivent la mort d'Éloi Rioux, les descendants de celui-ci déploient une stratégie de remembrement du « fief » en donnant ou en vendant à Joseph-Magloire Rioux leur part respective dans la seigneurie. C'est ainsi qu'en 1929, après l'achat de la part de son frère Samuel, Joseph-Magloire Rioux réunit finalement l'ensemble de l'héritage seigneurial légué par Éloi Rioux à ses neufs enfants<sup>95</sup>. Cette stratégie de remembrement de la seigneurie qui est déployée à la fin du XIX<sup>e</sup> et au début du XX<sup>e</sup> siècle par la lignée seigneuriale principale de Trois-Pistoles semble être plutôt inusitée pour cette époque où la tendance est plutôt au « morcellement du bien seigneurial » en raison de « l'absence flagrante de stratégie familiale en ce qui concerne la reproduction seigneuriale<sup>96</sup> ». Anita Rioux, qui est à la fois la fille de Joseph-Magloire Rioux et la dernière seigneresse de Trois-Pistoles, ne connaît pas les mêmes difficultés que son père à éviter le morcellement de son héritage puisqu'elle est enfant unique en raison du mariage tardif de ses parents<sup>97</sup>.

En conclusion, l'examen du processus d'abolition du régime seigneurial favorise une meilleure compréhension de la place occupée par la lignée des seigneurs principaux à Trois-Pistoles. En effet, en plus d'exposer l'important état d'émiettement de la seigneurie, le cadastre abrégé de 1858 permet de mieux comprendre pourquoi l'influence de la dynastie seigneuriale principale peut se voir remise en question dans ce fief où plusieurs coseigneurs possèdent assez de terres ou de censitaires pour concurrencer directement l'hégémonie des seigneurs primitifs au sein du monde seigneurial et paysan. Les rapports fragmentaires du SNRRS permettent quant à eux de mieux saisir la perpétuation de la propriété seigneuriale au sein des familles ayant les plus grandes parts de la seigneurie (c'est-à-dire les deux principales lignées de Rioux) ainsi que la stratégie employée par la lignée seigneuriale principale après l'abolition de 1854 afin de ne pas diviser la propriété seigneuriale encore davan-

---

93. *Ibid.* ; Michel Morissette, « Les persistances de l'« Ancien Régime » québécois : seigneurs et rentes seigneuriales après l'abolition (1854-1940) », *Mémoire de maîtrise (histoire)*, Université de Sherbrooke, 2014, 161 p.

94. BANQ-Québec, E39, S100, SS1, Fonds Syndicat national du rachat des rentes seigneuriales, Seigneurie de Trois-Pistoles.

95. BANQ-Québec, E39, S100, SS1, Fonds Syndicat national du rachat des rentes seigneuriales, Seigneurie de Trois-Pistoles.

96. Benoît Grenier (avec la collaboration de Michel Morissette), « Les persistances de la propriété seigneuriale au Québec ou les conséquences d'une abolition partielle et progressive (1854-1940) », *Histoire & Sociétés rurales*, vol. 40 (2<sup>e</sup> trimestre 2013), p. 61-96.

97. Entretien 2015-03 avec Anita Rioux, Trois-Pistoles, 15 mai 2015.

tage. Cette partie a donc permis de relativiser le pouvoir des seigneurs principaux de Trois-Pistoles en remettant en perspective leur prédominance réelle au sein de la seigneurie. Mais quelle conséquences concrètes cette réalité a-t-elle sur les traces mémorielles seigneuriales présentes à Trois-Pistoles après 1854? C'est ce que nous tâcherons d'examiner grâce à la troisième et dernière partie de cette recherche.

## Traces et mémoire de la dynastie seigneuriale des Rioux à Trois-Pistoles

### Une mémoire seigneuriale vivante garante d'une notoriété persistante

L'abolition du régime seigneurial en 1854 ne marque pas pour la majorité des seigneurs « une rupture radicale » avec l'époque antérieure<sup>98</sup>. En effet, les seigneurs demeurent des acteurs influents dans leur milieu et ils continuent d'entretenir des rapports marqués par l'inégalité sociale avec leurs censitaires puisque ceux-ci continuent pour la majorité à venir payer leurs rentes constituées, le 11 novembre de chaque année, comme ils le faisaient auparavant avec les rentes seigneuriales et le cens. La fonction de seigneur perd par contre de son lustre, notamment en raison de l'abolition des privilèges honorifiques seigneuriaux<sup>99</sup>.

Malgré tout, l'ancienneté de la présence seigneuriale laisse inévitablement des traces mémorielles importantes dans les différentes localités de la vallée du Saint-Laurent. Cette mémoire garante de notoriété permet ainsi aux seigneurs qui le désirent de se positionner favorablement dans la sphère politique locale qui se développe au Québec au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, car comme le souligne Benoît Grenier « La fonction de maire apparaît comme une continuité logique de celle de seigneur et témoigne de l'absence de rupture au sein du monde rural laurentien au moment où le Parlement met fin à plus de deux cents ans de vie sous le régime seigneurial<sup>100</sup> ». Cette continuation entre la fonction de seigneur et celle de maire est parfaitement illustrée à Trois-Pistoles où le « dernier seigneur » Éloi Rioux est élu au poste de maire en 1855<sup>101</sup>. L'élection d'Éloi Rioux à la tête de la municipalité apparaît comme étant révélatrice de la position privilégiée qu'occupe la famille seigneuriale principale à Trois-Pistoles en raison de son histoire. En effet, pour être porté au pouvoir, l'aspirant maire doit non seulement obtenir le suffrage de ses concitoyens, mais aussi avoir une notoriété, un réseau de contacts et un bagage personnel conséquent. Or, la première partie de cette étude a permis d'exposer que tout en étant enraciné au plus près de la population, les Rioux font aussi partie à leur manière de la notabilité locale. Cette position faisant d'eux des gens étant proches à la fois des milieux de pouvoir et des milieux populaires est donc optimale afin de briguer avec succès les postes électifs locaux. Il semble toutefois que ce

---

98. Grenier, *Brève histoire du régime seigneurial*, p. 191.

99. *Ibid.*, p. 204.

100. Grenier, *Seigneurs campagnards*, p. 229.

101. Rioux, *Histoire de Trois-Pistoles*, p. 223.

rang social leur attirant tout autant le respect de la masse que de l'élite soit largement le fruit d'une construction mémorielle bien enracinée dans l'esprit des habitants de la localité. En effet, durant la période suivant l'abolition, le pouvoir réel d'Éloi Rioux (puis de son fils Joseph-Magloire Rioux) est relatif si l'on prend en considération que ces deux seigneurs (et leur famille) n'ont ni la richesse et l'instruction faisant la force des notables, ni les mêmes pouvoirs que détenaient leurs ancêtres sur les habitants pendant que le régime seigneurial était en place<sup>102</sup>. Il semble donc que l'élection d'Éloi Rioux à titre de premier maire de Trois-Pistoles soit en bonne partie redevable à la notoriété acquise par la famille seigneuriale Rioux au fil des générations. D'ailleurs, cette même notoriété semble se perpétuer dans les mémoires malgré le passage du temps, car Joseph-Magloire Rioux est lui aussi élu maire de la municipalité durant les premières décennies du XX<sup>e</sup> siècle<sup>103</sup>.

Ces élections répétées de seigneurs, loin de constituer des cas isolés témoignant de l'influence de la lignée seigneuriale principale à Trois-Pistoles, sont plutôt symptomatiques de la notoriété persistante de la dynastie seigneuriale<sup>104</sup>. En effet, Anita Rioux, qui hérite du « fief » familial dans les années 1930 en raison de son statut de fille unique de Joseph-Magloire Rioux, a un parcours qui témoigne du rôle social particulier qu'occupent les « seigneurs » et les « seigneuses » à Trois-Pistoles après l'abolition de 1854 et même après le rachat des rentes dans les années 1940<sup>105</sup>.

---

102. Grenier, *Seigneurs campagnards*, p. 88-94 et 235-237.

103. Rioux, *Histoire de Trois-Pistoles*, p. 223.

104. Benoît Grenier, « Élités seigneuriales, élites municipales : Le pouvoir seigneurial à l'heure de l'abolition », dans Thierry Nootens et Jean-René Thuot (dir.), *Les figures du pouvoir à travers le temps : Formes, pratiques et intérêts des groupes élitaires au Québec, XVII<sup>e</sup> -XX<sup>e</sup> siècles*, Québec, Presses de l'Université Laval (collection Cahiers du CIEQ), 2012, p. 57-64.

105. Entretien 2015-03 avec Anita Rioux, Trois-Pistoles, 15 mai 2015.



**Photo 6 – Canne « seigneuriale » à pommeau d’or de Joseph-Magloire Rioux**

Ce rôle singulier s’illustre de multiples façons, mais l’une des plus significatives s’incarne par la fonction de bienfaitrice publique que les habitants de cette municipalité du Bas-Saint-Laurent accordent à la « seigneuresse<sup>106</sup> ». En effet, la communauté pistoloise se tourne régulièrement vers Anita Rioux (à partir du moment où celle-ci prend en main la gestion du patrimoine familial à la suite de la mort de sa mère durant les années 1940) afin de réclamer de celle-ci le don de terres. Comme l’affirme la « seigneuresse », « le maire arrivait puis il nous demandait [un terrain], ça fait qu’on ne refusait pas, on disait toujours oui, [...] ça l’air c’était naturel<sup>107</sup> ». Le don de ces terrains qui serviront à accueillir la construction d’une école, d’un cimetière, d’un camping municipal ainsi que d’autres installations publiques expose bien le fait que la population locale considère qu’avec le pouvoir viennent les responsabilités et qu’à ce titre la position privilégiée que les Pistolois consentent à accorder à la famille seigneuriale (notamment en élisant les membres de cette famille au poste de maire) s’accompagne de certains devoirs, dont le soutien au développement local à travers la donation de propriétés foncières<sup>108</sup>. La place singulière occupée par Anita Rioux et sa famille dans la communauté en raison de la continuation d’une mémoire seigneuriale s’exprime aussi par la possession de privilèges symboliques. Parmi ceux-ci se trouve notamment la récitation d’une messe basse annuelle en faveur de la famille seigneuriale et l’obtention de bancs réservés à l’église. Comme le souligne Anita Rioux au sujet de ce dernier point, « Ils

106. Surnom donné à Anita Rioux par les habitants de Trois-Pistoles ; Grenier, « Jean Rioux : émigrant breton, seigneur canadien », p. 86.

107. Entretien 2015-03 avec Anita Rioux, Trois-Pistoles, 15 mai 2015.

108. *Ibid.*



[les paroissiens] savaient que c'était notre banc et nous autres on payait pas [le banc]<sup>109</sup> ».

Mais le soutien à la communauté et les privilèges honorifiques ne sont pas les seules attributions que les Pistolois décernent à la descendante de la lignée seigneuriale principale puisque la « seigneuresse » est nommée commissaire d'école, puis, présidente de la commission scolaire par sa communauté. En désignant Anita Rioux comme présidente de la commission scolaire, les résidents de Trois-Pistoles et de la région environnante font donc une fois de plus confiance à un descendant de la dynastie seigneuriale afin d'occuper une position de pouvoir. Cette confiance est d'ailleurs séculaire puisque Trois-Pistoles a vu vingt Rioux occuper le poste de président de la commission scolaire depuis la fondation de celle-ci en 1843<sup>110</sup>. Bien qu'ils ne fassent certainement pas tous partie de la lignée seigneuriale principale, ce chiffre prouve indubitablement que les membres de cette famille pionnière possèdent un crédit important auprès de la population. Cette situation n'est cependant pas unique à Trois-Pistoles, car comme le mentionne Benoît Grenier à propos de la persistance de l'influence seigneuriale dans le Québec des XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles « il est fascinant de constater qu'en l'absence de contraintes la population s'en remet parfois aux anciens maîtres qui s'avèrent des chefs naturels dont on semble accepter naturellement l'ascendant<sup>111</sup> ».

Une autre trace mémorielle du passé seigneurial s'incarne selon les dires de Gaston Rioux, fils d'Anita, à travers la notoriété dont jouissent les Rioux descendants des seigneurs primitifs en raison de leur statut d'héritiers des anciens propriétaires du fief de Trois-Pistoles<sup>112</sup>. Comme le déclare Gaston Rioux :

Le nom Rioux c'est un nom qui est important. Ici, à Trois-Pistoles, on est reconnu comme une famille ancestrale et avec ma mère qui est la seigneuresse, les gens nous regardent d'une autre façon. C'est fascinant de vivre ça. Moi d'ailleurs mon surnom c'est « le seigneur »<sup>113</sup>.

Cette position sociale singulière que décrit Gaston Rioux représente un phénomène qui est observable dans plusieurs autres localités de la vallée laurentienne où la perpétuation d'une mémoire seigneuriale se caractérise par « la survivance d'un statut distinctif informel pour les anciens seigneurs » ayant des conséquences « sur les plans social, économique et symbolique » de la vie locale<sup>114</sup>. À Trois-Pistoles, ce « statut distinctif informel » semble constituer une réalité qui est ressentie tant par les anciens censitaires que par les anciens seigneurs, car les résidents de la municipalité portent aux postes de responsabilité de façon répétée les descendants de la lignée seigneuriale principale tandis que lorsque l'on demande à Gaston Rioux ce que cela représente pour lui d'être le descendant d'une famille seigneuriale, il ré-

---

109. *Ibid.*

110. Rioux, *Histoire de Trois-Pistoles*, p. 603.

111. Grenier et Morissette, « Propriétés et propriétaires seigneuriaux dans l'Est du Québec », p. 52.

112. Comme le mentionne Mme. Anita Rioux durant son entretien, elle a épousé un Rioux, ce qui explique que son fils Gaston porte lui aussi le nom « Rioux ».

113. Entretien 2015-04 avec Gaston Rioux, Trois-Pistoles, 15 mai 2015.

114. Grenier, *Brève histoire du régime seigneurial*, p. 213.

pond sans hésiter « C'est de la notoriété pour moi!<sup>115</sup> ».



**Photo 7 – Gaston Rioux, surnommé le « seigneur »**

### **Un patrimoine seigneurial qui ne s'oublie pas**

À Trois-Pistoles, la persistance d'un patrimoine seigneurial malgré l'abolition de 1854 est un fait indéniable. Les traces du régime seigneurial sont observables dans de nombreux domaines dont la propriété foncière, le patrimoine bâti et la toponymie. Tout d'abord, l'analyse croisée du témoignage de Gaston Rioux et du texte rédigé par Benoît Grenier et Michel Morissette permet de constater à quel point la conservation du domaine et des terres non concédées par la famille seigneuriale après l'abolition est un élément primordial dans la persistance de la mémoire seigneuriale dans les localités québécoises. Lorsque Gaston Rioux décrit la localisation des terres héritées de la seigneurie qui sont toujours en possession de sa mère dans la seconde partie du XX<sup>e</sup> siècle, il évoque un ensemble foncier situé « ici, autour de Trois-Pistoles » en spécifiant qu'« à l'ouest ça se limitait au ruisseau Renouf, au sud vers le deuxième rang ou troisième rang et à l'est on se rendait à l'église<sup>116</sup> ». L'analyse géographique du territoire ainsi délimité par Gaston Rioux permet de constater facilement que les terres possédées par Anita Rioux et ses ancêtres entre l'abolition du régime seigneurial et la fin du XX<sup>e</sup> siècle sont situées exactement où se trouve le noyau urbain de Trois-Pistoles. Cette mainmise sur les terres qui reçoivent au fil des ans l'étalement urbain de la municipalité n'est pas sans rappeler le cas des Fraser à Rivière-du-Loup. En effet, cette famille seigneuriale qui « possède un immense domaine au centre de la seigneurie avant l'abolition »,

---

115. Entretien 2015-04 avec Gaston Rioux, Trois-Pistoles, 15 mai 2015.

116. *Ibid.*

voit sa propriété foncière devenir une source de richesse au cours de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et du début du siècle suivant au fur et à mesure que les propriétés terriennes héritées de la seigneurie sont sollicitées afin d'accueillir le développement urbain de la municipalité de Rivière-du-Loup<sup>117</sup>. Cette possession des terres les mieux situées donne aux Fraser le « statut de grands propriétaires fonciers » et leur assure une position d'« acteurs incontournables du développement de la ville de Fraserville [...] au moins jusqu'en 1950<sup>118</sup> ». Cette situation est certainement analogue avec celle vécue par les Rioux, quoique les anciens seigneurs de Trois-Pistoles ont sans doute profité d'une situation un peu moins favorable que les Fraser en raison de l'émiettement considérable de leurs propriétés et de la croissance moins importante de leur ville. Il n'empêche que ces deux familles seigneuriales s'illustrent par des stratégies fort semblables en ce qui concerne la gestion de leur patrimoine foncier subsistant après l'abolition de 1854. En effet, les Fraser et les Rioux ont tous deux recours à des baux emphytéotiques afin de distribuer leurs terres selon des modalités perpétuant la relation de propriétaire-locataire caractérisant le régime seigneurial<sup>119</sup>. D'ailleurs, la fin des locations par baux emphytéotiques n'a lieu à Trois-Pistoles qu'au tournant du XXI<sup>e</sup> siècle.

La place centrale qu'occupe selon toute vraisemblance les descendants des seigneurs Rioux dans « la gestion et [...] l'aménagement du territoire urbain » donne donc au patrimoine seigneurial de cette famille une existence tangible puisqu'il continue d'influencer la vie quotidienne des Pistolois jusqu'à la seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle<sup>120</sup>. Cet état des choses favorise donc la perpétuation d'une mémoire seigneuriale locale, l'influence des « seigneurs » Rioux n'étant pas seulement un souvenir historique, mais également un élément observable pour tous les résidents de Trois-Pistoles pendant plus d'un siècle après l'abolition du régime seigneurial en 1854. Cette réalité est bien illustrée par Gaston Rioux lorsqu'il affirme « on était reconnu pour être une famille riche, on était riche en terres, pas riche en argent [...] les gens s'adressaient toujours au seigneur pour avoir un terrain ou un lopin de terre, c'était le seigneur qui était comme le dirigeant de la ville<sup>121</sup> ».

Le patrimoine bâti constitue une autre trace mémorielle du régime seigneurial qui persiste à Trois-Pistoles. En effet, plusieurs bâtiments de la localité rappellent le souvenir de l'époque seigneuriale et des seigneurs Rioux. D'abord, le Manoir Rioux-Belzile, construit au XVIII<sup>e</sup> siècle pour accueillir la famille du seigneur primitif, se dresse toujours à Trois-Pistoles. Cet immeuble constituant un constant rappel du passé seigneurial de la famille Rioux est d'autant plus significatif qu'il est l'un des plus vieux bâtiments de la municipalité<sup>122</sup>.

La maison seigneuriale représente un autre bâtiment perpétuant la mémoire des seigneurs

---

117. Grenier et Morissette, « Propriétés et propriétaires seigneuriaux dans l'est du Québec », p. 53.

118. *Ibid.*, p. 60.

119. *Ibid.*, p. 55.

120. *Ibid.*, p. 58.

121. Entretien 2015-04 avec Gaston Rioux, Trois-Pistoles, 15 mai 2015.

122. Rioux, *Histoire de Trois-Pistoles*, p. 578. ; Robert Larin et Marie-Joëlle Larin-Lampron, *Le manoir Rioux-Belzile à Trois-Pistoles*, Québec, Septentrion, 2013, 256 p.

Rioux dans cette localité du Bas-Saint-Laurent. L'immeuble ancestral a été déménagé à deux reprises, mais se trouvait initialement en bordure du chemin du Roi sur les rives du fleuve Saint-Laurent. Toujours habité par des descendants des seigneurs Rioux, elle incarne la continuité et l'enracinement de cette famille à Trois-Pistoles<sup>123</sup>. Gaston Rioux considère d'ailleurs que ce bâtiment constitue l'une des traces les plus concrètes du passé seigneurial de Trois-Pistoles. Il souligne en ce qui concerne cette maison « elle appartient à ma sœur et c'est un bien que je ne laisserais pas partir en dehors de la famille<sup>124</sup> ». Mais son attachement envers ce bien patrimonial et familial n'empêche pas le fils d'Anita Rioux d'être lucide quant à l'espace mémoriel réel qu'occupe cette maison dans l'esprit des Pistolois. En effet, selon lui, « seulement les personnes d'un certain âge » connaissent le passé seigneurial de la demeure<sup>125</sup>.

La toponymie constitue une autre forme sous laquelle se véhicule la mémoire seigneuriale à Trois-Pistoles. L'une des deux rues principales de la ville se nomme en effet Jean-Rioux, et ce en hommage à ce seigneur pionnier de Trois-Pistoles<sup>126</sup>. De plus, les belvédères situés sur l'île aux Basques portent également le nom de ce seigneur-défricheur et de son épouse Catherine Leblond<sup>127</sup>. Le fait que le seul seigneur ayant droit à un hommage dans la toponymie locale soit Jean Rioux porte à croire que c'est surtout en raison de son rôle de pionnier des lieux qu'il est honoré, bien qu'il ne faille pas non plus sous-estimer sa fonction seigneuriale. L'absence des autres seigneurs de Trois-Pistoles dans la toponymie est cependant un élément qu'il faut souligner puisque cela témoigne d'un focus mémoriel à prime abord difficilement explicable en raison de l'influence importante occupée par d'autres seigneurs dans la vie locale (pensons notamment à Éloi Rioux qui fut le premier maire élu de la localité). La rue de la Seigneurie est un autre rappel du passé seigneurial au sein de la toponymie locale. L'emplacement de cette rue n'est pas anodin puisqu'elle débouche sur « ce qui reste de la seigneurie Rioux de Trois-Pistoles », c'est-à-dire sur la dernière propriété émanant du domaine ou des terres non concédées des Rioux qui soit toujours en possession de la famille seigneuriale<sup>128</sup>. Le fait que la rue ait été nommée ainsi expose bien la sensibilité de la municipalité vis-à-vis du patrimoine seigneurial et de la place des Rioux dans l'histoire de Trois-Pistoles. En effet, puisque la rue donne accès à des terres appartenant aux descendants des seigneurs Rioux, cette voie d'accès aurait pu être nommée selon le nom de l'un des seigneurs de la famille ou tout simplement « rue Rioux ». En nommant ainsi cette rue, la Ville expose le lien intrinsèque établi dans l'esprit des Pistolois entre le régime seigneurial et la famille Rioux, un lien tout à fait compréhensible dans l'optique où cette famille a régné sur ce fief durant presque la totalité de l'existence de celui-ci.

---

123. *Ibid.*

124. Entretien 2015-04 avec Gaston Rioux, Trois-Pistoles, 15 mai 2015.

125. *Ibid.*

126. *Ibid.*

127. *Ibid.*

128. *Ibid.*



**Photo 8 – Au cœur de l’ancien « domaine » seigneurial.**

Cette troisième et dernière partie a donc été l’occasion d’examiner la mémoire seigneuriale présente à Trois-Pistoles depuis l’abolition du régime seigneurial en 1854. Dans un premier temps, l’examen du rôle occupé par la famille seigneuriale dans la communauté a permis de constater que l’abolition ne constitue pas nécessairement un moment de rupture complète pour les descendants des seigneurs, mais davantage le début d’une période de transformation où leur rôle évolue pour devenir de plus en plus politique. L’occupation répétitive de postes électifs par les membres de la lignée seigneuriale principale est ainsi un témoignage de la perpétuation d’une mémoire seigneuriale au sein de laquelle les Rioux sont considérés comme des leaders traditionnels dont la place naturelle est d’être aux postes d’influence de la localité. En second lieu, l’étude du patrimoine seigneurial a permis de mieux comprendre comment la mémoire seigneuriale a survécu à Trois-Pistoles. L’analyse du domaine foncier de la famille seigneuriale ainsi que des bâtiments et de la toponymie reliée à celle-ci a mis en lumière la présence de plusieurs éléments concrets de persistance seigneuriale dans cette municipalité. Les réminiscences du régime seigneurial continuant à avoir un impact sur leur vie tout au long des XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles, les citoyens de la municipalité semblent avoir préservé un souvenir du passé seigneurial relativement vif, et ce au moins jusqu’à la seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle. Aujourd’hui, la mémoire seigneuriale s’efface progressivement au fur et à mesure où les personnes ayant déjà payé des rentes constituées ou acheté des terres à la « seigneuresse » quittent ce monde. Cependant, le souvenir des seigneurs Rioux semble refuser de mourir complètement comme nous le verrons en conclusion.

## Conclusion

Cette étude visait à approfondir nos connaissances sur l'histoire et la mémoire du fief de Trois-Pistoles et de la famille seigneuriale Rioux. Pour commencer, nous avons cherché à comprendre comment cette famille seigneuriale d'humble extraction a pu conserver son fief jusqu'à l'abolition du régime seigneurial alors que la vaste majorité des autres familles de même condition n'ont pas réussi. Leur enracinement dans leur milieu et leur communauté, la densité de leur réseau familial ainsi que leur insertion dans la notabilité qui s'accompagne de la préservation d'une position privilégiée auprès de la paysannerie sont les principaux facteurs ayant été relevés afin d'expliquer la durabilité hors norme de cette modeste famille à la tête de son fief.

Dans la deuxième section de cette recherche, nous avons tenté d'éclaircir le déroulement de l'abolition du régime seigneurial à Trois-Pistoles. Après avoir brièvement exposé les raisons poussant le pouvoir politique à abolir ce régime datant de l'époque féodale, nous avons étudié le cadastre abrégé portant sur Trois-Pistoles qui fut réalisé au moment de l'abolition. Cette analyse a révélé plusieurs faits pertinents, dont le considérable état de morcellement dans lequel se trouve le fief au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle et la concurrence importante que subit le seigneur « primitif » de la part de certains autres coseigneurs. Par la suite, l'examen des rapports du SNRRS a permis de constater que la possession des rentes constituées semble avoir connu une continuité en demeurant entre les mains des mêmes familles dans la majorité des cas observables.

Finalement, la dernière partie de notre recherche a été l'occasion de nous pencher sur la mémoire seigneuriale présente à Trois-Pistoles après 1854. Nous avons d'abord observé que la notoriété importante que détiennent les descendants des seigneurs est étroitement liée à l'empreinte mémorielle qui a été laissée par les Rioux au fil des années et que cette notoriété a permis aux membres de la famille de briguer avec succès de nombreux postes électifs locaux. Cette présence non négligeable des Rioux dans les positions d'influence est ainsi devenue un élément favorisant la perpétuation d'une mémoire seigneuriale dans la localité bien après l'abolition de 1854. Par la suite, l'analyse du patrimoine seigneurial ayant résisté à l'abolition a démontré l'importance jouée par le patrimoine foncier des Rioux dans la conservation d'une mémoire seigneuriale à Trois-Pistoles. Le patrimoine bâti et la toponymie se sont quant à eux révélés être des éléments d'une importance relative dans la persistance seigneuriale, malgré l'importance de ces éléments pour la famille seigneuriale elle-même. Bref, les hypothèses formulées au commencement de cette réflexion ont toutes été confirmées, mais la réalisation de la recherche a eu pour conséquence d'en faire émerger de nouvelles qui gagneraient à être étudiées plus en profondeur.

Au terme de cette étude portant sur les persistances seigneuriales présentes à Trois-Pistoles, il nous semble légitime de livrer notre interprétation sur la spécificité de la mémoire seigneuriale locale. Tout d'abord, la mémoire seigneuriale qui s'est transmise dans cette municipalité semble très sélective puisqu'elle est presque complètement axée autour de la famille seigneuriale, et ce au détriment du souvenir du régime seigneurial lui-même. Cette situation n'est cependant pas étonnante, car comme le rappelle Tzvetan Todorov, « la mémoire [...] est forcément une sélection : certains traits de l'événement seront conservés, d'autres sont immédiatement ou progressivement écartés, et donc oubliés<sup>129</sup> ». De l'époque seigneuriale, les Pistolois ont donc gardé en mémoire les rôles de leaders locaux occupés de façon séculaire par les seigneurs Rioux. Cette persistance mémorielle spécifique n'est certainement pas étrangère à la position de prépondérance qu'ont occupé subséquemment à l'abolition de 1854 les seigneurs et leurs descendants. Mais la mémoire seigneuriale présente aujourd'hui à Trois-Pistoles en est-elle pour autant plus importante qu'ailleurs dans la vallée du Saint-Laurent? Cette question est délicate, car il faudrait minimalement analyser un échantillon conséquent de seigneuries québécoises afin de pouvoir dresser avec certitude une comparaison de ce type. Cependant, le fait que les descendants directs des seigneurs vivent toujours en grand nombre à Trois-Pistoles, que certains d'entre-eux se font encore surnommer « le seigneur » et que la dernière seigneuresse des lieux pouvait encore y être vue il y a quelques mois à peine constituent autant d'éléments qui nous poussent à affirmer que la persistance seigneuriale présente à Trois-Pistoles atteint un niveau significativement plus élevé que dans la majorité des autres localités ayant un passé seigneurial<sup>130</sup>.

---

129. Tzvetan Todorov, *Les abus de la mémoire*, Paris, Les Éditions Arléa, 1995, p. 14.

130. Entretien 2015-04 avec Gaston Rioux, Trois-Pistoles, 15 mai 2015.

**TITRE:** LE CAS DE ROUVILLE : POUVOIR, STATUT SOCIAL ET PERSISTANCE DE LA FIGURE DU SEIGNEUR

**AUTEUR:** ALEXIS TÉTREULT, CANDIDAT À LA MAÎTRISE EN SOCIOLOGIE, UQÀM

**PUBLICATION:** LE RÉGIME SEIGNEURIAL AU QUÉBEC : FRAGMENTS D'HISTOIRE ET DE MÉMOIRE

**PAGES:** 54 - 81

**DIRECTION :** BENOÎT GRENIER AVEC LA COLLABORATION D'ALAIN LABERGE ET DE STÉPHANIE LANTHIER

**ISBN:** 978-2-7622-0361-5

**URI:** [HTTP://HDL.HANDLE.NET/11143/16419](http://hdl.handle.net/11143/16419)

**DOI:** [HTTPS://DOI.ORG/10.17118/11143/16419](https://doi.org/10.17118/11143/16419)



# LE CAS DE ROUVILLE: POUVOIR, STATUT SOCIAL ET PERSISTANCE DE LA FIGURE DU SEIGNEUR

Alexis Tétreault, candidat à la maîtrise en sociologie, UQÀM

Le parcours historique des Québécois ne saurait être désincarné de l'occupation et de l'exploitation du sol laurentien. L'enracinement des colons dans des terres et régions, souvent hostiles, est inscrit au cœur de la genèse du Québec. De la colonisation de la vallée du Saint-Laurent jusqu'à l'idée de Reconquête du Nord du Québec, on a allègrement usé de romantisme afin de qualifier de rural l'*ethos* des habitants canadiens-français. Sur ce continent que l'on disait « neuf », les autorités françaises ont tout de même importé un système européen vieux de plusieurs centaines d'années. Institution administrative, mais surtout sociale, le régime seigneurial s'est greffé au Nouveau Monde sous l'impulsion de l'ancien. Découpé en seigneuries, le territoire laurentien fut divisé et distribué à des seigneurs d'origine noble, mais parfois aussi modeste. Parmi les familles dont le nom résonne dans l'histoire et dans la toponymie québécoise, les Hertel occupent une place non négligeable. Ces grands militaires deviennent seigneurs de quelques fiefs richellois. C'est le cas de Jean-Baptiste-Hertel qui devient sieur de Rouville et se voit concéder une seigneurie à laquelle il donne son nom. De 1694 à 1844, le fief de Rouville est la propriété de cette dynastie. En 1844, la seigneurie sera achetée par un militaire et bourgeois britannique. Dès lors, on remarque que la seigneurie de Rouville est occupée, à travers son histoire, par des hommes dont le prestige transcende le cadre seigneurial. C'est donc à travers le prisme de la première élite que nous proposons d'étudier l'évolution du fief, sa transition vers la tenure franche et, surtout, la mémoire seigneuriale persistante.

On se demandera donc : au regard de sa présence dans la seigneurie, de son origine ethnique, de ses fonctions politiques, comment, dans la seigneurie de Rouville, se manifestent le pouvoir et la position sociale de la première élite qu'est le seigneur et comment persiste la mémoire de cette élite après l'abolition ? Nous faisons l'hypothèse que les Hertel de Rouville, sans habiter la seigneurie de Rouville, tardent à la mettre en valeur et donc à investir leurs pouvoirs et responsabilités de seigneur, alors que Thomas E. Campbell – seigneur britannique qui habite son fief à partir de 1844 – sera à l'origine d'un véritable effort de mise en valeur et de rentabilité de sa seigneurie. Nous croyons, de surcroît, que l'habitation des lieux par les Campbell, ainsi que la possession du fief avant et après l'abolition du régime seigneurial, font de ceux-ci l'élément prépondérant de la mémoire seigneuriale rouvilloise, mais que les Hertel de Rouville y occupent toujours une place par le biais de la toponymie.

# La seigneurie de Rouville : de la concession à l'abolition

## Géographie du fief

Avant de dresser l'historique de la seigneurie à l'étude, il importe de brosse rapidement un portrait géographique de Rouville. La seigneurie de Rouville se situe sur la rive est de la rivière Richelieu – où se trouvent actuellement les villes de Mont-Saint-Hilaire, Saint-Jean-Baptiste et Otterburn Park. À une trentaine de kilomètres à l'est de Montréal, le fief à l'étude est d'une largeur de deux lieues de front par une lieue et demie de profondeur<sup>1</sup>. Six cents acres des terres seigneuriales sont occupées par un mont, en l'occurrence le mont Rouville (aujourd'hui appelé mont Saint-Hilaire), qui trône au « milieu de la seigneurie, entre la seconde et la troisième rangée<sup>2</sup> ». D'une hauteur de 403 mètres, le mont Saint-Hilaire fait partie de la chaîne des Montérégiennes<sup>3</sup>. Adossé à la rivière Richelieu, le fief est également traversé par la rivière des Hurons et parsemé de nombreux plan d'eau – dont le lac Hertel – qui confère, aux terres de la région, leur caractère fertile<sup>4</sup>.

Le territoire seigneurial se divise en deux paroisses catholiques. Faisant partie du diocèse de Saint-Hyacinthe (érigé en 1852), la paroisse de Saint-Hilaire est érigée en 1827, alors que la paroisse de Saint-Jean-Baptiste doit attendre l'année 1846 avant son érection canonique<sup>5</sup>. Sur l'autre rive du Richelieu, faisant ainsi face à Rouville, se trouve la seigneurie de Beloeil. Bordé au nord par la seigneurie de Saint-Charles et au sud par la seigneurie de Chambly, le fief de Rouville partage cependant sa frontière orientale avec la vaste seigneurie de Saint-Hyacinthe. Nous verrons comment cet ensemble seigneurial peut aussi être associé à la famille des Hertel.

## Ouverture des seigneuries du Richelieu : État tampon de Montréal?

La seigneurie de Rouville, comme de nombreux fiefs de la rive sud de Montréal, s'ouvre pour des raisons essentiellement militaires. Au crépuscule du XVII<sup>e</sup> siècle, la menace est britannique, mais surtout iroquoise. Reliant le lac Champlain au fleuve Saint-Laurent, la rivière Richelieu devient un enjeu commercial et militaire majeur dans la guerre que se livrent

---

1. Répertoire des seigneuries du Québec, outil de recherche inédit, issu des travaux des professeurs Benoît Grenier et Alain Laberge, seigneurie « Rouville ».

2. Joseph Bouchette, *Description topographique de la province du Bas Canada : avec des remarques sur le Haut Canada et sur les relations des deux provinces avec les États-Unis de l'Amérique*, Londres, Publiée par W. Faden, 1815, p. 213.

3. Mario Filion et al., *Histoire du Richelieu-Yamaska-Rive Sud*, Sainte-Foy, IQRC, 2001, p.30

4. Armand Cardinal, *Histoire de Saint-Hilaire : Les seigneurs de Rouville*, Montréal, Éditions du jour, 1980, p. 16-17 ; Bouchette, *Description topographique de la province du Bas Canada*, p. 212.

5. *Ibid.*, p. 229.

Iroquois, Anglais et Français. Du point de vue économique, la rivière Richelieu est une des artères du commerce de fourrure entre Anglais et Iroquois<sup>6</sup>. Exclue du commerce avec les Français, les Iroquois « agressent », vers 1650, le gouvernement de Montréal par une série de raids<sup>7</sup>. Harcelée par une population hostile à ses intérêts, la colonie mettra de l'avant deux mesures.

D'abord, la Nouvelle-France voit ses effectifs militaires gonflés par l'arrivée du régiment Carignan-Salière dès 1660<sup>8</sup>. Ainsi, l'érection méthodique « des bastions tout le long de la rivière Richelieu jusqu'à l'embouchure du lac Champlain, à l'exemple des forts Richelieu, Sainte-Thérèse et Saint-Jean<sup>9</sup> » ancrera la présence militaire des Français. Ensuite, dans le but « d'occuper méthodiquement le sud de Montréal » et ainsi constituer un territoire-tampon entre la Nouvelle-Angleterre et Ville-Marie, les autorités octroient des terres dans le Bas-Richelieu<sup>10</sup>. L'implantation du régime seigneurial dans la vallée du Richelieu est donc inhérente à la stratégie militaire française. Pour ces raisons, on remarque que les seigneurs qui se voient concéder des fiefs vers la fin du XVII<sup>e</sup> siècle sont largement issus des officiers de l'armée – particulièrement du régiment Carignan-Salières<sup>11</sup>. C'est dans ce contexte que la famille Hertel hérite d'un « bloc » seigneurial dans le Bas-Richelieu. En effet, les seigneuries de Beloeil, Cournoyer, Saint-François et, bien sûr, Rouville sont respectivement concédées à François Hertel et à ses quatre fils – tous issus de l'armée, par ailleurs<sup>12</sup>.

### **Jean-Baptiste Hertel: premier seigneur de Rouville**

Le premier seigneur de Rouville illustre bien le caractère militaire consubstantiel à l'ouverture des seigneuries richeloises. Il n'est pas non plus possible de désincarner le premier seigneur de Rouville, Jean-Baptiste Hertel, de son statut de noble. Jean-Baptiste est confirmé seigneur de Rouville dans la décennie 1680, alors même que les autorités coloniales tentent de restreindre l'émission des lettres d'anoblissement. Effectivement, Lorraine Gadoury note que « les dirigeants de la colonie doivent maintenant [dès 1680] faire l'éloge des « postulants » et solliciter durant de longues années l'appui du ministre de la Marine avant que le Roi accorde de nouveaux anoblissements<sup>13</sup> ». Issu d'une famille de militaires, et lui-même à l'origine d'exploits par les armes, Jean-Baptiste devient sieur de Rouville par son anoblissement en 1688<sup>14</sup>. Il intègre alors le groupe des Canadiens anoblis puisqu'il naît à Trois-Rivières, et

---

6. Laurent Busseau, « La Ligue iroquoise des Cinq-feux et la rivière Richelieu au XVII<sup>e</sup> siècle », *Histoire Québec*, vol. 22, n°1 (2016), p. 9.

7. Bruce G. Trigger, *Les Indiens, la fourrure et les Blancs*, Montréal, Boréal, 1992, p. 379.

8. Busseau, « La Ligue iroquoise », p. 10.

9. *Ibid.*

10. Filion, *Histoire du Richelieu-Yamaska-Rive Sud*, p. 79.

11. *Ibid.*, p. 94.

12. Cardinal, *Histoire de Saint-Hilaire*, p. 19.

13. Lorraine Gadoury, *La noblesse en Nouvelle-France: familles et alliances*, Ville La Salle, Hurtubise HMH, 1991, p. 35.

14. Cardinal, *Histoire de Saint-Hilaire*, p. 37.

non en France, en 1668. C'est donc muni d'un statut noble qu'en 1693, Jean-Baptiste Hertel de Rouville revendique un fief, voisin de son père (François Hertel) de surcroît<sup>15</sup>. Le gouverneur Frontenac lui concède le territoire décrit plus haut en janvier 1694 et le tout est officialisé par le roi Louis XIV qui signe le brevet de confirmation le « vingt deuxième du mois de mars [...] quatre vingt quinze<sup>16</sup> ».

L'obtention d'une seigneurie par le sieur de Rouville est représentative de la subordination de l'ouverture de la Rive-Sud aux impératifs militaires, mais aussi à la tendance générale voulant que les autorités coloniales concèdent des fiefs aux nobles. Dans les sociétés d'Ancien régime, on remarque que la propriété foncière est l'affaire des deux ordres supérieurs – soit la noblesse et le clergé<sup>17</sup>. Évidemment, la Nouvelle-France n'échappe pas à cette tendance puisque dans la colonie « les nobles détiennent presque systématiquement des terres seigneuriales<sup>18</sup> ». Or cette noblesse, canadienne ou française, se distingue, on s'en doute, par son caractère éminemment militaire. Puisque la Nouvelle-France se présente comme un territoire plutôt hostile aux colons, Jean-Baptiste Colbert, ministre de la Marine, et donc responsable de la colonie outre-Atlantique, souhaite une noblesse capable de garantir la sécurité de la population<sup>19</sup>. Dès lors, la noblesse militaire occupe le haut du pavé en Nouvelle-France – du moins, en ce qui concerne la propriété foncière. En effet, la majorité des seigneurs canadiens issus de la noblesse font partie de la portion militaire de ce groupe<sup>20</sup>.

On voit bien comment l'ouverture de la seigneurie de Rouville s'inscrit dans un contexte historique dicté par les exigences militaires de la colonie. Concédé pour des raisons militaires à un militaire anobli canadien, Rouville ne se développera cependant pas sous Jean-Baptiste. D'une part, il n'a jamais habité la seigneurie et, d'autre part, sa fonction militaire l'éloigne de son devoir de mise en valeur du fief<sup>21</sup>. Effectivement, le premier sieur de Rouville est à l'origine d'innombrables campagnes militaires qui lui valent, au terme de sa vie, le titre de chevalier de Saint-Louis<sup>22</sup>. Ce n'est donc pas sous l'impulsion du premier seigneur de Rouville que le fief est mis en valeur, car les aveux et dénombrements effectués dans la colonie de la Nouvelle-France nous apprennent qu'en 1724, soit deux ans après la mort de Jean-Baptiste, il n'y a aucune installation ni amorce de défrichement sur le fief<sup>23</sup>. C'est d'ailleurs en 1724 que le fils de Jean-Baptiste Hertel de Rouville, Jean-Baptiste-François, hérite de la seigneu-

---

15. *Ibid.*

16. BANQ-Québec, E1, S4, SS1, Fonds Intendants, *Brevet de confirmation par Sa Majesté de la concession au sieur Jean-Baptiste Hertel de Rouville*.

17. Benoît Grenier, *Brève histoire du régime seigneurial*, Montréal, Boréal, 2012, p. 118.

18. *Ibid.*, p. 119.

19. Gadoury, *La noblesse en Nouvelle-France*, p. 28.

20. Grenier, *Brève histoire du régime seigneurial*, p. 119.

21. Cardinal, *Histoire de Saint-Hilaire*, p. 39.

22. Raymond Douville, « Jean-Baptiste Hertel de Rouville », *Dictionnaire biographique du Canada* » [en ligne] Consulté le 26 janvier 2018. [http://www.biographi.ca/fr/bio/hertel\\_de\\_rouville\\_jean\\_baptiste\\_2F.html](http://www.biographi.ca/fr/bio/hertel_de_rouville_jean_baptiste_2F.html)

23. Jacques Mathieu et Alain Laberge, dir, *L'occupation des terres dans la vallée du Saint-Laurent : Les aveux et dénombrements, 1723-1745*, Québec, Septentrion, 1991, p. 235.

rie. Ainsi, on devine que la position sociale enviable de Jean-Baptiste Hertel de Rouville est davantage le fait de son statut de seigneur, de militaire et de noble que de ses actions en tant que seigneur.

### **Après l'ouverture: prestige, mise en valeur et présence seigneuriale**

Les Hertel de Rouville, qui se succèdent à la tête de la seigneurie, n'investissent que frileusement leur position de première élite du fief. Dès lors, nous verrons que les postes qu'ils occupent et la notabilité qu'ils acquièrent sont moins liés à leur rôle de seigneur qu'à celui d'élites coloniales. Les fonctions militaires, par ailleurs, occupent la majeure partie du temps des Hertel de Rouville. À l'instar de son père, Jean-Baptiste-François Hertel de Rouville, deuxième seigneur du fief, occupe un poste dans l'armée et habite tantôt Montréal, tantôt Chambly<sup>24</sup>. Or, malgré son absence dans la seigneurie, on remarque tout de même une amorce de mise en valeur sous sa « gouverne ». Vers 1746, soit 18 ans après avoir hérité de la terre paternelle, environ 1760 arpents ont été concédés à treize habitants qui s'affairent à défricher et labourer le sol<sup>25</sup>. Le pouvoir et le prestige social de la première élite sont soumis à la présence et à la vitalité des censitaires. Ainsi, les « obligations du censitaire sont la contrepartie des privilèges du seigneur<sup>26</sup> ». On peut donc assumer qu'avec peu de censitaires dans le fief de Rouville, le seigneur jouit de peu de privilèges et de pouvoir au sein de sa communauté.

De plus, son absence du fief nous fait dire que son prestige social vient principalement de ses fonctions militaires et de son statut de seigneur. Benoît Grenier a étudié la filiation entre l'enracinement d'un seigneur dans une terre et son prestige social. Il écrit : « Quelle que soit l'attitude de la famille du seigneur, le fait qu'elle soit résidente et enracinée sur son fief, auprès des habitants, en fait clairement une partie prenante de la vie sociale rurale<sup>27</sup> ». Puisque Jean-Baptiste-François s'affaire aux tâches militaires, il ne s'enracine pas et fait donc peu ou prou partie de la vie sociale de sa seigneurie. Cette absence du fief sera aussi le propre des deux seigneurs de Rouville qui succéderont à Jean-Baptiste-François Hertel. Or, bien qu'ils n'habitent pas la seigneurie, on remarque que René-Ovide et Jean-Baptiste-Melchior Hertel de Rouville acquièrent un prestige social par le biais de l'institution seigneuriale, certes, mais aussi par d'autres institutions et postes prestigieux.

De plus, il n'est pas anodin de noter que la Conquête britannique de 1760 ne fait pas fuir les Hertel en France. Effectivement, seigneur de Rouville jusqu'en 1772, Jean-Baptiste-François ne quitte pas la colonie à l'arrivée des Britanniques. À l'image de la majorité de la caste à l'étude, les seigneurs portant le nom de Hertel restent au Canada. La prestigieuse famille

---

24. Cardinal, *Histoire de Saint-Hilaire*, p. 41.

25. *Ibid.*, p. 42.

26. Grenier, *Brève histoire du régime seigneurial*, p. 79.

27. Benoît Grenier, *Seigneurs campagnards de la Nouvelle-France: présence seigneuriale et sociabilité rurale dans la vallée du Saint-Laurent à l'époque préindustrielle*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2007, p. 199.

militaire profite même de l'exil d'une partie de la noblesse pour accroître ses possessions foncières<sup>28</sup>. Cependant, la Conquête et la cohabitation « de la tenure seigneuriale avec la tenure en franc et commun soccage, marque en quelque sorte le début de la fin pour la première.<sup>29</sup> » Nous y reviendrons.

À la suite de la Conquête, le fils du premier seigneur de Rouville garde la possession de sa terre jusqu'à ce qu'il la cède à son frère René-Ovide en 1772<sup>30</sup>. René-Ovide transmettra ensuite son héritage fraternel à son fils Jean-Baptiste-Melchior. Ces deux figures seigneuriales donneront raison à l'assertion de Benoît Grenier :

[Le seigneur] cumulait parfois aussi d'autres fonctions, celle d'officier de milice par exemple, accroissant par le fait même son pouvoir sur la communauté. En effet, il n'est pas rare qu'un seigneur détienne d'autres fonctions, parfois antérieures à la propriété seigneuriale. Ces occupations ne sont toutefois pas toujours liées au territoire seigneurial, mais elles permettent de saisir la concentration des fonctions de notable entre les mains de quelques privilégiés dont font partie de nombreux seigneurs<sup>31</sup>.

Cette remarque est, tout d'abord, cautionnée par la figure de René-Ovide Hertel de Rouville. Contrairement aux hommes des trois générations l'ayant précédé, il n'intègre pas l'armée. Hertel oriente plutôt sa carrière dans les affaires juridiques après des études de droit à Québec<sup>32</sup>. Il occupe de nombreux postes relatifs à l'administration publique et à l'exercice du droit, dont celui de « magistrat, à titre de juge des plaids communs du district de Montréal<sup>33</sup> ». La concentration des pouvoirs, telle qu'explicitée par Grenier, ainsi que les délibérations arbitraires du puissant seigneur seront, par ailleurs, dénoncées par *La Gazette littéraire de Montréal*<sup>34</sup>. De plus, c'est par la conjugaison de ses pouvoirs judiciaires et de ses pouvoirs seigneuriaux que René-Ovide Hertel de Rouville fait croître son emprise sur la communauté rouvilloise. En effet, il exercera la fonction de juge de paix alors que la justice seigneuriale a été abolie<sup>35</sup>.

---

28. Grenier, *Brève histoire du régime seigneurial*, p. 143.

29. *Ibid.*, p. 165.

30. Cardinal, *Histoire de Saint-Hilaire*, p. 45.

31. Grenier, *Seigneurs campagnards*, p. 212.

32. Pierre Tousignant et Madeleine Dionne-Tousignant, « René-Ovide Hertel de Rouville », *Dictionnaire biographique du Canada* [en ligne], Consulté le 26 janvier 2018. [http://www.biographi.ca/fr/bio/hertel\\_de\\_rouville\\_rene\\_ovi-de\\_4F.html](http://www.biographi.ca/fr/bio/hertel_de_rouville_rene_ovi-de_4F.html)

33. *Ibid.*

34. Nova Doyon, Jacques Cotnam et Pierre Hébert, dir., *La Gazette littéraire de Montréal, 1778-1779*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2010, p. 61.

35. Donald Fyson, *Magistrats, police et société : la justice criminelle ordinaire au Québec et au Bas-Canada (1764-1837)*, Montréal, Hurtubise, 2010, p. 211.

On assiste au même manège avec le successeur et fils de René-Ovide, Jean-Baptiste-Melchior Hertel - devenu seigneur de Rouville en 1781. En fait, celui-ci pousse la rhétorique de la conjugaison des pouvoirs seigneuriaux et judiciaires à l'échelon supérieur. L'historien Donald Fyson note que pour les seigneurs comme « Hertel de Rouville, être un juge de paix actif, réglant les conflits entre ses censitaires et veillant à la construction de routes sur ses terres, n'est qu'une extension naturelle de la vision paternaliste que les seigneurs ont d'eux-mêmes<sup>36</sup> ». Tout comme son père, il n'habite pas le fief de Rouville<sup>37</sup>. En fait, en 1790 il s'établit dans le bourg Saint-Jean-Baptiste à proximité du fort de Chambly d'où il occupe la fonction de colonel de milice<sup>38</sup>. De plus, comme de nombreux seigneurs, il se familiarise avec les nouvelles institutions démocratiques - introduites au Canada par le gouvernement britannique - et siège à l'Assemblée législative après les élections de 1792.

L'Acte constitutionnel de 1791 fait effectivement émerger une nouvelle manière d'exercer son ascendant sur la population paysanne. S'incarnant, avant 1791, presque exclusivement dans un cadre seigneurial, le pouvoir trouve un nouveau lieu d'expression dans la Chambre d'assemblée du Bas-Canada<sup>39</sup>. Même si leur supériorité numérique ne cesse de s'effriter tout au long du XIX<sup>e</sup> siècle, les seigneurs sont nombreux à intégrer la fonction de député<sup>40</sup>. C'est d'ailleurs le cas de Jean-Baptiste-Melchior Hertel qui occupe le poste de député de Bedford dès 1792, soit à la première élection de l'histoire du Bas-Canada<sup>41</sup>. Ainsi, dès 1792, il se fait seigneur, député et colonel de milice. On remarque bien, encore une fois, la manière dont la première élite seigneuriale rouilloise canalise les pouvoirs entre ses mains. L'avènement des seigneurs à la Chambre d'assemblée ne fait que confirmer cette assertion et pose la question du conflit d'intérêts. Déjà, en 1792, « le nombre de seigneurs qui se présentent inquiète certains qui allèguent que, dans un moment où les «abus du dernier siècle» vont être examinés, ils seront à la fois juges et partis<sup>42</sup> ».

Sous René-Ovide et Jean-Baptiste-Melchior, malgré l'accumulation des postes au sein de la société laurentienne qui les détourne quelque peu de leur fonction colonisatrice, on assiste tout de même à un véritable effort de mise en valeur de la seigneurie de Rouville. En fait, même si les deux seigneurs se soucient peu de leur fief, ils donnent à François Noisieux, curé de Beloeil, le mandat de concéder des terres en leur nom<sup>43</sup>. « En l'absence du seigneur, le rôle de régisseur prend une importance accrue et témoigne de l'existence d'un lien de

---

36. *Ibid.* p. 170.

37. Céline Cyr, « Jean-Baptiste-Melchior Hertel de Rouville », *Dictionnaire biographique du Canada* » [en ligne], Consulté le 26 janvier 2018. [http://www.biographi.ca/fr/bio/hertel\\_de\\_rouville\\_jean\\_baptiste\\_melchior\\_5F.html](http://www.biographi.ca/fr/bio/hertel_de_rouville_jean_baptiste_melchior_5F.html)

38. *Ibid.*

39. Grenier, *Seigneurs campagnards*, p. 226.

40. *Ibid.*, p. 226-227.

41. Cyr, « Jean-Baptiste-Melchior Hertel de Rouville ».

42. John Hare, *Le développement des partis politiques à l'Assemblée législative du Bas-Canada, 1792-1814*, Ottawa, J. Hare, 1994, p. 90.

43. Cardinal, *Histoire de Saint-Hilaire*, p. 55.

confiance<sup>44</sup> ». Le fait que ce tiers parti se trouve dans la seigneurie de Beloeil témoigne, de surcroît, d'une certaine cohérence dans l'ensemble seigneurial des Hertel. L'homme de foi remplit son mandat de sorte « [qu'il] y a, en 1792, une population de 893 âmes dans la seigneurie de Rouville<sup>45</sup> ». La population croissant impose donc la construction d'une église. Dès lors, Melchior concède un terrain sur la rive de la rivière des Hurons de sorte que la construction s'amorce en 1807<sup>46</sup>. Or, les Hertel de Rouville, puisqu'ils sont absents de leur fief, ne jouissent pas d'un prestige social associé à l'enracinement de la première élite parmi ses censitaires. Leur prestige social est consubstantiel à la fonction de seigneur, certes. Cependant, comme le note Grenier, les Hertel de Rouville nous permettent surtout de « saisir la concentration des fonctions de notable entre les mains de quelques privilégiés dont font partie de nombreux seigneurs<sup>47</sup> ».

### **Jean-Baptiste-René Hertel : le dynamisme d'un seigneur enfin présent**

Le fils de Melchior, Jean-Baptiste-René, hérite de la propriété seigneuriale en 1817, à la mort de son père<sup>48</sup>. Comme ses aïeux, il accumule les fonctions militaires et contribue à perpétuer la stature des Hertel. Il prend d'ailleurs la place de son père à la tête du bataillon de Chambly un an avant que celui-ci ne s'éteigne<sup>49</sup>. Seulement, le nouveau seigneur de Rouville ne jettera pas un regard désintéressé sur son fief et ne chargera pas un tiers parti de concéder des censives. Bien au contraire, Jean-Baptiste-René, cinquième seigneur du fief, est le premier Hertel de Rouville à s'établir sur la terre familiale. En effet, une fois en possession de sa seigneurie, il s'établit dans « une modeste maison de bois située sur un domaine de 614 arpents en superficie<sup>50</sup> ». Immanquablement, le seigneur fit construire un premier manoir, puis un deuxième « plus conforme à son rang et aux besoins de sa famille<sup>51</sup> ».

Désormais enraciné dans son fief, René s'affaire à peupler ses terres de censitaires. Ses efforts se mutent en succès puisqu'il réussit à faire croître considérablement la population de la seigneurie<sup>52</sup>. L'arrivée des nouveaux colons entraîne aussi la mise en valeur des terres agricoles. En 1815, Joseph Bouchette, dans *Description topographique de la province du Bas-Canada*, note : « Le terrain y est d'une si bonne qualité que la presque totalité est dans un

---

44. Grenier, *Brève histoire du régime seigneurial*, p. 132.

45. Armand Cardinal, *Les fondateurs de Saint-Hilaire*, Saint-Jean-sur-Richelieu, Éditions Mille roches, 1983, p. 24.

46. *Ibid.*

47. Grenier, *Seigneurs campagnards*, p. 212.

48. Cardinal, *Les fondateurs de Saint-Hilaire*, p. 42.

49. Serge Courville, « Jean-Baptiste-René Hertel de Rouville », *Dictionnaire biographique du Canada* » [en ligne], Consulté le 26 janvier 2018. [http://www.biographi.ca/fr/bio/hertel\\_de\\_rouville\\_jean\\_baptiste\\_rene\\_8F.html](http://www.biographi.ca/fr/bio/hertel_de_rouville_jean_baptiste_rene_8F.html)

50. Cardinal, *Les fondateurs de Saint-Hilaire*, p. 42.

51. Alain Côté, et al., *Le Manoir de Rouville-Campbell*, Collection Société d'histoire de Beloeil-Mont-Saint-Hilaire, Montréal, Éditions Histoire Québec, 2010, p. 20.

52. Cardinal, *Les fondateurs de Saint-Hilaire*, p. 42.



état très avancé d'amélioration, particulièrement pour la culture du grain<sup>53</sup> ». Or, puisque la mise en valeur des terres va déjà bon train en 1815 et que la population est croissante sous René, le seigneur de Rouville doit adapter les installations de son fief aux nouveaux impératifs. Par exemple, les moulins nécessitent des réparations et, puisqu'ils ne sont plus en mesure de desservir l'ensemble des censitaires, le seigneur en fait en construire davantage<sup>54</sup>.

Bien que la présence du seigneur participe à la vitalité de la seigneurie, on remarque qu'une telle présence est parfois conflictuelle. L'historien Benoît Grenier souligne « [qu'à] compter du moment où la famille seigneuriale est confrontée à des habitants, des conflits surgissent, pas de manière systématique, pas toujours à grande échelle, mais des conflits existent<sup>55</sup> ». Dans le cas qui nous préoccupe, c'est la construction d'une deuxième église qui aurait le mandat de desservir les habitants bordant le Richelieu qui suscite de vives oppositions. Voulant faire construire une deuxième église près de la rive du Richelieu, Jean-Baptiste-René Hertel doit « contraindre » les habitants du rang des Étangs à ne plus fréquenter l'église de la paroisse de Saint-Jean-Baptiste afin que leurs contributions servent à l'entretien de la nouvelle bâtisse et d'un curé permanent<sup>56</sup>. Seulement, les habitants du rang des Étangs sont peu enclins à abandonner leur église au profit d'une autre, éloignée de surcroît. « M. de Rouville projette alors de construire un chemin qui réunira les trois premières concessions et qui facilitera l'accès de toute la paroisse à l'église projetée à la première concession<sup>57</sup> ». Or, le *Chemin de la montagne* ne suffira pas à convaincre ni les habitants ni l'évêque de Québec qui autorise les habitants des Étangs à fréquenter l'église de Saint-Jean-Baptiste<sup>58</sup>. Après un échange de lettres incendiaires entre le seigneur et les autorités religieuses, le projet se concrétise de sorte que la construction du lieu de culte se met en branle en 1830<sup>59</sup>.

Cette situation illustre, bien sûr, les relations conflictuelles que peuvent entretenir les censitaires avec le seigneur. Cependant, elle incarne aussi une « notabilité conflictuelle » entre, d'une part, le seigneur et les autorités religieuses et, d'autre part, entre les marguilliers et le seigneur<sup>60</sup>. En effet, après s'être faits contraindre par Mgr Panet de se tourner vers l'église de la paroisse de Saint-Hilaire, les habitants des Étangs élisent le sieur Tétro-Ducharme au poste de marguillier<sup>61</sup>. Formellement opposé aux plans du seigneur, Tétro-Ducharme use de toute son influence afin de contrer la décision des autorités spirituelles et temporelles. Ses plans échoueront et les habitants devront se soumettre. Le pouvoir seigneurial prime, dans cette situation, sur la volonté générale et sur le pouvoir d'un des notables de la seigneurie.

---

53. Bouchette, *Description topographique*, p. 212.

54. Cardinal, *Les fondateurs de Saint-Hilaire*, p. 43.

55. Grenier, *Seigneurs campagnards*, p. 298.

56. Cardinal, *Les fondateurs de Saint-Hilaire*, p. 44.

57. *Ibid.*, p. 45.

58. *Ibid.*, p. 48.

59. *Ibid.*, p. 49.

60. Grenier, *Seigneurs campagnards*, p. 343.

61. Cardinal, *Les fondateurs de Saint-Hilaire*, p. 50.

Jean-Baptiste-René embrasse lui aussi une carrière politique en se faisant élire député de Bedford de 1824 à 1830, puis de la nouvelle circonscription de Rouville de 1830 à 1832<sup>62</sup>. Il siège même au Conseil législatif en 1837-1838 pendant les soulèvements des patriotes. On connaît l'importance de la région richelloise dans ce conflit. Des leaders patriotes de la région forment la Confédération des Six-Comtés dont fait partie le « comté » de Rouville<sup>63</sup>. Bien qu'il ait accueilli et entretenu les troupes britanniques, Jean-Baptiste-René Hertel de Rouville est tout de même accusé par le prêtre de Saint-Jean-Baptiste, Louis Nau, de comploter et de préparer une autre révolte patriote contre le pouvoir anglais<sup>64</sup>. Tombé dans les mauvaises grâces du pouvoir et plombé par les dettes, le dernier Hertel de Rouville demande à un proche de trouver un acheteur pour son fief. Son gendre, le docteur Jean-Baptiste Brousseau, vend le fief, possédé par des seigneurs canadiens depuis 1694, au major britannique Thomas Edmund Campbell en 1844<sup>65</sup>.

### **Le major Campbell : un seigneur abolitionniste?**

L'achat de Rouville par un Britannique – d'origine écossaise né à Londres possiblement en 1811<sup>66</sup> – fait partie d'un « processus progressif mais constant à compter de 1760. [C'est-à-dire que l'achat des fiefs par des Britanniques] s'observe dans la longue durée et non [comme] une conséquence immédiate de la Conquête<sup>67</sup> ». En effet, acquis en 1844 par Thomas Campbell, la seigneurie de Rouville témoigne de ce long processus. On remarque aussi que le mariage de Thomas Edmund Campbell avec Henriette-Julie Juchereau Duchesnay atteste aussi d'un maintien de certaines anciennes familles canadiennes à la tête de la société ainsi que de l'intégration des nouvelles élites britanniques au sein des familles seigneuriales canadiennes. En effet, après la Conquête, plusieurs familles – dont les Hertel, mais aussi les Juchereau Duchesnay – prouvent leur allégeance au roi d'Angleterre et arrivent ainsi à garder une posture sociale enviable<sup>68</sup>. Cette posture sociale se matérialise ici par une union avec la « nouvelle » élite coloniale britannique. Karine Pépin note : « Ces femmes de la noblesse ayant épousé un étranger représentent en quelque sorte l'ouverture grandissante de la noblesse canadienne à marier ses enfants en dehors du groupe ainsi que sa capacité d'adaptation aux bouleversements de leur époque, tout en maintenant plusieurs pratiques du régime français<sup>69</sup> ». C'est d'ailleurs par ce mariage que le nouveau seigneur de Rouville arrive à adoucir le « double rapport d'altérité<sup>70</sup> » voulant que le seigneur soit quelque peu

---

62. Courville, « Jean-Baptiste-René Hertel de Rouville ».

63. Gilles Laporte, *Brève histoire des patriotes*, Québec, Septentrion, 2015, p. 71.

64. Courville, « Jean-Baptiste-René Hertel de Rouville ».

65. *Ibid.*

66. Jacques Monet, « Thomas Edmund Campbell », *Dictionnaire biographique du Canada* [en ligne], Consulté le 26 janvier 2018. [http://www.biographi.ca/fr/bio/campbell\\_thomas\\_edmund\\_10F.html](http://www.biographi.ca/fr/bio/campbell_thomas_edmund_10F.html)

67. Grenier, *Brève histoire du régime seigneurial*, p. 156-157.

68. *Ibid.*, p. 143.

69. Karine Pépin, « Mariage et altérité : les alliances mixtes chez la noblesse canadienne après la Conquête (1760-1800) », *Mémoire de maîtrise (histoire)*, Université de Sherbrooke, 2016, p. 169-170.

70. *Ibid.*, p. 157.

isolé par sa position sociale et son l'origine ethnique. Armand Cardinal remarque que cette alliance, doublée d'une administration seigneuriale unilingue française, a su lui faire gagner la confiance des censitaires avec lesquels il cohabite à partir de 1846<sup>71</sup>.

De plus, l'achat du fief est aussi éloquent de la substitution « des anciennes familles seigneuriales par une bourgeoisie anglo-protestante<sup>72</sup> ». Après avoir appartenu à la dynastie des Hertel, la seigneurie de Rouville passe effectivement aux mains d'un militaire et grand bourgeois britannique qui entend relancer l'économie de la seigneurie grâce à sa fortune<sup>73</sup>. Il importe en effet, pour le nouveau seigneur, de ne pas négliger son fief de telle sorte qu'en 1849, lorsque le parlement de Montréal est incendié et que l'institution déménage à Toronto, Campbell renonce à son poste de secrétaire civil pour le gouverneur général, lord Elgin<sup>74</sup>. Ainsi, Campbell est à l'origine d'un essor économique dans le fief de Rouville. Il implante une véritable industrie farinière grâce à la construction de plusieurs moulins, il incite à la plantation de pommiers afin de constituer des vergers et il encourage l'acériculture<sup>75</sup>. Lord Elgin n'hésite pas à qualifier Campbell « [d'un] des seigneurs les plus entreprenants de la province<sup>76</sup> ».

Dès lors, ce mouvement de « modernisation » économique de Rouville fait partie d'une migration de l'économie mercantile vers une économie capitaliste que subit le Bas-Canada. Les politologues Gérard Bernier et Daniel Salée remarquent qu'au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle :

L'hégémonie des marchands du Bas-Canada se faisait sentir sur toutes les sphères vitales de la vie économique coloniale. Ils créaient puis contrôlaient les institutions bancaires et financières les plus importantes, s'en servant ensuite pour financer leurs entreprises commerciales. Ils se hissaient régulièrement à des postes d'influence dans l'appareil d'État d'où ils faisaient triompher leur opinion et leurs intérêts en matière de politique économique<sup>77</sup>.

Thomas Edmund Campbell fait partie de cette caste de grands capitalistes. D'abord, on observe qu'il accapare des postes influents. « Il devient tour à tour président de la Chambre d'agriculteur du Haut et du Bas-Canada, directeur de la Banque de Montréal, de la Compagnie du Grand Trunk et de la société d'assurance Mutual Reliance<sup>78</sup> ». Dans la biographie de Campbell, par ailleurs écrite par son fils, on constate l'ampleur de l'ascendant qu'exerce le seigneur sur la société canadienne. Dans la biographie posthume, Bruce Campbell relaye

---

71. Cardinal, *Les fondateurs de Saint-Hilaire*, p. 108.

72. Grenier, *Brève histoire du régime seigneurial*, p. 157.

73. Cardinal, *Les fondateurs de Saint-Hilaire*, p. 108.

74. Monet, « Thomas Edmund Campbell ».

75. Cardinal, *Les fondateurs*, p. 108.

76. Cité dans: Monet, « Thomas Edmund Campbell ».

77. Gérard Bernier et Daniel Salée, *Entre l'ordre et la liberté : colonialisme, pouvoir et transition vers le capitalisme dans le Québec du XIX<sup>e</sup> siècle*, Montréal, Boréal, 1995, p. 72.

78. Cardinal, *Histoire de Saint-Hilaire*, p. 70-71.

les lettres et articles de journaux soulignant la mort de son père en 1872. Parmi les institutions soulignant ce décès, on retrouve : La Société d'assurance Mutuelle et Reliance, le Conseil d'agriculture de la province de Québec, les sociétés d'agriculture de Rouville et de Chambly, les journaux : *La Minerve*, le *Time* de Londres, le *Montreal Herald*, *Le messenger de Sorel*, *La gazette des campagnes*, *Le courrier de St. Hyacinthe*, *Le National*, *L'Évènement*<sup>79</sup>.

Le cas du chemin de fer *St. Lawrence & Atlantic* illustre parfaitement la conjugaison de la propriété seigneuriale avec l'occupation de postes influents par une élite marchande – en l'occurrence, Thomas E. Campbell. En tant qu'administrateur de la *Bank of Montreal* et actionnaire-administrateur du *Grand Trunk*, il ne suffit, au seigneur de Rouville, qu'à mobiliser son influence et ses contacts afin que le *St. Lawrence & Atlantic* traverse son fief<sup>80</sup>. Pour ce faire, il concède des terres de son propre domaine et réussit, par son poids économique et politique, à faire bifurquer le tracé du chemin de fer au profit de Saint-Césaire<sup>81</sup>.

En fait, Campbell représente bien ce que Rémi Guertin qualifie de « seigneur entrepreneur » qui, par la manipulation du cadre seigneurial parfois contraignant, axe ses activités économiques sur le commerce et la plaine exploitation de son domaine<sup>82</sup>. Bien qu'il éprouve une vive admiration et même de l'affection pour les Canadiens français<sup>83</sup>, il n'est pas accessoire de se demander si Thomas E. Campbell ne serait pas favorable à l'abolition du régime seigneurial. On sait, par ailleurs, que la « voix des entrepreneurs capitalistes est très présente, même disproportionnée, dans les discours favorables à l'abolition du régime seigneurial<sup>84</sup> ». De plus, le régime seigneurial se présente comme une limite aux développements du réseau ferroviaire par ses nombreuses contraintes<sup>85</sup>. Ces contraintes seront contournées par divers moyen, mais on peut penser qu'un homme d'affaires œuvrant dans des institutions financières hostiles à la tenure seigneuriale, telle que la *Grand Trunk*, n'est pas nécessairement un partisan de l'Ancien régime<sup>86</sup>. Or, nous ne disposons pas de sources pouvant confirmer cette intuition.

Au terme de la première étape de cet essai, il importe de revenir sommairement sur le développement de la seigneurie de Rouville. On remarque d'abord que, sous la dynastie des Hertel, les seigneurs absents s'enchaînent. Premièrement, Jean-Baptiste Hertel de Rouville consacre son temps aux affaires militaires de sorte qu'il n'amorcera pas la mise en valeur de son fief. Son fils, Jean-Baptiste-François, adopte la même attitude désintéressée et ne concède des terres qu'à treize habitants. Pour leur part, Jean-Baptiste Melchior et René-

---

79. Bruce Campbell, *Biographie du Major T.E. Campbell, C.B. de Saint-Hilaire*, Montréal, John Covell, 1873, p. 10-16.

80. Rémi Guertin, *L'implantation des premiers chemins de fer du Bas-Canada*, Québec, Éditions GID, 2014, p. 143.

81. *Ibid.*, p. 144.

82. *Ibid.*, p. 116.

83. Monet, « Thomas Edmund Campbell ».

84. Grenier, *Brève histoire du régime seigneurial*, p. 196.

85. Guertin, *L'implantation des premiers chemins de fer du Bas-Canada*, p. 70.

86. *Ibid.*

Ovide n'habitent pas la seigneurie, mais ils la mettent tout de même en valeur. On remarque que pour ces quatre seigneurs, leur statut de première élite de Rouville n'est qu'un élément de notabilité parmi d'autres. En effet, ceux-ci cumulent les postes de militaire, de juge de paix et de député. Le premier Hertel de Rouville à vivre parmi ses censitaires est Jean-Baptiste-René qui, enraciné dans son fief, fait prévaloir son statut de première élite. Or, en 1844, Rouville est vendu au major Thomas E. Campbell qui, lui aussi, s'établit sur ses terres et se fait construire un imposant manoir. On constate qu'il multiplie les efforts afin de mettre le fief en valeur et d'y introduire une croissance économique. Ainsi, appartenant toutes à l'élite coloniale, les premières élites de Rouville sont parfois présentes sur leur terre. Chose certaine, ils jouissent d'un lustre qui dépasse largement les frontières de leur seigneurie.

## De l'abolition: maintien ou disparition du prestige de la première élite ?

### Les mesures de 1854 et le cas de Rouville

L'étude du cadastre abrégé du fief nous renseigne sur ce processus d'abolition. D'abord, il est intéressant de dresser, à partir de cette source, l'état de la seigneurie en 1860, soit lors de la rédaction dudit cadastre. Il n'est par ailleurs pas anodin de retrouver, parmi la liste des censitaires, la présence de la compagnie du *Grand Trunk*. En fait, cela n'est nullement surprenant puisque, on se rappellera, Campbell a octroyé des terres à la *St. Lawrence & Atlantic* qui sera assimilée à cette compagnie ferroviaire<sup>87</sup>. Puisque le chemin de fer longe la rivière Richelieu, on retrouve la majorité des possessions foncières du *Grand Trunk* dans la « première concession [de la] paroisse de St.-Hilaire<sup>88</sup> ». Dès lors, cette compagnie possède de nombreuses petites parcelles de terre qui, on s'en doute, serpente le fief et indique l'emplacement du chemin de fer<sup>89</sup>.

Ensuite, nous sommes en mesure d'apprécier les possessions foncières du seigneur qui devient, après 1854, propriétaire de son domaine en plus de l'ensemble des terres seigneuriales non concédées<sup>90</sup>. Dans le cas qui nous intéresse, le major Campbell devient propriétaire de deux parcelles domaniales. La première se trouve sur la première concession et constitue le domaine seigneurial proprement dit, puisque c'est sur cette terre que se trouve son manoir<sup>91</sup>. Ensuite, la deuxième fraction de son domaine en est une d'envergure. En effet, sur la seconde concession, T. E. Campbell possède trois-cents arpents de terre associés à

---

87. Guertin, *L'implantation des premiers chemins de fer du Bas-Canada*, p. 139.

88. *Cadastres abrégés des seigneuries de Québec, Montréal, Trois-Rivières et de la Couronne*, Québec, Derbishire et Desbarats, 1864, 7 volumes : seigneurie de Rouville.

89. *Ibid.*

90. Grenier, *Brève histoire du régime seigneurial*, p. 204.

91. *Cadastre abrégé de la seigneurie de Rouville*.

son « ancien domaine<sup>92</sup> ». On note que la majorité des terres non concédées qui reviennent à Campbell se trouvent dans la paroisse de Saint-Hilaire. En effet, nous l'avons évoqué plus tôt, la paroisse de Saint-Jean-Baptiste se développe avant la paroisse de Saint-Hilaire. On se souviendra que les habitants de Saint-Jean-Baptiste ont construit une église avant leurs comparses hilairemontais et que c'est seulement sous l'impulsion de Jean-Baptiste-René que la paroisse délimitée par le Richelieu est mise en valeur – tardivement, bien sûr. Dès lors, le nom du seigneur figure à plusieurs reprises dans les premières pages du cadastre qui dresse la liste des propriétaires de la paroisse de Saint-Hilaire, mais est très discret dans la seconde portion dédiée à la paroisse Saint-Jean-Baptiste<sup>93</sup>.

Contrairement à de nombreuses autres seigneuries laurentiennes, la propriété du fief n'est pas fractionnée en plusieurs propriétaires. Campbell est le seul à jouir des fruits de l'abolition de sorte que cette première élite que l'on nomme toujours seigneur exerce seule un ascendant sur sa population. Il y aurait même matière à se questionner sur l'accroissement du pouvoir de celui-ci au lendemain de l'abolition. En fait, on peut tout à fait établir les seigneurs comme étant les grands gagnants – pour ne pas dire profiteurs – de l'Acte de 1854. Bernier et Salée nous disent que les censitaires sont « condamnés à demeurer sous la fêrule traditionnelle des classes supérieures<sup>94</sup> ». Disons plutôt, à la manière de Michel Morissette, que le système érigé en 1854 reste profitable à l'élite seigneuriale<sup>95</sup>.

Après évaluation du fief, le commissaire Henry Judah décrète une somme compensatoire d'environ 17 093\$ afin d'indemniser le seigneur quant aux lods et ventes et aux droits de banalités<sup>96</sup>. On ne peut confirmer le montant exact du chèque puisqu'il ne figure pas dans nos sources. Or, le cadastre abrégé stipule clairement que les seigneurs seront dédommagés pour « le rachat des droits de lods et ventes et du droit de banalité<sup>97</sup> » et que ces droits sont estimés, dans la seigneurie de Rouville, au montant évoqué plus haut. De plus, le mécanisme d'évaluation de la valeur de la seigneurie nous renseigne évidemment sur les installations qui s'y trouvent. Nous avons évoqué l'effort de mise en valeur du « seigneur entrepreneur » qu'est alors Campbell. Ainsi, par le biais du rapport abrégé de Judah on peine tout de même à prendre la mesure de cette mise en valeur. Celui-ci établit que la prolifération des moulins sous l'impulsion du seigneur a une valeur, en 1861, de 6240\$<sup>98</sup>. Or, la source est totalement muette quant au nombre de moulins se trouvant sur la seigneurie.

---

92. *Ibid.*

93. *Ibid.*

94. Bernier et Salée, *Entre l'ordre et la liberté*, p. 231.

95. Michel Morissette, « Les persistance de l'Ancien Régime » québécois : seigneurs et rentes seigneuriales après l'abolition (1854-1940) », mémoire de maîtrise, Université de Sherbrooke, (histoire) 2014, p. 7.

96. *Cadastre abrégé de la seigneurie de Rouville*.

97. *Ibid.*

98. *Ibid.*

Judah estime, dans le cadastre abrégé, que la valeur des cens et rentes s'élève à 24 132,12 \$<sup>99</sup>. Ce montant représente l'ensemble des sommes que les censitaires doivent individuellement payer s'ils veulent jouir de leur terre à la manière de la tenure franche. Autrement dit, ce montant représente la somme capitalisée des rentes annuelles de la totalité des censitaires de la seigneurie de Rouville. Rappelons que ceux-ci peuvent, en continuant à payer leur tribut au seigneur chaque année, ne pas rompre le lien seigneurial que prévoit l'Acte de 1854. Le processus enclenché au mitan du XIX<sup>e</sup> siècle est donc, comme le rappelle Grenier, une opération d'abolition partielle. On doit attendre le XX<sup>e</sup> siècle pour que l'armature du régime seigneurial, ce qui en reste du moins, meure « d'extrême vieillesse<sup>100</sup> ».

### **Le SNRRS et la dernière seigneuresse de Rouville**

Avant d'analyser le cas rouvillois en ce qui concerne le rachat des rentes seigneuriales, il faut mentionner qu'ils sont nombreux, dans la région de Montréal, les habitants qui ne jouissent pas de la tenure libre de cens. Rouville ne fait pas exemption à la norme régionale. En effet, des 24 132,12 \$ de cens et rentes évalués en 1861, Madame Mabel G. Campbell est toujours propriétaire de 19 824,26 \$ de celles-ci – soit environ 82%<sup>101</sup>. Le notaire Lucien Morin rédige le relevé des titres en 1942 et nous permet ainsi d'en apprendre sur les derniers instants du lien seigneurial dans le fief de Rouville.

D'abord, il est intéressant de voir que la propriétaire des rentes seigneuriales est une femme. Or, le fait qu'une femme occupe le poste – symbolique ou non – de seigneur n'a rien d'inhabituel. En effet, sauf exception de René-Ovide qui lègue son patrimoine seigneurial à un de ses frères, presque tous les seigneurs de Rouville ont, par leur décès, octroyé le fief à leur femme à titre d'usufruit jusqu'à ce que celle-ci meurt et relaye le tout à l'aîné mâle. Ainsi, Benoît Grenier remarque que le pouvoir féminin en est un souvent circonstanciel. Dans la plupart des cas, celles-ci investissent la fonction de seigneuresse – à ce stade-ci, nous dirions qu'elles acquièrent la propriété des rentes constituées –, lorsqu'il y a absence du pouvoir masculin relié au décès du seigneur<sup>102</sup>. Cependant, à la lecture du dossier que consacre Me Morin à la seigneurie de Rouville, on remarque que la propriété du fief par Mabel G. Campbell n'est pas exempte d'un pouvoir masculin. La domination masculine y est perceptible puisqu'elle ne semble pas administrer ses avoirs comme bon lui semble.

Le dossier du SNRRS indique que le notaire J-R. Brillon consacre, en 1892, le fait que « Robert Peel W. Campbell [seigneur] vendit lesdites rentes aux fiduciaires aux biens appartenant

---

99. *Ibid.*

100. Benoît Grenier, « «Mort d'extrême vieillesse» : histoire et mémoire du régime seigneurial depuis 1854 », dans Grenier et Morissette, dir., *Nouveaux regards, op. cit.*, p. 398.

101. BAnQ-Québec, E39, S100, SS1, Fonds Syndicat national du rachat des rentes seigneuriales, Seigneurie de Rouville.

102. Grenier, *Seigneurs campagnards*, p. 171.

à Dame Mabel G. Allan, épouse de Colin A.M. Campbell<sup>103</sup> ». C'est donc du vivant de son époux que la seigneuresse de Rouville « investit » ses fonctions puisque celui-ci meurt en 1926<sup>104</sup>. Or, on constate que la prise de pouvoir féminin est très partielle. Bien que le document indique que Mabel G. Campbell est la seigneuresse réclamante, il est plus judicieux de dire que la fiducie de Mabel G. Campbell est l'instance réclamant l'argent du rachat des rentes. Cette fiducie est créée par Sir Hugh Allan, le père de Mabel, selon les dispositions inscrites à son testament en 1880. Il est intéressant de voir que cette pratique, bien qu'en contradiction avec la Coutume de Paris, est rendue possible par le droit anglais faisant de la « substitution fidéicommissaire [une disposition] désormais légitime<sup>105</sup> ». Le père de ladite seigneuresse met un montant de 150 000 \$ à la disposition de celle-ci. On disait de ce Hugh Allan, une grande figure de l'aviation au Canada, qu'il était « l'homme le plus riche du pays à l'époque<sup>106</sup> ». Ce montant est administré par des fiduciaires, ce qui nous fait dire que Mabel G. est une figure de pouvoir féminin « partielle<sup>107</sup> ». Dès lors, l'achat des rentes constituées se fait par ces dispositions légales. Ce n'est pas l'épouse de Colin A.M. Campbell qui acquiert les rentes, mais bien les fiduciaires Frederic DeBartzeh, Robert P.W. Campbell et John S. Allan<sup>108</sup>.

Bien sûr, le tout est fait « avec le consentement de la dite Mabel Gertrude Allan<sup>109</sup> ». Il n'en reste pas moins que la première élite seigneuriale est ici incarnée par une instance légale davantage que par la personne qu'est Mabel G. Campbell. Dans son mémoire de maîtrise, Michel Morissette se demande si la présence féminine, bien qu'importante - 232 des 529 seigneurs répertoriés après 1854 et avant 1940 sont des femmes – est synonyme d'une véritable ascendance sur le fief<sup>110</sup>. Il écrit : « Malgré tout, les femmes sont-elles entre 1854 et 1940 [...] de simples héritières ou relais, ou sont-elles de véritables propriétaires aussi actives que les hommes sur le marché de la propriété seigneuriale ?<sup>111</sup> ». On ne peut qu'en partie répondre à cette question. On peut certes confirmer que l'acquisition des rentes est l'affaire d'un relais ou de l'absence des hommes. Or, il nous est impossible de savoir si Mabel G. Campbell est, oui ou non, active sur le marché foncier. D'une part, parce que ses biens sont administrés par une fiducie et, d'autre part, parce qu'on ne connaît pas le poids de son influence au sein de cette fiducie. Entre le consentement, dont on prend soin de demander à la seigneuresse, et le commandement, il existe une pléthore de nuance.

---

103. BAnQ-Québec, E39, S100, SS1, Fonds Syndicat national du rachat des rentes seigneuriales, Seigneurie de Rouville.

104. *Ibid.*

105. Jonathan Fortin, « La substitution fidéicommissaire et la transmission du patrimoine dans la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle : le cas des seigneurs usufruitiers », dans Benoît Grenier et Michel Morissette, dir., *Nouveaux regards*, p. 100.

106. Côté, et al., *Le Manoir*, p. 43.

107. BAnQ-Québec, E39, S100, SS1, Fonds Syndicat national du rachat des rentes seigneuriales, Seigneurie de Rouville.

108. *Ibid.*

109. *Ibid.*

110. Morissette, « Les persistances », p. 88.

111. *Ibid.*



On devine, par ailleurs, que le rôle du fiduciaire n'en est pas un de faible importance par la place que Me Morin accorde à ceux-ci dans le document du SNRRS. En effet, celui-ci retrace la chaîne des fiduciaires ayant administré les rentes seigneuriales bien que, dans les faits, elles appartiennent à Mabel G. Campbell<sup>112</sup>. De plus, le chèque émis en 1942 qui scelle le destin de l'Ancien régime à Rouville est adressé « en faveur de MM. John Faire, Ellice Allan Mackenzie et Allan Angus, es-qualités de fiduciaire aux biens légués à Mabel G. Allan par les testaments et codicille de Sir. Hugh Allan<sup>113</sup> ». Donc, le chèque de 21 803,07 \$ qu'octroie le Secrétaire-Trésorier du Québec est encaissé par la fiducie et non pas par la personne de Mabel G. Allan, veuve de Colin Campbell<sup>114</sup>. De plus, le notaire du SNRRS est d'opinion que ces hommes, « en leurs qualités de fiduciaire<sup>115</sup> » devraient en toucher les fruits<sup>116</sup>. La question du pouvoir de la première élite, lorsque celle-ci est une femme, reste à éclaircir.

De plus, l'historien André LaRose observe, pour le cas de Beauharnois, une « financiarisation de la seigneurie [et une] dépersonnalisation des rapports seigneurs-censitaire<sup>117</sup> ». Il remarque que les rentes constituées, par le processus évoqué, sont moins le propre d'une dynamique d'Ancien régime que d'une dynamique de profitabilité capitaliste des structures féodales<sup>118</sup>. Il serait intéressant d'exporter cette analyse à la seigneurie de Rouville. Puisque les rentes seigneuriales sont détenues par une fiducie qui, on l'imagine, souhaite dégager un profit de ses avoirs fonciers, il se peut très bien que le cas de Rouville participe à cette financiarisation des rentes. Cependant, les informations nous manquent quant à l'administration de la fiducie et il nous est impossible de conclure sur sa nature véritable.

Le processus d'abolition du régime seigneurial dans la vallée du Saint-Laurent est long, complexe et fait au nom d'une modernisation économique. Dans la seigneurie de Rouville, l'Acte de 1854 abolit les droits et devoirs des censitaires, mais convertit leurs cens et rentes en rentes constituées. Ils peuvent abolir ce lien en déboursant l'équivalent de dix-sept années de rentes constituées. Or, on remarque qu'en 1940, plus de 82% des censitaires font le choix de payer chaque année ladite rente. Thomas E. Campbell, après 1854, devient alors propriétaire de son domaine, ainsi que des terres qu'il n'avait pas encore concédées en tant que seigneur. La seigneurie aboutit, au moment de l'achèvement de l'abolition du régime seigneurial par l'État du Québec vers 1940, entre les mains de Mabel G. Campbell. En fait, on constate que le rachat des rentes par le SNRRS est fait au nom d'une fiducie administrée par des hommes qu'avait prévue le père de Mabel pour celle-ci. Ainsi, le régime seigneurial disparaît finalement en 1942 dans ce que l'on appelait autrefois la seigneurie de Rouville.

---

112. BAnQ-Québec, E39, S100, SS1, Fonds Syndicat national du rachat des rentes seigneuriales, Seigneurie de Rouville.

113. *Ibid.*

114. *Ibid.*

115. *Ibid.*

116. *Ibid.*

117. André LaRose, « La Montreal Investment Association, la Montreal Investment Trust et la seigneurie de Beauharnois (1866-1941) », *The Canadian Historical Review*, vol. 98, n° 1 (2017), p. 3.

118. *Ibid.*

Pourtant, il importe maintenant de se poser la question de la mémoire d'un tel régime dans la région montréalaise à l'étude. Nous verrons qu'il est plus simple de faire disparaître un mode de gestion des terres que de faire *tabula rasa* de ce que ce régime a imprimé dans la mémoire québécoise et hilairemontaise.

## Mémoire et régime seigneurial : état des lieux dans l'ancien Rouville

### Au terme de centaines d'années d'histoire

Après s'être posé la question de la naissance, de la croissance et du déclin du régime seigneurial, mais plus particulièrement de la seigneurie de Rouville, il semble incontournable de dresser le portrait de ce qui persiste de cette longue histoire. Puisque le régime lui-même est finalement aboli en 1942 dans ce que l'on appelait la seigneurie de Rouville – principalement les villes de Mont-Saint-Hilaire et Saint-Jean-Baptiste – on ne saurait dresser un état actuel des lieux de ladite institution. L'étude que nous proposons est davantage liée à l'aspect mémoriel de l'institution seigneuriale rouvilloise. Que reste-t-il au terme de ces centaines d'années d'histoire où habitants vivaient sous « l'égide » des seigneurs? Dans une époque allergique à toute hiérarchie, où l'égalité se présente comme un horizon indépassable, que peut-il bien rester de l'Ancien régime? Rappelons notre hypothèse. Nous croyons que les seigneurs Campbell, parce qu'ils ont été présents dans la seigneurie, exercent une sorte d'hégémonie dans la mémoire rouvilloise, mais que les Hertel de Rouville subsistent dans la toponymie. Pour vérifier cette assertion, nous disposons du témoignage de Carroll Guérin. L'hypothèse est inévitablement l'enfant de ce témoignage. Ayant côtoyé les Campbell, Madame Guérin ancre évidemment la mémoire seigneuriale dans la présence de cette famille.

## Madame Guérin : porteuse de mémoire de l'Ancien régime



Photo 9 – Mme Carroll Guérin, porteuse de la mémoire de la famille Campbell

Carroll Guérin, née en 1936 et âgée de 78 ans au moment de son témoignage, porte la mémoire du régime seigneurial à Rouville puisqu'elle n'est pas issue de la famille seigneuriale. Or, elle n'est pas si extérieure au monde seigneurial puisque son père, Thomas Guérin (1886-1963), était très proche de la famille Campbell. C'est d'ailleurs par ce contact que celui-ci, auteur et détenteur d'une maîtrise en histoire, choisit le régime seigneurial comme objet d'étude historique<sup>119</sup>. Dès lors, on remarque que la mémoire seigneuriale portée par Carroll Guérin, mais aussi par son père, en est une très positive. En effet, on le constate d'abord par la déférence qu'a la porteuse de mémoire envers la Nouvelle-France et le régime seigneurial. Elle souhaite que la mémoire des institutions françaises issues de la Nouvelle-France reste non seulement présente, mais aussi qu'elle soit respectée. Par ce truchement d'idées, elle en arrive à parler du régime seigneurial qui, selon elle, fut un bon régime dans les cas où le seigneur était « bon »<sup>120</sup>. Elle se représente l'armature seigneuriale de la société canadienne-française comme d'un régime d'entraide où le sort des habitants était lié à celui du seigneur qui veille sur ses censitaires<sup>121</sup>. On note le penchant paternaliste d'une telle interprétation.

119. Assemblée nationale du Québec (mars 2009), *Thomas Guérin (1886-1963)* [page Web], consulté le 15 janvier 2019, <http://www.assnat.qc.ca/fr/deputes/guerin-thomas-3541/biographie.html>

120. Entretien 2015-08 avec Carroll Guérin, Mont-Saint-Hilaire, 14 juillet 2015.

121. *Ibid.*

En fait, cette vision du régime seigneurial n'est pas du tout désincarnée de l'ouvrage de son père qui, on s'en doute, oriente largement son interprétation. Dans *Feudal Canada: The Story of the Seigniories of New France*, Thomas Guérin propose aussi une interprétation teintée de paternalisme. Cette interprétation du régime, mais surtout du rôle et de la stature du seigneur est directement inspirée de l'œuvre de Philippe Aubert de Gaspé dans *Les anciens Canadiens*. Dans son ouvrage, Guérin cite de longs pans du livre d'Aubert de Gaspé. Il mentionne, afin de dépeindre les privilèges de seigneurs, la scène du roman du mémorialiste où les habitants viennent fêter au manoir seigneurial : « Among the rights which he could demand was that of the May-pole, which de Gaspé so delightfully describes in his « *Anciens Canadiens* »<sup>122</sup> ». Dans le chapitre *The seigniorial life*, Guérin cite encore une fois le pittoresque auteur afin d'appuyer sa démarche et illustrer la vie matérielle des seigneurs<sup>123</sup>. Finalement, il n'est pas question de dépeindre, pour l'historien, les seigneurs comme des nobles européens, mais bien comme des colonisateurs près de la terre et de leurs censitaires : « Best of all, it was a Canadian nobility indigenous of the soil, and sprung from the very land in which it was conceived.<sup>124</sup> » La présence du romancier dans l'ouvrage de Guérin n'est pas dénuée d'intérêt. En fait, les écrits de Gaspé ont longtemps façonné l'interprétation des historiens quant à l'Ancien régime canadien<sup>125</sup>.

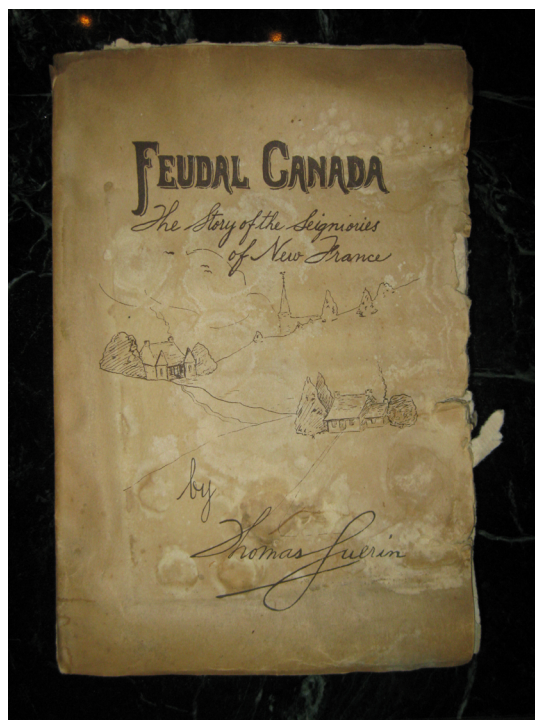


Photo 10 – *Feudal Canada*, livre écrit par Thomas Guérin, père de Carroll

122. Thomas Guérin, *Feudal Canada: The Story of the Seigniories of New France*, Montréal, First Edition, 1926, p. 95.

123. *Ibid.*, p. 121.

124. *Ibid.*, p. 116.

125. Benoît Grenier, « L'influence de l'œuvre de Philippe Aubert de Gaspé sur l'historiographie du régime seigneurial québécois (1863-1974) », dans Claude La Charité et al., *Les Anciens Canadiens. 150 ans après. Préfigurations, représentations et réfractations*. Québec, Presses de l'Université du Québec. À paraître.

Écrit en 1926, l'ouvrage de Guérin s'inscrit dans l'historiographie « de la période 1880-1960 [qui] met de l'avant un système harmonieux où le seigneur est un véritable père symbolique pour ses censitaires lesquels lui vouent pratiquement un culte païen: un système qui n'a rien de la féodalité et qui, au contraire, a favorisé la colonisation de la Nouvelle-France<sup>126</sup> ». Un seigneur bon, un seigneur colonisateur, telle est la nature de la mémoire seigneuriale véhiculée par l'ouvrage de Guérin et reprise par sa fille, Carroll. Madame Guérin ne voit pas le régime seigneurial comme une structure « qu'il faut même regretter<sup>127</sup> », mais elle ne s'empêche pas une certaine nostalgie envers des valeurs perdues qu'elle oppose à un monde « dur et froid<sup>128</sup> ». Elle perpétue ici aussi une certaine idéologie traditionnelle qui regrette parfois la « chaleur » des ancêtres. Évidemment, le témoignage ne se limite pas qu'à de simples considérations sur le *Canada féodal*, mais bien sur la vie seigneuriale à Rouville. Analysons maintenant la mémoire proprement rouvilloise de Madame Carroll Guérin.

L'analyse du témoignage de Carroll Guérin comporte quelques défis. La principale difficulté est qu'elle entremêle la mémoire de l'élite rouvilloise avec la mémoire seigneuriale – les deux sont, bien sûr, intimement liées, mais pas inséparables. Tel que mentionné plus haut, les Guérin fréquentent les Campbell parce que le père Madame Guérin, Thomas, était un proche de la famille et que celui-ci achète le moulin en 1929 pour en faire sa résidence secondaire<sup>129</sup>. Dès lors, bien peu de souvenirs sont associés aux traits distinctifs des détenteurs des rentes seigneuriales puisqu'elle n'a fréquenté ce milieu que par contact sporadique alors qu'elle était très jeune. Cependant, elle se souvient que les Campbell étaient perçus « d'une certaine façon<sup>130</sup> » comme des seigneurs. Elle se souvient qu'il existait encore une certaine déférence à l'endroit de la famille seigneuriale chez qui on allait parfois porter des produits et de la nourriture – elle donne l'exemple des pommes que les habitants allaient parfois porter chez les Campbell<sup>131</sup>. Elle mentionne aussi ses visites au manoir des Campbell lorsque la famille Guérin était invitée pour le thé. Ce que l'on peut extraire de ces différentes anecdotes, c'est le fait que le détenteur des rentes seigneuriales, cette première élite, jouit toujours d'un prestige et que son manoir se veut encore un lieu de distinction élitare dans les années 1940.

Ensuite, ce qui persiste, dans le témoignage de Carroll Guérin, est le caractère biculturel et francophile des élites seigneuriales. Bien qu'elle soit issue d'une famille de huguenots immigrée en Irlande, puis au Canada en 1840, Madame Guérin fait le constat que la langue française était aussi importante pour l'élite de Rouville<sup>132</sup>. On pourrait expliquer cette francophilie des élites seigneuriales – mais aussi des élites tout court – par la nature mixte de cette

---

126. *Ibid.*

127. *Ibid.*, p. 18.

128. Entretien 2015-08 avec Carroll Guérin, Mont-Saint-Hilaire, 14 juillet 2015.

129. Gisèle Guertin, « Le moulin de Saint-Hilaire », *Cahier d'histoire de la Société d'histoire de Beloeil – Mont-Saint-Hilaire*, 34<sup>e</sup> année, n° 101 p. 25.

130. Entretien 2015-08 avec Carroll Guérin, Mont-Saint-Hilaire, 14 juillet 2015.

131. *Ibid.*

132. *Ibid.*

caste. Nous l'avons évoqué plus tôt par l'entremise de l'étude de Karine Pépin, les mariages entre élites françaises et anglaises deviennent assez fréquents après le XIX<sup>e</sup> siècle<sup>133</sup>. Dès lors, il n'y a rien d'étonnant à voir persister cette francophilie chez l'élite rouvilloise. On constate que ce trait est aussi perceptible chez d'autres incarnations de la mémoire seigneuriale. On pense, par ailleurs, aux Lotbinière Harwood qui sont issus d'une tradition d'interethnicité – et qui se sont aussi prêtés à l'exercice des entrevues sur les persistances seigneuriales<sup>134</sup>.

La lignée seigneuriale s'arrête cependant à Phoebe Duchesnay Campbell<sup>135</sup>, fille de Mabel G. Campbell, décédée célibataire et sans enfant en 1984. Madame Guérin, en vantant le caractère moderne de cette femme, insiste sur le fait qu'elle était consciente de « la fin d'une époque<sup>136</sup> ». Il est intéressant de constater l'opposition qu'opère le témoin en confrontant la modernité de Phoebe et « la fin d'une époque » issue de l'Ancien régime. Ainsi, Phoebe Campbell vend le manoir seigneurial à la compagnie de construction Canit et se désole de n'avoir pu trouver un acheteur conscient de la valeur du patrimoine qu'il acquiert. Cette vente sera, pour l'héritière des seigneurs de Rouville, le symbole du déclin de la présence des Campbell en tant qu'élite seigneuriale. Cette désertion des Campbell semble aussi, selon Carroll Guérin, enclencher une disparition de ceux-ci de la mémoire du territoire associé à la seigneurie de Rouville. D'ailleurs, elle réaffirme son attachement à la mémoire seigneuriale en se posant en gardienne de la mémoire du moulin et par extension, de l'époque de l'Ancien régime<sup>137</sup>. Donc, au terme de ce témoignage, force est de constater que, d'une part, la mémoire seigneuriale tend à s'éteindre et que, d'autre part, il existe une nette prépondérance de la famille Campbell dans cette mémoire.

### **Les Hertel de Rouville : présence subtile, mais perceptible**

On constate donc une absence quasi totale des Hertel de Rouville dans la mémoire de Madame Guérin. L'unique fois où l'on mentionne la famille de nobles canadiens-français, c'est pour signifier son importance dans la population. Carroll Guérin rappelle que c'est par la volonté des Hilairemontois que le manoir des Campbell s'est érigé en manoir Rouville-Campbell<sup>138</sup>. En effet, c'est en 1977 que le manoir est déclaré « patrimoine culturel » par le gouvernement du Québec et prend le nom des deux grandes familles seigneuriales<sup>139</sup>. Il n'est pas étonnant de voir que l'on associe la mémoire des seigneurs canadiens-français à la volonté des citoyens de Mont-Saint-Hilaire, majoritairement francophone. En fait, en étudiant

133. Pépin, « Mariage et altérité », p. 171.

134. Stéphanie Lanthier, *Persistances seigneuriales, famille de Lotbinière-Harwood, Vaudreuil*, film documentaire, 2017, 13 min. 58 sec. En ligne : <https://www.usherbrooke.ca/histoire/recherche/projets/persistances/seigneurie-de-vaudreuil/>

135. J.-Roger Cloutier, « L'Album photo familial du seigneur Thomas Edmund Campbell de Rouville », *Cahier d'histoire de la Société d'histoire de Beloeil – Mont-Saint-Hilaire*, 35<sup>e</sup> année, n° 104, p. 21.

136. Entretien 2015-08 avec Carroll Guérin, Mont-Saint-Hilaire, 14 juillet 2015.

137. *Ibid.*

138. *Ibid.*

139. Côté, *et al.*, *Le Manoir*, p. 58.



la toponymie des deux principales paroisses qui composaient la seigneurie de Rouville, on constate une présence, voire une prépondérance relative de la famille Hertel de Rouville.



**Photo 11 – Manoir Rouville-Campbell**

Renvoyant évidemment à un saint d'envergure dans l'histoire des Canadiens français, le nom de la paroisse et ville de Saint-Jean-Baptiste, rappelle surtout la lignée des seigneurs Hertel dont le nom, sauf exception de René-Ovide, débutait par Jean-Baptiste. Ensuite, le camping « Domaine de Rouville » à Saint-Jean-Baptiste évoque deux pans de l'histoire seigneuriale. D'une part, il rappelle la présence de la dynastie canadienne, mais le mot *domaine* rappelle surtout la parcelle de terre « dont le seigneur se réserve l'usage<sup>140</sup> ». Donc, ici la mémoire seigneuriale est un peu plus présente et n'agit pas qu'en simple nom français plus ou moins anonyme même si on se doute qu'une telle appellation est plus commerciale qu'historique. Sur le mont Saint-Hilaire, on peut d'ailleurs trouver le Lac Hertel qui a longtemps alimenté les cours d'eau qui faisaient fonctionner les moulins. Évidemment, le nom de plusieurs rues rappelle la présence seigneuriale : rue de Rouville, rue Hertel, rue René-Hertel, chemin Rouville. Il est intéressant de voir que le seul seigneur ayant un nom de rue à son nom est celui qui l'a habitée et développée. Sinon, le chemin de la montagne, bien qu'il n'évoque pas directement la mémoire seigneuriale, s'y rattache tout de même puisque c'est sous l'impulsion de Jean-Baptiste-René Hertel de Rouville qu'est construite cette voie.

Par ailleurs, par son importance, le nom de Rouville sort amplement des limites de l'ancienne seigneurie. En guise d'exemple, on pourrait citer le nom du système de santé du Haut-Richelieu qui est composé du nom des Rouville, ou bien encore le nom de la MRC de

---

140. Grenier, *Brève histoire du régime seigneurial*, p 219.

Rouville qui, bien qu'à proximité de l'ancienne seigneurie, n'est pas dans les limites de celle-ci. Évidemment, l'objet de l'essai n'est pas l'ampleur de la mémoire des Hertel de Rouville, mais il est somme toute intéressant de constater que l'élite ayant été à la tête de la seigneurie de Rouville arrive à avoir un écho dans la toponymie québécoise, du moins montréalaise. Pour revenir aux villes de Mont-Saint-Hilaire et de Saint-Jean-Baptiste, nous sommes en droit de nous demander l'ampleur du système seigneurial dans la mémoire de gens. Malgré la toponymie, sommes-nous « [confronté] à l'absence de mémoire significative de ce passé<sup>141</sup> »? Bien que Madame Carroll Guérin réponde à cette question par l'affirmative et précise qu'il ne reste « pas grand-chose<sup>142</sup> » de la mémoire seigneuriale, on ne saurait ignorer les deux principaux éléments de cette mémoire : le manoir Rouville-Campbell et le moulin seigneurial (maison Guérin).

### **Patrimoine physique et mémoire seigneuriale : manoir et moulin**

Évidemment, le manoir Rouville-Campbell ainsi que le moulin seigneurial (devenu la maison Guérin) composent les deux piliers du patrimoine seigneurial rouvillois. Madame Guérin évoque ses visites au manoir seigneurial en soulignant la forte impression de prestige qui s'en dégageait. Ce manoir, bordant la rivière Richelieu, est sans contredit le principal vestige du temps de la seigneurie de Rouville. Il porte désormais le nom de manoir Rouville-Campbell, pour intégrer un peu de mémoire française dans ce bâtiment, certes, mais surtout parce que Thomas E. Campbell annexe, vers 1850, le manoir construit par Jean-Baptiste-René Hertel dans son propre ensemble résidentiel<sup>143</sup>.

Cependant, nous sommes en droit de nous poser la question de la nature de la mémoire consubstantielle au manoir. Le manoir est vendu en 1956 à la compagnie de construction *Canit*, se retrouve ensuite entre les mains de l'artiste Jordi Bonet avant d'aboutir dans le giron de la famille Daigle et de se convertir en restaurant et en hôtel<sup>144</sup>. Ensuite, l'établissement passe à l'humoriste Yvon Deschamps et est maintenant la propriété de la famille Imbeau qui continue à administrer le manoir devenu hôtel. Pour Madame Guérin, pour les enthousiastes de l'histoire locale et pour les historiens, il ne fait aucun doute que le manoir Rouville-Campbell ouvre une brèche temporelle, pour paraphraser Milan Kundera, qui nous permet d'apprécier le passé seigneurial du Québec. Seulement, il ne nous est pas interdit de douter que dans la mémoire des gens qui côtoient l'établissement, elle est davantage associée à la villégiature et à la gastronomie qu'à un passé féodal. Les inquiétudes de Madame Guérin sur la pérennité de la mémoire seigneuriale peuvent appuyer ce propos.

---

141. Grenier et Morissette, dir., *Nouveaux regards*, p. 429.

142. Entretien 2015-08 avec Carroll Guérin, Mont-Saint-Hilaire, 14 juillet 2015.

143. Côté, et al., *Le Manoir*, p. 32.

144. *Ibid.*, p. 80.



Cet exercice de réflexion peut aussi se faire quant à la place du moulin seigneurial dans la mémoire collective. Construit en 1848, il est abandonné en 1919 avant d'être repris par Thomas Guérin 10 ans plus tard<sup>145</sup>. Bien que Carroll Guérin s'investisse d'une mission de conservation de la mémoire rouvilloise, elle souhaite tout de même que le moulin reste et continue à être un « sanctuaire pour la guérison spirituelle<sup>146</sup> », une vocation quelque peu désincarnée de la mémoire seigneuriale. En fait, cette situation est à l'image de la mémoire seigneuriale québécoise : omniprésente, mais « confrontée à l'absence de mémoire significative<sup>147</sup> ».



**Photo 12 – Ancien moulin seigneurial de Rouville**

Au terme de cette réflexion sur les persistances seigneuriales dans l'ancien fief de Rouville, on constate que le témoignage de Carroll Guérin donne surtout une voix à la mémoire des Campbell. Elle, tout comme son père, est imprégnée d'une vision éminemment positive du régime seigneurial laurentien. Issue de l'influence de Philippe Aubert de Gaspé, on retrouve, dans l'ouvrage de Thomas Guérin et dans le témoignage de Carroll Guérin, une vision paternaliste du bon seigneur soucieux de ses censitaires. L'élite dont est porteuse Madame Guérin est, à l'image d'autres familles seigneuriales, bilingues et francophiles et dont les ancêtres ont su se lier aux élites locales. Bien que le témoignage porte essentiellement sur les Guérin et les Campbell, on constate tout de même une présence des Hertel de Rouville, surtout dans la toponymie. Le manoir Rouville-Campbell et le moulin seigneurial sont les deux principaux vestiges de l'Ancien régime canadien-français. Ils occupent une place de choix

145. *Ibid.*, p. 37.

146. Entretien 2015-08 avec Carroll Guérin, Mont-Saint-Hilaire, 14 juillet 2015.

147. Grenier et Morissette, dir., *Nouveaux regards*, p. 429.

dans le paysage de Mont-Saint-Hilaire. Cependant, nous avons observé que leur « aura » est davantage associée à la villégiature qu'au passé seigneurial.

## Conclusion

On se rappelle qu'en 1694, le fief de Rouville est concédé à Jean-Baptiste Hertel pour des raisons exclusivement militaires. À la suite de cette ouverture, on voit s'enchaîner à la tête du fief une première élite qui s'occupe plus ou moins de la mise en valeur de Rouville. On constate surtout que, de Jean-Baptiste à Thomas E. Campbell, le pouvoir seigneurial de cette première élite n'est qu'un élément parmi de nombreuses charges politiques, administratives et judiciaires que celle-ci occupe. L'abolition du régime seigneurial advient lorsque Thomas E. Campbell – que l'on soupçonne par ailleurs d'être en faveur de cette mesure – se retrouve à la tête de Rouville. Or la commutation des rentes seigneuriales en rentes constituées fait persister la figure du seigneur jusqu'en 1942. De 1854 à 1942, seulement 18% des rentes dues sont rachetées par les habitants de sorte que le SNRRS doit racheter 82% de ces rentes afin d'abolir définitivement les structures d'Ancien régime. De plus, on constate que le rachat s'est fait au non d'une fiducie « appartenant » à la dernière seigneuresse du fief, Mabel G. Campbell. Donc, bien que le régime seigneurial disparaisse définitivement en 1942, son souvenir continue de persister dans la mémoire de Madame Carroll Guérin, fille d'un des proches de la famille Campbell et elle-même amie de la dernière « seigneuresse ». Par son témoignage, on peut dire qu'il existe une prépondérance de la mémoire associée aux Campbell, bien que les Hertel de Rouville persistent aussi, mais par le biais de la toponymie. Sinon, nous avons fait le constat que, malgré la présence physique du manoir Rouville-Campbell et du moulin seigneurial, ces deux bâtiments sont moins associés au régime seigneurial qu'à la villégiature qu'offre Mont-Saint-Hilaire.

Par leurs fonctions diverses et prestigieuses, on voit que les Hertel de Rouville tardent effectivement à mettre leur fief en valeur. L'arrivée de Jean-Baptiste-René dans la seigneurie modifie cette constante, mais en 1844 il vend le fief à Thomas E. Campbell. « Seigneur entrepreneur », Campbell investit pleinement son rôle de première élite et oriente son fief vers une économie en marche vers le capitalisme. À la première mouture de l'abolition, nombre d'habitants conservent un lien économique avec la figure du seigneur (82%). En 1942, la première élite est incarnée par une femme, même s'il est plus judicieux de dire qu'elle prend la forme d'une fiducie gérée par d'autres gens que la seigneuresse. Finalement, la première élite qui persiste dans la mémoire rouvilloise, par le biais des vestiges seigneuriaux et surtout dans la mémoire de Carroll Guérin, est sans contredit associée au Campbell. En revanche, les Hertel de Rouville s'inscrivent tout de même dans la toponymie de Mont-Saint-Hilaire et de Saint-Jean-Baptiste.

Au terme de cet essai, comment interpréter le cas du fief de Rouville dans l'espace seigneurial laurentien? Force nous est de constater que Rouville s'inscrit dans la norme bien plus que dans la marge de l'histoire rurale du Québec. La seigneurie est d'abord le propre d'une élite coloniale qui s'affaire à d'autres besognes qu'à la mise en valeur des terres avant de passer aux mains d'un seigneur anglais qui amorce l'entrée du fief dans un inéluctable mouvement de modernisation économique. Cependant, le prestige des premières élites qui se succèdent à la tête de Rouville constitue un élément digne de mention. Si les Rioux de Trois-Pistoles personnifient la figure du seigneur modeste ayant érigé son prestige à mesure qu'il défriche sa terre, il n'en est rien pour les seigneurs de Rouville. Ceux-ci appartiennent à la haute société et n'ont rien de modeste. Le processus d'abolition nous fournit aussi un élément de distinction. En effet, une fiducie administre les rentes constituées, et ce, au nom d'une seigneuresse. On conjugue ici la financiarisation des rentes au pouvoir féminin. En terminant, rappelons que certaines questions quant à l'abolition restent en suspens. Il serait justement intéressant d'étudier cette financiarisation des rentes ainsi que l'importance de Mabel G. Campbell dans l'administration de la fiducie. Quel poids avait-elle au sein de cette cellule économique? Orientait-elle les objectifs? Quels étaient lesdits objectifs de cette fiducie? En fait, il serait capital d'explicitier l'élément faisant de la seigneurie de Rouville un cas unique, soit le pouvoir féminin et la conversion de la figure du seigneur en institution capitaliste.

**TITRE:** LA SEIGNEURIE DU BIC : VILLÉGIATURE ACTUELLE ET HISTORIQUE DANS LE BAS-SAINT-LAURENT

**AUTEUR:** ANTHONY TROUILHAS, UNIVERSITÉ DE SHERBROOKE

**PUBLICATION:** LE RÉGIME SEIGNEURIAL AU QUÉBEC : FRAGMENTS D'HISTOIRE ET DE MÉMOIRE

**PAGES:** 82 - 104

**DIRECTION :** BENOÎT GRENIER AVEC LA COLLABORATION D'ALAIN LABERGE ET DE STÉPHANIE LANTHIER

**ISBN:** 978-2-7622-0361-5

**URI:** [HTTP://HDL.HANDLE.NET/11143/16420](http://hdl.handle.net/11143/16420)

**DOI:** [HTTPS://DOI.ORG/10.17118/11143/16420](https://doi.org/10.17118/11143/16420)

# LA SEIGNEURIE DU BIC : VILLÉGIATURE ACTUELLE ET HISTORIQUE DANS LE BAS- SAINT-LAURENT

ANTHONY TROUILHAS, CANDIDAT À LA MAÎTRISE EN HISTOIRE (CHEMINEMENT INFORMATIQUE APPLIQUÉE À L'HISTOIRE), UNIVERSITÉ DE SHERBROOKE

C'est au cours de la décennie 1670, que la seigneurie du Bic voit le jour. La concession de la seigneurie, située au Bas-Saint-Laurent, est faite en 1675. Le premier seigneur de cette terre est Charles Denys de Vitré, « Conseiller au Conseil souverain<sup>1</sup> » de la Nouvelle-France. La concession du Bic est effectuée par Louis de Buadé, comte de Frontenac, gouverneur général du Canada. Cependant, le premier seigneur de ce fief, voisin de la seigneurie de Rimouski, n'a jamais résidé au Bic<sup>2</sup>. Le premier seigneur vend son fief en 1688, treize ans après son obtention, à Charles Aubert de la Chesnaye. Il commence une lignée qui verra sa descendance administrer le Bic durant près d'un siècle<sup>3</sup>. Le fief ne connaîtra pas une exploitation soutenue durant le XVIII<sup>e</sup> siècle. La seigneurie est isolée et délaissée. Ce n'est que tardivement que le Bic connaîtra son développement, sous une famille anglophone. Archibald Campbell, dans un échange avec Azariah Pritchard, obtient le Bic en 1822. À la mort d'Archibald, son fils, William Darling Campbell, le remplace en 1852<sup>4</sup>, peu avant que le régime seigneurial ne soit aboli en 1854<sup>5</sup>. Cette période d'arrivée des Campbell est un tournant puisque la population passe de 90 en 1832 à 203 en 1842 d'après l'abbé Michaud, historien local. Cela peut laisser entendre que la famille Campbell a été activement impliquée dans le développement du Bic.

Le Bic possède un relief qui comprend certaines montagnes formant une muraille naturelle. L'eau est également une composante importante de cette seigneurie et celles alentours puisque le fleuve Saint-Laurent ainsi que des rivières agrémentent le Bic<sup>6</sup>. Il semble que le lieu ne soit pas propice à un développement agricole, du fait de l'inégalité des reliefs et de la faible qualité des sols. Cela est confirmé notamment par une carte de l'historien Alain

---

1. Joseph-D Michaud, *Le Bic : les étapes d'une paroisse*, Québec, Tremblay, 1925-1926, vol.1, p. 89.

2. Benoît Grenier, *Brève histoire du régime seigneurial*, Montréal, Boréal, 2012, p. 15-20.

3. *Ibid.*, p.122.

4. Michaud, *Le Bic*, p. 203.

5. Benoît Grenier, *Brève histoire du régime seigneurial*, p. 204.

6. Joseph Bouchette, *Description topographique de la province du Bas Canada : avec des remarques sur le Haut Canada et sur les relations des deux provinces avec les États-Unis de l'Amérique*, Londres, Publiée par W. Faden, 1815, p. 566.

Laberge détaillant les espaces et leur potentiel agricole<sup>7</sup>. Toutefois, Joseph Bouchette révèle la présence de terres arables, à l'intérieur du territoire, le long des rivières<sup>8</sup>. Il y a donc une interrogation sur la qualité des sols. En termes d'exploitation, il est difficile de nommer une activité qui semble avoir connu du succès au Bic. Le fief se développe lentement, mais reste un espace où rien n'avance concrètement avant 1750. Cette topographie pittoresque semble pourtant avoir attiré le regard de la population québécoise et étrangère au cours du XIX<sup>e</sup> siècle. Le Bic devient un lieu de villégiature comme en témoigne Douglas Cann, descendant vivant de la dernière lignée seigneuriale bicoise. Le tourisme est encore à l'œuvre dans les anciennes terres du fief<sup>9</sup>, mais peut-on le considérer comme un héritage du régime seigneurial ?

Au regard de l'histoire de la seigneurie du Bic, avant et après l'abolition, il semble logique d'orienter notre questionnement sur la villégiature. On peut mettre en commun le développement du fief et du tourisme avec l'arrivée des Campbell au Bic. Douglas Cann, et Michaud nous apprennent que les Campbell ont participé à l'élaboration de la paroisse catholique. Or, on suppose qu'une telle structure ne se développe que s'il y a un nombre d'habitants suffisant pour assister aux offices. Cela va dans le sens des idées d'Alain Laberge. Ce dernier précise que l'installation d'une paroisse arrive à la suite de l'occupation du territoire et qu'il doit y avoir une population assez nombreuse pour subvenir aux besoins d'un curé<sup>10</sup>. Il y a donc une possible recrudescence d'activités diverses et prospères avant l'abolition, matérialisée par la construction d'une église. Suffisamment pour poser la question suivante : est-ce que le développement tardif de la seigneurie du Bic, effectué sous la dernière lignée seigneuriale anglophone, a défini cette terre comme un espace de villégiature qui continue d'exister à travers différents marqueurs mémoriaux ?

Nous démontrerons que la seigneurie du Bic a connu un développement et une exploitation lente. L'évolution de ce fief du Bas-Saint-Laurent est difficile à cause des sols, mais devient soutenue après la conquête et atteint un pic avec les derniers seigneurs anglophones. Sous les Campbell, plusieurs éléments importants de l'héritage seigneurial ont été instaurés comme la paroisse, qui est une conséquence de la recrudescence des activités. L'élément de villégiature apparaît visiblement à la suite de l'abolition et montre l'attachement de l'ancienne famille seigneuriale au fief. Ce phénomène se poursuit aujourd'hui et est un élément central de la mémoire des derniers descendants des seigneurs du Bic. Les écrits de l'abbé Michaud, qui recoupent l'histoire de la seigneurie du Bic en passant par la création du fief, le développement de la paroisse et la naissance de la villégiature, seront utiles pour remettre en contexte l'histoire du territoire.

---

7. Alain Laberge, « Propriété et développement des seigneurs du Bas-Saint-Laurent, 1670-1790 », dans Serge Courville et Jacques Mathieu, *dir.*, *Peuplement colonisateur aux XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles*, Ste-Foy, Cahier du CÉLAT, 1987, p. 203 à 247.

8. Joseph Bouchette, *Description topographique de la province du Bas Canada.*, p. 566.

9. Société des Établissements de Plein Air du Québec, sepaq.com [site web], consulté le 11 avril 2018, <https://www.sepaq.com/pq/bic/decouvrir/>.

10. Alain Laberge, Jacques Mathieu et Lina Gouger, *Portraits de campagnes: la formation du monde rural laurentien XVIII<sup>e</sup> siècle*, Québec, Presse de l'université Laval, 2010, p. 39-46.

Pour appuyer l'hypothèse, plusieurs sources seront utilisées. Premièrement, l'entretien de Douglas Cann, descendant de la dernière famille seigneuriale du Bic. Une entrevue réalisée en août 2015 par Benoît Grenier en collaboration avec Stéphanie Lanthier et Michel Morissette dans le cadre de la recherche sur les persistances et la mémoire du régime seigneurial au Québec<sup>11</sup>. Cette rencontre permet d'avoir un exposé historique de l'héritage familial de M. Cann, basé sur la transmission de la passion du Bic. L'entretien évoque la villégiature, la préservation de l'environnement et des informations sur le patrimoine seigneurial que l'on peut retrouver au Bic. La seconde source est l'œuvre de Joseph Bouchette : *Description topographique de la province du Bas-Canada*, avec des remarques sur le Haut-Canada et sur les relations des deux provinces avec les États-Unis de l'Amérique. On en apprend plus sur la topographie de la seigneurie et des alentours.

Le reste des sources comprennent le Fonds du Syndicat national du rachat des rentes seigneuriales conservé à Bibliothèque et Archives nationales du Québec (BAnQ) qui permet d'observer le morcellement à travers le temps du fief, et les différents paiements qui ont été effectués pour le rachat des rentes. Le cadastre abrégé de la seigneurie du Bic, réalisé par le commissaire Simeon Lelièvre sera également utile pour analyser la population du Bic, leurs biens et valeurs et la présence d'entreprise. C'est en quelque sorte un résumé de la situation du Bic au moment de l'abolition du régime seigneurial.

La réponse à notre problématique est divisée en trois temps. D'abord une histoire de la seigneurie du Bic ainsi qu'un résumé topographique de cette terre. La deuxième partie sera consacrée aux Campbell, illustre parmi les autres familles seigneuriales bicoises, ainsi qu'à l'abolition du régime seigneurial et la naissance de la villégiature. La dernière partie portera sur la mémoire et le patrimoine seigneurial dans le Bic actuel.

## Histoire et Topographie : apprivoisement du Bic

### Géographie du Bic

La topographie du Bic a conduit aux différentes difficultés des premiers seigneurs et habitants du fief. Ce dernier se trouve initialement entre celui de Rimouski et, à partir de 1751, de la seigneurie de Nicolas-Rioux. La superficie du territoire concédé en 1675 est de deux lieues de front sur le Saint-Laurent par deux lieues de profondeur<sup>12</sup>. Le fief comprend aussi l'île du Bic utile pour la pêche au hareng<sup>13</sup>. Géographiquement, la seigneurie se trouve dans le Bas-Saint-Laurent. C'est une région située au bas de l'estuaire du fleuve, un endroit où l'écart entre

11. Université de Sherbrooke, [www.usherbrooke.ca](http://www.usherbrooke.ca) [site web], consulté le 26 janvier 2019, <https://www.usherbrooke.ca/histoire/recherche/persistances/#c103650-1>.

12. Michaud, *Le Bic*, p. 89-90.

13. *Ibid.*, p. 90.

les deux rives du Saint-Laurent est important (35 km au Bic)<sup>14</sup>. Il n'y a aucune entrée d'eau importante le long des côtes bas-laurentiennes, cependant on retrouve de temps à autre quelques îles et rochers, notamment proches de l'actuel parc du Bic. Cette caractéristique est propre aux régions où sévit le grand froid qui constitue des « blocs glaciels<sup>15</sup> », mais où l'on peut retrouver un été clément. Il existe donc des écarts de température importants<sup>16</sup>. Un phénomène qui date d'une dizaine de millénaires avant notre ère. Ce climat est notamment marqué par sa nordicité. Le froid est donc un facteur ayant des conséquences sur la nature et sur les activités humaines. Concernant les reliefs, le Bas-Saint-Laurent n'en est pas dépourvu. Il existe de nombreux plateaux où les hauteurs atteignent les 200 mètres d'altitude<sup>17</sup> due à différents phénomènes terrestres. C'est une disparité que l'on retrouve dans le fief où l'on peut se retrouver à 30 mètres de hauteur au village du Bic et à 200 mètres d'élévation à Saint-Valérien<sup>18</sup>. Le plus haut sommet du fief est le Pic Champlain qui culmine à 340 mètres. Cette caractéristique a eu des effets sur le patrimoine toponymique du Bic. Ce dernier ne s'appelle ainsi que grâce à la corruption du mot Pic sous lequel Samuel de Champlain l'a désigné en premier<sup>19</sup>. Ces chaînes montagneuses ont valu au Bic quelques surnoms comme « Bic The Beautiful », plus encore, le fief est décrit comme « Exceedingly Beautiful<sup>20</sup> ». Nous observons à travers les dires de l'abbé Michaud un vocabulaire anglophone pour décrire le pittoresque Bic, ce qui indique la présence de certains voyageurs étrangers.

De manière plus précise, l'origine de cette topographie est la conséquence de la période glaciaire. Lors de cet âge, la mer de glace dite de Goldthwait occupait les terres du Bic. Lorsque ces eaux vont se retirer, elles laisseront derrière elles la forme pittoresque qui constitue le Bic. Elles déversent des matériaux qui permettent l'enrichissement des terres, ce qui est intéressant pour l'agriculture, mais pas lorsque l'on monte à 155 mètres d'altitude, car la mer de Goldthwait ne s'est pas rendue si haut<sup>21</sup>. Joseph Bouchette précise que la topographie du Bic avec ses reliefs n'offre que peu de possibilités<sup>22</sup>. Cependant, la seigneurie profite de quelques bons sols, de par les événements précédents, mais également les rivières qui parcourent l'intérieur de l'espace bicois comme la rivière Hâtée et celle du Bic<sup>23</sup>.

Si nous évoquions précédemment l'île du Bic, ce n'est pas la seule qui est incluse dans le fief. L'on retrouve de manière éparsée quelques îlets : Ilet au massacre, Ile des amours, îlet brûlé,

14. Jean-Charles Fortin et Antonio Lechasseur, *Histoire du Bas-Saint-Laurent*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1993, série les Régions du Québec, p. 31-32.

15. *Ibid.*, p. 32.

16. *Ibid.*, p. 46.

17. *Ibid.*, p. 39.

18. Bruno Lavoie, *Bic, 150<sup>e</sup> anniversaire, 1830-1980, à pleine voile*, Rimouski, Impression des Associés, 1980, p. 13.

19. Michaud, *Le Bic.*, p. 25.

20. *Ibid.*, p. 23 à 27.

21. Lavoie, *Bic, 150<sup>e</sup> anniversaire, 1830-1980, à pleine voile*, p. 15.

22. Bouchette, *Description topographique de la province du Bas Canada*, p. 566.

23. Lavoie, *Bic*, p. 18.



pour ne citer qu'eux et ils composent de nos jours le Parc national du Bic. On compte sur le littoral des caps, pointes, baies, anses et autres falaises escarpées qui viennent compléter une topographie dense<sup>24</sup>. Cette dernière possède une singularité qui est propre à la région du Bas-Saint-Laurent. Cependant, elle aura une incidence particulière sur l'exploitation de la seigneurie du Bic.



Photo 13 – Douglas Cann devant le parc national du Bic

### Origines de la seigneurie et premiers seigneurs du Bic

L'histoire de la seigneurie du Bic s'amorce le 16 mai 1675, lorsque Louis de Buade, comte de Frontenac, concède le Bic à Charles Denys de Vitré<sup>25</sup>. Ce dernier est un noble, membre du conseil souverain de la Nouvelle-France, dans le cercle de Frontenac, le gouverneur général de cette colonie française<sup>26</sup>. La création du Bic intervient dans une période où plusieurs territoires du Bas-Saint-Laurent sont concédés par les autorités de la Nouvelle-France qui espèrent développer la colonie. Cela explique pourquoi 17 des 19 seigneuries bas-laurentiennes sont octroyées entre 1672 et 1696, et d'autres, comme la seigneurie de Nicolas Rioux,

---

24. Lavoie, *Bic*, p. 17 à 19.

25. BanQ-Québec, TP1, S36, P198, Fonds Conseil souverain, insinuation, « Concession par Louis de Buade, Comte de Frontenac, gouverneur de la Nouvelle-France, à Charles Denis de Vitré, conseiller au Conseil souverain de ce pays, de deux lieues de front le long du fleuve Saint-Laurent, en montant ledit fleuve, et deux lieues de profondeur, laquelle concession comprenant en outre l'île du Bic qui est vis-à-vis, avec le droit de chasse, même celui de traite avec les Sauvages (Amérindiens), à titre de fief, seigneurie et justice – 16 mai 1675 », p. 1.

26. Michaud, *Le Bic.*, p. 89 et 97.

viendront remplir ultérieurement certains vides laissés par cette vague colonisatrice<sup>27</sup>.

Charles Denys de Vitré est un jeune entrepreneur. Il a 28 ans quand il entre au conseil souverain de la Nouvelle-France. Il se voit concéder la seigneurie du Bic, mais également celle de Trois-Pistoles en 1687. Il semble particulièrement intéressé par tout ce qui entoure les pêcheries notamment le marsouin et le hareng<sup>28</sup>. Le seigneur semble moins prioriser le défrichement de ses terres. Les études le montrent, s'il y a des terres arables au Bic, elles ne sont pas légion, il est alors logique que la proximité avec le Saint-Laurent soit attirante pour le commerce de la pêche. Pour développer son acquisition, Charles Denys de Vitré baille la seigneurie à Jean Gagnon pendant 20 ans. Cependant, on n'en sait pas plus sur cet accord qui, théoriquement, était encore valide lors de la vente de la seigneurie<sup>29</sup>. Il s'avère que Denys de Vitré ne passa guère de temps au Bic et délégua ses intérêts à Gagnon en 1688, bien que ce dernier semble arriver au Bic dès 1680<sup>30</sup>. Gagnon est donc le premier colon à réellement exploiter le fief. Il va exécuter les instructions de Denys de Vitré concernant la pêche, mais il va également exploiter la terre du Bic. En 1698, un recensement fait état de 22 âmes qui vivent au Bic : probablement les enfants de Gagnon et leurs femmes, et peut-être des employés engagés par le seigneur<sup>31</sup>. Au départ de Gagnon en 1699, la seigneurie devint vide, mais en cette année, Charles Denys de Vitré n'est plus le seigneur du Bic.

En 1688, soit deux ans après que Gagnon ait signé le bail de Denys de Vitré, ce dernier se déleste du Bic pour une dette de 2050 livres tournois après n'avoir effectué aucun profit dans son fief<sup>32</sup>. Il cède le Bic à Charles Aubert de la Chesnaye, grand marchand de Québec et futur membre du conseil souverain de la Nouvelle-France. L'abbé-historien Michaud indique que le nouveau seigneur poursuit les projets engagés par le précédent en priorisant la traite des fourrures et la pêche au saumon, avec l'aide de Jean Gagnon, jusqu'au départ du premier colon<sup>33</sup>. On peut préciser que Le Bic intègre désormais un ensemble seigneurial du Bas-Saint-Laurent acquis par De la Chesnaye. Commerçant qui a fait fortune par la traite des fourrures, l'agriculture et le commerce, il projette d'acquérir des terres en Nouvelle-France et se fait concéder les fiefs de Rivière-Du-Loup, achète Madawaska, le Bic, la moitié de Villaray et d'autres encore à l'extérieur de la région<sup>34</sup>. Selon Fortin et Lechasseur, l'obtention de ces fiefs permettrait une ascension sociale et par conséquent provoquerait un marché de seigneurie<sup>35</sup>. Cela sera peut-être le cas pour De la Chesnaye qui, après avoir acquis différents fiefs, mais principalement pour avoir contribué au développement de l'économie cana-

---

27. Fortin et Lechasseur, *Histoire du Bas-Saint-Laurent*, p. 108.

28. Michaud, *Le Bic*, p. 106.

29. Répertoire des seigneuries du Québec, outil de recherche inédit, issu des travaux des professeurs Benoît Grenier et Alain Laberge, seigneurie du Bic.

30. Michaud, *Le Bic*, p. 97.

31. *Ibid.*, p. 108.

32. Lavoie, *Bic*, p. 22.

33. Fortin et Lechasseur, *Histoire du Bas-Saint-Laurent*, p. 117.

34. *Ibid.*, p. 112 et 115.

35. *Ibid.*, p. 114-115.

dienne est anobli en 1693 par le roi Louis XIV<sup>36</sup>.

Le point commun que nous décelons entre les deux premiers seigneurs c'est qu'ils sont tous deux considérés comme absents. Denys de Vitré délègue ses projets à Gagnon et donc n'était que peu présent. Ensuite, De la Chesnaye possède un nombre important de seigneuries et des responsabilités à Québec, impossible d'être au Bic et de surcroît les fiefs du Bas-Saint-Laurent sont particulièrement éloignés de Québec<sup>37</sup>. Cependant, dans les environs du Bic, certaines familles roturières importantes seront résidentes de manière précoce comme les Rioux à Trois-Pistoles et les Lepage à Rimouski<sup>38</sup>. Mais l'absence des seigneurs dans leur fief n'est pas un fait exclusif du Bic, voire du Bas-Saint-Laurent. Seulement 27,03 % des seigneurs de Nouvelle-France sont résidents en 1681 et ce chiffre se stabilise jusqu'en 1750 où on observe une augmentation<sup>39</sup>.

Toutefois, avec Charles Aubert de la Chesnaye commence une lignée qui verra sa descendance conserver le Bic presque un siècle. On peut évoquer brièvement son fils qui devient seigneur lorsque son père décède en 1702 à Québec. François Aubert de la Chesnaye, également seigneur de Mille-Vaches, devient propriétaire du Bic, mais il disparaît de manière précoce en 1725 sans laisser de testament<sup>40</sup>. On ne possède aucune information sur l'éventuelle existence d'une veuve. La suite des événements est mal connue. Le fils du dernier seigneur du Bic ne reprendra le fief qu'en 1750, car il serait trop jeune pour succéder à son père tragiquement décédé<sup>41</sup>. En fait, il semble qu'il n'y ait plus aucune activité dans le fief entre le départ de Jean Gagnon en 1699 et 1750<sup>42</sup>. Le manque de développement au Bic, et l'incertitude quant à la succession, peuvent expliquer pourquoi il n'y a aucune information sur la seigneurie dans les aveux de dénombrement produits au cours de la période 1723-1745.

## Un deuxième départ

Le Bic connaît un arrêt de développement entre 1700 et 1750 suivant le départ de Gagnon, mais aussi face aux problèmes de succession. Le seul fait notable est la création d'un poste de pilotage au Bic. Il va devenir un point d'attache pour les pilotes du bas de l'estuaire et les Anglais s'y arrêteront deux fois pour recruter des navigateurs avant d'aller plus vers Québec<sup>43</sup>. Après la conquête, le gouverneur Carleton exige que 18 pilotes attendent l'arrivée de navires

---

36. Yves F. Zoltvany, « Charles Aubert De la Chesnaye », *Dictionnaire biographique du Canada* » [en ligne], Consulté le 8 septembre 2019, [http://www.biographi.ca/fr/bio/aubert\\_de\\_la\\_chesnaye\\_charles\\_2F.html](http://www.biographi.ca/fr/bio/aubert_de_la_chesnaye_charles_2F.html).

37. Fortin et Lechasseur, *Histoire du Bas-Saint-Laurent*, p. 117.

38. Benoît Grenier, *Seigneurs campagnards de la Nouvelle-France. Présence seigneuriales et sociabilité rurale dans la vallée du Saint-Laurent à l'époque préindustrielle*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2007, p.48.

39. *Ibid.*, p. 47.

40. Michaud, *Le Bic*, p. 161.

41. Lavoie, *Bic*, p. 22-23.

42. Fortin et Lechasseur, *Histoire du Bas-Saint-Laurent*, p. 118.

43. *Ibid.*, p. 120.

au Bic, bien qu'aucun des navigateurs ne réside de manière permanente dans cette station.

Les de la Chesnaye reprennent le développement du Bic après des décennies d'arrêt. Ignace-François-Gabriel Aubert de la Chesnaye, en 1750, utilise les pêcheries qu'avait exploité Jean Gagnon. Il engage un certain Jean Pineault pour exploiter la pêche au saumon. Pineault est donc le premier, depuis Gagnon, à vivre partiellement au Bic<sup>44</sup>. Ignace-François-Gabriel Aubert de la Chesnaye meurt en 1766. Le Bic est alors séparé entre son épouse, Marie-Anne l'Estringuant de Saint-Martin et sa première fille, Charlotte Aubert d'Albergatti. La veuve décède en 1781 et son fils François-Gilles-Ignace Aubert succède à sa mère comme propriétaire d'une partie de la seigneurie. Sa sœur étant nommée à la succession par son père, ils ont, avec son frère, tous les deux prêté foi et hommage à Québec en 1781 et deviennent donc coseigneurs du Bic<sup>45</sup>. En 1789, la Dame Albergatti, alors veuve, signe un acte de donation du fief à sa fille Charlotte et à son gendre Charles Thomas<sup>46</sup>. Dès 1791, le Bic sera cédé pour la première fois à un seigneur anglophone, après environ un siècle d'administration par la famille de la Chesnaye.

Henry Cull est un marchand en vue à Québec et il achète le Bic en 1791<sup>47</sup>. La description d'Henry Cull dans le Dictionnaire biographie du Canada présente celui-ci comme un marchand bien intégré dans les guildes de Québec<sup>48</sup>. Il signe notamment plusieurs pétitions pour donner plus d'autonomie aux marchands et il jure fidélité à la constitution de 1791. On peut supposer que l'acquisition du Bic par Cull a potentiellement une visée économique. Cependant, dix ans plus tard, en 1801, Cull vend la seigneurie après plusieurs déboires financiers, à Azariah Pritchard<sup>49</sup>. Ce dernier prend en main le Bic dans une perspective d'entrepreneuriat. Pritchard est dans le domaine de l'exploitation forestière et le fief bicois regorge de bois<sup>50</sup>. Il conserve la seigneurie jusqu'en 1822. Ces deux anglophones marquent le début d'une ère nouvelle au Bic puisque jusqu'à la fin, les seigneurs de ce fief ne seront pas francophones. Ce phénomène n'est pas propre au Bic, mais bien à une grande partie de l'ancienne Nouvelle-France. Dès la conquête, on constate l'arrivée d'une immigration anglaise, écossaise, puis allemande et américaine...<sup>51</sup>. Dès la fin de la conquête, quelques Britanniques se portent acquéreurs de fiefs qui ont vu leur seigneur partir du Canada vers la France, ou qui ont eu des problèmes financiers<sup>52</sup>.

---

44. Michaud, *Le Bic*, p. 154.

45. *Ibid.*, p. 167 à 173.

46. *Ibid.*, p. 196.

47. Michaud, *Le Bic*, p. 202.

48. Andrée Desilets, « Henry Cull », *Dictionnaire biographique du Canada* » [en ligne], Consulté le 28 janvier 2019, [http://www.biographi.ca/fr/bio/cull\\_henry\\_6F.html](http://www.biographi.ca/fr/bio/cull_henry_6F.html).

49. *Ibid.*

50. Michaud, *Le Bic*, p. 203.

51. Grenier, *Seigneurs campagnards de la Nouvelle France*, p. 240.

52. Alex Tremblay-Lamarche, « La stabilisation et la créolisation de la présence seigneuriale britannique dans la vallée du Saint-Laurent, 1790-1815 », dans Benoît Grenier et Michel Morissette, dir, *Nouveaux regards en histoire seigneuriale au Québec*, Québec, Septentrion, 2016, p. 247-248.

Ce n'est donc guère surprenant que les événements consécutifs à la conquête permettent un accaparement des territoires bas-laurentien par des marchands, en particulier écossais. Henry Cull achète en premier le Bic et vend le fief à un marchand forestier, Azariah Pritchard. Ils ne laisseront pas une marque indélébile (bien que Pritchard commence l'exploitation du bois), mais leur arrivée démontre que le Bic est une terre difficile à faire prospérer malgré des éléments qui laissent entrevoir un futur économique viable<sup>53</sup>. La topographie joue un rôle primordial dans ce retard de l'exploitation, puisque le relief y est inégal et le fief isolé de tout passage. Mais le Bic, comme d'autres territoires, connaît une dynamique lente après la conquête mais plus affirmée sous l'impulsion de la dernière lignée seigneuriale, à partir de 1822.

## Développement et abolition : l'héritage d'une famille

### La dernière famille

William-Archibald Campbell est un notaire<sup>54</sup> de Québec d'origine écossaise<sup>55</sup> lorsqu'il acquiert en 1822 le Bic d'Azariah Pritchard. D'après Michaud, le Bic va tirer avantage de la présence de ce seigneur, car le fief stagnait de manière perpétuelle<sup>56</sup>. L'on pourra nuancer plus loin ce fait. Certes, Archibald Campbell a fait avancer la cause du Bic, mais le seigneur précédent, bien qu'éphémère, avait donné une direction nouvelle au fief. On peut s'interroger d'ailleurs si l'abbé-historien Michaud, dont on tire une grande partie de nos informations à propos de la seigneurie, n'est pas subjectif sur le sujet puisque c'est en grande partie grâce à Archibald Campbell que la paroisse du Bic voit le jour. Cependant, il faut accorder à Campbell quelques mérites. Pour ce qui est de la paroisse du Bic, Michaud dit que le seigneur est protestant, mais que Campbell fit beaucoup pour la construction de l'église catholique. Ces actions lui valent le respect des censitaires bicois<sup>57</sup>. Il est aussi le premier seigneur du Bic à venir résider dans son fief de manière saisonnière<sup>58</sup>. En écoutant le témoignage d'un des descendants d'Archibald Campbell, Douglas Cann, on apprend que si le seigneur habite son fief c'est parce qu'il aime y vivre<sup>59</sup>. Archibald décède dans le manoir seigneurial en 1852 à l'âge de 71 ans et fait don de son fief à son fils, William-Darling Campbell, également notaire. L'abolition du régime seigneurial survient en 1854, le dernier seigneur laisse une trace non moins marquante dans la mise en valeur mais de manière différente puisque lui, et particulièrement sa femme, vont s'illustrer dans la villégiature<sup>60</sup>.

53. Michaud, *Le Bic*, p. 202-203.

54. Lavoie, *Bic*, p. 25.

55. Entretiens 2015-10 et 2015-10a avec Jessica et Douglas Cann, Bic, 7 août 2015.

56. Michaud, *Le Bic*, p. 257.

57. *Ibid.*, p. 260.

58. *Ibid.*, p. 257-260.

59. Entretiens 2015-10 et 2015-10a avec Jessica et Douglas Cann, Bic, 7 août 2015.

60. Joseph Michaud, *Le Bic : les étapes d'une paroisse, deuxième partie*, Québec, L'action sociale limitée, 1926, p. 104-106.

## Une seigneurie mise en valeur

Si Archibald Campbell semble être celui qui a travaillé le plus dur pour mettre en valeur la seigneurie, son prédécesseur lui ouvre la voie. Azariah Pritchard, le détenteur du fief entre 1801 et 1822 fut le premier à vouloir exploiter le Bic d'une façon différente. Il obtient le Bic pour le bois et son fief en est bien fourni. Actif, il est même le premier à y concéder des terres<sup>61</sup>. On voit donc que ce marchand spécialisé dans le bois veut prioriser une ressource que nous n'avions pas explicitement citée et dont le Bic regorge. Cependant, aucune route de qualité suffisante ne permet de développer le transport routier. Il y a bien un chemin, mais plusieurs témoignages rapportent qu'il est difficile de traverser le Bic<sup>62</sup>. Cela a possiblement refroidi les perspectives commerciales de Pritchard qui se sépare du Bic vingt et un ans après son obtention.

En 1823, soit quelque temps après l'arrivée de Campbell, l'état investit pour élargir de trois mètres la route du Bic et de neuf mètres les chemins d'autres seigneuries. Cela démontre le défi que le Bic propose pour les bâtisseurs de la voirie avec cette géographie unique. On ne retrouve pas de date précise quant à l'arrivée du chemin royal dans le fief. Il arriverait au Bic entre 1810, d'après Lavoie, et 1830, pour Michaud. Peu importe la précision temporelle, on sait qu'un chemin, escarpé, se développe dans le fief permettant à la seigneurie de commencer à croître.

On peut diviser en trois points la recrudescence des activités au Bic : la concession des terres, l'exploitation forestière et l'apparition d'une paroisse. Campbell fait dès son arrivée d'importantes concessions de terres, prenant la suite d'Azariah Pritchard qui sur la fin de son histoire avec le Bic, commence également à céder des terres en censives<sup>63</sup>. Le fief voit sa population croître de manière graduelle, passant de 90 habitants en 1825 à 157 en 1831<sup>64</sup>. Ces chiffres montrent bien une évolution démographique positive. Le Bic reste néanmoins l'une des seigneuries les moins peuplées de la région. Michaud rappelle d'ailleurs que s'il y a bien une concession importante de terres par Archibald Campbell, toutes ne sont pas défrichées au même rythme et il reste encore beaucoup d'espaces vierges. Le développement connaît un rythme lent, Michaud indique qu'en 1844 il y a 120 parcelles concédées pour un peu plus de 200 âmes. Cette terre reste donc marginale malgré l'apparition d'un facteur économique important : un moulin.

En 1825, le moulin banal situé sur la rivière du Bic devient la première pièce mécanique de la seigneurie<sup>65</sup>. Plus tard, un deuxième apparaîtra : un moulin à scie pour l'exploitation de la forêt. Il a d'abord appartenu à l'ancien seigneur Pritchard. Cette scierie sera reprise de ma-

61. Michaud, *Le Bic*, Vol.1, p. 203.

62. Fortin et Lechasseur, *Histoire du Bas-Saint-Laurent*, p. 145-147.

63. Lavoie, *Bic*, p. 37-39

64. Fortin et Lechasseur, *Histoire du Bas-Saint-Laurent*, p. 137.

65. Michaud, *Le Bic*, Vol. 1, p. 259.

nière plus importante par une grande entreprise forestière, les Price Brothers<sup>66</sup>. L'avantage d'exploiter le bois du Bic, c'est que l'on peut bénéficier du Saint-Laurent pour exporter des cargaisons<sup>67</sup>. Les navires voient leur accès au littoral facilité par les anses le long des côtes du Bas-Saint-Laurent. L'entreprise Price Brothers, en plus de reprendre la scierie du fief, va acquérir différents moulins notamment dans les seigneuries environnantes de Rimouski et Métis<sup>68</sup>. Cette exploitation n'est donc pas un épiphénomène bicois comme nous le voyons. C'est le Bas-Saint-Laurent dans son entièreté qui exploite cette perspective économique du bois... À partir de 1845, la compagnie Price Brothers afferme le Bic pour dix ans, ce qui facilite l'ouverture de nouvelles scieries et la création d'emplois dans un territoire peu mis en valeur. La population passe de 200 habitants au début de la décennie 1840, à 1391 en 1851<sup>69</sup>. Ce n'est donc pas tant grâce à Archibald Campbell que la seigneurie commence à prospérer comme le disait Michaud, mais plutôt grâce aux projets axés sur le commerce du bois par des entrepreneurs capitalistes.

La croissance de la seigneurie est reconnue par l'établissement d'une paroisse, et plus tardivement d'une église. On perçoit l'apparition de ce facteur par l'arrivée des familles dans les terres concédées par Campbell. Michaud ajoute également que le développement des routes et l'apparition de moulins contribuent à ce que les habitants n'aient plus peur de s'aventurer dans des territoires reclus comme le Bic<sup>70</sup>. Toutefois, l'augmentation du nombre d'habitants s'accroît assez lentement jusqu'à l'affermage par les Price Brothers. Cependant, c'est avant cela que l'on accorde le statut de paroisse au Bic, alors que cette dernière n'en est qu'au soubresaut de sa mise en valeur. Le Bic suit le rythme régional du Bas-Saint-Laurent qui commence à voir ses terres mises en valeur pour un début d'enrichissement vers 1820. Ces facteurs permettent un élan clérical<sup>71</sup>. Cependant, le Bic sera désavantagé, car peu peuplé. En 1830<sup>72</sup>, la paroisse de Sainte-Cécile du Bic, qui n'a pas les mêmes limites territoriales que la seigneurie, est érigée. Plusieurs versions existent quant au choix du nom paroissial. Cécile serait, selon Michaud, une façon d'honorer le seigneur puisque c'est le prénom de son épouse. On peut aussi imaginer qu'il s'agit d'une forme de respect envers cette famille d'origine étrangère, mais proche de ses censitaires. Douglas Cann, descendant de la dernière famille seigneuriale, explique que Saint-Cécile est la patronne des musiciens et que les membres de la famille Campbell, jusqu'à aujourd'hui, sont de grands passionnés de musique ce qui expliquerait possiblement le nom de la paroisse. Néanmoins, il faut attendre plusieurs années avant la construction d'une église, en 1849<sup>73</sup>. Il convient de rappeler que le seigneur, alors protestant, participe à l'élaboration de la paroisse en octroyant des terrains pour bâtir l'édifice clérical. Durant l'année suivante, l'église arrive au terme de sa construc-

---

66. *Ibid.*, p. 274.

67. Fortin et Lechasseur, *Histoire du Bas-Saint-Laurent*, p.158.

68. *Ibid.*

69. Michaud, *Le Bic*, Vol 2, p. 64.

70. Michaud, *Le Bic*, Vol 1, p. 283.

71. Fortin et Lechasseur, *Histoire du Bas-Saint-Laurent*, p. 163.

72. Michaud, *Le Bic*, Vol 2, p. 37-38.

73. *Ibid.*, p. 84 à 89.



tion et un curé permanent est attribué à la paroisse.



**Photo 16 – Jessica Cann présentant le livre de chants écossais de son ancêtre, Grace Campbell.**

Il faut souligner qu'entre 1845 et 1850, il y eut plus d'évènements importants pour la seigneurie que de 1675 à 1844. Sous l'impulsion des Campbell et l'affermage des Price, le fief prospère. L'abolition du régime seigneurial s'amorce alors que le fief est en pleine croissance.

### **Fin d'un régime et impact sur le Bic**

En 1854, la province du Canada adopte l'abolition des droits et devoirs féodaux. Benoît Grenier en explique les grandes lignes de la fin du régime seigneurial :

Dorénavant, les terres seront possédées en franc alleu roturier, comme l'étaient les terres libres de droits seigneuriaux dans la France d'ancien régime. Les raisons de ce choix sont avant tout d'ordre culturel; la différence est essentiellement terminologique. Concrètement, la loi décrète d'abord l'abolition des droits et devoirs féodaux, à commencer par la disparition sans compensation, des droits honorifiques. Par ailleurs, tous les autres droits casuels (comme les lods et ventes) et même des corvées sont reconnus comme des pertes pécuniaires encourues par les seigneurs devant être compensées<sup>74</sup>.

---

74. Grenier, *Brève histoire du régime seigneurial*, p. 204-205.



Pour la compensation des seigneurs, des études ont été faites dans les anciens fiefs pour estimer le dédommagement financier que le gouvernement et les anciens censitaires devront payer en argent aux anciennes familles seigneuriales. Cet état des comptes se retrouve dans les cadastres<sup>75</sup>. C'est une situation assez étrange et aussi inquiétante pour certains seigneurs, comme le rapporte Grenier. Cependant, cette abolition arrive pour deux raisons : la perte d'influence des seigneurs et la diminution de leur rôle économique<sup>76</sup>. Deux aspects qui se retrouvent au Bic. En économie, la compagnie Price Brothers exploite les scieries du Bic et l'impact économique des Campbell est par conséquent réduit. Quant à l'influence seigneuriale, si elle a permis l'obtention d'un terrain pour l'église du Bic, elle reste globalement morale, comme le montre le nom de la paroisse, et parfois matérielle : dons de terrains, fluctuation de la valeur des rentes. À l'heure où la population s'accroît, le régime seigneurial semble désuet.

En regardant le cadastre du Bic, effectué en 1858 par le commissaire Simeon Lelièvre, on s'aperçoit qu'à la fin du régime, le fief a tout de même cru<sup>77</sup>. On y retrouve 337 concessions dont la valeur des cens et rentes est estimée à 7 636 dollars et 66 centimes. En ajoutant les lods et ventes, les terres non concédées, des îles, le moulin et enfin le domaine, on atteint plus de 25 492 dollars et 42 centimes en valeur. Une conséquence de la gestion de Campbell qui veut exploiter son fief, mais aussi de l'arrivée des nouveaux citoyens qui ont des opportunités rares au Bic : les terrains sont offerts et disponibles et des industries offrent des emplois. C'est dans un contexte de croissance économique et de développement rural que le régime seigneurial est aboli dans le fief.

La nouvelle loi prévoit une indemnisation immédiate aux seigneurs pour ce qui touche aux droits pécuniaires perdus. Cependant, l'État ne remboursera pas les cens et rentes. Les censitaires en ont la charge et ils peuvent s'en acquitter selon différentes méthodes comme payer une rente annuelle (la rente constituée) ou bien par une somme forfaitaire correspondant au capital de cette rente versée en une seule fois<sup>78</sup>. C'est pour cela qu'on peut trouver des personnes payant des rentes seigneuriales jusque dans les années 1930. Cependant, le gouvernement du Québec par l'intermédiaire du SNRRS se charge de rembourser aux détenteurs les dernières rentes en 1940<sup>79</sup>. C'est une somme de plus de 8 471 dollars<sup>80</sup> que le Syndicat national du rachat des rentes seigneuriales accorde aux détenteurs des droits de la seigneurie du Bic. Plus qu'initialement calculée par le commissaire en 1858. Michel Morissette avance qu'on peut y trouver une explication dans les années 1850, début 1860, lors de l'adoption de la loi abolissant les rentes, à la fin des travaux entourant la confection du

---

75. *Ibid.*

76. Fortin et Lechasseur, *Histoire du Bas-Saint-Laurent*, p. 310.

77. *Cadastres abrégés des seigneuries de Québec, Montréal, Trois-Rivières et de la Couronne*, Québec, Derbishire et Desbarats, 1864, 7 volumes : seigneurie du Bic.

78. Grenier, *Brève histoire du régime seigneurial*, p. 206-207.

79. *Ibid.*, p. 207-208.

80. BANQ-Québec, E39, S100, SS1, Fonds Syndicat national du rachat des rentes seigneuriales, Seigneurie du Bic.

cadastre. Des concessions de censives ont eu lieu ce qui a fait croître la somme des rentes<sup>81</sup>. Ce que l'on peut dire, c'est que la famille Campbell a fini par vendre les rentes constituées à la mort de William-Darling Campbell, au profit d'Ulric J. Tessier en 1887<sup>82</sup>. Lorsque les rentes sont remboursées par la province de Québec, le montant restitué est partagé entre plusieurs partis : la Royal Trust Company, Henri Desrivière, Henri Cimon et Ulric-J. Tessier. Cependant, les descendants Campbell conservent la propriété de terres dans l'ancien fief, dont la rivière Sud-Ouest, où le saumon est en abondance ainsi qu'une petite presqu'île à l'embouchure du cours d'eau<sup>83</sup>. D'ailleurs, deux personnes sont chargées de surveiller la rivière durant l'été pour éviter les infractions. On peut supposer que la famille était attachée et qu'elle revient au Bic, probablement l'été. On rappelle qu'Archibald Campbell fut un rare seigneur du Bic à résider sur son fief pour l'amour de cette terre. L'attachement familial a semble-t-il perduré, car bien que la famille se sépare des rentes constituées, elle conserve un point d'attache au Bic.

## Attachement à la terre et première villégiature

On peut réfléchir à une éventuelle hypothèse sur les origines de la villégiature au Bas-Saint-Laurent. Ce tourisme d'été est apparu en partie à cause de l'abolition du régime seigneurial. Les anciens propriétaires de fief, n'ayant plus d'intérêt à garder une terre éloignée dont ils ne sont plus seigneurs, rentrent dans les villes, mais conservent un point d'attache dans leur ancien fief. Ils viennent y séjourner durant la période estivale. C'est le cas au Bic. L'épouse de William-Darling Campbell, Isabella Jane Noble, de son nom de jeune fille, est une villégiatrice de longue date. De 1858 jusqu'à 1925 (elle décède en 1928 selon Douglas Cann et elle est née en 1828) elle continue malgré son âge avancé, à venir au Bic<sup>84</sup>. Mais est-ce à partir de son initiative que l'élément de villégiature apparaît au Bic ? On retrouve des traces de tourisme avant la fin du régime seigneurial notamment dans la Baie des Ha-Ha. À partir de 1840, un bateau partant de Montréal et s'arrêtant à Québec continuait sa route sur le fleuve pour visiter Kamouraska, Rivière-du-Loup, le Saguenay, la baie des Ha-Ha<sup>85</sup>. Au retour, le navire s'arrête également pour prendre des passagers qui voudraient s'attarder dans un lieu pour plusieurs jours. Pour développer cette villégiature, un hôtel est ouvert dans la baie de Ha-Ha<sup>86</sup>. Ce n'est pas n'importe quelle clientèle qui est visée, et qui peut se payer de telles expéditions. Le plus souvent, ce sont des voyageurs qui viennent des agglomérations canadiennes et américaines<sup>87</sup> et qui cherchent à profiter de l'air pur du Bas-Saint-Laurent : « Ces

81. Michel Morissette, « L'argent et la propriété seigneuriale de 1854 à 1940 : qui sont les gagnants de l'abolition ? », dans Benoît Grenier et Michel Morissette, dir, *Nouveaux regards en histoire seigneuriale au Québec*, Québec, Septentrion, 2016, p. 314-333.

82. BANQ-Québec, E39, S100, SS1, Fonds Syndicat national du rachat des rentes seigneuriales, Seigneurie du Bic.

83. Michaud, *Le Bic*, Vol 2, p. 101.

84. *Ibid.*, p. 104-106.

85. Marcel Paquette, *Villégiature et tourisme au Québec*, Québec, les éditions GID, 2005, tome 1, p. 38-39.

86. *Ibid.*, p. 51.

87. Julie Saint-Laurent, « Le développement touristique au Bic : une problématique de développement local » mémoire de maîtrise (développement régional), Université du Québec à Rimouski, 1999, p. 16-17.

bourgeois de la ville, majoritairement des Canadiens anglais et des Américains, recherchent aussi le dépaysement culturel que leur procure cette société de paysans à l'accent étrange, attachée à sa langue, ses coutumes et son Église<sup>88</sup>». L'historien de l'art Philippe Dubé précise cependant qu'avant d'arriver à destination, ces estivants ne sont pas certains que ce périple soit une bonne idée, avant de changer d'avis une fois leur voyage terminé et d'y revenir chaque été<sup>89</sup>.



**Photo 14 – Souvenirs de famille au Bic**

Si la fin du régime seigneurial n'est pas à l'origine comme telle de la villégiature, les seigneurs y ont tout de même joué un rôle. Prenons comme exemple le fief de Kamouraska, que le géographe Serge Gagnon met en exergue pour évoquer les caractéristiques d'un village pittoresque typique : « Kamouraska possédait tous les attributs d'une station de villégiature au début du XIX<sup>e</sup> siècle. Un mouvement d'évasion, du centre du village d'origine vers la périphérie en bordure du fleuve, permet d'organiser les premières activités de loisir<sup>90</sup> ». Kamouraska, propriété du seigneur Taché, connaît précocement des activités de villégiatures, premièrement réservées à une certaine élite. En effet, le seigneur a pour habitude d'inviter ses amis de l'aristocratie canadienne française pour discuter des enjeux stratégiques de leur temps<sup>91</sup>. Son évolution est assez intéressante car si Kamouraska est pionnière, elle

88. Fortin et Lechasseur, *Histoire du Bas-Saint-Laurent*, p. 495.

89. Philippe Dubé, *Deux cents ans de villégiature dans Charlevoix*, Québec, Les presses de l'université Laval, 1986, p. 119.

90. Serge Gagnon, « Le tourisme et la villégiature au Québec : une étude de géographie régionale structurale » thèse de doctorat (géographie), Québec, Université Laval, 2001, p. 101.

91. *Ibid.*, p. 101-102.

va lentement décliner au profit d'autres stations concurrentes qui se développent grâce aux touristes anglophones. Kamouraska serait alors le symbole élitiste de la villégiature, remplacé progressivement par la bourgeoisie à partir de la seconde partie du XIX<sup>e</sup> siècle<sup>92</sup>. Second cas, dans les fiefs de Murray Bay (Malbaie) et Mount Murray, qui ont une situation géographique ainsi que des ressources de faunes et flores comparables au Bic, les seigneurs ont un rôle prépondérant dans les débuts de la villégiature. Anciens militaires, ils accueillent de riches invités qui restent marqués par leur passage<sup>93</sup>. L'historien torontois George Wrong cite le témoignage du docteur Henry, faisant partie du 66<sup>e</sup> régiment de Montréal qui décrit Murray Bay comme un paradis de vertu, d'isolation et d'activités (comme la pêche). Si les seigneurs de ces fiefs invitaient amis et autres gens fortunés, cela dut être aussi le cas pour les Campbell au Bic. Les deux derniers seigneurs étant des notaires royaux de Québec, il ne serait pas surprenant qu'ils aient invité des amis pour qu'ils visitent le Bic. Cependant, Wrong fait une observation intéressante. Après 1850, la villégiature va se développer. C'est pour lui la conséquence du développement des transports qui permet de faire venir un plus grand nombre de vacanciers, mais aussi de plus loin<sup>94</sup>. C'est pour cela qu'après la moitié du XIX<sup>e</sup>, ce ne seront plus exclusivement des Canadiens qui feront leur villégiature, mais aussi des étrangers, anglais et américains, qui faisaient plus figure d'exceptions précédemment<sup>95</sup>.

Ainsi, après 150 ans à « végéter » comme le dit Michaud, l'arrivée de la dernière famille seigneuriale permet d'apporter un facteur différent : l'attachement à la terre. Archibald Campbell aime le Bic, c'est pourquoi il veut mettre en valeur son fief, développer une bonne relation avec les habitants malgré une confession religieuse différente. Il contribue à l'économie de son fief en suivant les premiers pas forestiers menés par son prédécesseur et bien aidé par l'ambitieuse Price Brothers. Malgré l'abolition du régime seigneurial, les descendants Campbell vont tout de même chercher à garder un pied-à-terre (voire plusieurs) dans l'ancien fief. Le Bic est dans leurs veines, plus que la rente constituée à laquelle la famille semble porter peu de considération et dont elle se départit assez vite.

## Mémoire de villégiature et patrimoine seigneurial

### Villégiature bicoise : entre héritage seigneurial et vague populaire

Après 1860, la villégiature devient une sorte de sport national chez les bourgeois canadiens-anglais et américains. Avant la fin du siècle, plusieurs célébrités passent leurs vacances dans le Bas-Saint-Laurent comme le premier ministre John. A Macdonald qui devient un

---

92. *Ibid.*, p. 89-90.

93. George M. Wrong, *Un manoir canadien et ses seigneurs. 1761-1861, cent ans d'histoire*, Québec, Les presses de l'université Laval, 2005, p. 209-211.

94. *Ibid.*

95. Jean-Pierre St-Amour, *La villégiature au Québec, problématique de l'aménagement du territoire*, Hull, éditions Asticou, 1979, p. 19.

habitué. Ces vacanciers ont un impact sur les nouvelles stations balnéaires<sup>96</sup>. Par exemple, à Métis-sur-Mer, la population passe de 300 à 3 000 durant la période estivale<sup>97</sup>. Si les bourgeois viennent en nombre c'est qu'ils en ont les moyens. Le Québec connaît une croissance économique vive entre 1850 et 1914 et cela contribue à l'essor de cette catégorie sociale<sup>98</sup>. Une croissance qui touche la province mais également les grandes agglomérations urbaines canadiennes et américaines telles Toronto, New York, Boston, Philadelphie. Les bourgeois de ces aires urbaines sont de plus en plus nombreux à investir les stations de villégiature de la *Toursim Belt*<sup>99</sup>. En effet, les villages à but touristique se déploient de la Nouvelle-Angleterre aux Maritimes, puis l'Outaouais, les Laurentides, etc.<sup>100</sup>. Au Québec, ces touristes vont alors participer à l'élaboration de la villégiature dite *Fashionable*<sup>101</sup>. Les nouveaux gouverneurs britanniques, dès 1800, vont se faire propagandistes de ces territoires encore sauvages. La nature, la vue, les littoraux, les montagnes, sont autant de caractéristiques qui attirent les bourgeois. L'installation de ces derniers engendre dès lors un aménagement du territoire, l'appropriation du paysage, le développement d'activités touristiques avec un certain idéal romantique<sup>102</sup>.

Il est donc nécessaire de développer des installations qui permettent d'accueillir cette population. Au Bic comme dans toutes les places de villégiature, on développe des hôtels<sup>103</sup>. On observe également l'apparition d'une gare qui permet le transport des villégiateurs<sup>104</sup>. Plus tard, il y aura des routes qui permettront de faire venir les voyageurs en automobile. C'est donc un processus économique. Si le tourisme se popularise, reste que pour certaines familles la villégiature représente un attachement à la terre. Cela constitue un élément de mémoire pour l'ancienne famille seigneuriale du Bic. Cette dernière, d'abord par l'intermédiaire de la veuve de William-Darling, poursuit la villégiature malgré la fin du régime seigneurial. Même si dans la réalité, les anciens membres de la famille seigneuriale ne sont plus les maîtres du Bic, il reste que les habitants conservent du respect pour les Campbell. La veuve du dernier seigneur du Bic reste appelée « seigneuresse ». Ce respect, et non l'appellation, continue jusqu'à la mère de Douglas Cann. Cette dernière, souligne Cann, était encore très respectée et les gens du Bic n'hésitaient pas à lui rendre certains services<sup>105</sup>. Cann indique que chaque année sa mère visitait les habitants du Bic pour les saluer et ajoute qu'elle entraînait chez eux sans même frapper à la porte ! C'est une tradition qui montre le respect

96. Jeannine Ouellet, « Sir John A. Macdonald, en villégiature à Rivière-du-Loup », *Histoire Québec*, volume 21, n° 1, 2015, p. 6-7.

97. Fortin et Lechasseur, *Histoire du Bas-Saint-Laurent*, p. 495-497.

98. Serge Gagnon, *L'échiquier touristique québécois*, Sainte-Foy, Presses de l'Université du Québec, 2003, coll. « Collection Tourisme », p. 125.

99. *Ibid.*, p. 119-125.

100. *Ibid.*

101. Gagnon, « Le tourisme et la villégiature au Québec : une étude de géographie régionale structurale », p. 98.

102. *Ibid.*, p. 98-100.

103. Marcel Paquette, *Villégiature et tourisme au Québec*, Tome 1, p. 255.

104. Marcel Paquette, *Villégiature et tourisme au Québec*, Québec, les éditions GID, 2006, tome 2, p. 144.

105. Entretiens 2015-10 et 2015-10a avec Jessica et Douglas Cann, Bic, 7 août 2015.

né entre Archibald Campbell et les censitaires et qui n'a jamais vraiment disparu plus de cent ans plus tard. Cela prouve aussi à quel point cette famille marque l'imaginaire des résidents<sup>106</sup>. Cette pratique de la villégiature s'est conservée dans la famille. Encore aujourd'hui, les descendants d'Isabella-Jane Campbell et de William-Darling Campbell continuent de venir chaque année au Bic. Douglas Cann qui vit à l'année en Ontario ne manquerait jamais d'effectuer sa villégiature annuelle, tout comme sa sœur qui demeure à Chicago et qui y possède aussi une résidence. Il en parle avec passion et revient souvent sur l'amour que lui et ses ancêtres portent au Bic et sur l'importance de transmettre cette passion à ses enfants. Douglas Cann est d'ailleurs un citoyen engagé dans la protection de l'ancienne terre seigneuriale. Dans l'entretien, Cann explique qu'il aime aller dans le parc national du Bic, ancienne terre seigneuriale, pour nettoyer les déchets. Les terres du parc national du Bic ont été vendues en 1972 par la famille Cann au gouvernement du Québec. Cann espère également que la relocalisation de l'autoroute transcanadienne ne se fera pas au détriment des montagnes qui possèdent plusieurs belles randonnées. Cela montre l'engagement de Douglas Cann envers cette particularité naturelle que possède le Bic.

Pour les vieilles familles, le château conserve une fonction sociale forte, à laquelle elles demeurent très attachées. Cadre privilégié, « donnée fondamentale dans la volonté de perpétuation et de transmission du patrimoine symbolique », il abrite le souvenir des ancêtres, favorise le maintien d'un style de vie et de pratiques familiales spécifiques, aide à entretenir des liens particuliers avec la société rurale environnante<sup>107</sup>.

Cette citation de l'historien Éric Mension-Rigaud résume bien l'état d'esprit de Douglas Cann. Le château peut être, ici, comparé à la seigneurie du Bic. Douglas Cann, par ses dires, son idéal de la terre, son attention à ce qui entoure l'héritage seigneurial, montre qu'il est profondément attaché à cet espace et qu'il entend faire perdurer cet esprit à travers ses enfants.

Cet amour de la terre est une particularité qui s'est également développée dans d'autres lieux de villégiature à travers des personnes attachées à ce qu'ils ont durant l'été : la nature et l'espace du Bas-Saint-Laurent. De manière relative, on peut comparer cet esprit de la terre des descendants seigneuriaux à celui d'une personne comme Elsie Reford, étudiée par Karine Hébert. Elsie Reford serait la cousine de la mère de Douglas Cann selon ce dernier. Mais ils n'ont pas développé l'esprit de la villégiature par le même biais. Les Cann sont des descendants de la famille Campbell qui étaient seigneurs du Bic. L'oncle d'Elsie Reford a racheté les titres seigneuriaux et un domaine sur les anciens fiefs Métis, de Grand-Métis et de la Pointe-aux-Cenelles<sup>108</sup>. C'est un cas intéressant, car Elsie habite Montréal et mène une vie où les obligations philanthropiques et mondaines sont monnaie courante<sup>109</sup>. Elle voit

---

106. Michaud, *Le Bic*, Vol 2, p. 104.

107. Éric Mension-Rigau, *La vie des châteaux: mise en valeur et exploitation des châteaux privés dans la France contemporaine: stratégies d'adaptation et de reconversion*, Paris, Perrin, 1999, p. 29.

108. Karine Hébert, « Elsie Reford, une bourgeoise montréalaise et métissienne : Un exemple de spatialisation des sphères privée et publique », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 63(2-3), 2009, p. 294.

109. *Ibid.*

dans la villégiature estivale un temps de repos naturel, un lieu de renaissance dans un lien spirituel avec la terre<sup>110</sup> aux antipodes de la ville. Elle possède une conception romantique de la nature et qui se retrouve à travers des projets comme les jardins botaniques<sup>111</sup>. C'est comparable à ce que l'on peut entendre de Douglas Cann lorsqu'il évoque le Bic. Cann dit que le Bic est une terre spéciale où l'on ressent un mélange d'amour en lien avec l'histoire. On peut dire que c'est un pan mémoriel du Bic. La famille a toujours apprécié cette terre à tel point, qu'au fil des générations, il y a eu un passage spirituel. Le grand-oncle de Cann disait, avant la Première Guerre mondiale, que le Bic était la « terre de Dieu ». On ressent donc un héritage propre à la famille dans la transmission de la terre et qui donne un sens à la villégiature. Cette vision que partagent Elsie Reford et Douglas Cann amène à penser qu'existerait au Bic, et ailleurs dans le Bas-Saint-Laurent, d'autres familles de villégiateurs qui attribuent un aspect spirituel à cette terre, un véritable « esprit des lieux<sup>112</sup> ».

Pour autant, peut-on dire que la villégiature, de manière globale, est une conséquence de la fin du régime seigneurial ? Non, car ce tourisme existait précédemment, pour les précurseurs utilisant les transports comme le bateau et avec les premiers seigneurs anglophones ou francophones, qui invitaient leur cercle d'amis dans leur manoir. L'abolition du régime seigneurial est une simple transition dans le processus touristique puisque les anciennes familles seigneuriales, et les acquéreurs de titres seigneuriaux, vont désormais s'inscrire eux même dans le cadre de ces voyages estivaux. Dans le cas de Cann c'est évident, il revient durant l'été sur les anciennes terres des Campbell. Pour Reford, sa famille profite de l'abolition pour obtenir des terres favorables à la villégiature et l'on imagine qu'ils ne sont pas les seuls. La villégiature dans le Bas-Saint-Laurent et son développement trouvent donc en partie leurs origines dans la première moitié du XIX<sup>e</sup>, avec les seigneurs qui invitent leurs cercles d'amis et ensuite les descendants qui prennent la relève en participant au phénomène touristique. D'autres facteurs sont aussi à considérer bien entendu : le progrès technique qui entraîne la diversité des moyens de transports comme le bateau, le rail, la voiture et la croissance d'une classe bourgeoise au moment de l'abolition du régime seigneurial.

### **Patrimoine seigneurial et signification**

La mémoire spirituelle qui traverse les descendants de la famille Campbell peut trouver un héritage physique. Douglas Cann est attaché à la terre, mais aussi à la conservation de cet espace. Cela transparaît dans la manière dont il aborde la vente, faite par la famille, des territoires non concédés au gouvernement du Québec pour la formation du parc du Bic en 1972. Cann souligne l'importance de cette décision dans la protection de cette terre, car il y réside des richesses naturelles que l'on veut sauvegarder dans le parc du Bic<sup>113</sup>. À l'intérieur de cet espace, on peut trouver la maison Feindel. Cann indique que l'on y retrouve une exposition photographique sur l'histoire du parc, alimentée en partie par sa famille et qui énumère les

---

110. *Ibid.*, p. 297.

111. *Ibid.*, p. 300.

112. Voir à cet égard l'introduction du présent volume.

113. Saint-Laurent, « Le développement touristique au Bic... », p. 20.



étapes de l'occupation du territoire au Bic<sup>114</sup>. On peut donc avancer qu'il subsiste, à travers quelques photos, un patrimoine et une mémoire du régime seigneurial dans le parc du Bic.

Il existe quelques symboles du passé que Cann a détaillés : le manoir seigneurial fut incendié puis reconstruit, il appartient aujourd'hui à une autre famille. On trouve une plaque commémorative dans le cimetière qui indique qu'Archibald Campbell, seigneur du Bic, a fait don du terrain pour la construction de la première église. Cann évoque qu'on peut trouver dans les maisons du village des vestiges de l'époque seigneuriale. Il parle peut-être de l'ancienne école, que l'on peut identifier comme une classe en 1850. On sait que le bâtiment qui servait à l'éducation était la propriété du seigneur Archibald Campbell<sup>115</sup>. Cela montre que les Campbell étaient attachés au développement de leur fief à tous les niveaux. On ne peut cependant pas retrouver des vestiges de la première église qui a brûlé et qui sera rebâtie sur un espace différent en 1890<sup>116</sup>. Le village contient quelques maisons de pionniers bâties en 1825 lorsque les Campbell sont au Bic<sup>117</sup>. Il existe par ailleurs un grand pin centenaire, situé devant la résidence estivale des Cann. Ce pin semble avoir une signification assez personnelle et hautement symbolique pour la famille de Douglas Cann.



**Photo 15 – l'ancien manoir seigneurial au Bic**

114. Société des Établissements de Plein Air du Québec, *sepaq.com*, consulté le 11 avril 2018, <https://www.sepaq.com/pq/bic/decouvrir/>.

115. Michaud, *Le Bic*, Vol 2, p. 190.

116. Paul Larocque dir, *parcours historiques dans la région touristique du Bas-Saint-Laurent*, Rimouski, GRIDEQ, 1994, p. 204.

117. *Ibid.*, p. 199.



Concernant l'héritage toponymique, il est réduit, mais il existe un marqueur fondamental, le nom de la paroisse, qui est également celui d'une rue : « Sainte-Cécile-du-Bic », tirée du nom de l'épouse d'Archibald Campbell, bien que Cann n'en soit pas certain. Le descendant de la famille seigneuriale explique aussi que Sainte-Cécile est la patronne des musiciens. C'est un trait qui se retrouve chez les Campbell comme dit précédemment. Cann dit qu'Archibald jouait de la flûte, William-Darling du violoncelle et de nos jours Douglas Cann est amateur de guitare. L'entretien, qu'il donne à Benoît Grenier, est conclu par sa fille chantant « The Campbells are Coming », tiré du livre de chants écossais de l'aïeule Grace Campbell. La toponymie de la paroisse est donc potentiellement liée à l'épouse du seigneur Campbell, mais aussi à ce caractère musical de la famille seigneuriale et de ses descendants. On peut aussi trouver une rue « sieur de Vitré » qui correspond au premier seigneur du Bic. Sinon, on n'observe peu de noms de rues, ou de bâtiments en rapport avec le passé seigneurial.

Cette partie résumant les traces mémorielles et patrimoniales du régime seigneurial démontre une certaine continuité sur le plan des valeurs. Dans la mémoire, à travers Douglas Cann, on note une pensée historique et romantique par sa volonté de transmettre l'héritage qu'on lui a remis : la villégiature, l'importance de la terre, la musique, l'entraide, un « spirit ». En matière de patrimoine, on retrouve partiellement, dans le bâtiment et la toponymie, un héritage seigneurial avec le parc du Bic, l'église Saint-Cécile, cette plaque au cimetière. Si nous devons classer le patrimoine du Bic, on ne le définirait pas comme un témoin fort du régime seigneurial comme dit Thuot à propos d'autres anciennes seigneuries<sup>118</sup>. Mais l'on sent que l'héritage du Bic est plutôt de l'ordre de l'intime.

## Conclusion

Le Bic est un espace particulier. Avant notre ère, les événements climatiques ont formé une terre qui a longtemps résisté aux pionniers et qui, aujourd'hui encore, fascine les résidents et marcheurs qui explorent les reliefs et forêts bicoises. La question de recherche est en lien avec cette maîtrise des sols et la définition qu'on lui donnerait par la suite : est-ce que le développement tardif de la seigneurie du Bic, effectué sous l'ère de la dernière lignée seigneuriale anglophone, a défini cette terre comme un espace de villégiature qui continue d'exister à travers différents marqueurs mémoriaux ?

Notre hypothèse intégrait les difficultés de développer le sol du Bic avant la mise en valeur, tardivement effectuée par les Campbell. Et que ces derniers ont apporté l'élément de villégiature qui leur est propre suite de l'abolition du régime seigneurial et ces visites annuelles seraient le marqueur mémoriel de la famille jusqu'à aujourd'hui. Ces hypothèses sont en partie vérifiées et les informations de notre étude viennent compléter ces réponses. Pour ce qui est du développement du territoire, il a été rendu difficile à cause de la topographie,

---

118. Jean-René Thuot, « L'imaginaire seigneurial : les points de convergence entre recherche fondamentale, initiatives, touristiques et mémoire communautaires », dans Benoît Grenier et Michel Morissette, dir, *Nouveaux regards*, p. 369.

mais aussi en raison de l'isolation. Si le Bic n'a pu être développé, c'est en grande partie, car il est difficile d'accès par la route jusque dans les années 1820-1830. L'étude a montré que ce sont les Campbell qui ont sorti cet espace de la stagnation avec l'aide d'entrepreneurs extérieurs comme les frères Price. Par leurs actions, notamment celles d'Archibald Campbell, ils ont permis le développement du Bic.

Pour ce qui est de la villégiature, la fin du régime seigneurial fait partie intégrante d'un processus déjà en marche. Nous en avons peu d'exemple au Bic, mais La Malbaie et Kamouraska sont des cas comparaison intéressants par leurs situations géographiques et topographiques. Les invitations envoyées par les seigneurs de La Malbaie et de Kamouraska pour partager des vacances dans ces territoires pittoresques et cela, avant 1854, est un fait que l'on peut imaginer au Bic car ce dernier possède les caractéristiques naturelles pour être lieu de villégiature. Il est fort probable qu'Archibald Campbell, étant notaire du roi à Québec, ait pu inviter des personnes au manoir seigneurial. Douglas Cann, dont la mère était la cousine d'Elsie Reford autre grande villégiatrice, confirme qu'on vient au Bic notamment pour les activités de pêches, les randonnées, et pour prendre du plaisir. Si l'abolition du régime seigneurial n'est pas le facteur déclencheur de la villégiature, elle a néanmoins participé à la popularisation de cette pratique désormais pratiquée par les bourgeois qui prennent le pas, en matière de développement des stations touristiques, sur l'ancienne élite aristocratique tout en lui étant parfois liés.

L'élément de villégiature chez les descendants de Campbell est prépondérant par rapport aux autres aspects seigneuriaux à la suite de l'abolition. Ils vendent les titres et rentes constituées, mais gardent des attaches foncières et mobilières pour pouvoir revenir à leur guise. C'est alors qu'on peut analyser l'importance de cette terre, de ce qu'elle représente. Quand Douglas Cann raconte le Bic, plusieurs valeurs en ressortent : un mélange d'amour, de plaisir, d'histoire et une conscience environnementale.

Il est éloquent d'observer le développement du fief qui s'apparente presque à du mysticisme. C'est ce qui transparaît quand on analyse les différentes difficultés de développement et ce qu'il en est aujourd'hui. Et le parc du Bic est un bon exemple. Oui, l'ambition est de protéger la faune et la flore intérieure, mais quelque part, l'objectif recherché n'est-il pas de sauvegarder cette mysticité qui caractérise le Bic ? Et l'on peut observer comment les hommes ont cherché à maîtriser cette terre à travers les expositions photographiques de la maison Feindel, démontrant la difficulté qu'imposa cette topographie.

Cette étude sur la question de la villégiature permet de penser que différents travaux pourraient être faits à ce propos. Il est tout-à-fait possible d'utiliser un système d'information géographique (SIG) pour observer l'évolution de la villégiature dans l'espace Bicois. Plusieurs sujets sont analysables : recenser et situer les hôtels, les auberges, les restaurants et les activités touristiques. Dès lors, il est possible de mieux visualiser l'essor de la villégiature du Bic dans l'espace, dans l'économie, et cet exemple peut être applicable à l'ensemble des anciens fiefs qui ont une visée touristique suite à l'abolition du régime seigneurial.

**TITRE:** SEIGNEURS MARCHANDS, ABOLITION ET MÉMOIRE : LE CAS DE LA SEIGNEURIE D'AUBERT-GALLION

**AUTEUR:** FRÉDÉRIK GOSSELIN, UNIVERSITÉ DE SHERBROOKE

**PUBLICATION:** LE RÉGIME SEIGNEURIAL AU QUÉBEC : FRAGMENTS D'HISTOIRE ET DE MÉMOIRE

**PAGES:** 105 - 124

**DIRECTION :** BENOÎT GRENIER AVEC LA COLLABORATION D'ALAIN LABERGE ET DE STÉPHANIE LANTHIER

**ISBN:** 978-2-7622-0361-5

**URI:** [HTTP://HDL.HANDLE.NET/11143/16421](http://hdl.handle.net/11143/16421)

**DOI:** [HTTPS://DOI.ORG/10.17118/11143/16421](https://doi.org/10.17118/11143/16421)

# SEIGNEURS MARCHANDS, ABOLITION ET MÉMOIRE : LE CAS DE LA SEIGNEURIE D'AUBERT-GALLION

Frédéric Gosselin, candidat à la maîtrise en histoire, Université de Sherbrooke.

Établi dès les débuts de la Nouvelle-France, le régime seigneurial, calqué sur les institutions françaises, est le principal moteur de développement durant les premières décennies de la colonie. Que ce soit pour mettre en valeur un nouveau territoire ou pour développer des activités commerciales, ce système foncier permet une croissance constante, mais inégale du territoire. Ainsi, les terres aux abords du fleuve Saint-Laurent sont les premières à être développées alors que les seigneuries dans l'est du Québec se caractérisent par un développement plus tardif<sup>1</sup>. Par ailleurs, le développement intensif à l'intérieur des terres, dont la région de la Beauce, ne s'effectuera qu'à la fin du régime français et surtout durant le régime britannique<sup>2</sup>. À ce titre, bien des seigneuries « beauceronnes » ont été concédées aux XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles, mais leur véritable développement ne se réalise qu'au XIX<sup>e</sup> siècle, et souvent sous l'égide de seigneurs anglophones. Par exemple, la seigneurie Aubert-Gallion fut concédée à François Aubert de La Chesnaye, fils de Charles Aubert, le 24 septembre 1736<sup>3</sup>. Selon Joseph Bouchette et plusieurs autres auteurs, cette terre est plutôt concédée directement à l'épouse de François Aubert, soit Marie-Thérèse de La Lande Gayon, d'où le fief tire son nom<sup>4</sup>. Toutefois, c'est sous la famille Pozer au XIX<sup>e</sup> siècle qu'Aubert-Gallion connaît un véritable essor démographique et économique. Le poids mémoriel des Pozer est donc plus récent et plus imposant que celui des premières familles seigneuriales.

Sur le plan géographique, cette seigneurie fait face au fief voisin Aubin de l'Isle. Bouchette vante les mérites naturels d'Aubert-Gallion, exposant ainsi des « vastes pièces d'excellentes prairies<sup>5</sup> » de même que du « bois de construction de bonne qualité<sup>6</sup> ». Concrètement,

---

1. Benoît Grenier, *Seigneurs campagnards de la Nouvelle France: présence seigneuriale et sociabilité rurale dans la vallée du Saint-Laurent à l'époque préindustrielle*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2007, p. 17.

2. Serge Courville, Pierre C. Poulin et Barry Rodrigue, dir. *Histoire de Beauce-Etchemin-Amiante*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 2003, p. 118.

3. *Ibid.*

4. Joseph Bouchette, *Description topographique de la province du Bas Canada : avec des remarques sur le Haut Canada et sur les relations des deux provinces avec les États-Unis de l'Amérique*, W. Faden, Londres, 1815, p. 521.

5. *Ibid.*

6. *Ibid.*

la concession seigneuriale se situe à proximité de la rivière Chaudière. Plus au sud, les Appalaches forment une frontière naturelle entre le territoire canadien et américain<sup>7</sup>. Cette chaîne de montagnes dicte en quelque sorte l'établissement de la population et les secteurs d'activités. Ainsi, le sud est particulièrement boisé et montagneux, ce qui constitue un frein à l'exploitation agricole. C'est l'une des raisons pour lesquelles les habitants plus au nord de cette région seront essentiellement agriculteurs, activité favorisée par une idéologie dominante et par certaines plaines fertiles propices aux cultivateurs<sup>8</sup>.

Aubert-Gallion dispose également d'une caractéristique intéressante ; elle fut la possession de seigneurs anglophones émanant d'une classe marchande alors en pleine expansion après la Conquête. Soulignons d'entrée de jeu que le début du régime anglais permet une « marchandisation » de la propriété seigneuriale. Ainsi, nombre de marchands anglais ou écossais vont s'insérer dans le monde seigneurial en achetant des fiefs afin de faire fructifier leur investissement ou encore pour des questions de prestige. Sachant que deux des seigneurs d'Aubert-Gallion sous le régime britannique proviennent de la classe marchande, comment ce groupe social s'introduit-il dans les engrenages de la seigneurie d'Aubert-Gallion et comment celle-ci se distingue-t-elle des autres seigneuries « marchandes » tout au long de l'existence de la seigneurie et postérieurement à l'abolition de 1854 ? Nous soutenons ainsi que les seigneurs anglophones s'accaparent Aubert-Gallion pour des raisons différentes de telle sorte qu'il est difficile de façonner un modèle précis du seigneur marchand<sup>9</sup>. William Grant semble faire l'achat de la seigneurie pour une accumulation de titres alors que George Pozer met l'accent sur le développement de la seigneurie<sup>10</sup>.

De plus, la comparaison avec d'autres propriétaires marchands permet d'attester de l'unicité des intentions de chaque seigneur, et ce, même après la disparition du régime seigneurial<sup>11</sup>. En examinant brièvement le parcours d'autres seigneurs marchands, il sera possible de conclure à une multitude de voies possibles, prouvant ainsi qu'il est impossible de définir un modèle unique du seigneur marchand. Par ce fait, l'histoire d'Aubert-Gallion ne se distingue pas des autres seigneuries achetées par des marchands anglais, car chaque seigneur est porteur des motivations différentes<sup>12</sup>. L'abolition du régime seigneurial en 1854 pousse les Pozer à s'orienter vers le monde municipal en raison de l'influence de la famille au sein

---

7. Courville, *Histoire de Beauce-Etchemin-Amiante*, p. 27.

8. *Ibid.*, p. 30.

9. Fernand Ouellet, « Propriété seigneuriale et groupes sociaux dans la vallée du Saint-Laurent (1663-1840) », *Revue de l'Université d'Ottawa*, vol. 47, n° 1-2 (1977), p. 202.

10. David Roberts, « Grant, William (1744-1805) », *Dictionnaire biographique du Canada* » [en ligne], Consulté le 22 mars 2018, [http://www.biographi.ca/fr/bio/grant\\_william\\_1744\\_1805\\_5F.html](http://www.biographi.ca/fr/bio/grant_william_1744_1805_5F.html) ; Louise Dechêne, « Pozer, George », *Dictionnaire biographique du Canada* » [en ligne], Consulté le 27 janvier 2018, [http://www.biographi.ca/fr/bio/pozer\\_george\\_7F.html](http://www.biographi.ca/fr/bio/pozer_george_7F.html).

11. Denis Vaugeois, *Les premiers Juifs d'Amérique : l'extraordinaire histoire de la famille Hart*, Québec, Septentrion, 2011, 378 p. ; André LaRose, « La seigneurie de Beauharnois 1729-1867, Les seigneurs, l'espace et l'argent », Thèse de doctorat (histoire), Ottawa, Université d'Ottawa, 1987, 685 p. ; Françoise Noel, « La gestion des seigneuries de Gabriel Christie dans la vallée du Richelieu (1760-1845) », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol.40, n° 4, 1987, p. 561-582.

12. Ouellet, « Propriété seigneuriale et groupes sociaux... », p. 202.

de la communauté beauceronne. Il est possible d'y voir un aspect des persistances seigneuriales, car l'ancienne famille seigneuriale demeure influente dans les affaires municipales. La mémoire familiale continue cependant de persister après l'abrogation du régime. Aussi, la disparition de la notion marchande des premiers seigneurs et d'une mémoire favorable à l'endroit des Pozer est palpable au sein des descendants Pozer. Gordon et Charlotte Pozer insistent largement sur la bienveillance de leur famille<sup>13</sup>.

Nous diviserons ce texte en trois parties. La première explore l'intrusion des seigneurs anglophones dans le système seigneurial, suivi d'un court historique sur les principaux seigneurs d'Aubert-Gallion. La deuxième partie examine l'impact de la loi d'abolition du régime seigneurial en 1854 sur le fief des Pozer. Enfin, la mémoire des descendants Pozer sera mise à profit dans la dernière partie, en comparant leur mémoire avec les données historiques et en établissant des liens entre celles-ci.

## La mutation de la classe seigneuriale après la Conquête

La victoire des Britanniques lors la guerre de Sept Ans change considérablement la composition ethnique et démographique de la province. La période d'occupation militaire (1759-1764) jette un voile d'incertitude sur l'avenir de la classe seigneuriale et du régime foncier en tant que tel. À cet égard, nombreux sont les propriétaires de fiefs qui vont se départir de leurs biens fonciers au profit de marchands anglais<sup>14</sup>. Ceux-ci vont graduellement percevoir l'acquisition de terres comme un revenu d'appoint parmi bien d'autres activités dont le commerce ou la spéculation financière. La question du prestige lié au titre de seigneur n'est également pas à négliger<sup>15</sup>. Pourtant, la composante bourgeoise du groupe seigneurial est déjà attestée sous le régime français comme le souligne Alain Laberge : « Cet intérêt tardif pour des fiefs à vocation agricole (car il ne faut pas oublier que des marchands ont possédé des seigneuries en dehors de la vallée laurentienne rurale comme en Gaspésie) révèle l'émergence de motivations économiques chez les marchands acquéreurs, intérêt qui ira en s'accroissant dans les décennies qui suivront les aveux et dénombrements<sup>16</sup> ». Laberge démontre également que la superficie des seigneuries selon la classe des seigneurs en 1725 atteste de l'existence de seigneurs marchands, bien que les nobles constituent la classe possédant la plus grande superficie de terre<sup>17</sup>.

---

13. Entretien 2017-04 avec Charlotte Pozer-Gamble, Saint-Georges de Beauce, 1<sup>er</sup> août 2017 ; Entretien 2017-06 avec Gordon Pozer, Saint-Georges de Beauce, 1<sup>er</sup> août 2017.

14. Benoît Grenier, *Brève histoire du régime seigneurial*, Montréal, Boréal, 2012, p. 157.

15. *Ibid.*, p.156.

16. Alain Laberge, Jacques Mathieu et Lina Gouger, *Portraits de campagnes: la formation du monde rural laurentien XVIII<sup>e</sup> siècle*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2010, p. 83.

17. *Ibid.*, p. 103.

En fait, la classe seigneuriale à l'époque française est déjà plus hétérogène qu'homogène. D'abord, le titre de seigneur, bien que prestigieux, n'accorde théoriquement aucun avancement vers la noblesse. Pensons également à la présence de seigneurs issus de la classe paysanne<sup>18</sup>. Enfin, le dynamisme bourgeois est autant à l'honneur sous le régime français ; la vente et la spéculation des terres étant chose courante<sup>19</sup>. Ainsi, la transition vers le régime anglais ressemble davantage à une mutation qu'à une rupture radicale. Ce sont les petits et grands marchands anglais qui vont devenir, en partie, les prochains seigneurs ; l'évolution viendrait donc surtout de cette nouvelle composante ethnique.

Ce sont cependant les militaires anglais arrivés à la Conquête qui sont les premiers à s'insérer dans le monde seigneurial. À titre d'exemple, le gouverneur Murray achète sept fiefs durant son mandat<sup>20</sup>. Les administrateurs anglais seront poussés à tisser des liens avec les marchands britanniques qui vont rapidement accaparer de nouvelles terres<sup>21</sup>. Aussi, l'ancienne noblesse française qui demeure propriétaire de plusieurs seigneuries sera certes, bousculée par ces nouveaux venus, mais réussit pendant un certain temps à protéger ses intérêts fonciers. Le changement de régime n'apparaît donc pas brutal en ce qui concerne le mode de tenure et les anciennes élites francophones continuent à jouer un rôle important dans la survie de ce système<sup>22</sup>.

Au début du XIX<sup>e</sup> siècle, la survie du régime seigneurial devient de plus en plus précaire. Ainsi, le système de franc et commun socage, ou *townships*, établi par l'Acte constitutionnel de 1791 est l'une des premières mesures visant à restreindre le régime seigneurial<sup>23</sup>. L'augmentation de la population canadienne-française et la saturation des terres seigneuriales font en sorte que beaucoup de paysans s'orientent progressivement vers les terres en franc et commun socage et donc vers les townships. Cette situation inquiète les élites canadiennes-françaises qui y voient une attaque contre leur patrimoine identitaire<sup>24</sup>. Pour leur part, les marchands anglais ne favorisent pas nécessairement les townships, car le marché des seigneuries peut s'avérer fort lucratif. Les marchands anglais semblent s'inscrire graduellement dans la dynamique seigneuriale. À titre d'exemple, la spéculation des terres seigneuriales et l'octroi de prêts permettent à Aaron Hart d'acquérir un patrimoine foncier important dans la région de Trois-Rivières<sup>25</sup>. La question d'un revenu peu substantiel, mais constant, semble être à l'origine des motivations du marchand juif<sup>26</sup>. Comme nous le verrons, la seigneurie d'Aubert-Gallion ne fait donc pas exception à ce constat et s'insère direc-

---

18. Grenier, *Brève histoire du régime seigneurial*, p. 121-122.

19. Cameron Nish, « La bourgeoisie et le système seigneurial », *L'Actualité économique*, vol. 43, n° 3, 1967, p. 509.

20. Ouellet, « Propriété seigneuriale et groupes sociaux... », p. 198.

21. Roberts, « Grant, William (1744-1805) ».

22. Ouellet, « Propriété seigneuriale et groupes sociaux... », p. 208.

23. Grenier, *Brève histoire du régime seigneurial*, p.152.

24. Gérald Bernier et Daniel Salée, « Appropriation foncière et bourgeoisie marchande : éléments pour une analyse de l'économie marchande du Bas-Canada avant 1846 », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 36, n° 2, 1982, p. 168.

25. Vaugeois, *Les premiers Juifs d'Amérique...*, p.73.

26. *Ibid.*, p. 131.

tement dans cette logique commerciale accentuée par la conquête anglaise. William Grant et George Pozer, propriétaires successifs de la seigneurie, participent à cet intérêt pour la propriété foncière dans la nouvelle colonie, chacun disposant de caractéristiques qui leur sont propres.

## Le désintérêt de William Grant

William Grant est né le 15 juin 1744 à Blairfindy en Écosse. Dès le début du régime anglais, Grant s'embarque vers la nouvelle colonie en vue d'établir des relations commerciales et y faire des investissements. Rapidement, il s'intéresse à la spéculation et à la traite des fourrures<sup>27</sup>. Il accumule ainsi une fortune qui lui permet de se procurer des terres et des propriétés partout dans la colonie. À cet effet, pensons à l'achat de la « seigneurie » de Saint-Roch ou encore à l'acquisition du château Ramezay pour 275 000 livres<sup>28</sup>. Incontestablement, Grant fait partie de cette classe de grands marchands britanniques qui profite de la paix et de l'ouverture du nouveau marché que représente l'ancienne colonie française. Ce groupe social va chercher au fil des années à promouvoir ses intérêts face aux décideurs politiques de la colonie. En fait, les nouvelles élites politiques et les marchands anglais et écossais entretiennent une certaine proximité les uns envers les autres, afin de défendre les intérêts de chacun<sup>29</sup>. C'est pourquoi Grant passe plusieurs années de sa vie dans la fonction publique. Son objectif premier : « [...] la mise en place d'un gouvernement représentatif et d'une réglementation du commerce impérial qui favoriserait les marchands de la colonie<sup>30</sup> ».

Grant acquiert la seigneurie d'Aubert-Gallion en 1768 pour 100 livres. Cet achat s'insère dans une longue suite d'acquisition de propriétés. À cette époque, Aubert-Gallion est sous-développée, comme en témoigne sa faible valeur de revente. Il est difficile d'affirmer hors de tout doute les intentions de Grant quant à cet achat. Pensait-il en faire un investissement rentable à l'avenir ? Le fait que Grant ne fasse arpenter cette seigneurie qu'en 1797 laisse croire que celle-ci n'occupait guère d'importance dans ses affaires. S'agissait-il dans ce cas d'une question de prestige ? En 1768, il se marie avec Marie-Anne-Catherine Fleury Deschambault. Cette union lui permet d'acquérir la seigneurie de Longueuil, alors que cette terre porte le titre de baronnie<sup>31</sup>. Grant est donc le propriétaire de seigneuries bien plus développées et conséquemment plus prestigieuses ; peut-être que l'accumulation de titres entre en ligne de compte, étalant ainsi ses titres<sup>32</sup>.

---

27. Roberts, « Grant, William (1744-1805) ».

28. *Ibid.*

29. Grenier, *Brève histoire du régime seigneurial*, p. 147.

30. *Ibid.*, p. 148.

31. Alex Tremblay-Lamarche, « La stabilisation et la créolisation de la présence seigneuriale britannique dans la vallée du Saint-Laurent, 1790-1815 », dans Benoît Grenier et Michel Morissette, dir., *Nouveaux regards en histoire seigneuriale au Québec*, Québec, Septentrion, 2016, p. 260.

32. *Ibid.*, p. 261.



Il est certain cependant que, pour Grant, l'achat des terres a une fonction économique : cela lui permet d'avoir un revenu continu, alors que ses principales activités se situent dans les droits de pêche et la spéculation<sup>33</sup>. À cet égard, le parcours d'Alexander Ellice mérite d'être mentionné en raison du cheminement similaire entre les deux Britanniques. Marchand écossais arrivé à Montréal en 1776, il acquiert rapidement une fortune en spéculant sur la propriété foncière à la fois aux États-Unis et dans la nouvelle colonie anglaise<sup>34</sup>. L'appropriation terrienne pour ces deux seigneurs semble donc avoir une visée spéculative d'abord et de prestige par la suite. Par exemple, la seigneurie de Beauharnois est bien peu développée à l'époque et donc peu prestigieuse. C'est l'effort de peuplement qui rendra la seigneurie rentable ultérieurement<sup>35</sup>. De plus, l'augmentation du prix du blé favorise l'expansion de nouvelles terres en vue d'une exportation par les marchands. Le désir d'accroître leurs avoirs par l'agriculture devient une motivation de plus en plus présente à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle<sup>36</sup>.

## Développement et peuplement sous les Pozer

La mort de William Grant en 1805 provoque la mise aux enchères d'Aubert-Gallion en raison d'une faillite<sup>37</sup>. En 1807, Jean George Pozer se porte acheteur de la seigneurie d'Aubert-Gallion pour la somme de 550 livres. La faible augmentation de la valeur entre 1768 et 1805 prouve que le fief ne fut pas l'objet d'un développement intensif sous le seigneur Grant<sup>38</sup>. Le tout va changer considérablement avec l'arrivée de Jean George Pozer (1752-1848) comme propriétaire. C'est sous son impulsion et celle de son fils que la seigneurie va connaître un essor démographique et économique. Pourtant, Pozer provient d'un milieu relativement semblable à Grant : marchand d'origine allemande, Pozer s'installe d'abord à New York comme épicier avant de s'établir à Québec en 1785. Graduellement, ce dernier fait fortune dans l'import-export de bois ainsi que dans la spéculation et l'octroi de prêts<sup>39</sup>. Cela lui permet d'acquérir plusieurs propriétés immobilières dans la ville de Québec de même que la seigneurie de Saint-Étienne dans la région de la Beauce<sup>40</sup>.

En 1817, Pozer tente de développer Aubert-Gallion en invitant des colons allemands sur ses terres à ses frais afin d'y cultiver du chanvre<sup>41</sup>. La production de cette plante étant encouragée par les autorités, Pozer espère sans doute accroître la production de sa nouvelle seigneu-

---

33. Roberts, Grant, « William (1744-1805) ».

34. André LaRose, « La seigneurie de Beauharnois 1729-1867, Les seigneurs, l'espace et l'argent », Thèse de doctorat (histoire), Université d'Ottawa, 1987, p. 90.

35. *Ibid.*, p. 92-93.

36. Tremblay-Lamarche, « La stabilisation et la créolisation... », p. 255.

37. Dechêne, « Pozer, George ».

38. Courville, *Histoire de Beauce-Etchemin-Amiante*, p. 186.

39. *Ibid.*

40. Dechêne, « Pozer, George ».

41. *Ibid.*

rie<sup>42</sup>. Cependant, l'implantation pour ces colons sera difficile, d'autant plus qu'un accident provoque un incendie et plusieurs de ses compatriotes décèdent ou quittent la seigneurie<sup>43</sup>. Ce fait n'est pas unique en soi, car d'autres seigneurs dont John Nairne ou Alexandre Fraser tentent d'établir dans leur seigneurie une population à leur image<sup>44</sup>. L'expérience de Pozer n'est pas singulière à l'échelle de la colonie et nous renseigne sur les motivations des seigneurs non francophones. Pour ces derniers, la nouvelle colonie anglaise semble symboliser une nouvelle opportunité pour leurs compatriotes.

Jean George Pozer résidera à quelques reprises dans sa seigneurie d'Aubert-Gallion à la différence de Grant. Ce point qui les distingue est peut-être l'élément qui permet de comprendre le développement un peu plus poussé par George Pozer et surtout par son fils William par la suite<sup>45</sup>. Par exemple, le premier manoir seigneurial est construit sous William Pozer durant les années 1830<sup>46</sup>, alors que le moulin à farine est édifié par George vers 1818<sup>47</sup>. La clé pour expliquer une croissance soutenue dans la seigneurie semble être la présence du seigneur ou d'un agent vivant sur place, car les deux individus ont tout intérêt à faire fructifier leurs possessions. En effet, lorsque l'on compare la seigneurie d'Aubert-Gallion avec les seigneuries des Christie dans le Haut-Richelieu, la présence d'un acteur-clé sur place est essentielle : la famille Christie ne résidera jamais sur la seigneurie et transférera la gestion à un agent sur place<sup>48</sup>. Pourtant, les seigneuries de Bleury, Sabrevois, Noyan connaîtront une expansion rapide, et ce, malgré l'absence du seigneur<sup>49</sup>. L'élément à retenir est la présence chez les Pozer et les Christie d'un membre (seigneur ou agent) dont l'objectif premier est le développement du fief. Cette notion est manquante dans le parcours de Grant et explique peut-être la faible croissance d'Aubert-Gallion sous son joug.

---

42. *Ibid.*

43. Claude Kaufholtz-Couture, « Une colonie allemande en Beauce autour d'un projet de culture du chanvre », *Cap-aux-Diamants*, n° 109, 2012, p. 16.

44. Tremblay-Lamarche, « La stabilisation et la créolisation... », p. 267.

45. Courville, *Histoire de Beauce-Etchemin-Amiante*, p. 187.

46. *Ibid.*, p. 189-190.

47. Philippe Angers, *Les seigneurs et premiers censitaires de St. Georges-Beauce et la famille Pozer*, Beauceville, L'Éclaireur limitée, 1927, p. 15.

48. Françoise Noël, « La gestion des seigneuries de Gabriel Christie... », p. 565.

49. *Ibid.*, p. 563.



**Photo 17 – Ruines du moulin seigneurial sur la rivière Pozer**

Il ne semble donc pas y avoir de schémas explicatifs quant aux décisions des seigneurs marchands : ceux-ci vont agir différemment selon les besoins et les fluctuations du marché et de leurs seigneuries. L'activité marchande des seigneurs Pozer va graduellement s'estomper au fil du temps. Si le fils de George Pozer, Jacob, poursuit la même voie que son père en œuvrant dans l'import-export, c'est son dernier fils William qui deviendra le nouveau seigneur<sup>50</sup>. Celui-ci va demeurer dans la seigneurie de façon permanente. Pour autant, le commerce et le sens du développement ne semblent pas lui avoir échappé. En effet, il se préoccupe de la croissance de la seigneurie tant au niveau démographique que commerciale. Après l'échec du peuplement allemand, il tente d'attirer des colons canadiens-français<sup>51</sup>, encourage les voies de communication avec la route justinienne et plus tard la route Kennebec qui reliera les États-Unis à la ville de Québec<sup>52</sup>.

## **Persistance légale de la tenure seigneuriale dans Aubert-Gallion**

Le fief des Pozer s'insère dans le contexte d'abolition et le cadastre abrégé de la seigneurie de même que les rapports du SNRSS nous permettent d'élaborer quelques pistes de réflexion sur la situation dans la seigneurie à cette époque charnière. La lecture du cadastre de

50. Angers, *Les seigneurs et premiers censitaires de St. Georges-Beauce et la famille Pozer*, p. 28.

51. Roger Bolduc, *Saint-Georges : d'hier et aujourd'hui. Saint-Georges de Beauce*, 1969, p. 19.

52. Honorius Provost, *Chaudière-Kennebec : grand chemin séculaire*, Québec, Éditions Garneau, 1974, p. 274.

1857 réalisé par le commissaire Joseph-E. Turcotte éclaircit deux éléments majeurs de l'histoire de la seigneurie. D'abord, la composante multiethnique de la seigneurie est déjà effacée; les censitaires étant majoritairement d'ascendance française, outre les familles Munkell et Kahle, d'origine allemande<sup>53</sup>. Aussi, la dimension religieuse est visible dans ce cadastre puisqu'une concession est faite à l'évêque de Québec<sup>54</sup>. Ce fait est largement documenté dans les monographies locales où le seigneur Pozer offre des terres à l'église locale à même son domaine seigneurial. Ce dernier est délimité en 1854 à 18 524 arpents<sup>55</sup>. Il est sans doute possible que ce soit à partir de ce domaine que Charlotte Pozer évoque dans son témoignage un don de terre à l'hôpital local<sup>56</sup>.

Soulignons d'entrée de jeu qu'en 1940, la seigneurie est morcelée en quatre parties, comme le démontrent les quatre rapports pour les quatre réclamations demandées au SNRSS. Globalement, la valeur des cens et rentes était de 7497,50 \$ en 1857 alors que ce montant total sera de 6253,07 \$ en 1941<sup>57</sup>. Cette faible différence de valeur signifie que peu de gens ont racheté leurs rentes constituées et conséquemment que plusieurs des anciens censitaires s'acquittent encore de leurs rentes en 1941. Le tronçon de terre détenu par Peter William Langlois semble être la plus importante comme l'indique la compensation monétaire de 3539,53\$ à son égard<sup>58</sup>. Soulignons également que les héritiers de ce dernier possèdent des droits de propriété sur la seigneurie Saint-Étienne en Beauce<sup>59</sup>.

Les rapports du SNRRS sont peu loquaces en ce qui concerne la localisation des divisions au sein de la seigneurie. Seule une d'entre elles échappe aux mains des Pozer et devient propriété de Joseph Gagnon, marchand de Saint-Georges de Beauce. Ce même rapport d'octobre 1940 est le seul qui décrit l'emplacement du lot dans la seigneurie, soit la concession Saint-Guillaume, les 18 premiers numéros de la concession St-Jean Baptiste et une partie du premier rang<sup>60</sup>. Ce dernier acquiert sa partie de fief simplement par l'achat de ce terrain aux exécuteurs testamentaires de la veuve de William Milbourn Pozer, Mary Georgiana Pozer<sup>61</sup>. La seconde part datant de juillet 1941 est revendiquée par Peter William Langlois. Il conserve son titre de propriété de sa mère Barbara Johanna Pozer qui elle-même le détient de son frère Henry Christian Pozer<sup>62</sup>. Celui-ci est le fils de William Pozer, deuxième seigneur

---

53. *Cadastres abrégés des seigneuries de Québec, Montréal, Trois-Rivières et de la Couronne*, Québec, Derbishire et Desbarats, 1864, 7 volumes : seigneurie Aubert-Gallion.

54. *Ibid.*

55. *Ibid.*

56. Entretien 2017-04 avec Charlotte Pozer-Gamble, Saint-Georges de Beauce, 1<sup>er</sup> août 2017.

57. BANQ-Québec, E39, S100, SS1, Fonds Syndicat national du rachat des rentes seigneuriales, Seigneurie Aubert Gallion.

58. *Ibid.*

59. *Ibid.*

60. *Ibid.*

61. *Ibid.*

62. BANQ-Québec, E39, S100, SS2, Fonds Syndicat national du rachat des rentes seigneuriales, Seigneurie Aubert Gallion.

d'Aubert-Gallion et d'Ann Milbourn. Il possède ainsi près de la moitié de l'ancienne seigneurie<sup>63</sup>. La troisième requête date de novembre 1941 et résulte de la demande d'Ethel Jean Pozer qui sollicite 416,67 \$ pour ses droits seigneuriaux. Cette dernière est la fille de David Gordon Pozer qui acquiert l'héritage après la mort de son frère George Robert Pozer, lui-même frère de William Milbourn Pozer<sup>64</sup>. La dernière réclamation (août 1941) provient de la succession de la veuve John Adolphus Pozer, M. Victoria Isabella Elliott. Le montant de cette requête est de 416,70 \$. La succession obtient donc ce titre de propriété directement de John Adolphus Pozer qui l'acquiert de son frère George Robert Pozer<sup>65</sup>.

À la lumière des renseignements obtenus lors du témoignage de Charlotte Gamble Pozer et de Gordon Pozer, ces derniers affirment que leur grand-père, George Alfred Pozer a agi à titre de seigneur<sup>66</sup>. Pourtant, celui-ci n'apparaît nulle part dans la transmission des titres de propriété de la seigneurie selon les rapports du SNRRS. George Alfred Pozer est le fils de William Milbourn Pozer, qui est considéré comme le dernier seigneur d'Aubert-Gallion. Il est possible que George Alfred Pozer ait pu agir à titre de seigneur par intérim dans l'une des quatre divisions mentionnées plus haut. Au début du XXe siècle, la municipalité d'Aubert-Gallion est érigée et la fonction de maire semble importer davantage aux chroniqueurs locaux, comme en témoigne l'absence complète de George Alfred Pozer dans les ouvrages d'histoire locale<sup>67</sup>.

### **Réorganisation des activités du seigneur et introduction au monde politique**

La sédentarisation de la famille Pozer semble avoir imposé un nouveau mode de vie. À partir de la troisième génération, l'activité marchande est délaissée, du moins pour les membres de la famille qui nous intéressent, au profit de la mairie locale. À titre d'exemple, le troisième seigneur d'Aubert-Gallion, William Milbourn Pozer sera maire en 1864-1865 ; son frère George Pozer le sera de 1872 à 1874<sup>68</sup>. Il est difficile d'affirmer hors de tout doute l'impact qu'a eu la loi sur la résiliation du régime seigneurial sur les activités des seigneurs Pozer. Est-ce en raison de cette loi que de nombreux membres de la famille se tournent vers les fonctions politiques plutôt que les activités purement marchandes ? La municipalité d'Aubert-Gallion est érigée le 11 décembre 1856 par l'impulsion de l'abbé Antoine Campeau, en plein dans le contexte d'abolition du régime<sup>69</sup>. Il est possible que le rôle de seigneur perde simplement

---

63. *Ibid.*

64. *Ibid.*

65. BANQ-Québec, E39, S100, SS1, Fonds Syndicat national du rachat des rentes seigneuriales, Seigneurie Aubert Gallion.

66. Entretien 2017-04 avec Charlotte Pozer-Gamble, Saint-Georges de Beauce, 1<sup>er</sup> août 2017.

67. Bolduc, *Saint-Georges : d'hier et aujourd'hui. Saint-Georges de Beauce*, p. 191.

68. Vézina, *Histoire de Saint-Georges de Beauce*, p. 113.

69. Bolduc, *Saint-Georges : d'hier et aujourd'hui. Saint-Georges de Beauce*, p. 46.

de son importance et de son prestige au profit de la mairie<sup>70</sup>. On se doute que les seigneurs détenant des rentes constituées jouissent de ce revenu de façon secondaire, ce qui peut expliquer ce changement d'occupation<sup>71</sup>.

Une situation similaire est palpable chez les Fraser dans la nouvelle municipalité de Rivière-du-Loup (1850)<sup>72</sup>. Cette famille possède la seigneurie grâce à son acquisition par Alexandre Fraser en 1802. Tout comme Aubert-Gallion, la seigneurie de Rivière-du-Loup se caractérise par son peuplement tardif, en raison d'un sol peu propice à l'agriculture. Dès l'abolition du régime seigneurial, les Fraser investissent ces nouveaux lieux de pouvoir que sont les municipalités. Quelques-uns des Fraser occupent la fonction de maire durant la deuxième moitié du XIX<sup>e</sup> siècle. À l'instar du seigneur qui bâtit des moulins ou des chapelles pour ses habitants, les Fraser construisent une église paroissiale en 1855 à même leur domaine<sup>73</sup>. Il est intéressant de voir que les Pozer agissent sensiblement de la même façon; les deux témoignages étudiés nous renseignent sur un don de terre de leur grand-père afin d'ériger une église et un hôpital<sup>74</sup>. Les détenteurs de pouvoir, du moins dans ces cas-ci, ne font que changer de titre. L'abolition du régime seigneurial est davantage une transition qu'une rupture et les anciennes élites deviennent les nouvelles élites. L'influence que possède la famille seigneuriale facilite la liaison vers le monde municipal. Cette dichotomie présente en quelque sorte une jonction entre tradition et modernité, sous la forme de seigneur/seigneurie par opposition à maire/municipalité.

L'analyse des rapports du SNRRS démontre à la fois l'état de la seigneurie en 1854 et l'impact qu'a pu avoir la loi sur l'abolition du régime seigneurial sur Aubert-Gallion. Le fief est divisé en quatre dont trois demeurent sous l'autorité de la famille Pozer. Toutefois, l'abolition des droits et des rentes seigneuriales force la famille seigneuriale à réorganiser ses activités afin de continuer à prospérer. L'influence qu'exercent les Pozer les pousse naturellement à occuper des fonctions de pouvoir, notamment au sein de la mairie de Saint George de Beauce. La prépondérance des Pozer dans les affaires de la nouvelle municipalité au-delà de 1854 suggère une persistance de la culture seigneuriale postérieure à son abolition. Cette notion est importante, car le témoignage des descendants des Pozer retient davantage l'implication municipale que le passé seigneurial<sup>75</sup>.

---

70. Michel Morissette, « L'argent et la propriété seigneuriale de 1854 à 1930 : qui sont les gagnants du processus d'abolition », dans Benoît Grenier et Michel Morissette, dir., *Nouveaux regards...*, p. 319.

71. *Ibid.*, p. 318.

72. Benoît Grenier et Michel Morissette, « Propriétés et propriétaires seigneuriaux dans l'est du Québec entre 1854 et le milieu du XX<sup>e</sup> siècle : le cheminement comparé de l'île d'Anticosti et de Rivière-du-Loup », dans Harold Bérubé et Stéphane Savard, dir., *Pouvoir et territoire au Québec depuis 1850*, Québec, Septentrion, 2017, p. 51.

73. *Ibid.*, p. 54.

74. Entretien 2017-06 avec Gordon Pozer, Saint-Georges de Beauce, 1<sup>er</sup> août 2017.

75. *Ibid.*

# Les témoignages des descendants Pozer et la mémoire familiale

## Source orale et distinction entre mémoire et histoire

Il est nécessaire de présenter d'abord l'apport que représentent les sources orales pour la compréhension du passé. Comme les sources orales proviennent du vécu d'individus particuliers, ce type d'information a longtemps été boudé par les historiens et les historiennes en raison de leur subjectivité<sup>76</sup>. L'oralité produit davantage une mémoire qu'une histoire scientifique à proprement parler. C'est pourquoi il convient de distinguer histoire et mémoire avant d'aborder de front la mémoire des descendants des Pozer.

Les sources orales sont essentielles, car elles peuvent nous renseigner sur certains aspects qui ne sont pas couverts par les études historiques. Soulignons la dichotomie qui existe entre histoire et mémoire. L'histoire est perçue comme étant la discipline scientifique dont l'objet d'étude est le passé. L'histoire est donc l'expérience rationnelle des humains envers leur passé<sup>77</sup>. Si l'on désigne souvent l'histoire comme étant froide et basée sur la raison, la mémoire est davantage fondée sur l'aspect chaud et sensible du passé. La mémoire fait partie de la construction identitaire de l'individu ; c'est par la mémoire qu'un groupe se remémore le passé et qui devient par le fait même facteur de cohésion au sein de ce groupe. C'est lorsque l'histoire scientifique vient émettre certaines informations contredisant la mémoire qu'une friction se crée<sup>78</sup>. Cette mémoire peut prendre différentes formes, la plus connue étant sans doute la mémoire individuelle, issue des souvenirs d'une personne. Toutefois, il existe d'autres types de mémoires visibles dans notre environnement de tous les jours, dont la toponymie.

## Mémoire et persistance de la seigneurie Aubert-Gallion

L'héritage de la famille Pozer a été marquant pour la municipalité de Saint-Georges de Beauce. Cette famille est perçue, à la fois par les ouvrages des chroniqueurs locaux que par la famille elle-même, comme étant la fondatrice de la ville. La toponymie de la ville de Saint-Georges est éloquente à ce sujet. Notons à titre d'exemple la présence d'une rivière, d'un parc, d'une école et même d'un cimetière portant le nom du fondateur de la municipalité. Le manoir seigneurial de William Milbourn Pozer datant de 1879 est désormais un restaurant

---

76. Vincent Duclert, « Archives orales et recherche contemporaine: Une histoire en cours », *Sociétés & Représentations*, vol. 13, n° 1, 2002, p. 69.

77. Tzvetan Todorov, *Les abus de la mémoire*, Paris, Éditions Arléa, 2015, p. 24.

78. *Ibid.*, p. 28.



populaire dans la région et témoigne de l'existence marquée de cette famille seigneuriale<sup>79</sup>. Pensons également au nom même de la paroisse puis ville de Saint Georges de Beauce (1856), rappelant à la fois le nom de George Pozer et de Saint-Georges, martyr de l'Empire romain<sup>80</sup>.



**Photo 20 – La famille Pozer dans la toponymie de St-Georges**

Cette section sera basée sur les entretiens de Charlotte Pozer Gamble et Gordon Pozer, réalisés par Benoît Grenier et Stéphanie Lanthier le 1<sup>er</sup> août 2017 en Beauce. Descendants directs de la famille seigneuriale, ces deux témoins sont les enfants de Kenneth Pozer et Harriet Philbrick. Charlotte, née en 1932, et Gordon, né en 1938, sont les porteurs d'une mémoire familiale transmise au fil des générations. L'écoute de ces entrevues nous permet d'avancer que la mémoire familiale est plus importante que la mémoire seigneuriale. Par mémoire familiale, nous entendons la mémoire qui concerne uniquement la famille Pozer. En ce sens, les bonnes actions des Pozer, la dynamique familiale, l'interaction avec les habitants de Saint-Georges de Beauce sont mises en exergue, alors que la mémoire seigneuriale est mise de côté. En effet, rarement le nom d'Aubert-Gallion est-il mentionné, outre certains dons de terre. Aussi, l'activité marchande des premiers Pozer fait place à la conception municipale des Pozer. Selon l'entrevue des deux témoins, la mémoire familiale s'opère selon le cadre municipal, c'est-à-dire que Charlotte et Gordon Pozer insistent sur les actions de leur famille comme administrateurs de la ville. Ainsi, leur père qui dirige la mairie de Saint-Georges de

79. Répertoire du patrimoine culture du Québec, (2013), Manoir William-Milburn-Pozer (site web), Consulté le 30 mars 2017, <http://www.patrimoine-culturel.gouv.qc.ca/rpcq/detail.do?methode=consulter&id=92863&type=bien#.Wr6EDi7wbcs>

80. Bolduc, *Saint-Georges : d'hier et aujourd'hui. Saint-Georges de Beauce*, p. 44.



Beauce<sup>81</sup> est davantage reconnu comme étant un maire généreux plutôt qu'un descendant de la famille seigneuriale. Le même type de raisonnement s'applique à Charlotte et Gordon. En effet, ces derniers, bien que reconnus dans la municipalité, ne le sont pas en tant que descendant de la famille seigneuriale, mais plutôt comme fils et fille du maire de l'époque<sup>82</sup>. En somme, nous tenterons de démontrer que la notion marchande des premiers seigneurs s'estompe au profit des activités municipales des Pozer et de leur attitude remémorée comme bienveillante envers la population de Saint George de Beauce. C'est pourquoi la mémoire des descendants Pozer envers leurs ancêtres est davantage visible selon l'optique d'une mémoire familiale que d'une mémoire seigneuriale<sup>83</sup>.



**Photo 18 – Gordon, Charlotte et Dale Pozer, réunis à St-Georges pour livrer leurs témoignages, août 2017.**

La mémoire des descendants des Pozer et des chroniqueurs locaux envers la famille Pozer est positive. Madame Charlotte Pozer le souligne : « j'étais fière de dire que mon nom c'était Charlotte Pozer!<sup>84</sup> ». Cette fierté familiale est aussi fortement palpable chez Gordon qui affirme vouloir être enterré avec un contenant de terre provenant de la terre des Pozer d'Allemagne<sup>85</sup>. La volonté de transmettre le nom Pozer est importante pour les deux témoins. Gordon pousse la réflexion plus loin, en précisant sa déception que l'histoire locale ne soit pas plus enseignée : « c'est regrettable que l'histoire de Saint-Georges ne soit pas dans le

81. Entretien 2017-06 avec Gordon Pozer, Saint-Georges de Beauce, 1<sup>er</sup> août 2017.

82. Entretien 2017-04 avec Charlotte Pozer-Gamble, Saint-Georges de Beauce, 1<sup>er</sup> août 2017.

83. *Ibid.*

84. *Ibid.*

85. Entretien 2017-06 avec Gordon Pozer, Saint-Georges de Beauce, 1<sup>er</sup> août 2017.

système d'éducation<sup>86</sup> ». De plus, Gordon associe une fierté importante au nom Pozer : « [...] c'est une fierté d'être un Pozer, et de marcher sur la 1<sup>re</sup> avenue et de dire bonjour tout le monde, et être traité pareil comme s'ils traitaient leurs proches. Même si on était anglophone, on était acceptés<sup>87</sup> ». Pour Gordon, le nom Pozer semble être synonyme de camaraderie et de mansuétude au sein de la communauté beauceronne, soulignant le rôle fondateur de la famille et l'appréciation générale des concitoyens de Saint-Georges à propos des Pozer, d'où découle un sentiment fort de fierté.

Pour sa part, Charlotte déclare à plusieurs reprises durant son témoignage la bienveillance de son père et de sa famille auprès de leurs concitoyens. En ce sens, les gens respectaient les Pozer selon elle, d'autant plus que ses parents accueillaient charitablement ceux qui venaient s'acquitter de leurs dettes avec de la nourriture et des rafraichissements<sup>88</sup>. Cette vision positive transmise à la fois par les monographies locales et par la mémoire familiale se rapproche bien curieusement d'une représentation bienveillante du seigneur qui prend soin de ses censitaires, conception véhiculée par des auteurs tels que Philippe Aubert de Gaspé. Par exemple, Charlotte mentionne que les gens venaient demander des faveurs à son père, dont l'abstention de payer leur dû. Cette anecdote concorde quelque peu avec cette scène dans le roman *Les Anciens Canadiens* de Philippe Aubert de Gaspé où le censitaire Jean-Baptiste implore l'oncle Raoul de lui accorder son indulgence, car il ne peut payer ses rentes seigneuriales<sup>89</sup>. Seule nuance dans le cas des Pozer, la figure bienveillante du seigneur se transpose dans la fonction de maire et dans le paiement du lait dont ils étaient producteurs et distributeurs.

Autre fait intéressant, Philippe Angers écrit que Jean George Pozer, le premier des Pozer, lègue la majeure partie de ses possessions à sa fille Hannah et à son petit-fils George Alford au détriment de ses autres enfants. Cette succession trouble provoque une querelle familiale qui divisera les enfants de Jean George. Finalement, la question sera réglée par la reprise des titres de propriété par William Pozer<sup>90</sup>. Pourtant, Charlotte affirme lors de son témoignage que son père parlait peu des « choses de la famille ». C'est peut-être en raison de cette dispute familiale et judiciaire qui s'est transmise au fil des générations.

Gordon et Charlotte soulignent également la donation faite par leur famille à la paroisse pour aider la communauté catholique, malgré le fait que la famille Pozer soit de confession protestante. Ainsi : « [...] on avait donné la moitié du terrain à l'Église et le couvent [...] donnait une classe anglaise. [...] Il y avait d'autres petits enfants qui venaient pour apprendre l'anglais et moi j'étais bouche-trou pour la mathématique<sup>91</sup> ». Cette altérité entre anglo-

---

86. *Ibid.*

87. *Ibid.*

88. *Ibid.*

89. Philippe Aubert de Gaspé, *Les Anciens Canadiens*, Québec, Imprimerie Auguste Côté, 1877, p. 162-163.

90. Angers, *Les seigneurs et premiers censitaires de St. Georges-Beauce et la famille Pozer*, p. 24-25.

91. Entretien 2017-04 avec Charlotte Pozer-Gamble, Saint-Georges de Beauce, 1<sup>er</sup> août 2017.

phones et francophones et entre catholiques et protestants ne paraît pas avoir été négative dans le cas d'Aubert-Gallion. À ce titre, Charlotte insiste sur sa participation dans la chorale catholique, son travail pour le curé, les dons de terres des Pozer pour cette même église et à l'hôpital afin d'illustrer la bonne cohabitation entre les deux ethnies et les deux cultes : « Quand on allait à l'hôpital, au début, avant que le gouvernement s'en mêle, on ne payait pas la chambre<sup>92</sup> ». Gordon poursuit : « [...] c'est mon père qui a cédé le terrain pour l'hôpital<sup>93</sup> ». Dans une optique plus négative, Charlotte raconte un épisode où un paroissien lui conteste le droit de s'asseoir sur la première rangée de bancs en raison de sa confession différente<sup>94</sup>. Outre cette anecdote, les relations entre seigneurs anglo-protestants et censitaires à majorité franco-catholique ne semblent pas avoir été une source de conflits majeurs<sup>95</sup>.



**Photo 19 – Le cimetière « protestant » de la famille Pozer à St-Georges**

Pourtant, mentionnons tout de même certaines tensions lors de la donation du seigneur George Pozer en 1824 pour l'édification d'une chapelle. Ainsi : « la construction est à peine commencée que les habitants adressent une requête à Mgr Plessis pour demander le transport de la chapelle sur le terrain de Joseph Rodrigue, voisin du domaine Pozer », et l'auteur de poursuivre : « Nos gens plaident leur cause avec chaleur, accusant l'abbé Primeau de "sympathies politiques à l'endroit des Pozer"<sup>96</sup> ». Cette querelle quelque peu anecdotique vient relativiser certaines représentations mémorielles du passé, à la fois dans les monogra-

92. *Ibid.*

93. Entretien 2017-06 avec Gordon Pozer, Saint-Georges de Beauce, 1<sup>er</sup> août 2017.

94. Entretien 2017-04 avec Charlotte Pozer-Gamble, Saint-Georges de Beauce, 1<sup>er</sup> août 2017.

95. *Ibid.*

96. Bolduc, *Saint-Georges : d'hier et aujourd'hui. Saint-Georges de Beauce*, p. 46.

phies locales et dans la mémoire familiale qui idéaliserait la cohabitation entre les deux confessions.

Le témoignage de Gordon expose une donnée intéressante; celui de la possession de la terre. Ce dernier affirme que son père achète une ferme après son emploi à la Banque Royale. S'agissait-il d'une portion de terre de l'ancienne seigneurie<sup>97</sup> ? Nous avons mentionné les dons de terre effectués par Kenneth Pozer pour construire un hôpital, mais rien ne nous confirme qu'il s'agissait bien de l'ancien domaine seigneurial. Pourtant, les deux témoins affirment que leurs parents possédaient une portion de l'ancienne seigneurie. L'hypothèse selon laquelle Kenneth Pozer ait racheté une partie du domaine nous semble la plus plausible pour le moment, mais une visite dans les registres fonciers serait nécessaire.

L'activité commerciale des premiers seigneurs Pozer semble être oubliée par la mémoire familiale. C'est en partie le flair de George Pozer pour le négoce qui favorise initialement le développement de la seigneurie. Pourtant, ce moment crucial pour la croissance d'Aubert-Gallion ne semble pas être retenu par les descendants Pozer. Un peu à l'instar des chroniqueurs locaux, la mémoire récente retient mieux la politique locale comme étant le moteur de l'avancement de la région et au sein de la famille. À cet égard, Mme Pozer évoque constamment les réunions administratives qui se passaient dans le domicile familial, ou encore la charité de son père ou de sa famille envers ses concitoyens<sup>98</sup>.

## Conclusion

En somme, la seigneurie d'Aubert-Gallion semble subir les effets de la Conquête; des marchands anglais s'intègrent dans les engrenages de ce fief en profitant d'un nouveau régime colonial. Bien que relativement nombreuse, cette classe sociale n'en est pas moins hétérogène. En effet, les marchands anglais et écossais acquièrent des seigneuries pour des raisons différentes, soit pour faire fructifier leurs investissements par le développement ou la spéculation ou encore pour des questions de prestige. Fernand Ouellet ajoute : « Entre le seigneur qui se contente de jouir de son statut, de jouer plus ou moins sur le niveau de la rente selon les circonstances, qu'elles soient économiques ou démographiques, et de la percevoir, et le seigneur capitaliste qui vise maximiser son profit, il existe toute une gamme d'attitudes<sup>99</sup> ».

---

97. Entretien 2017-06 avec Gordon Pozer, Saint-Georges de Beauce, 1<sup>er</sup> août 2017.

98. Entretien 2017-04 avec Charlotte Pozer-Gamble, Saint-Georges de Beauce, 1<sup>er</sup> août 2017.

99. Ouellet, « Propriétés seigneuriales et groupe sociaux... », p. 202.

Ainsi, que ce soit la famille Ellice, Hart ou William Grant, la spéculation semble être l'une des raisons d'achat d'autant de propriétés terriennes. Pozer s'inscrit dans ce contexte, mais à l'instar des Hart, il installe sa famille dans sa seigneurie en vue de faire croître son lopin de terre. Peut-être avait-il simplement l'intention de s'établir définitivement lui et sa famille dans sa seigneurie alors que les autres seigneurs évoqués précédemment comptaient davantage sur le retour d'investissement.

Nous avons évoqué dans cet essai la place du commerçant britannique comme nouvel acteur du système seigneurial d'après la Conquête, en essayant de démontrer les points semblables et distinctifs au sein de cette nouvelle classe sociale. Joseph Drapeau, riche commerçant qui fait fortune dans l'import-export, la propriété foncière et les créances fait office de contre-exemple en raison de ses origines canadienne-françaises. Rapidement, il s'intéresse aux terres seigneuriales comme moyen de faire fructifier ses avoirs. Le parcours de cet homme démontre que la marchandisation de la propriété seigneuriale n'est pas seulement l'œuvre des marchands anglais ou écossais<sup>100</sup>.

Toujours est-il que l'abolition du régime seigneurial coïncide avec un changement des activités des seigneurs. L'influence de la famille au sein de la paroisse maintenant devenue municipalité semble constituer une suite logique. Les anciens seigneurs Pozer seront en partie les prochains maires. La division quadripartite d'Aubert-Gallion à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle démontre que les descendants des premiers Pozer demeurent en partie propriétaires de l'ancienne seigneurie. Le fait que les Pozer possèdent légalement la seigneurie pendant une cinquantaine d'années seulement prévient l'éclatement des possessions et les subdivisions du fief.

Cette conception municipale des activités des Pozer est probablement l'élément qui surgit le plus des témoignages de Charlotte et Gordon Pozer. Ce fait est sans doute explicable en raison de la proximité de cette mémoire; leur père ayant lui-même été maire de Saint-Georges-Ouest. Au contraire, la dimension marchande n'est nulle part mentionnée malgré l'importance que cette activité occupe pendant les deux premières générations. La mémoire familiale demeure favorable à son passé; pensons seulement à la bonne entente entre les seigneurs anglo-protestants et les censitaires majoritairement franco-catholiques ou encore à la sympathie des Pozer à l'endroit des autres citoyens. Il est d'autant plus intéressant que la mémoire familiale largement véhiculée par les deux témoins soit semblable à la mémoire provenant des monographies locales. De ce fait, les deux vantent les mérites de la famille fondatrice de Saint-Georges de Beauce. Cette mémoire demeure tout de même visible dans la toponymie locale.

---

100. Céline Cyr et Pierre Dufour, « Drapeau, Joseph », *Dictionnaire biographique du Canada* » [en ligne], Consulté le 14 janv. 2019, [http://www.biographi.ca/fr/bio/drapeau\\_joseph\\_5F.html](http://www.biographi.ca/fr/bio/drapeau_joseph_5F.html) Le mémoire que prépare Raphaël Bergeron-Gauthier à propos de Joseph Drapeau devrait permettre de mieux comprendre les conditions de la réussite de ce seigneur.

Retenons en définitive qu'il n'y a pas de modèle du seigneur marchand après la Conquête puisque chaque propriétaire agit selon ses désirs et ses intentions. Les comparaisons de différents seigneurs permettent d'attester de ce fait. Cette notion marchande disparaît au fil des années au profit de la fonction de maire, du moins dans le cas des Pozer. L'héritage des seigneurs d'Aubert-Gallion dans la municipalité de Saint-Georges de Beauce est donc majeur, mais en même temps complexe. La persistance seigneuriale a longtemps été palpable dans ce coin de pays à la fois par la voie légale et dans les mœurs. Aujourd'hui, outre la mémoire familiale des descendants des seigneurs et quelques éléments toponymiques dans la ville, cette persistance seigneuriale s'atténue sous le poids des années. Pourtant, plusieurs questions demeurent : y a-t-il un lien direct entre l'abolition du régime seigneurial et la transition de la famille Pozer vers l'administration municipale ? La cohabitation entre seigneurs anglo-protestants et censitaires franco-catholiques a-t-elle été aussi paisible qu'on le prétend ? Cette mémoire favorable à la famille seigneuriale est-elle aussi fréquente dans les autres seigneuries du Québec ? Il est évident que cette introduction à la seigneurie Aubert-Gallion n'a pas la prétention de répondre à toutes ces questions, mais nous pensons tout de même qu'elle pose certains jalons vers des études plus approfondies dirigées par les questions que nous venons d'évoquer.

**TITRE:** MÉMOIRE SEIGNEURIALE ET PRÉSENCE ANGLOPHONE EN BEAUCE : LE FIEF DE CUMBERLAND MILLS

**AUTEUR:** HUBERT COUSINEAU, UNIVERSITÉ DE SHERBROOKE

**PUBLICATION:** LE RÉGIME SEIGNEURIAL AU QUÉBEC : FRAGMENTS D'HISTOIRE ET DE MÉMOIRE

**PAGES:** 125 - 146

**DIRECTION :** BENOÎT GRENIER AVEC LA COLLABORATION D'ALAIN LABERGE ET DE STÉPHANIE LANTHIER

**ISBN:** 978-2-7622-0361-5

**URI:** [HTTP://HDL.HANDLE.NET/11143/16422](http://hdl.handle.net/11143/16422)

**DOI:** [HTTPS://DOI.ORG/10.17118/11143/16422](https://doi.org/10.17118/11143/16422)



# MÉMOIRE SEIGNEURIALE ET PRÉSENCE ANGLOPHONE EN BEAUCE : LE FIEF DE CUMBERLAND MILLS

Hubert Cousineau, candidat à la maîtrise en histoire (cheminement informatique appliquée à l'histoire), Université de Sherbrooke

Malgré la disparition définitive du régime seigneurial sur le territoire québécois en 1940, il est toujours possible de distinguer les traces laissées par cette institution au cours de son histoire<sup>1</sup>. Ces dernières peuvent prendre une forme matérielle ou immatérielle, comme des manoirs seigneuriaux ou encore des références dans la toponymie. Cependant, pour différentes raisons, la préservation de cette mémoire s'est faite de façon très inégale. Certaines seigneuries ont eu plus de chance, soit par les efforts de porteurs de mémoire, par la préservation du patrimoine seigneurial ou encore par une histoire marquée de personnages célèbres. Par exemple, Vaudreuil a son évènement consacré à l'histoire seigneuriale, intitulé « les Seigneuriales », Port-Joly a reconstruit le manoir de Philippe Aubert de Gaspé et la Petite Nation a notamment été marquée par le seigneur Louis-Joseph Papineau. À l'antipode, d'autres lieux seigneuriaux ont emprunté le chemin de l'oubli, n'ayant conservé que très peu de vestiges au fil du temps<sup>2</sup>.

L'ancienne seigneurie beauceronne de Cumberland Mills, concédée sous le régime français, mais développée plus tard par des familles anglophones, n'est pas reconnue pour l'abondance de vestiges du monde seigneurial. Jusqu'à très récemment, on aurait même pu considérer la mémoire de son passé seigneurial, principalement anglophone, comme presque entièrement « oubliée ». Cependant, c'est à partir de cet « oubli » que la mémoire, et en quelque sorte l'histoire de cette seigneurie, ont pu être récupérées. L'apparent paradoxe de cette situation pourrait être comparée aux réflexions du philosophe français Paul Ricoeur :

---

1. Benoît Grenier et Michel Morissette, « Sur les traces de la mémoire seigneuriale au Québec », *Histoire Québec*, vol. 21, n° 1 (mai 2015), p. 32-36.

2. Benoît Grenier, « Seigneurie de Beauport », *Encyclopédie du patrimoine de l'Amérique française*.  
En ligne : [http://www.ameriquefrancaise.org/fr/article-290/Seigneurie\\_de\\_Beauport.html](http://www.ameriquefrancaise.org/fr/article-290/Seigneurie_de_Beauport.html).



Contre l'oubli destructeur, l'oubli qui préserve. C'est peut-être ici l'explication d'un paradoxe peu remarqué du texte de Heidegger, à savoir que c'est l'oubli qui rend possible la mémoire. [...] On comprend le paradoxe apparent si l'on entend par oubli l'immémoriale ressource et non l'inexorable destruction. L'ayant-été fait de l'oubli la ressource immémoriale offerte au travail du souvenir<sup>3</sup>.

C'est au contact de cet « oubli » qu'un Albertain ayant migré en Beauce durant les années 1990, décide de faire revivre la mémoire seigneuriale de Cumberland Mills. Cet article propose donc d'étudier ce cas hors du commun à travers deux interrogations : tout d'abord, comment le passé seigneurial anglophone de la région en est-il venu à être presque entièrement « oublié » ? Par ailleurs, comment ce « sauvetage mémoriel » a-t-il été réalisé et quelles sont les traces présentes en 2019 ?

Ce texte répondra à ces questions en trois parties chronologiques : une compréhension des circonstances de la création du fief et de son développement au XIX<sup>e</sup> siècle jettent les fondations de son oubli graduel. Par la suite, l'abolition du régime seigneurial vient catalyser le processus. La fin du XX<sup>e</sup> siècle, avec l'arrivée d'un porteur de mémoire dans la région, marque le changement de rapport face à l'histoire seigneuriale locale. Le travail acharné effectué depuis les années 1990 par cet Albertain d'origine constitue l'élément central du retour progressif de ce pan de mémoire régionale en Beauce.

## Une colonisation difficile

### Un lent départ français

Cumberland Mills est l'un des trois fiefs créés à partir de la seigneurie d'Aubin-de-l'Isle. Le territoire qu'occupait la seigneurie initiale, concédé le 24 septembre 1736 au greffier de la Maréchaussée de Québec, se situe dans l'actuelle région de la Beauce, soit au sud-est de la ville de Québec, non loin de la frontière de la province avec le Maine<sup>4</sup>. Plus précisément, les « deux lieues de front sur deux lieux de profondeurs » se retrouvent aux alentours de l'actuelle ville de Saint-Georges-de-Beauce et de la rivière Famine<sup>5</sup>. Au moment de la concession, le territoire d'Aubin-de-l'Isle est entouré des seigneuries d'Aubert-Gallion à l'Ouest et de Rigaud de Vaudreuil au Nord.

Située à plus de 100 kilomètres de la ville de Québec, la colonisation européenne du territoire commence difficilement. La composition des sols semble l'un des facteurs principaux limitant son développement. Si l'on en croit la description faite du paysage en 1927 par

3. Paul Ricoeur, *La Mémoire, l'Histoire, l'Oubli*, Paris, Éditions du Seuil, 2000, p. 574, dans Philibert Secretan, « Paul Ricoeur : de l'oubli », *Autres Temps*, vol. 72 (2001), p. 85.

4. Philippe Angers, *Les seigneurs et premiers censitaires de St-Georges de Beauce et la famille Pozer*, Beauceville, L'éclaireur limitée, 1927, p. 69.

5. *Ibid.*

Philippe Angers aux pages 79 et 80 de son livre intitulé *Les seigneurs et premiers censitaires de St-Georges de Beauce et la famille Pozer*, il semble difficile de justifier le développement de ces terres. Certes, celles reliées à la rivière Chaudière semblent idéales, mais une fois que le peuplement aura atteint ces « grandes étendues de terrain presque stérile<sup>6</sup> », ses habitants devront trouver d'autres moyens de survivre. D'autant plus que le moyen le plus rapide d'accéder à la seigneurie est en empruntant la rivière Chaudière. Celle-ci traversant plusieurs autres concessions avant l'arrivée au fleuve Saint-Laurent, la colonisation est donc plus facile en amont, au détriment d'Aubin-de-l'Isle. On peut déjà constater un retard dans la colonisation de la seigneurie lors du recensement de 1762. Alors qu'il n'existe aucune installation sur le territoire qu'occupera le fief de Cumberland Mills vingt ans plus tard, le portrait est tout autre pour les seigneuries avoisinantes où celles de Taschereau (Sainte-Marie), de Fleury de la Gorgendière (St-Joseph de Beauce) et de Rigaud de Vaudreuil comptent environ 730 habitants<sup>7</sup>.

La volonté de coloniser le territoire du premier seigneur, Nicolas Aubin de l'Isle, pourrait aussi être un facteur ralentissant le développement de cette région de l'actuelle Beauce. Sachant aujourd'hui que la traite de fourrure pouvait se faire dans la région avec des populations abénaquises<sup>8</sup>, il est possible que le greffier de la Maréchaussée de Québec y vît principalement une occasion commerciale, reléguant l'effort de colonisation au second plan. Il est d'ailleurs précisé dans l'acte de concession qu'il se fait concéder les « droits de chasse, pêches et traites avec les Sauvages tant au-devant qu'au dedans du dit terrain<sup>9</sup> ». De plus, il obtiendra des droits similaires sur des terres de la seigneurie voisine de Rigaud-Vaudreuil<sup>10</sup>.

Toutefois, les possessions en Beauce du premier seigneur d'Aubin-de-l'Isle se divisèrent entre les successeurs comme il était d'usage à cette époque. Six des seize enfants toujours vivants au moment du décès du greffier, le 8 février 1747, devinrent copropriétaires<sup>11</sup>. Rapidement, le territoire se morcela en trois fiefs distincts. Saint-Charles de la Belle-Alliance et Sainte-Barbe de la Famine furent créés en 1764 par plusieurs transactions financières<sup>12</sup>. Le fief de Cumberland Mills, lui, voit officiellement le jour à la suite de la victoire en 1782 de John Collins, arpenteur et conseiller législatif, à la cour des Prérogatives et Plaidoyers communs, face aux héritiers d'Aubin de l'Isle<sup>13</sup>. Collins devient donc propriétaire de « trente-sept arpents et huit perches de front sur deux lieues de profondeur » situés dans une partie encore non concédée dans le nord de la seigneurie initiale<sup>14</sup>. Le nom de « Cumberland » sera

---

6. *Ibid.*, p. 79.

7. Serge Courville, et al., *Histoire de Beauce-Etchemin-Amiante*, Sainte-Foy, Institut québécois de recherche sur la culture, 2003, p. 123.

8. *Ibid.*, p. 119-120.

9. *Ibid.*, p. 69.

10. *Ibid.*, p. 120.

11. Angers, *Les seigneurs et premiers censitaires de St-Georges de Beauce et la famille Pozer*, p. 70-71.

12. *Ibid.*, p. 71-74.

13. Courville, et al., *Histoire de Beauce-Etchemin-Amiante*, p. 122.

14. *Ibid.*

choisi en l'honneur du frère du roi George III, le duc de Cumberland<sup>15</sup>.

Le manque d'efforts de colonisation sera toutefois répété avec les premiers seigneurs anglais. Il faut dire que, sous le régime britannique, l'achat de seigneuries par la bourgeoisie anglophone se fait souvent pour « jouer un rôle dans leurs activités économiques tout en leur assurant une position sociale enviable<sup>16</sup> ». Par exemple, la seigneurie voisine d'Aubert-Gallion est acquise par le marchand écossais William Grant (1744-1805) en 1768<sup>17</sup>. Ce dernier, rarement présent en Beauce, ne fera aucun effort de colonisation du territoire<sup>18</sup>.

### **Développement multiculturel sous initiatives anglophones**

La création du fief de Cumberland se fait en 1782 à partir d'une portion des terres non concédées de l'ancienne seigneurie d'Aubin-de-l'Isle<sup>19</sup>. L'absence de population sur ce territoire aurait cependant pu favoriser l'immigration anglophone qui prend son essor à cette époque. Alors que d'autres seigneuries comprennent déjà une forte concentration de résidants francophones à l'arrivée d'immigrants anglophones dans la province, celle-ci représente une opportunité idéale d'établir la tendance inverse. D'autant plus qu'au même moment, la révolution américaine est sur le point de se terminer officiellement, entraînant l'immigration de milliers de loyalistes vers le Nord. Malgré la proximité de Cumberland avec la frontière américaine, il s'agira plutôt d'une occasion manquée puisqu'elle ne semble avoir eu aucun impact sur le développement de la région : « Des 2 000 loyalistes s'étant établis dans ce qui est aujourd'hui le Québec, certains s'installent à Gaspé, dans la baie des Chaleurs, ou encore à Sorel, à l'embouchure de la rivière Richelieu<sup>20</sup> ».

Le peuplement-colonisateur du territoire ne commence avec l'achat de la seigneurie par un major de l'armée britannique, Philipp Skene (Skeen), en 1790<sup>21</sup>. Celui-ci concède des terres sur le 1er rang du fief à des francophones provenant de Saint-François, aujourd'hui annexé à Beauceville<sup>22</sup>. C'est donc un déversement de population de la seigneurie voisine qui est à l'origine du peuplement du fief de Cumberland. Cette tendance initiale sera constante au fil de sa croissance. Le début de l'immigration anglophone vient seulement avec l'implantation permanente du seigneur Harbottle au milieu des années 1820, soit trente ans plus tard.

---

15. *Ibid.*

16. Benoît Grenier, *Brève histoire du régime seigneurial*, Montréal, Boréal, 2012, p. 156-157.

17. David Roberts, (1983) Grant, William (1744-1805) (Site Web), Consulté le 22 mars 2018, [http://www.biographi.ca/fr/bio/grant\\_william\\_1744\\_1805\\_5F.html](http://www.biographi.ca/fr/bio/grant_william_1744_1805_5F.html).

18. Pour une compréhension plus approfondie du cas du fief Aubert-Gallion, se référer au texte de Frédérick Gosselin dans le présent volume.

19. Courville, *et al.*, *Histoire de Beauce-Etchemin-Amiante*, p. 122.

20. Encyclopédie canadienne (4 mars 2015), *Loyalistes* [En ligne], consulté le 12 avril 2018.

21. Société du patrimoine des Beaucerons, *La Beauce et les Beaucerons : portraits d'une région, 1737-1987*, Saint-Joseph-de-Beauce, Société du patrimoine des Beaucerons, 1990, p. 312.

22. Angers, *Les seigneurs et premiers censitaires de St-Georges de Beauce et la famille Pozer*, p. 78.

Ce marchand de Québec en fait l'acquisition en 1819 et utilise la notoriété de sa famille dans les îles britanniques pour inciter plus d'une vingtaine de familles à s'installer dans les rangs deux à six de sa seigneurie<sup>23</sup>. La grande vague d'immigration anglophone dont le Québec sera le théâtre au XIX<sup>e</sup> siècle, celle des Irlandais, ne semble pas avoir affecté Cumberland. Et ce, malgré les attraits qu'offrent la seigneurie comme l'accès à la terre agraire, une présence anglophone ainsi qu'une population catholique principalement d'origine francophone, ces derniers semblent plutôt choisir de s'éloigner des terres agricoles disponibles de Cumberland Mills : « après avoir quitté un mode de vie dans lequel l'affermage et les caprices de la nature les ont réduits à la pauvreté et à la dépendance, bien des Irlandais, victimes de la famine, sont peu attirés par l'exploitation agricole<sup>24</sup> ».

Edward Harbottle sera le dernier propriétaire important du fief de Cumberland avant l'abolition du régime seigneurial en 1854<sup>25</sup>. Il faut aussi mentionner que le fief passe brièvement entre les mains d'un certain William Torrance à partir de 1823 jusqu'à une date indéterminée. On sait cependant grâce à certaines sources que M. Harbottle y concède des terres en tant que seigneur en 1827<sup>26</sup>. Les sources manquent pour déterminer précisément la durée de cette possession par William Torrance. C'est seulement sept ans après la mort du seigneur (1867) que l'un de ses neveux, Edward Harbottle Taylor, reprend les droits sur la terre<sup>27</sup>. N'ayant pas eu d'enfants, il lègue ses droits à son frère, Thomas John Harbottle Taylor, à son décès en 1906. Ce dernier les lègue ensuite officiellement à ces deux filles et trois fils en 1934 : Dorothy, Eva Elizabeth, Frank, Edgar et Fred. Ce sont notamment les noms de ces individus, à l'exception de Fred, qui figure sur les rapports du Syndicat national du rachat des rentes seigneuriales en 1940<sup>28</sup>. Les nombreux changements de propriétaire, caractéristique de cette seigneurie comme bien d'autres au Québec, comptent parmi les facteurs qui ont retardé le développement anglophone de Cumberland Mills. Sans la présence constante et certaine d'un seigneur, il est difficile d'attirer les colons.

Autant chez les seigneurs francophones qu'anglophone des seigneuries d'Aubin-de-l'Isle et de Cumberland Mills, on remarque le non respect des obligations théoriques d'un seigneur sur ses terres. Un seigneur doit, autant à la couronne qu'aux censitaires, tenir feu et lieu, c'est-à-dire résider sur le territoire dans un manoir afin de pouvoir récolter les cens et rentes, fournir l'accès à un moulin et concéder des terres<sup>29</sup>. Le premier seigneur à résider sur les lieux sera M. Edward Harbottle en 1819, lorsqu'il se construit une « petite résidence en bois » sur le bord de la rivière Chaudière<sup>30</sup>. Puis, « ce n'est qu'après 1830, qu'il fit des défrichements

---

23. *Ibid.*, p. 78-79.

24. Encyclopédie canadienne (19 septembre 2017), *Immigration au Canada* [En ligne], consulté le 12 avril 2018.

25. Angers, *Les seigneurs et premiers censitaires de St-Georges de Beauce et la famille Pozer*, p. 77.

26. *Ibid.*, p. 76.

27. *Ibid.*, p. 77.

28. BANQ-Québec, E39, S100, SS2, Fonds Syndicat national du rachat des rentes seigneuriales, Seigneurie de Cumberland Mills.

29. Grenier, *Brève histoire du régime seigneurial*, p. 76-78.

30. Église Saint-Paul-de-Cumberland Mills, *Jardins Harbottle* [En ligne], consulté le 12 avril 2018.

considérables dans le cinquième rang de son fief où il se créa un domaine de quatre à cinq cents acres. [...] M. Harbottle se construisit un manoir et de vastes dépendances<sup>31</sup> ». Une décennie plus tard vint une deuxième version du manoir Harbottle, cette fois-ci en pierres<sup>32</sup>. En ce qui a trait à la présence d'un moulin, malgré le fait que James Dean Hunter, le porteur de mémoire de Cumberland Mills, affirme que les premiers moulins à scie et à farine auraient été construits vers 1823<sup>33</sup>, le cadastre seigneurial de 1854 rapporte toutefois qu'il n'y en a toujours aucun<sup>34</sup>. Un autre aspect important pour attirer des colons se trouve dans l'accessibilité à un lieu de culte. Pour la population anglicane, le projet se réalisera en 1847 alors que la construction de l'église St-Paul de Cumberland Mills sera débutée, puis léguée par le seigneur à la *Church Society of the Diocese of Quebec* une fois complétée<sup>35</sup>.

Le développement tardif de cette seigneurie s'explique donc directement par ces nombreux facteurs. Il s'agit de l'une des principales causes de l'éventuel oubli du régime seigneurial local qui marquera la région. De plus, ceux-ci confèrent une fondation instable à la seigneurie, la rendant une proie aux aléas sociaux et démographiques que subira la province de Québec au XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles.

## Les départs du XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles

Au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, le gouvernement du Canada-Uni décide que le régime seigneurial doit être modifié afin de mieux s'adapter aux réalités de la nation. La loi de 1854 prévoit donc « l'abolition des droits et devoirs féodaux<sup>36</sup> ». Afin de dédommager les seigneurs, une enquête sur la valeur annuelle des droits seigneuriaux suivra et mènera à la publication des *Cadastrés abrégés*, publiés en 1863<sup>37</sup>. Dans le cas de Cumberland Mills, lorsque l'évaluation sera faite vers 1857 par Joseph Ed. Turcotte, tous les censitaires y sont classés par numéro de rang et position, en partant du Nord-Ouest au Sud-Est. Ces informations nous permettent de constater l'étendue de la présence anglophone dans le fief de Cumberland à cette période.

---

31. Angers, *Les seigneurs et premiers censitaires de St-Georges de Beauce et la famille Pozer*, p. 77.

32. Église Saint-Paul-de-Cumberland Mills.

33. Entretien 2015-12 avec James Dean Hunter, Saint-Georges de Beauce, 23 octobre 2015.

34. *Cadastrés abrégés des seigneuries de Québec, Montréal, Trois-Rivières et de la Couronne*, Québec, Derbishire et Desbarats, 1864, 7 volumes : seigneurie de Cumberland Mills.

35. Société du patrimoine des Beaucerons, p. 185.

36. Benoît Grenier, « Le dernier endroit dans l'univers » : À propos de l'extinction des rentes seigneuriales au Québec, 1854-1974 », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, Vol. 64, n° 2 (2010).

37. *Ibid.*

On remarque tout d'abord que le fief n'est pas peuplé abondamment. Le cadastre ne compte que 72 lots différents concédés à travers six rangs et quatre îles, tandis que celui de la seigneurie voisine de Rigaud-Vaudreuil en rapporte 824 et celui d'Aubert-Gallion, 123<sup>38</sup>. Dans son ouvrage sur la famille Pozer et l'histoire des seigneuries d'Aubert Gallion et d'Aubin-de-l'Isle, Philippe Angers rapporte les noms des premiers colons de Cumberland Mills : on y note entre autres les familles anglophones Harbottle, Wintle, McIntyre, Lauryson, White et Mulhall<sup>39</sup>. Recrutées en Europe par ses seigneurs du début du XIX<sup>e</sup> siècle, elles semblent être toujours présentes au moment de la confection du cadastre de la seigneurie. On remarque aussi qu'il y a presque autant de familles portant un patronyme anglophone que francophone qui possède au moins une terre dans Cumberland Mills. Cette réalité aura aussi un impact sur la pérennité de la mémoire du fief.

### **Migration de la population**

Les informations sur la croissance de Cumberland Mills ainsi que sur la mobilité de sa population se font rares, voire inexistantes. Les seuls éléments semblent nous provenir de Philippe Angers :

De tous ces censitaires de nationalité européenne, dans St-Georges et du chemin Kennebec, plus des neuf dixièmes ont déserté la région beauceronne pour aller se fixer dans les Cantons de l'Est, l'Ouest ou l'Ontario. Aussitôt que l'un d'eux désirait vendre sa ferme, un Canadien s'empressait de l'acquérir, quel qu'en fût le prix élevé. Actuellement il ne reste que quelques familles anglaises, écossaises ou irlandaises dans cette partie de la Beauce et cependant, il y a cinquante ans à peine, on y comptait plus de cent cinquante familles<sup>40</sup>.

Publié en 1927, ce passage d'Angers reste difficile à vérifier. Toutefois, le Québec est bel et bien le théâtre de vagues d'émigration durant la deuxième moitié du XIX<sup>e</sup> siècle. La tendance débute vers 1847 pour les régions plus isolées du Québec pour ensuite se répandre dans la province et atteindre son apogée entre 1880 et 1890<sup>41</sup>. Au total, c'est environ un million de personnes qui seraient passées aux États-Unis entre 1840 et 1930<sup>42</sup>. Certes, il s'agit principalement d'un mouvement composé de francophones, mais il y aurait aussi eu une contribution anglophone dans plusieurs municipalités<sup>43</sup>. Il est impossible d'associer Cumberland Mills directement à ce phénomène sans autres preuves concrètes, mais il pourrait tout de même s'agir d'une piste d'explication. De plus, trois des chemins utilisés par ces migrants sont à portée du fief de Cumberland. Deux d'entre eux concernent directement la Beauce.

---

38. *Ibid.*, p. 6.

39. *Ibid.*, p. 3.

40. Angers, *Les seigneurs et premiers censitaires de St-Georges de Beauce et la famille Pozer*, p. 81.

41. Yolande Lavoie, *L'émigration des Québécois aux États-Unis de 1840 à 1930* [En ligne]. Québec, Éditeur officiel du Québec, 1981.

42. *Ibid.*

43. *Ibid.*

Il s'agit du chemin Chaudière-Kennebec et la « route du Canada » ou *Canada road*. La première implique un chemin populaire utilisé pour relier le Maine au fleuve Saint-Laurent, en passant par la rivière Kennebec jusqu'au lac Moosehead, puis en portage jusqu'aux bassins de la haute Chaudière<sup>44</sup>. Principalement utilisé par les francophones, le chemin est tout de même idéal pour la population entière de Cumberland Mills, étant donnée sa position sur la rivière Chaudière, très près de la frontière américaine<sup>45</sup>. Selon Serge Courville dans *Population et territoire*, les migrants d'origine britannique auraient toutefois préféré emprunter et s'installer le long du *Canada road*<sup>46</sup>. Finalisée en 1819, cette route reliait les chemins du Bas-Canada, du Maine et du Massachusetts<sup>47</sup>.

L'autre chemin possible concerne plutôt le district de Trois-Rivières : la population voulant se diriger vers les États-Unis passait et s'installait temporairement dans les Cantons-de-l'Est, pour ensuite faire le saut du côté américain<sup>48</sup>. La particularité de cette voie est aussi sa proximité à la Beauce. Voisins du sud, les seigneuries et cantons qui composaient les Cantons-de-l'Est étaient aussi composés d'une grande population anglo-saxonne et donc anglophone. Il y a donc aussi un attrait linguistique et culturel.

Pour comprendre les causes de cet exode de la population anglophone de Cumberland Mills, une comparaison avec celle du canton de Winslow dans les Cantons-de-l'Est est judicieuse. Constitué d'un alliage similaire de population anglophone (mais plutôt d'origine écossaise) et francophone, ce canton semble vivre une situation similaire durant les mêmes années. Jack Little explique :

Emigration was largely a function of a resident population hiving off the equivalent of much of its natural increase, either as older families who wished to maintain close geographic ties with maturing offsprings or as young individuals and couples seeking better economic opportunities elsewhere<sup>49</sup>.

En effet, voyant une partie de sa population moins âgée émigrer pour obtenir des meilleures conditions de vie, une famille unie de Cumberland pourrait avoir tendance à les suivre et ainsi contribuer à un exode global de la population anglophone de la région. Ceux qui ne restaient pas dans les Cantons-de-l'Est se dirigeaient principalement vers les États-Unis, l'Ontario, l'Ouest canadien et les Maritimes<sup>50</sup>. À l'exception de la dernière destination, il s'agit d'un discours similaire à celui d'Angers.

44. Dean R. Louder, Jean Morisset et Eric Waddell, *Vision et visages de la Franco-Amérique*, Québec, Septentrion, 2001, p. 119.

45. Serge Courville, *Population et territoire*, Québec, Presses de l'Université Laval, 1996, p. 134.

46. *Ibid.*

47. Louder, Morisset et Waddell, *Vision et visage de la Franco-Amérique*, p. 120.

48. Lavoie, *L'émigration des Québécois aux États-Unis de 1840 à 1930*.

49. Jack I. Little, *Crofters and Habitants : Settler Society, Economy, and Culture in a Quebec Township, 1848-1881*, Montréal, McGill-Queen's University Press, 1991, p. 94-95.

50. *Ibid.*, p. 101-103.

Malgré la difficulté à évaluer le nombre de familles émigrant de Cumberland Mills, il est plus que possible que ce mouvement social ait aussi touché cette seigneurie. De ce fait, ces événements ébranleront définitivement les bases démographiques instables du fief. Par conséquent, cela aura aussi un effet sur la vitalité de la mémoire locale du fait anglophone. Pour citer les réflexions de Laurier Turgeon :

Les espaces existentiels ne sont pas uniquement fabriqués par ceux qui les construisent, mais aussi par ceux qui les habitent. Ce sont les habitants d'un lieu qui finissent par lui donner son « caractère » et son sens, par lui donner une identité et un esprit<sup>51</sup>.

### **Le dernier clou dans le cercueil du régime seigneurial**

Malgré les actions prises par le gouvernement en 1854 pour tenter d'abolir le régime seigneurial, on constate que vers 1930-1940, la situation ne semble pas avoir beaucoup changé :

Vers 1930, quelque 60 000 ex-censitaires paient toujours des cens et des rentes sous forme de rente constituée dans plus de 200 seigneuries à l'échelle du Québec. Ils n'ont toujours pas procédé au rachat du capital quatre-vingts ans après la loi de 1854. Ces sommes représentent un capital total de 3 577 573,38\$ et des versements annuels de 212 486,53\$<sup>52</sup>.

Afin de remédier à la question une fois pour toutes, l'Assemblée législative du Québec décide de créer le Syndicat national du rachat de rentes seigneuriales (SNRRS) par deux lois adoptées en 1935 et 1940<sup>53</sup>. Celui-ci devra « dédommager définitivement les seigneurs » en empruntant les sommes promises par le gouvernement, soit trois millions, pour que ces rentes soient remplacées par des taxes municipales<sup>54</sup>.

Les archives du SNRRS permettent de dresser un constat quant à l'activité seigneuriale dans Cumberland Mills. Le SNRRS fera l'évaluation du fief en deux parties, la première en décembre 1941 et la deuxième en février 1942<sup>55</sup>. La raison est simple : Edward Harbottle Taylor lègue par le biais de son testament à son frère, Thomas John Taylor, à sa mort 28 février 1906 puisqu'il était demeuré célibataire<sup>56</sup>. Le SNRRS décrit la dernière succession comme suit :

---

51. Laurier Turgeon, dir., *L'esprit du lieu : entre le patrimoine matériel et immatériel*, Québec, Presses de l'université Laval, 2009, p. LII.

52. Grenier, *Brève histoire du régime seigneurial*, p. 207.

53. *Ibid.*

54. *Ibid.*, p. 207-208.

55. BAnQ-Québec, E39, S100, SS2, Fonds Syndicat national du rachat des rentes seigneuriales, Seigneurie de Cumberland Mills.

56. *Ibid.*



Thomas John Taylor faisait son testament devant le notaire J. A. Gilbert, le 14 avril 1933 et légua à ses trois garçons : Frank, Edgar et Fred toutes les rentes seigneuriales lui appartenant dans le fief de Cumberland, dans les rangs 6 et 5. Il laissait à ses deux filles : Dorothy et Eva Elizabeth les rentes du fief Cumberland lui appartenant dans les 1<sup>er</sup>, 2<sup>ème</sup>, 3<sup>ème</sup> et 4<sup>ème</sup> rangs de ladite seigneurie. Monsieur Taylor légua de plus à sa femme l'usufruit d'un tiers des rentes seigneuriales léguées à ses deux filles<sup>57</sup>.

Par la suite, le 5 juillet 1934, Fred Taylor vend sa part à ses deux frères de façon égale<sup>58</sup>. Au total, les deux fils ont fait au SNRRS une réclamation de 700 \$ et le groupe constitué des deux filles et de leur mère, un montant total de 1 154, 53\$<sup>59</sup>. Finalement, les premiers recevront un chèque total de 742\$ en décembre 1941 et l'autre, 1 022,12\$ en février 1942<sup>60</sup>. Aucune autre spécification n'est donnée sur les chèques. La réclamation est donc d'un total de 1854,53\$ sur un montant estimé à 3 200 \$ à l'établissement du cadastre abrégé. En comparaison, la moyenne par seigneur s'élève à 6 500 \$ sur les 3 193 997,96 \$ versés en 700 chèques pour 550 individus<sup>61</sup>.

C'est donc une proportion d'au plus 42% des cens et rentes qui avaient été remboursés par les censitaires entre 1857 et 1941<sup>62</sup>. Ces informations combinées au fait que les derniers membres de la famille seigneuriale quitteront les lieux seulement vers 1975 nous permettent d'établir que les rentes étaient probablement encore payées au manoir seigneurial jusqu'à l'abolition<sup>63</sup>. Étant donné l'interaction probable entre la famille seigneuriale anglophone et le reste de la population, on peut affirmer que « l'oubli » de la présence anglophone dans la seigneurie n'est pas encore visible de ce côté.

---

57. *Ibid.*

58. *Ibid.*

59. *Ibid.*

60. *Ibid.*

61. Benoît Grenier et Michel Morissette, « Les persistances de la propriété seigneuriale au Québec : Les conséquences d'une abolition partielle et progressive (1854-1970) », *Histoire & Sociétés Rurales*, vol. 40 (2013), p. 61-96.

62. BANQ-Québec, E39, S100, SS2, Fonds Syndicat national du rachat des rentes seigneuriales, Seigneurie de Cumberland Mills.

63. Entretien 2015-12 avec James Dean Hunter, Saint-Georges de Beauce, 23 octobre 2015.

## Un oubli graduel

En plus des facteurs favorisant « l'oubli » précédemment évoqués, d'autres proviendront aussi de la deuxième moitié du XX<sup>e</sup> siècle. La croissance du mouvement indépendantiste au Québec durant les années 1970 en est notamment un. Par crainte d'une éventuelle séparation du Québec du Canada, certaines familles anglophones de l'ensemble du territoire quitteront définitivement la province<sup>64</sup>. La cohabitation des deux langues pourrait aussi, au fil du temps, avoir contribué à la diminution de la population anglophone à Cumberland Mills. Voisins et affligés par une diminution du marché matrimonial, il est permis de croire que de plus en plus de mariages entre les deux cultures, celles des francophones et anglophones de la région, ont été célébrés<sup>65</sup>. Cette réalité est notamment évoquée dans une entrevue de 1994 par Eva Taylor (1894-1994). Fille du dernier seigneur de la région et détentrice d'une part des cens et rente jusqu'en 1940, elle dit avoir été témoin de ce phénomène depuis sa jeunesse<sup>66</sup>. Selon son témoignage, les deux cultures auraient toujours été en très bons termes. Même s'il est possible de croire que le portrait de cette cohabitation n'est pas toujours aussi harmonieux que l'une des filles du dernier seigneur le prétend, il est tout à fait possible que la proximité ait joué un rôle dans l'homogénéisation de la population. En effet, ces mariages donneront naissance à une génération potentiellement bilingue, accélérant le processus de francisation. Jumelés au débalancement démographique de ces cultures, ces facteurs créent inévitablement des changements dans l'organisation sociale de Cumberland Mills. On peut penser que l'accessibilité à une éducation en anglais s'ajuste à la quantité d'enfants présents sur le territoire, tout comme le nombre de processions religieuses anglicanes selon le nombre de croyants. Selon une vue d'ensemble, les conditions semblent être propices à créer une boucle sans fin menant ultimement à la « disparition » du fait anglophone à Cumberland Mills. Cela pourrait expliquer pourquoi James Dean Hunter, dans son entrevue avec le professeur Benoît Grenier le 25 octobre 2015, raconte qu'il avait rencontré des familles locales parlant principalement le français qui n'étaient pas au courant de leurs origines familiales anglophones<sup>67</sup>. Cet exemple présente la rapidité de la progression de « l'oubli » lorsque la population locale n'est pas impliquée dans transmission de la mémoire :

---

64. Ronald Rudin, *Histoire du Québec anglophone*, Québec, Institut québécois de la recherche et de la culture, 1986, p. 31.

65. *Ibid.*, p. 191.

66. Entretien de Mme Eva Elizabeth Taylor, réalisé par James Dean Hunter le 9 avril 1994, dans le cadre de ses recherches sur l'histoire de Cumberland Mills. Nous remercions M. Hunter pour l'autorisation de recourir à cet enregistrement.

67. Entretien 2015-12 avec James Dean Hunter, Saint-Georges de Beauce, 23 octobre 2015.

Puissante, la mémoire sociale est aussi très fragile. Portée par des personnes, elle peut disparaître avec eux et de manière inaperçue. Les bâtiments annoncent leur abîme par une dégradation qui s'étale généralement sur des périodes longues alors que la mémoire, elle, sans que personne ne s'en rende compte. Et sa disparition est souvent irréversible, surtout lorsqu'elle est orale. Il y a différentes manières de la recueillir : par des enquêtes orales auprès des habitants des sites, par des recherches dans les textes historiques et littéraires, par des fouilles archéologiques et par l'observation de festivals et de rituels qui transportent parfois de manière discrète cette mémoire<sup>68</sup>.

## Mémoire et persistances du régime seigneurial

### Un gardien de la mémoire de Cumberland Mills

Même si le régime seigneurial s'est éteint et que la présence anglophone en Beauce s'est diluée au fil XX<sup>e</sup> siècle, l'histoire de l'ancien fief de Cumberland ne s'est jamais réellement perdue. Il s'en est fallu de peu, mais le professeur Benoît Grenier a rencontré l'une des personnes dévouées à la préservation de ce pan d'histoire de la région dans le cadre de son projet de recherche sur les persistances du monde seigneurial au Québec<sup>69</sup>. À travers un parcours hors du commun, l'Albertain James Dean Hunter est devenu en quelque sorte le « sauveur » de cette mémoire. Il rencontre son premier mari, natif de Saint-Georges en Beauce, à Vancouver. Leur histoire les amena à s'installer à Cumberland Mills à la recherche d'une maison à restaurer. C'est à ce moment que M. Hunter découvre une ancienne école de rang anglophone avec l'inscription « Cumberland Mills School Division Number 2<sup>70</sup> ». Intrigué par la présence anglophone dans un milieu d'apparence uniquement francophone au début des années 1990, il débute ses recherches pour en apprendre plus. Ces dernières l'amènent à rencontrer le dernier seigneur de Cumberland Mills, Fred Taylor, âgé de 99 ans en 1991, dans un foyer pour personnes âgées de Saint-Georges. Malheureusement pour ses recherches, ce dernier décède deux semaines plus tard. Toutefois, c'est à ses funérailles qu'il fait la connaissance de l'une des sœurs du défunt, Eva Taylor, célibataire alors âgée de 96 ans.

---

68. Turgeon, *L'esprit du lieu : entre le patrimoine matériel et immatériel*, p. LVI.

69. L'entretien s'est déroulé le 23 octobre 2015 au manoir de Cumberland Mills, propriété de M. Hunter.

70. Entretien 2015-12 avec James Dean Hunter, Saint-Georges de Beauce, 23 octobre 2015.



**Photo 21 – Cumberland Mills School Division Number 2**

La motivation de James Dean Hunter à restaurer aussi fidèlement que possible l'école de rang et la volonté d'Eva Taylor à partager ses souvenirs de jeunesse les amèneront à se rencontrer tous les trois ou quatre mois pendant cinq ans à North Hatley, où cette dernière réside depuis 1975<sup>71</sup>. Il réussit même à obtenir la permission d'enregistrer un de leur entretien d'une durée d'un peu plus d'une heure. Au décès de cette dernière, à l'âge de 104 ans en 1999, elle lui lèguera de nombreux effets personnels afin de contribuer à ses projets pour mettre en valeur le passé de Cumberland Mills<sup>72</sup>. Il faut dire que M. Hunter ne s'est pas arrêté à l'école de rang : en plus des nombreux autres projets qu'il veut mettre à exécution dans les prochaines années, il a participé avec son nouveau conjoint, Paul Geary, à créer les jardins Harbottle et, surtout, à la restauration du manoir qu'il a acquis en 2012 puis transformé en auberge. Son but ultime : mettre en valeur l'histoire de Cumberland Mills et faire en sorte qu'elle devienne autosuffisante afin qu'une fondation puisse être créée pour en assurer la pérennité<sup>73</sup>.

Un élément principal ressort de ce parcours, on dénote rapidement la présence d'un affectif bâti. En effet, le point tournant de la préservation de l'histoire du fief de Cumberland provient de l'acquisition de l'école de rang anglophone par M. Hunter. À travers le bâtiment et plusieurs autres par la suite, le porteur de mémoire a su s'attacher à « l'esprit du lieu ». Concept utilisé en préservation du patrimoine, l'ICOMOS (Conseil international des monuments et sites) le définit officiellement comme « l'ensemble des éléments matériels et im-

71. *Ibid.*

72. Patricia Cloutier, « L'aristocratie anglaise... en Beauce » [En ligne], *Le Soleil*, 2 août 2015, consulté le 12 avril 2018.

73. Entretien 2015-12 avec James Dean Hunter, Saint-Georges de Beauce, 23 octobre 2015.

matériels, physique ou spirituel, qui donne du sens, de la valeur, de l'émotion et du mystère au lieu<sup>74</sup> ».

D'un autre côté, la particularité de la mémoire de ce fief est qu'elle ne passe ni par des descendants de ses familles seigneuriales, ni par un historien ou une institution patrimoniale. Eva et Dorothy Taylor avaient tenté l'expérience, mais sans succès. Elles avaient vendu leur propriété sous promesse d'en faire un lieu historique, mais l'acheteur avait immédiatement failli à sa parole en la revendant à la Caisse de dépôt<sup>75</sup>. C'est M. Hunter qui prit le relais au début des années 1990. Ce professeur d'anglais de carrière n'est aucunement relié aux Taylor et n'a aucune prétention d'être un expert. Il est seulement un passionné de l'histoire locale et préfère se voir comme un « gardien » de celle-ci<sup>76</sup>. Cela n'enlève toutefois pas à sa crédibilité. Au cours de son entrevue avec B. Grenier, on remarque l'étendue impressionnante de ses connaissances qu'il a obtenues au fil des années à l'aide de ses recherches et de son attention infatigable aux détails. L'un de ces exemples se produit lorsqu'il aborde l'intérêt de la famille seigneuriale pour les chiffres, M. Hunter mentionne :

Les Taylor étaient vraiment maniaques des chiffres. Tout ce qui passe est numéroté. Donc même dans la bâtisse de remise de glace, il est indiqué le nombre de sacs de brins de scie chaque année mis autour de la glace. Le nombre d'œufs produits par année, comme je pense que j'ai un des journaux ici. Ça c'est 1944, à la fin de chaque année, il y a une liste, un total de récolte par année, du nombre d'œuf. Celui que je lis maintenant, il est écrit qu'il avait comme 284 et 11 dixièmes dizaines d'œufs avec le total par mois et le nombre de voyages de foin, le nombre de bouchures d'avoine, blé, tout ce qu'ils produisaient était numéroté. Même en restaurant la salle de bain au deuxième, le dernier propriétaire avait mis du gypse. On a enlevé le gypse, on peut voir les murs en bas qui n'avaient jamais été peints parce qu'il avait des petites lattes. Monsieur Taylor avait indiqué la date de finition du plâtre de chaque mur : 19 mars 1918 dans le mur, l'autre mur 20 mars 1918 ainsi que la signature du plâtrier et une grosse signature en grosses lettres de filles, Marianne Harvey<sup>77</sup>.

En plus de la précision de ces propos, la compréhension de James Dean Hunter pour l'histoire de la famille Taylor et de Cumberland Mills l'amène à pouvoir mieux comprendre la littérature sur sa région. Cette « Marianne Harvey » ne serait selon lui nulle autre que le personnage de Maggie de la trilogie à succès *Maggie* de Daniel Lessard aux éditions Pierre Tisseyre. L'histoire est basée à Cumberland Mills et à Saint-Benjamin au XX<sup>e</sup> siècle, les personnages et le narratif comporteraient des éléments empruntés à la réalité selon l'auteur<sup>78</sup>. Sachant que cette Marianne Harvey était proche des Taylor, ayant de nombreuses fois demandé de l'aide à la famille seigneuriale et ayant une réputation d'être une femme forte, M. Hunter

74. Turgeon, *L'esprit du lieu : entre le patrimoine matériel et immatériel*, p. 434.

75. Cloutier, « L'aristocratie anglaise... en Beauce ».

76. Entretien 2015-12 avec James Dean Hunter, Saint-Georges de Beauce, 23 octobre 2015.

77. *Ibid.*

78. Daniel Lessard, *Daniel Lessard*, [En ligne], consulté le 3 février 2019.

mentionne à M. Grenier sa rencontre avec l’auteur Daniel Lessard : « Donc cet été sa famille a eu une réception ici puis je lui ai demandé si je pouvais proposer qui était la vraie Maggie. Il a dit : «qui tu penses ?» et j’ai dit : «Marianne Harvey». «Comment tu sais ça ?»<sup>79</sup> » aurait-il répondu, surpris.



**Photo 22 – Pierre tombale de la famille Taylor, cimetière anglican de Cumberland Mills, voisin du manoir**

## **Le patrimoine matériel de Cumberland Mills**

L’école de rang, « Cumberland Mills School Number 2 », est le premier projet de restauration de M. Hunter qui témoigne de l’histoire des anglophones la région. Selon son témoignage, il a reçu beaucoup d’aide d’Eva Taylor pour que l’édifice retrouve son cachet historique, elle qui y a enseigné le temps de sa réouverture pour le passage d’un membre de la famille<sup>80</sup>. Autrement, les enfants anglophones voulant aller à l’école dans leur langue devaient se rendre à Jersey Mills, au sud de Saint-Georges sur la rivière Chaudière. Il se fie aux souvenirs d’Eva pour redonner la configuration initiale ainsi que les couleurs d’origine au bâtiment.

---

79. Entretien 2015-12 avec James Dean Hunter, Saint-Georges de Beauce, 23 octobre 2015.

80. *Ibid.*

Les bâtiments les plus importants à préserver pour maintenir la mémoire du régime seigneurial du fief de Cumberland sont ses manoirs. Au compte de trois durant son histoire, seulement le dernier survit. Selon Eva Taylor et M. Hunter, qui rapporte ses propos, les matériaux utilisés originellement pour construire le premier manoir auraient été transposés dans l'école de rang, il n'en resterait donc aucune trace<sup>81</sup>. Le deuxième, construit en pierre par les Harbottle vers 1840, est rapporté « en ruines » par Philippe Angers, déjà en 1927<sup>82</sup>. Le troisième, bâti en briques par les Harbottle-Taylor en 1917, fut habité par la famille seigneuriale jusqu'en 1975. En 2012, il est racheté par James Dean Hunter et son mari, Paul Geary, pour le restaurer<sup>83</sup>. Avec son ardeur habituelle, la fidélité à l'histoire va même jusqu'au rachat de certains meubles appartenant à la famille qui ont pu être retracés ou encore à l'achat de pièces datant de la même époque<sup>84</sup>. Depuis quelques années, l'ancien manoir seigneurial sert comme petit musée de l'histoire du fief de Cumberland, mais aussi comme auberge où il est possible de réserver une des chambres portant le nom des derniers seigneurs et seigneuses<sup>85</sup>. Ce bâtiment possède aussi une grande valeur patrimoniale aux yeux des habitants de la région et de l'ancienne famille seigneuriale. Dans l'entrevue, M. Hunter fait mention du fait que plusieurs avaient encore des souvenirs rattachés au bâtiment. Il y a tout d'abord les nombreux crochets dans l'ensemble le manoir Taylor, qui ont été restaurés par M. Hunter, rappelant qu'il y a toujours eu beaucoup d'invités pour des soirées ou pour payer les cens et rentes constituées<sup>86</sup>. D'un autre côté, les Taylor avaient le seul téléphone du village pendant un certain temps, mais on rapporte qu'ils étaient heureux de le partager avec la population<sup>87</sup>. Du côté des habitants, certaines personnes se souviennent que des membres de leurs familles venaient en ce lieu pour payer leur dû<sup>88</sup>. Finalement, il semblerait que le manoir ait toujours eu une certaine notoriété dans la région, souvent référé comme le « château Taylor »<sup>89</sup>. Ces exemples montrent une autre caractéristique de « l'esprit du lieu » : pour reprendre les justes paroles de l'ICOMOS, « l'esprit construit le lieu et, en même temps, le lieu investit et structure l'esprit<sup>90</sup> ».

---

81. *Ibid.*

82. Angers, *Les seigneurs et premiers censitaires de St-Georges de Beauce et la famille Pozer*, p. 80.

83. Cloutier, « L'aristocratie anglaise... en Beauce ».

84. Entretien 2015-12 avec James Dean Hunter, Saint-Georges de Beauce, 23 octobre 2015.

85. Auberge Manoir Taylor, *Auberge manoir Taylor* [En ligne], consulté le 12 avril 2018.

86. Entretien 2015-12 avec James Dean Hunter, Saint-Georges de Beauce, 23 octobre 2015.

87. *Ibid.*

88. *Ibid.*

89. *Ibid.*

90. Turgeon, *L'esprit du lieu : entre le patrimoine matériel et immatériel*, p. 434.





**Photo 23 – Manoir de Cumberland Mills**

Parmi les nombreux projets de M. Hunter pour valoriser l'histoire du fief de Cumberland, plusieurs concernent le rapatriement de bâtiments ayant appartenu à la famille seigneuriale des Harbottle-Taylor. Au fur et à mesure que celle-ci vieillit, elle vendait à des amis et voisins les dépendances devenues inutiles ou trop difficiles à entretenir. La plupart d'entre elles ont été retrouvées et plusieurs personnes s'affairent à tenter de les rapatrier sur les terrains utilisés pour promouvoir l'histoire locale et rebâtir une forge. Parmi ceux-ci, on retrouve un poulailler, une remise à glace, un hangar ainsi que le bâtiment des cens et rentes<sup>91</sup>. James Dean Hunter nous fournit des explications quant à la fonction de ce bâtiment et son rapport au régime seigneurial : au moment du paiement des cens et des rentes, les Taylor semblaient accepter des biens comme des balles de foin, de la viande ou d'autres produits de ferme<sup>92</sup>.

La chapelle anglicane Saint-Paul de Cumberland est un autre lieu physique commémorant la persistance du régime seigneurial ainsi que la présence anglo-protestante en Beauce. Construite vers 1847 à la demande du seigneur Edward Harbottle, elle dessert la population anglicane de Cumberland Mills et des environs pendant un peu plus d'un siècle<sup>93</sup>. Cependant, on rapporte qu'en 1971, des cérémonies interconfessionnelles sont célébrées puisque la population anglicane se raréfie depuis un certain temps au profit des catholiques<sup>94</sup>. Même si Philippe Angers écrit déjà en 1927 qu'elle « mériterait d'être examinée par les membres de la

91. Entretien 2015-12 avec James Dean Hunter, Saint-Georges de Beauce, 23 octobre 2015.

92. *Ibid.*

93. Répertoire du patrimoine culturel du Québec, *Site de la chapelle Saint-Paul, du cimetière et du manoir Taylor* [En ligne], consulté le 12 avril 2018.

94. Société du patrimoine des Beaucerons, *op. cit.*, p. 185.



Commission des Monuments Historiques de la province de Québec<sup>95</sup> » et malgré sa restauration en 1994, il faut attendre 2012 pour qu'elle devienne un site patrimonial en vertu de la Loi sur le patrimoine culturel<sup>96</sup>.



**Photo 24 – Chapelle anglicane St-Paul de Cumberland**

Aménagé en 1997-1998, le jardin Harbottle veut « rendre hommage à tous ces fondateurs de Cumberland Mills et surtout [...] commémorer leur goût pour la nature dans sa plus grande simplicité<sup>97</sup> ». D'une superficie de 350 000 pieds carrés situé aux abords de l'église anglicane, le jardin n'est un vestige du régime seigneurial que par la symbolique de son nom. James Dean Hunter a participé au déroulement du projet et on lui doit le choix du nom de la dernière famille seigneuriale : au départ, l'équipe organisatrice voulait nommer le jardin « Wintle » en l'honneur des ancêtres du président du comité chargé du projet<sup>98</sup>. Cependant, M. Hunter s'est battu pour faire changer le nom après avoir rencontré Eva Taylor. La raison ? Elle lui a fait savoir qu'elle n'était pas contente que le jardin soit nommé en l'honneur de la ménagère des seigneurs des lieux<sup>99</sup>. Une fois le comité convaincu, James Dean Hunter reçut une contribution monétaire de 10 000\$ pour le projet de la part de Mme Taylor sans s'y attendre, selon ses dires<sup>100</sup>. L'exemple des jardins Harbottle représente bien le retour d'une

---

95. Angers, *Les seigneurs et premiers censitaires de St-Georges de Beauce et la famille Pozer*, p. 80.

96. Répertoire du patrimoine culturel du Québec, *op. cit.*

97. Église Saint-Paul-de-Cumberland Mills, *op. cit.*

98. Entretien 2015-12 avec James Dean Hunter, Saint-Georges de Beauce, 23 octobre 2015.

99. *Ibid.*

100. *Ibid.*

mémoire vivante du régime seigneurial. Le travail de préservation du patrimoine n'est plus exclusivement celui d'un expert, mais aussi celui de la communauté qui entoure le lieu mémoriel. Ce critère fait notamment partie de la déclaration de Québec sur la sauvegarde de l'esprit de lieu de l'ICOMOS (2009)<sup>101</sup>.

Par ces différents exemples, on remarque que la mémoire de Cumberland Mills est principalement préservée sous l'initiative de M. Hunter par des éléments matériels, plus précisément des bâtiments. Au fil des ans, ces derniers ont suscité un sens et une importance auprès de la population locale sans toujours en être faits consciemment. Jumelés au travail de James Dean Hunter, ces facteurs démontrent pourquoi la mémoire anglophone de la région n'a jamais été complètement « oubliée ».



**Photo 25 – James Dean Hunter, gardien de la mémoire de Cumberland Mills**

### **Une toponymie ancrée dans l'histoire**

Le régime seigneurial et la présence anglophone à Cumberland Mills n'ont pas fait que marquer certaines personnes ou laisser des vestiges matériels, ils ont aussi laissé une toponymie qui leur est propre. Dans le cas des accès routiers, on retrouve plusieurs exemples. Le rang et la route Cumberland, tout comme le nom Cumberland Mills, font évidemment référence au passé seigneurial. En contrepartie, au moment de l'entretien du professeur Benoît Grenier avec James Dean Hunter en 2015, cette ancienne appellation de la région ne figurait pas dans Google Maps, signe flagrant de l'oubli du régime seigneurial et du développement de

101. Turgeon, *L'esprit du lieu : entre le patrimoine matériel et immatériel*, p. 436.

la ville de Saint-Georges<sup>102</sup>. La reconnaissance du nom « Cumberland Mills » était cependant l'un des principaux chevaux de bataille de M. Hunter dans la préservation du patrimoine local et son acharnement a finalement porté fruit puisque l'on peut aujourd'hui voir cette désignation en consultant l'application routière électronique.

Il faut aussi mentionner la route Taylor en référence à la dernière lignée de seigneurs des lieux, les Harbottle Taylor, présents sur ce territoire entre 1823 et 1975. Certains censitaires anglophones ont aussi laissé leur trace. On trouve les rues Wintle et Loweryson (Lauryson). Chez les francophones, il existe aussi plusieurs exemples. On peut penser à la rue Poulin à Saint-Simon-les-Mines, entre autres. Il y a aussi des toponymes faisant référence à des seigneuries avoisinantes, avec le rang Saint-Charles ou le rang Chaussegros. Le premier est peut-être lié au fief de Saint-Charles de la Belle Alliance, autre partie de la seigneurie initiale d'Aubin-de-l'Isle, même si elle n'y mène pas. Le deuxième désigne assurément Gaspard-Joseph Chaussegros de Léry. Cet ingénieur du roi en Nouvelle-France de 1716 à 1756, principalement connu aujourd'hui pour la construction des fortifications de la ville de Québec, était le seigneur du fief de Sainte-Barbe de la Famine, de la seigneurie de Rigaud-Vaudreuil et celle de Léry<sup>103</sup>.

La toponymie faisant référence au passé seigneurial et à la présence anglophone se trouve aussi dans le nom de certaines familles habitant encore Cumberland Mills. James Dean Hunter, à travers ses travaux pour valoriser l'histoire du fief, a notamment rencontré des descendants des Wintle, des Miller et des Scully, pour ne nommer qu'eux, qui résident toujours sur les terres de leurs ancêtres<sup>104</sup>.

## Conclusion

À travers l'histoire de la seigneurie d'Aubin-de-l'Isle et ensuite celle de Cumberland Mills, on remarque qu'il y a eu en effet un « oubli incomplet » de la présence anglophone. Plusieurs facteurs y ont contribué, comme les conditions de sa création, de son développement ou encore celles entourant l'abolition du régime seigneurial. De plus, plusieurs circonstances ont amené la population anglophone, qui s'élevait à environ 150 familles vers les années 1870, à quitter les lieux<sup>105</sup>. Le vide a ensuite été comblé par les francophones et l'oubli s'est progressivement installé. Cependant, il n'a jamais été complet et ce pan de l'histoire de la région fait désormais un retour dans l'intérêt public. Le patrimoine matériel et immatériel ont fait en sorte que le régime seigneurial et la présence anglophone à Cumberland Mills, n'a jamais été complètement effacé de la mémoire collective. De plus, le travail mené par James Dean Hunter a aussi grandement contribué; son témoignage nous montre le sérieux avec lequel

---

102. Entretien 2015-12 avec James Dean Hunter, Saint-Georges de Beauce, 23 octobre 2015.

103. F. J. Thorpe, « Gaspard-Joseph Chaussegros de Léry », *Dictionnaire biographique du Canada* » [en ligne], Consulté le 12 avril 2018, [http://www.biographi.ca/fr/bio/chaussegros\\_de\\_lery\\_gaspard\\_joseph\\_1682\\_1756\\_3F.html](http://www.biographi.ca/fr/bio/chaussegros_de_lery_gaspard_joseph_1682_1756_3F.html)

104. Entretien 2015-12 avec James Dean Hunter, Saint-Georges de Beauce, 23 octobre 2015.

105. Angers, *Les seigneurs et premiers censitaires de St-Georges de Beauce et la famille Pozzer*, p. 81.

il tente de partager sa passion, mais aussi les nombreux projets de restauration et de commémoration auxquels il a participé en tant que porteur de la mémoire familiale Harbottle Taylor.

La question de l'oubli du monde seigneurial se pose non seulement pour l'ancien fief de Cumberland Mills, mais pourrait très bien s'appliquer à d'autres anciennes seigneuries. On peut notamment penser à celle d'Aubert-Gallion, voisine de Cumberland, avec la famille seigneuriale Pozer, d'origine allemande. De par l'origine non francophone de leur lignée principale de seigneur, soit les Harbottle, les Harbottle Taylor et les Pozer, il serait intéressant de comparer la mémoire et les persistances du régime seigneurial de chacune de leurs seigneuries en Beauce.

**TITRE:** LA « BIENVEILLANCE » DU SÉMINAIRE DE QUÉBEC ENVERS LES HABITANTS DE SA SEIGNEURIE DE BEAUPRÉ? : DE 1664 À NOS JOURS

**AUTEUR:** RAPHAËL BERGERON-GAUTHIER, UNIVERSITÉ DE SHERBROOKE

**PUBLICATION:** LE RÉGIME SEIGNEURIAL AU QUÉBEC : FRAGMENTS D'HISTOIRE ET DE MÉMOIRE

**PAGES:** 147 - 170

**DIRECTION :** BENOÎT GRENIER AVEC LA COLLABORATION D'ALAIN LABERGE ET DE STÉPHANIE LANTHIER

**ISBN:** 978-2-7622-0361-5

**URI:** [HTTP://HDL.HANDLE.NET/11143/16423](http://hdl.handle.net/11143/16423)

**DOI:** [HTTPS://DOI.ORG/10.17118/11143/16423](https://doi.org/10.17118/11143/16423)

# LA « BIENVEILLANCE » DU SÉMINAIRE DE QUÉBEC ENVERS LES HABITANTS DE SA SEIGNEURIE DE BEAUPRÉ? : DE 1664 À NOS JOURS

Raphaël Bergeron-Gauthier, candidat à la maîtrise en histoire,  
Université de Sherbrooke.

## La seigneurie de Beaupré et ses seigneurs

Le 15 janvier 1636, la Compagnie de la Nouvelle-France, connue sous le nom de Compagnie des Cent-Associés, distribue un imposant lot de terres, soit les seigneuries de Beaupré et de l'île d'Orléans, à la Compagnie de Beaupré : une société composée de huit actionnaires dont six sont membres des Cent-Associés<sup>1</sup>. En ce qui concerne Beaupré, seigneurie présente dans les limites territoriales de la juridiction du gouvernement de Québec, sa façade suit l'hydrographie du Saint-Laurent. Elle s'étend sur 15 lieues<sup>2</sup> de front, au nord du Fleuve, par 6 lieues de profondeur<sup>3</sup>. Son territoire est composé de terres forestières non défrichées, « allant d'une forêt mixte à tendance résineuse à une forêt de feuillus<sup>4</sup> », qui sont en majeure partie montagneuses, notamment au Nord. De plus, ces terres qui s'étendent de « la borne du côté du sud-ouest du fief de Beauport [rivière Montmorency] jusqu'à la rivière du Gouffre [à Baie St-Paul]<sup>5</sup> », regroupent de nombreux lacs. En termes de concessions de seigneuries dans la vallée laurentienne, Beaupré est l'une des plus imposantes en superficie.

---

1. Marc Vallières et al, *Histoire du Québec et de sa région : tome 1. Des origines à 1791*, Québec, presses de l'université Laval, 2008, p. 548.

2. Une lieue, qui équivaut approximativement à 5 kilomètres, est une unité de mesure ancienne.

3. Benoît Grenier, « Le patrimoine seigneurial du Séminaire de Québec ou l'héritage matériel de François de Laval », dans Étienne Berthold, dir., *Le patrimoine des communautés religieuses. Empreintes et Approches*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2018, p. 32.

4. *Ibid.*, p. 40.

5. Jacques Mathieu et Laberge Alain, dir., *L'occupation des terres dans la vallée du Saint-Laurent : les aveux et dénominations, 1723-1745*, Sillery, Québec, Septentrion et Centre de recherche Lionel-Groulx, 1991, p. 89.

Progressivement et en dépit de leur absentéisme, les seigneurs et actionnaires de la compagnie de Beupré entament le processus de colonisation. En avril 1646, soit une décennie après l'acquisition de ce vaste territoire, les premières concessions de terres sont effectuées par la compagnie qui, au final, administrera ce fief pendant trois décennies<sup>6</sup>. Au cours de ces années, les premiers jalons d'une économie agricole, centrés sur la production de blé<sup>7</sup>, parviennent à se mettre en place dans la seigneurie, et ce, malgré les fréquentes incursions iroquoises dans la région. En août 1664, Mgr François de Laval, premier évêque de Nouvelle-France, réussit à réunir six des huit parts disponibles de la seigneurie. Les deux dernières deviennent siennes en février 1668<sup>8</sup>. Grâce à un prêt monétaire consenti par Charles Aubert de La Chesnaye, un homme d'affaires omniprésent dans la colonie, Mgr de Laval a été en mesure d'acquérir la propriété complète de la seigneurie de Beupré pour un total 10 680 livres tournois<sup>9</sup>. Au moment où il avait entamé le processus de rachat des parts, dès 1662, il effectuait parallèlement des démarches pour construire un Séminaire<sup>10</sup>. Ainsi, l'intention derrière l'acquisition de ses fiefs par l'évêque de Pétrée consistait notamment à assurer le soutien futur de son institution, qu'il soit à des fins monétaires ou agraires. Qui plus est, étant l'une des plus anciennes seigneuries de la colonie, la démographie s'avérait être une ressource considérable. De fait, le recensement de 1667 indique que 646 habitants<sup>11</sup> résidaient déjà à Beupré et que 225 terres auraient fait l'objet d'une concession<sup>12</sup>. Ce qui, à cette époque et en comparaison aux autres seigneuries de la vallée laurentienne, constituait un développement bien entamé ainsi qu'une proportion démographique importante dans le territoire sous la juridiction du gouvernement de Québec. D'ailleurs, Alain Laberge a démontré que les censives distribuées à Beupré ainsi qu'à l'île d'Orléans représentaient 17.8% de l'ensemble des censives du gouvernement de Québec vers 1725<sup>13</sup>, ce qui représente une proportion non-négligeable.

Enfin, après avoir obtenu l'approbation de la Cour, Mgr de Laval rendit un mandement pour l'établissement du Séminaire épiscopal. En avril 1663, l'évêque reçoit de Louis XIV ses lettres patentes qui approuvent l'établissement de cette institution en Nouvelle-France<sup>14</sup>. Le Séminaire de Québec sera le seul établissement de formation de prêtres et donc, la seule source du clergé séculier du Canada jusqu'en 1840, moment où le Grand Séminaire de Montréal est fondé. François de Laval sera le seigneur, absent également, de la seigneurie

6. Raymond Gariépy, *Les seigneuries de Beupré et de l'île d'Orléans dans leurs débuts*, Québec, société historique de Québec, 1974, p. 22.

7. Richard C. Harris et Dechêne Louise, dir., *Atlas historique du Canada. Vol. I : Des origines à 1800*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 1987, PLANCHE 53.

8. Gariépy, *Les seigneuries de Beupré et de l'île d'Orléans*, p. 63.

9. *Ibid.*, p. 63.

10. *Ibid.*, p. 52.

11. *Ibid.*, p. 196.

12. *Ibid.*, p. 112.

13. Alain Laberge, *Portraits de campagnes : la formation d'un monde rural laurentien au XVIII<sup>e</sup> siècle*, p. 136.

14. Émile Bégin, *François de Laval*, Québec, Presses de l'université Laval, 1959, p. 44.



de Beupré jusqu'en 1685, année où il démissionne de son poste d'évêque<sup>15</sup>. Moment qui correspond également à la prise des responsabilités seigneuriales du fief de Beupré ainsi que de toutes les autres<sup>16</sup> sous possession de François de Laval par le Séminaire de Québec. C'est grâce à la donation de Mgr de Laval que Beupré devient une seigneurie institutionnelle. D'ailleurs, l'entière du fief n'aura aucun autre propriétaire que le Séminaire jusqu'à l'abolition du régime seigneurial en 1854, voire jusqu'à nos jours. Dès l'acquisition de cette seigneurie, l'institution aurait, selon les dires de Noël Baillargeon, « entouré de ses soins » la population de Beupré en construisant à ses frais de nombreux moulins, les premières églises, qui deviendront le cœur des paroisses, ainsi que les premières écoles<sup>17</sup>.

Qui plus est, Beupré s'avère un excellent exemple en Nouvelle-France quant à l'application de la justice seigneuriale. À partir des années 1660, la seigneurie disposait de cours locales<sup>18</sup> avec un juge, aussi appelé prévôt ou bailli, un procureur fiscal, un huissier ainsi qu'un greffier, également appelé sergent<sup>19</sup>. La justice seigneuriale de Beupré est établie dans les premiers soubresauts de la colonisation de la vallée laurentienne et elle fait également partie des plus anciennes de la colonie qui soit encore en activité à la fin du régime français<sup>20</sup>. Son établissement hâtif lui a permis de bien s'enraciner dans les coutumes locales et de mettre en place un réel champ social semi-autonome<sup>21</sup>. Malgré cela, la justice seigneuriale est immédiatement abolie par les autorités britanniques suite à la conquête et elle ne renaîtra jamais. De fait, dès 1760, le gouvernement de James Murray va adopter des mesures qui auront pour effet de mettre un terme aux opérations de la justice seigneuriale de l'endroit au profit des tribunaux britanniques<sup>22</sup>. Toutefois, le désir des Anglais de maintenir les autorités traditionnelles a engendré une forme de conciliation envers celles-ci. Certes, le Séminaire de Québec devra rompre les liens avec les maisons parisiennes auxquelles il était déjà affilié, mais l'institution garde la pleine possession de ses seigneuries et continue la gestion de ces dernières, incluant Beupré<sup>23</sup>. De plus, ce qui caractérise fortement la seigneurie de Beupré depuis M<sup>gr</sup> de Laval, c'est qu'elle est restée sous la propriété d'une seule entité institutionnelle et qu'elle ne s'est pas morcelée au gré des générations comme ce fut le cas pour plusieurs seigneuries laïques. Ainsi, l'héritage de François de Laval est resté intact jusqu'à l'abolition de 1854 et même jusqu'à nos jours.

---

15. Noël Baillargeon, *Le séminaire de Québec de 1685 à 1760*, Québec, presses de l'Université Laval, 1977, p. 4.

16. Île Jésus, Île-aux-Coudres et la Petite-Nation.

17. Baillargeon, *Le séminaire de Québec sous l'épiscopat de Mgr de Laval*, p. 203.

18. André Lafontaine, *Les bailliages de Beupré et de l'Île d'Orléans*, Sherbrooke, A. Lafontaine, 1987, p. XIII.

19. Gariépy, *Les seigneuries de Beupré et de l'Île d'Orléans*, p. 89.

20. Benoît Grenier, *Brève histoire du régime seigneurial*, Montréal, Boréal, 2012, p. 85.

21. Jean-Philippe Garneau, « La justice des seigneurs de la Côte-de-Beupré », *Cap-aux-Diamants*, n°106, été 2011, p. 528.

22. *Ibid.*, p. 531.

23. *Ibid.*, p. 162.



L'objectif de la présente étude est d'établir la perception, orientée sur l'idée de la « bienveillance » des seigneurs du Séminaire de Québec, que les membres actuels de l'institution, dans ce cas-ci l'ancien procureur et actuel supérieur général, Jacques Roberge, éprouvent envers l'abolition et les persistances du régime seigneurial. L'historien travaille très couramment avec des sources manuscrites puisqu'elles sont, d'une part, les seuls vestiges d'un passé révolu et d'autre part, parce que nous ne pouvons pas communiquer avec les témoins de l'époque. En ce qui nous concerne, nous disposons d'une source orale résultant de l'abou-tissement de la mémoire du Séminaire de Québec, soit l'entretien du chanoine réalisé au séminaire de Québec le 19 février 2015. Celle-ci nous permettra d'étoffer notre réflexion sur les mémoires et les persistances du régime seigneurial. À partir de ce témoignage, nous tenterons de répondre à la question suivante : l'abolition de 1854 a-t-elle été porteuse d'une rupture ou d'une continuité équivalente quant à la « bienveillance » du Séminaire envers la population et le territoire de la côte de Beaupré?

## Historiographie

L'axe initial de réflexion sera orienté autour des études de Noël Baillargeon sur le Séminaire de Québec. En consultant l'ensemble de ses quatre tomes, un constat ressort : l'historien, lui-même membre agrégé de la communauté des prêtres du Séminaire, adhère à l'idée d'une bienveillance des seigneurs de l'institution envers, notamment ses censitaires, mais également le développement économique de la région de la Côte-de-Beaupré. De toute évidence, ce dernier défend la thèse selon laquelle l'héritage de François de Laval serait tombé entre des mains soucieuses du bon développement de ce patrimoine. Cette vision épouse celle de l'historiographie traditionnelle : un courant qui idéalise le régime seigneurial canadien en propageant l'idée d'un régime « épuré » de tous ces éléments négatifs qui n'aurait occasionné, contrairement à ses homologues européens, aucun fardeau pour les censitaires de la colonie. Il s'agit donc d'une perception de « seigneur bienfaiteur » qui s'arrime avec celle mise de l'avant par Philippe-Aubert de Gaspé dans son œuvre *Les Anciens Canadiens*. Dans la deuxième moitié du XX<sup>e</sup> siècle, cette vision s'est heurtée à plusieurs études, imprégnées d'un courant idéologique marxiste wébérien, dont celles de Mario Lancelette<sup>24</sup>, de Sylvie Dépatie<sup>25</sup>, de Louise Dechêne<sup>26</sup> et de Christian Dessureault<sup>27</sup>. Ces études avaient pour objectifs d'offrir un témoignage autre que celui proposé par l'historiographie traditionnelle. Toutefois, il est nécessaire de nuancer entre ces deux interprétations historiques, qui ne sont pas exclusives précisons-le. Quant aux persistances et à la mémoire du régime seigneurial, l'historien Benoît Grenier, qui étudie actuellement ces deux aspects, a démontré à plusieurs occasions l'existence d'une certaine pérennité seigneuriale au Québec. Par conséquent, le

---

24. Mario Lalancette, « La seigneurie de l'Île-aux-Coudres au XVIII<sup>e</sup> siècle » dans Sylvie Dépatie, Christian Dessureault et Mario Lalancette, *Contributions à l'étude du régime seigneurial canadien*, Montréal, Hurtubise, HMH, 1987, p. 85-151.

25. Sylvie Dépatie, « La seigneurie de l'Île-Jésus au XVIII<sup>e</sup> siècle » dans Sylvie Dépatie et al, *Contributions à l'étude du régime seigneurial canadien*, p. 7-83.

26. Louise Dechêne, *Habitants et marchands de Montréal au XVII<sup>e</sup> siècle*, Montréal, Boréal, 1988 [1974], 532 p.

27. Christian Dessureault, « La seigneurie du Lac-des-Deux-Montagnes » dans Sylvie Dépatie et al, *Contributions à l'étude du régime seigneurial canadien*, p. 153-267.

Séminaire pourrait très bien, encore aujourd'hui, s'inscrire dans cette continuité issue de cette institution d'Ancien régime.

D'entrée de jeu, nous considérons qu'il n'y a pas de rupture déterminante quant à l'apport du Séminaire de Québec dans le développement social et économique de la région de la Côte-de-Beaupré suite à l'abolition du régime seigneurial en 1854 ce qui témoignerait d'une persistance des pratiques de « bienveillances », qui doivent tout de même être nuancées, présentes depuis l'acquisition du fief de Beaupré par l'institution jusqu'à nos jours. Actuellement, le Séminaire de Québec possède des clubs de chasse et pêche, des clubs de motoneiges ainsi que des sentiers de marches et de ski de fond. Qui plus est, l'institution contribuerait toujours au développement économique de la région en investissant dans trois volets économiques, soit dans l'industrie forestière, les loisirs et le développement éolien, ainsi qu'en créant des centaines d'emplois au cours de la saison estivale.

## La période seigneuriale : l'idée de la bienveillance

### Capacité financière du Séminaire de Québec

En consultant les études de Noël Baillargeon sur le Séminaire de Québec, plusieurs constats ressortent. L'appartenance de ce dernier envers l'institution est teintée dans les interprétations et les conclusions qu'il met de l'avant. Ces études, néanmoins caractérisées par une rigueur scientifique, témoignent d'une certaine subjectivité ayant, volontairement ou non, contribué à embellir l'image séculaire du Séminaire. D'entrée de jeu dans son premier tome, après avoir mis en évidence les qualités d'entrepreneur et de visionnaire de M<sup>gr</sup> François Montmorency de Laval, Baillargeon louange le Séminaire en affirmant que l'institution à « entouré de ses soins » la population de Beaupré en construisant à ses frais de nombreux moulins, les premières églises ainsi que les premières écoles<sup>28</sup>. L'historien défend l'idée selon laquelle les seigneurs du Séminaire se dotaient d'une mission de bienveillance face à leurs censitaires, mais également face à leurs fidèles franco-catholiques. Ce bon-vouloir se traduirait donc par une redistribution dans la société de la Côte-de-Beaupré. Établissons d'abord la situation financière du Séminaire afin de voir s'ils étaient en mesure ou non de redistribuer dans la société et si c'est le cas, voir sous quelles intentions effectuaient-ils cette redistribution.

Alors que les revenus du curé dépendent de la dîme, ceux des institutions religieuses dépendent principalement de la ou des seigneuries qu'elles possèdent<sup>29</sup>. Alain Laberge précise que « les seigneurs qui pourront profiter des plus gros revenus provenant des redevances foncières sont les institutions ecclésiastiques et la noblesse disposant d'ensembles

28. Baillargeon, *Le séminaire de Québec sous l'épiscopat de Mgr de Laval*, p. 203.

29. Fernand Ouellet, « Propriété seigneuriale et groupe sociaux dans la vallée du Saint-Laurent (1663-1840) », *Revue de l'Université d'Ottawa*, vol. 47, n° 1, 1977, p. 194.

seigneuriaux<sup>30</sup> ». Dans le cas du Séminaire de Québec, l'institution dispose évidemment de plusieurs fiefs : Beupré certes, mais également l'île-Jésus, échangée contre l'île d'Orléans en 1675 par Mgr de Laval<sup>31</sup>, l'île-aux-Coudres ainsi que la Petite-Nation<sup>32</sup>. Comme le précise Fernand Ouellet, les domaines ecclésiastiques sont très peu fréquemment aliénés par la vente et ils ne sont que rarement soumis aux tribulations qui affectent les patrimoines laïques tels que le morcellement à la mort du père ou la liquidation en cas d'endettement<sup>33</sup>. De telle sorte que cela représente un avantage considérable pour les institutions puisque les charges financières qui pèsent sur les censitaires bénéficient à une seule et même autorité<sup>34</sup>. La propriété foncière ecclésiastique serait donc un domaine qui, globalement, aurait tendance à s'accroître. D'ailleurs, Laberge insiste dans *Portraits de campagnes* sur le caractère lucratif des domaines seigneuriaux sous possessions ecclésiastiques. Ainsi, considérant les imposantes propriétés du Séminaire, il va de soi que les revenus de cette institution vont en ce sens à mesure que l'augmentation démographique se déverse sur la vallée laurentienne. À titre d'exemple, seulement pour les domaines de la Grande Ferme et de la Petite ferme dans la seigneurie de Beupré en 1718, le Séminaire récolte une somme totale de 27 533 livres françaises<sup>35</sup>. Soixante-douze ans plus tard, en 1790, l'institution cumule des revenus, toutes catégories confondues, de 39 281 livres françaises. Puis, en 1818, les prêtres du Séminaire totalisent des revenus de 127 898 livres françaises<sup>36</sup>. Cette somme représente une augmentation de 326 % par rapport à 1790. Si bien que l'augmentation croissante des revenus du Séminaire ainsi que l'importance de ceux-ci, année après année, ne sont pas à négliger. De telle sorte que nous ne pouvons pas infirmer les possibilités financières du Séminaire à redistribuer dans le territoire de la Côte-de-Beupré. Dans l'article de Fernand Ouellet, « Propriété seigneuriale et groupes sociaux dans la vallée du Saint-Laurent (1663-1840) », les revenus des seigneuries du Séminaire de Québec de 1788 à 1843 sont indiqués et témoignent parfaitement de cette affirmation. Ce sont d'imposantes rentrées d'argents que reçoit l'institution annuellement.

Maintenant que nous connaissons les capacités de redistribution du Séminaire, il importe d'approfondir notre réflexion afin de savoir avec quelles intentions les seigneurs effectuaient cette répartition. Noël Baillargeon mentionne fièrement que le Séminaire de Québec « mit à sa disposition les prêtres les plus zélés, construisit à ses frais les moulins, la plupart de ses premières Églises et se préoccupa avec une inlassable sollicitude de l'éducation de

30. Laberge, *Portraits de campagnes*, p.120.

31. BAnQ-Québec, E39, S100, SS2, Fonds Syndicat national du rachat des rentes seigneuriales, seigneurie de l'île-Jésus.

32. Le séminaire possèdera la seigneurie de la Petite-Nation de 1680 à 1801, année correspondant à la prise de possession de la seigneurie par Joseph Papineau, père de Louis-Joseph Papineau

33. Ouellet, « Propriété seigneuriale et groupe sociaux... », p. 195.

34. Grenier, *Brève histoire du régime seigneurial*, p.117.

35. Richard Colebrook-Harris, *The Seigneurial System in Early Canada: A Geographical Study*, Montréal et Kingston, McGill's-Queen's university press, 1984, p. 84.

36. Ouellet, « Propriété seigneuriale et groupe sociaux... », p. 195.

ses enfants<sup>37</sup> ». Hors contexte, ces contributions semblent en effet témoigner d'une forme de bonne volonté de l'institution envers ses censitaires. Ce qu'il faut savoir c'est qu'à cette époque en Nouvelle-France, les seigneurs ne sont pas sans devoirs envers leurs censitaires. L'un de ceux-ci implique la construction et l'entretien d'un moulin à blé<sup>38</sup>. L'objectif étant bien sûr que les habitants de la seigneurie puissent avoir accès à un endroit où ils peuvent faire moudre leur farine et ainsi, subvenir à leurs besoins alimentaires tout en apportant des revenus aux seigneurs. En ce qui concerne la construction de moulins, nous ne pouvons pas affirmer unilatéralement qu'il s'agit de bienveillance puisque c'était, en théorie, une obligation seigneuriale. Certes, certains seigneurs laïques tels que les Couillard dans leur seigneurie de la Rivière du Sud ont négligé cet aspect, notamment en ce qui a trait à l'entretien<sup>39</sup>, et les archives nous ont laissé de nombreuses traces de ces mauvaises relations entre seigneurs et censitaires à propos des moulins. Si l'on compare le cas du Séminaire à celui des Couillard, nous pourrions interpréter la bienveillance par le respect de cette obligation seigneuriale. Toutefois, nous allons voir que ce n'était pas toujours le cas. Qui plus est, il est important de mentionner que « les devoirs que l'on attribue au seigneur sont directement associés à la rentabilité de la seigneurie<sup>40</sup> » ce qui, à terme, n'est pas un investissement sans retombées économiques. De fait, les seigneurs ont le monopole sur les moulins, ce qui signifie que personne ne peut construire une installation similaire n'y en retirer les profits sans convenir une entente avec les seigneurs du Séminaire. Ils bénéficient également du droit de mouture, qui assure le prélèvement par le meunier d'un minot de farine sur quatorze<sup>41</sup>. Il semblerait, dans ce cas, que les privilèges surpassent la bienveillance.

Quant à la construction de « la plupart des premières Églises », nous pouvons expliquer l'investissement de l'institution, entre autres, par la continuité de leur mission religieuse. Étant une institution ecclésiastique, il va de soi que les seigneurs du Séminaire désirent offrir un lieu de culte aux habitants de leurs seigneuries. Dans les premiers moments où l'idée de coloniser la vallée laurentienne germait en France, les sociétaires avaient pour objectif de promouvoir, d'une part, la colonisation, mais également d'assurer l'établissement de communautés religieuses en accaparant certains des fiefs les plus vastes et les mieux situés<sup>42</sup>. Ainsi, dans le cas du Séminaire, les prêtres sont dotés d'une double mission : colonisatrice et religieuse. C'est également dans cette même optique que l'institution investit temps et argent dans l'éducation ainsi que les écoles qui sont, au final, administrées par des membres du clergé. En s'engageant activement dans ces trois sphères, les prêtres du Séminaire, étant à la fois seigneurs de la seigneurie, prêtres dans les églises et enseignants dans les écoles, disposent d'une double autorité dans la région : seigneuriale et morale. De plus, en exerçant

---

37. Baillargeon, *Le Séminaire de Québec sous l'épiscopat de Mgr de Laval*, p. 203.

38. Grenier, *Brève histoire du régime seigneurial*, p.78.

39. Thomas Wien, « Les conflits sociaux dans une seigneurie canadienne au XVIII<sup>e</sup> siècle : Les moulins des couillards », dans Gérard Bouchard et Joseph, dir., *Famille, économie et société rurale en contexte d'urbanisation (17<sup>e</sup>-20<sup>e</sup> siècle)*, Montréal et Paris, Presses de l'Université de Montréal et Éditions de l'ÉHESS, 1990, p. 225-236.

40. Grenier, *Brève histoire du régime seigneurial*, p. 76.

41. *Ibid.*, p. 86.

42. Marc Vallières et al, *Histoire du Québec et de sa région : tome 1. Des origines à 1791*, Québec, presses de l'université Laval, 2008, p. 548.

une forme de paternalisme, cela nous indique que le Séminaire est « sensible à l'opinion publique et qu'il prend soin de ne pas se l'aliéner<sup>43</sup> ».

### **L'application d'une forme de bienveillance ou d'investissement?**

L'analyse des capacités financières du Séminaire par Fernand Ouellet a permis de comprendre que l'institution était amplement en mesure de redistribuer. Les intentions ont également été nuancées et elles le seront davantage dans la suite des choses. Notre point de mire sera de confronter les interprétations paternalistes et altruistes de Noël Baillargeon aux études « marxistes-wébérienne », plus sévères envers le régime seigneurial, afin de nuancer, de part et d'autre, les rapports présents entre les seigneurs du Séminaire et les habitants de ses seigneuries. Plus haut, la première mention d'investissement concernait les moulins, érigés aux frais des seigneurs, dans les premiers soubresauts de la colonisation. Nous avons mis de l'avant l'idée selon laquelle le Séminaire a rapidement construit les premiers moulins puisqu'il devait et désirait respecter les exigences seigneuriales qu'il avait envers ses censitaires ce qui, de toute évidence, cadre parfaitement avec l'idée de la bienveillance mise de l'avant par Baillargeon dans ces études. Toutefois, il est nécessaire de nuancer, notamment en ce qui concerne les moulins banaux. Prenons le cas de l'Île-Jésus, seigneurie possédée par le Séminaire de Québec, dans laquelle Sylvie Dépatie révèle un cas de négligence du Séminaire envers ses obligations banales. À l'Île-Jésus en 1749, le seul moulin en fonction dans le fief est situé à l'extrémité sud-est de l'île. Pour les habitants établis à l'ouest de la seigneurie, cet emplacement engendre plusieurs problèmes, notamment quant aux déplacements ce qui, à terme, complique grandement le processus de production alimentaire. Les conditions faisaient en sorte que les résidents de l'ouest devaient parcourir jusqu'à quatre à cinq lieues avant d'avoir accès au moulin<sup>44</sup>. Ces censitaires devront attendre jusqu'en 1772, soit 23 ans plus tard, avant que le Séminaire ne construise un moulin à proximité de leurs résidences<sup>45</sup>. Bien entendu, cette situation a occasionné du mécontentement envers les seigneurs par les censitaires victimes de cet éloignement. Dans ce cas-ci, le Séminaire a fait preuve d'une lenteur pour régler la situation et cela a causé de nombreux torts aux familles qui résidaient à l'ouest de l'île. D'ailleurs, plusieurs de celles-ci désiraient quitter leurs terres pour Terrebonne, la seigneurie voisine<sup>46</sup>. Cet exemple nous permet de relativiser la bienveillance du Séminaire envers ces censitaires. Certes, cette situation ne concerne pas les habitants de la seigneurie de Beauré, mais il s'agit toutefois d'un fief sous possession du Séminaire, qui administrait ses seigneuries de façon similaire.

---

43. Dépatie, « La seigneurie de l'Île-Jésus au XVIII<sup>e</sup> siècle », p. 79.

44. *Ibid.*, p. 44.

45. *Ibid.*

46. *Ibid.*

Dans le même ordre d'idées, l'historien Mario Lalancette, dont les études portent sur l'Île-aux-Coudres, territoire pouvant être considéré comme le prolongement de la seigneurie de Beupré<sup>47</sup>, offre un autre cas de négligence concernant les devoirs banaux des seigneurs ecclésiastiques. L'historien nous démontre qu'à l'Île-aux-Coudres à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, la construction d'un moulin se fait attendre. Les premières concessions officielles de terres datent de 1728 et dans l'aveu et dénombrement produit une décennie plus tard, il n'y a aucune mention qui atteste de la présence d'un moulin dans la seigneurie<sup>48</sup>. La construction d'un moulin pour ces insulaires n'était pas la priorité du Séminaire. D'ailleurs, ils auront dû attendre jusqu'en 1754, soit vingt-six années après le début de la colonisation, avant qu'un moulin ne soit mis à la disposition des habitants de la seigneurie. C'est d'ailleurs ces mêmes habitants qui ont dû faire une requête aux seigneurs en 1752 afin qu'ils remédient à la situation. Le Séminaire de Québec accepte la demande et les prêtres « se disent prêts à s'engager envers le Sieur Pierre Bazin, fermier de la seigneurie et chargé de pouvoir du Séminaire, pour rendre, là où il plaira au seigneur, toute la pierre, la chaux et le bois nécessaires à la construction d'un moulin à vent<sup>49</sup> ». En échange, les seigneurs doivent fournir une main-d'œuvre qualifiée pour effectuer la construction. Au final, l'institution ne débourse que 1 300 livres françaises pour l'ensemble du processus, « ce qui est peu pour un moulin à vent en pierre<sup>50</sup> », et bénéficie des droits de banalités de ce moulin sur la pointe de l'Islet. Ce cas témoigne de la présence d'une certaine négligence de l'institution, en ce qui a trait à ses devoirs banaux, envers les habitants. Ces exemples concernent deux cas précis qui ne représentent pas une vision globale de l'administration que faisait le Séminaire envers ces fiefs. L'idée n'est pas de prendre ces situations et de les généraliser puisque, nous le savons bien, les bonnes relations ne laissent aucune trace dans les archives alors que les mauvaises, comme dans ces cas, ressortent plus fréquemment du passé. Toutefois, il faut être au fait que la situation n'était pas toujours aussi « idéalisée » que peuvent laisser croire les études de l'historien et prêtre du Séminaire.

Maintenant, prenons un autre exemple tiré directement des études de Noël Baillargeon. À de nombreuses reprises dans ses écrits, l'historien défend sa vision de la bienveillance de l'institution envers ces censitaires. Dans ce cas-ci, il met de l'avant l'idée selon laquelle « le Séminaire s'est montré patient envers ses locataires et leur a souvent fait grâce des arrérages dans les années de mauvaises récoltes. Il a surtout laissé à chacun le temps de prendre le dessus<sup>51</sup> ». Que nous révèle cet extrait ? Tout d'abord, que le choix des mots, tels que « patient », « faire grâce » et « le temps de prendre le dessus » n'est pas laissé au hasard. L'intention de Noël Baillargeon est de renforcer l'idée selon laquelle le Séminaire agissait de bonne foi et dans l'intérêt des habitants de ses seigneuries. Sans toutefois infirmer ce qu'il défend, il est nécessaire de nuancer ses affirmations. La patience était en effet un qualificatif qui représentait les seigneurs du Séminaire, de nombreux exemples en témoignent, mais

47. Lalancette, « La seigneurie de l'Île-aux-Coudres au XVIII<sup>e</sup> siècle », p. 115.

48. *Ibid.*, p. 120.

49. *Ibid.*

50. *Ibid.*

51. Noël Baillargeon, *Le Séminaire de Québec de 1800 à 1850*, Québec, presses de l'université Laval, 1994, p. 125.

ce n'était pas une patience « gratuite ». Ces derniers espéraient recevoir quelque chose en retour. Prenons le cas du censitaire Jean Thibodeau de la Marsolet qui, suite à la mise en disposition de 4 bœufs de travail et 8 vaches par le Séminaire, se doit de livrer dans les greniers de la Petite ferme, à Beaupré en 1798, la moitié de sa récolte de blé et autres grains, 10 livres de beurre ainsi que la moitié de ces veaux<sup>52</sup>. Dans ce cas-ci, il est vrai d'affirmer que le Séminaire a offert des ressources de travail pour ce censitaire et donc, une opportunité bienveillante qui l'a aidé à remonter la pente, mais l'institution exige de nombreuses choses en retour et cela représente une énorme partie du capital de cet habitant. Ne s'agirait-il pas davantage d'une forme de prêt ou d'investissement par le Séminaire, considérant les sommes exigées en retour, que de bienveillance?

### **Le développement économique : d'autres acteurs ?**

Dans ses études, Noël Baillargeon présente de nombreux cas, surtout sous forme de permissions, dans lesquelles le Séminaire a contribué au développement économique de la région. Par exemple, le cas du procureur Félix Gatien qui, le 20 novembre 1809, confia au meunier du moulin de l'Entrée, Ambroise Pilote, le soin d'accorder des permissions aux habitants désireux de faire du goudron en échange d'une rente d'un baril de goudron sur dix<sup>53</sup>. La permission accordée par le procureur du Séminaire de fabriquer du sucre d'érable sur les terres de la Baie-Saint-Paul contre un prélèvement, par le préposé à la surveillance du domaine, de 5 livres de sucre sur cent<sup>54</sup>. Ou encore l'ouverture du chemin à Baie-Saint-Paul, engendré par les seigneurs du Séminaire, qui coïncida avec un vaste mouvement d'expansion territoriale que rendait impérieux l'accroissement continu de la population. Baillargeon affirme que « les seigneurs de Beaupré, par souci d'équité envers leurs censitaires présents aussi bien que futurs », ont offert des droits de souffrances ainsi que des concessions de terres par milliers<sup>55</sup>. Dans ce cas-ci, il faut être au fait que sans concessions, le Séminaire ne récolte aucun profit.

Sylvie Depatie relève un cas intéressant, survenu à l'Île-Jésus, qui permet de reconsidérer notre interprétation concernant l'impact du Séminaire dans le développement économique de ces fiefs. Au début du XIX<sup>e</sup> siècle, les seigneurs passent un contrat avec un dénommé Louis Beaulieu pour la construction d'un moulin à Gros-Sault : « Beaulieu s'engage à construire un moulin à ses frais et à pourvoir à toutes les réparations pendant la durée de son bail<sup>56</sup> ». En retour, les prêtres lui permettent d'utiliser le bois du domaine et réduisent son paiement de grains de moitié pour deux décennies. Il était convenu que les revenus du moulin, soit le paiement du quatorzième minot, soient récoltés par le Séminaire et au final, le moulin redevient possession du Séminaire à la fin du bail. « Dans ce cas, le revenu du Séminaire

---

52. *Ibid.*, p. 124.

53. *Ibid.*, p. 133.

54. *Ibid.*, p. 134.

55. *Ibid.*, p. 148.

56. Depatie, « La seigneurie de l'Île-Jésus au XVIII<sup>e</sup> siècle », p. 45.

n'est pas le résultat d'un investissement, il n'est que le fruit d'un privilège<sup>57</sup> ». Cet exemple témoigne que, dans certaines situations, le Séminaire prenait des décisions qui l'avantageaient considérablement et que l'institution récoltait des revenus en dépit d'avoir effectué un investissement quelconque. Au final dans ce cas précis, le Séminaire se voit propriétaire d'un moulin construit aux frais d'un autre acteur. Qui plus est, l'historienne Louise Dechêne démontre, dans ses études sur Montréal, que le développement économique aux XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles n'était pas uniquement dû aux interventions des seigneurs. Dans *Habitants et marchands*, elle démontre que les marchands ont largement contribué au développement économique dans la vallée laurentienne. Dans des rapports fréquents avec la clientèle paysanne qui, parmi les acheteurs, constitue la catégorie la plus nombreuse, les marchands sont venus à s'installer graduellement dans les campagnes ce qui, à terme, a contribué au développement économique des régions rurales.

En somme, ce qu'il faut retenir sur la « bienveillance » du Séminaire pendant la période seigneuriale s'explique en fonction de différents aspects. D'une part, les capacités financières de l'institution étaient largement suffisantes pour investir dans la région et faire preuve de bienveillance envers ses censitaires. D'autre part, il est impératif de nuancer cette idée. Certes, plusieurs exemples témoignent qu'il y aurait eu, en effet, une certaine bienveillance de l'institution envers les habitants de ces seigneuries. L'institution offrait des ressources, souvent financières et agricoles, et pouvait faire preuve de patience envers ceux qui en avaient besoin. Toutefois, il ne faut pas idéaliser la situation puisque, comme nous l'avons constaté, plusieurs cas de mécontentements et de négligences ont été découverts dans les archives. De plus, quant à la part du Séminaire dans le développement économique de la région, il faut être au fait que d'autres acteurs ont participé à ce processus tels que les marchands, mais également des particuliers.

## L'abolition pour les seigneurs du Séminaire

Le 18 décembre 1854, la loi mettant un terme au régime seigneurial, connue sous le nom d'*Acte pour l'abolition des droits et devoirs féodaux dans le Bas-Canada*, est adoptée. À ce moment, le Séminaire de Québec disposait toujours d'une partie de l'héritage foncier, soit Beupré et l'Île-Jésus, acquis par M<sup>gr</sup> François de Laval à la fin du XVII<sup>e</sup> siècle. Relativement à la seigneurie de Beupré, le fief totalisait 9 698 habitants, ce qui représente 1 289 familles, au moment de l'abolition<sup>58</sup>. Au sein de cette localité, cela représentait l'effectif le plus élevé depuis l'avènement du régime seigneurial. Il va de soi que ce grand nombre de censitaires sous l'autorité du Séminaire de Québec générait par l'entremise, en autres, du paiement des cens et rentes, d'imposants revenus pour l'institution. De telle sorte qu'en considérant cet aspect, l'abolition peut être perçue comme une perte de leurs arrérages et donc, d'une impressionnante source de revenus. Toutefois, il faut être au fait que la loi de 1854 prévoit deux possibilités pour les censitaires qui, d'une manière ou d'une autre, ne désavantagent pas

---

57. *Ibid.*

58. Baillargeon, *Le séminaire de 1800 à 1850*, p. 147.



les seigneurs du Séminaire. La première option des censitaires est de payer « une somme forfaitaire désignée comme le « capital » de la rente, équivalent à environ dix-sept années de rentes annuelles<sup>59</sup> », alors que la deuxième est de « continuer à verser annuellement une rente qu'on appelle désormais « rente constituée » qui est du même montant que la rente préexistante<sup>60</sup> ». Ainsi, il en résulte que, malgré l'abolition juridique du régime seigneurial, ces revenus de cens et rentes que récoltait le Séminaire depuis son acquisition du fief de Beupré ne sont pas abolis. Par conséquent, les seigneurs ne perdent pas cette importante source de revenus. D'ailleurs, les rentes constituées seront payées jusqu'en 1940, soit près d'un siècle après l'abolition. Le *Syndicat national du rachat des rentes seigneuriales* établit, dans son rapport sur la seigneurie de Beupré effectué le 24 juin 1859 par le commissaire Siméon Lelievre, la valeur des cens et rentes au capital de 31 752.22\$<sup>61</sup>. À cet égard, l'abolition de 1854 ne représente qu'un moindre mal pour les seigneurs du Séminaire. Il n'y a pas de rupture drastique quant aux récoltes de revenus entre seigneurs et censitaires. L'abolition sera progressive. Qui plus est, le rapport indique « qu'il n'apparaît aucune charge quelconque<sup>62</sup> », ce qui signifie que la seigneurie n'est pas hypothéquée.

Aussi, et c'est dans le cas de la seigneurie de Beupré l'aspect le plus significatif de l'abolition, une clause de la loi de 1854 réserve aux seigneurs « la pleine possession des terres domaniales et de tous les espaces non concédés<sup>63</sup> ». Pour les seigneurs du Séminaire, cela représente un imposant lot de terre. De fait, du régime français à l'abolition, la colonisation dans la région de la Côte-de-Beupré s'est notamment limitée sur la rive nord du fleuve Saint-Laurent, au sud de la seigneurie. Au moment de l'abolition du régime seigneurial, et encore de nos jours, les terres non concédées dans la partie nord de la seigneurie de Beupré, principalement composées de bois debout, « allant d'une forêt mixte à tendance résineuse à une forêt de feuillus<sup>64</sup> », et de montagnes, s'élevaient à une superficie de 1 600 km<sup>2</sup> formant « une bande parallèle au fleuve, de plus ou moins 95 km de longueur par 20 km de largeur, partant à l'ouest de Stoneham et Ste-Brigitte-de-Laval jusqu'à la rivière du Gouffre à Saint-Urbain à l'est<sup>65</sup> ». Dans ce cas-ci, nous pouvons indubitablement soutenir l'idée d'un moindre mal pour les seigneurs du Séminaire de Québec qui tombe pleinement propriétaire de ces vastes terres. Des terres sur lesquelles, précisons-le, ils n'avaient pas la pleine souveraineté, au sens libéral du terme, avant l'abolition. À cet égard, « il s'agit d'un changement nettement avantageux puisqu'auparavant, ils [les seigneurs] n'étaient pas autorisés à vendre des terres non concédées, ce qu'ils pourront faire dorénavant sans obstacles<sup>66</sup> ». La seigneurie de Beupré,

59. Benoît Grenier (avec la collaboration de Michel Morissette), « Les persistances de la propriété seigneuriale au Québec ou les conséquences d'une abolition partielle et progressive (1854-1940) », *Histoire & Sociétés rurales*, vol. 40 (2<sup>e</sup> trimestre 2013), p. 69.

60. *Ibid.*

61. BANQ-Québec, E39, S100, SS1, Fonds Syndicat national du rachat des rentes seigneuriales, seigneurie de Beupré.

62. *Ibid.*

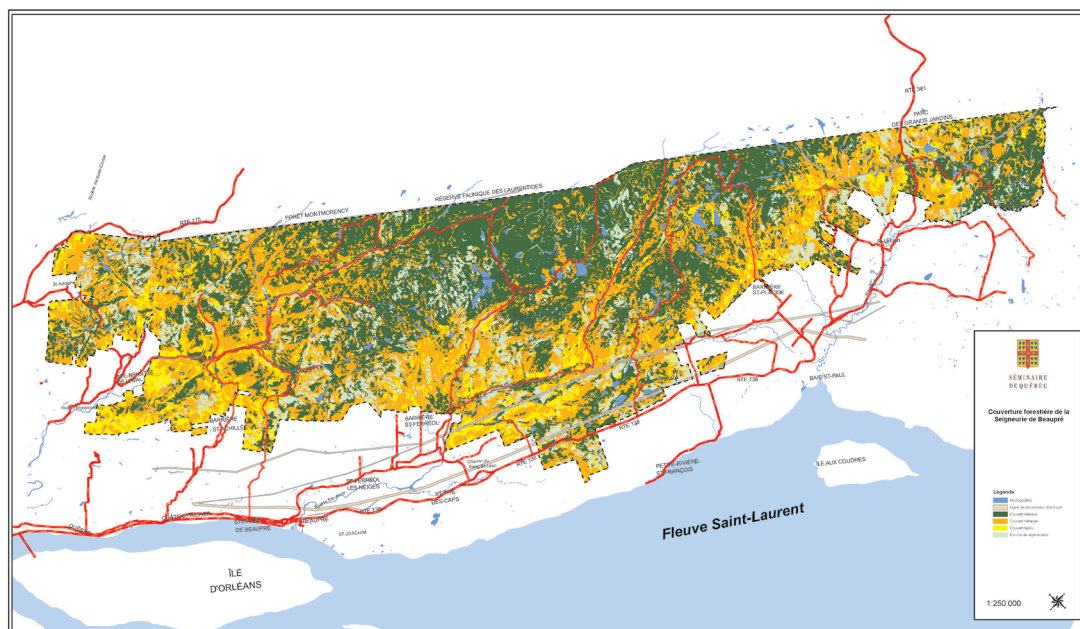
63. Grenier, *Brève histoire du régime seigneurial*, p. 40.

64. *Ibid.*

65. Séminaire de Québec, « Historique », en ligne : <http://www.seigneuriedebeupre.ca/>, consulté le 28 mars 2018.

66. Grenier, « Le patrimoine seigneurial du Séminaire de Québec », p. 25.

enfin tout ce qui ne fût pas concédé à des habitants pendant le régime seigneurial, devient donc une propriété foncière privée du Séminaire de Québec. Ce résultat, qui émane de l'*Acte pour l'abolition des droits et devoirs féodaux dans le Bas-Canada*, est considérable. À partir de ce moment, « la seigneurie de Beaupré » fait partie des plus vastes possessions foncières privées en Amérique du Nord, voire au monde. En termes de superficie, ce domaine foncier, nouvellement privatisé, est aussi vaste que 55 États, actuels précisons-le, sur la planète<sup>67</sup>. À l'amorce de l'industrialisation, dans un contexte où l'exploitation forestière croît exponentiellement, il s'agit d'une acquisition fortement considérable pour les prêtres du Séminaire. Ils ont une « mine d'or » entre leurs mains. En plus de ce territoire acquis, l'institution préserve « plusieurs fermes domaniales dont l'histoire remonte au Régime français qui sont bien établies dans la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle. Elles constituent le garde-manger des prêtres du Séminaire <sup>68</sup>».



**Carte 5 – La « seigneurie » de Beaupré de nos jours (source : Séminaire de Québec)**

En somme, au sortir de l'abolition, les seigneurs du Séminaire de Québec se retrouvent dans une situation confortable financièrement : ils ont reçu de nombreuses compensations financières, les « rentes constituées » continuent de leur assurer des revenus annuels, une vaste partie de leur domaine est dorénavant privée ce qui signifie qu'ils ont la pleine souveraineté et ils possèdent toujours des fermes domaniales qui leur assurent revenus et nourritures. Cela témoigne, sans l'ombre d'un doute, que la loi abolissant le régime seigneurial de 1854 n'a résulté d'aucune rupture drastique.

67. Benoît Grenier, « Persistances seigneuriales au Québec : la seigneurie de Beaupré », disponible sur <https://www.youtube.com/watch?v=AnFLnHldn4c>, consulté le 27 mars 2018, 6 min 21.

68. Grenier, « Le patrimoine seigneurial du Séminaire de Québec », p. 32.

## Post-abolition : Rupture ou continuité?

### L'abolition progressive de 1854 à 1940

Par l'Acte pour l'abolition des droits et devoirs féodaux dans le Bas-Canada, adopté en 1854, le système seigneurial est, juridiquement, aboli. Pourtant, les décennies qui suivent l'abolition témoignent d'une tout autre réalité : le système n'est pas révoqué drastiquement, mais graduellement tel que vu en introduction de cet ouvrage. Ainsi, 1854 ne représente pas une rupture irrévocable dans l'histoire du régime seigneurial. Des parcelles de ce régime au Québec ont persisté activement pendant quatre-vingt-six ans pour ensuite laisser des traces archivistiques, immobilières et mémorielles.

Au cours de cette lente abolition, le Séminaire de Québec devait continuer à administrer des revenus de nature seigneuriale : les rentes constituées. C'est ainsi que, de l'abolition de 1854 à 1940, les contacts et échanges entre les seigneurs et les censitaires de la seigneurie de Beauré subsistent. Le lien n'est pas brisé et les relations persistent en vertu même de la loi. Dans un contexte « post-abolition », les membres qui gèrent l'administration du Séminaire ont-ils continué, sous cette même manifestation de bienveillance et de bonne foi, d'agir de la même manière que pendant le régime seigneurial envers les habitants de la Côte-de-Beauré ? Pour répondre à ce questionnement, il nous faut tout d'abord analyser les indemnités indiquées au rapport du *Syndicat national du rachat des rentes seigneuriales* sur Beauré. Le cadastre abrégé de la seigneurie de Beauré, classé sous le numéro six et effectué le 24 juin 1859 par le commissaire Siméon Lelievre, établit la valeur des cens et rentes, qui représentent le montant estimé des compensations que doivent recevoir les seigneurs du Séminaire, au capital de 31 752.22 \$<sup>69</sup>. Quant à la réclamation devant laquelle le syndicat se retrouve au moment du rachat des rentes en 1940, elle s'élève à 21 334.96\$. Considérant le fait que la moyenne allouée aux seigneurs ecclésiastiques est de 24 382,64 \$<sup>70</sup>, nous pouvons situer Beauré dans les tendances de l'époque. Cependant, la moyenne générale, tous seigneurs confondus, était d'environ 6 500 \$ ce qui nous indique que Beauré faisait partie des seigneuries générant les plus imposants revenus de la vallée laurentienne. En analysant ces deux montants respectifs, soit le capital calculé et le montant de la réclamation, nous constatons que plus des deux tiers des anciens censitaires n'avaient pas racheté leurs rentes dans ces quatre-vingt-six années suivant l'abolition. Il semblerait toutefois que ce ne soit pas la totalité de ces deux tiers restants qui payait assidûment ces rentes constituées. Benoît Grenier souligne que « le Séminaire de Québec, [...], semble faire preuve d'une bien plus grande souplesse [en parlant des rentes constituées]<sup>71</sup> » pendant cette période « post-abolitionniste » que pendant tout le régime seigneurial. Ses recherches démontrent que « dans plusieurs paroisses qui composent la vaste seigneurie de Beauré, nombre de censitaires ont cessé de verser des rentes au séminaire depuis la fin du XIX<sup>e</sup> siècle sans pour autant avoir

69. BAnQ-Québec, E39, S100, SS1, Fonds Syndicat national du rachat des rentes seigneuriales, seigneurie de Beauré.

70. Grenier, « L'Église et la propriété seigneuriale au Québec. », p. 35.

71. *Ibid.* p. 37.

«racheté» celles-ci<sup>72</sup> ». En regardant cette situation, nous pourrions extrapoler en mettant de l'avant l'idée d'une continuité de cette « bienveillance » que nous avons largement abordée. Toutefois, il s'avère que les raisons de cette souplesse nous sont inconnues. Nous aurions matière à pousser la réflexion sur cette question afin de tenter de comprendre si cette souplesse était davantage intentionnelle et bienveillante ou si la négligence, et peut-être même l'indifférence, étaient des facteurs plausibles à une époque où les revenus tirés de l'exploitation forestière devenaient plus imposants que les résidus des rentes seigneuriales à collecter annuellement.

## La mémoire du Séminaire

Bien souvent, les démarches de recherches historiennes s'articulent autour d'archives manuscrites : « les plans d'arpenteur, les livres de comptes, les correspondances diverses, les greffes de notaires et les archives judiciaires mettent en scène une mémoire de l'écrit<sup>73</sup> ». Dans le cas du passé seigneurial au Québec, Benoît Grenier est parvenu à recueillir une autre forme de source dans son étude sur les persistances et la mémoire du régime seigneurial au Québec : l'oralité. À partir d'un entretien qu'il a réalisé en février 2015 avec son équipe de recherche, nous allons analyser la mémoire qui subsiste, encore de nos jours, de la bienveillance du Séminaire envers la région de la Côte-de-Beaupré ainsi que l'impact que l'abolition a pu avoir dans la souvenance de l'institution et de ses membres. Donc, l'objectif est d'éclaircir la perception, orientée sur l'idée du bon vouloir « paternaliste » des Seigneurs du Séminaire de Québec, que les membres actuels du Séminaire, dans ce cas-ci le chanoine Jacques Roberge, éprouvent envers l'abolition du régime seigneurial. Nous voulons savoir si l'abolition est porteuse d'une rupture ou d'une continuité équivalente quant au bon vouloir du Séminaire envers son territoire de la côte de Beaupré?

D'abord, il faut être au fait que notre témoin, le chanoine Jacques Roberge, actuel superviseur général et ancien procureur du Séminaire de Québec, partage une relation de longue date avec l'institution. Âgé de 69 ans au moment de l'entretien, il est étroitement lié au Séminaire depuis 1958. C'est à l'âge de 12 ans qu'il a débuté ses études au petit séminaire. Puis en 1965, il poursuit son parcours au Grand Séminaire. Dans les années qui suivent, Jacques Roberge effectue une transition. Il quitte les bancs d'école pour se joindre à l'équipe administrative en acceptant le poste d'adjoint du directeur des études. De 1975 à nos jours, il occupera constamment des postes administratifs : directeur des services aux élèves, procureur et supérieur<sup>74</sup>. Ainsi, nous pouvons affirmer qu'il représente un candidat fort intéressant pour les motifs de notre étude.

---

72. *Ibid.*

73. Jean-René Thuot, « L'imaginaire seigneurial : les points de convergence entre recherche fondamentale, initiatives touristiques et mémoires communautaires », dans Benoît Grenier et Michel Morissette, dir., *Nouveaux regards en histoire seigneuriale au Québec*, Québec, Septentrion, 2016, p. 365.

74. Entretien 2015-02 avec le chanoine Jacques Roberge, Séminaire de Québec, 19 février 2015.



**Photo 26 – Le chanoine Jacques Roberge posant devant les éoliennes de la seigneurie de Beupré, septembre 2015**

Lorsque nous analysons son entretien, nous constatons à plusieurs reprises que ses propos sont teintés de subjectivité. Si bien que nous saisissons rapidement que ce dernier partage cette même perception, défendue par Noël Baillargeon dans ses études, d'une bienveillance du Séminaire de Québec envers la population de la Côte-de-Beupré. Une des explications plausibles de cette situation pourrait trouver ces racines au cœur de la formation générale dispensée au Séminaire. L'histoire du Séminaire s'enseigne selon les tomes de l'historien. Forcément, cela contribue à la diffusion des idées de Baillargeon ce qui, à terme, pourrait engendrer l'appropriation de celles-ci par les prêtres de l'institution ayant suivi leur formation au Séminaire. Prenons quelques extraits de l'entretien qui attestent de cette association d'idées entre les membres du Séminaire, représentés ici par Jacques Roberge, et Noël Baillargeon. Tout d'abord, lorsque le chanoine parle des origines et donc, de François de Laval, l'emploi de termes élogieux, tels qu'« audacieux », « génie », « pasteur extraordinaire » et « créativité », se glisse dans ces propos. Il ne faut pas creuser bien loin pour déceler une affiliation d'idées entre ces dires et ceux de Baillargeon à l'égard de l'évêque. De fait, dans le premier tome sur l'histoire du Séminaire de l'historien, les louanges envers François de Laval sont parsemées de termes élogieux, quasi dithyrambiques, tels que « génie », « grand visionnaire » et « homme d'audace ». La ressemblance est frappante dans les deux discours. Qui plus est, lorsque le chanoine parle de la « seigneurie de Beupré » actuelle et qu'il fait mention des nombreux clubs de chasse et pêche, il affirme d'entrée de jeu que les membres de ces organisations sont très fières de l'endroit et qu'ils ressentent un sentiment d'appartenance envers Beupré<sup>75</sup>. Plus loin dans l'entretien, il rajoute également qu'ils sont « fiers

<sup>75</sup>. *Ibid.*

du petit domaine qui leur est confié en gestion et pour les fins de leurs loisirs », qu'il s'agit « d'un coin qu'ils aiment fréquenter » et que ces derniers ressentent un « sentiment d'appartenance à cause du travail qu'ils font sur le territoire<sup>76</sup> ». Jacques Roberge nous dit également que le Séminaire « leur donne un petit coup de main et un support techniques ». Il va de soi qu'en mettant de l'avant un sentiment de fierté, d'attachement et d'entraide, le chanoine sous-entend, indirectement, qu'il existe entre les usagers des clubs de chasses et pêches et le Séminaire de Québec un climat de bonnes relations et de satisfaction mutuelle. Encore une fois, l'idée de la bienveillance s'observe. Clairement, ces exemples tirés des propos du superviseur général actuel concordent parfaitement avec le constat que nous avons établi plus haut : le chanoine Jacques Roberge s'associe, sans nécessairement en faire mention, à la perception de la bienveillance du Séminaire de Québec envers ses censitaires.

Il est vrai que l'idée de la bienveillance se retrouve dans le discours du chanoine, mais qu'en est-il de celle concernant l'implication du Séminaire de Québec dans le développement de la région? Au cours de l'entretien, Jacques Roberge affirme que le Séminaire a joué un rôle clé dans « toute la région et toute la Côte-de-Beaupré parce que l'institution a été impliquée dans le développement économique et du territoire depuis Mgr de Laval<sup>77</sup> ». Il ajoute également que « les habitants qui connaissent leur histoire savent très bien que le Séminaire a joué un rôle très important dans le développement de ce territoire-là. Au conseil des maires, les gens en sont conscients<sup>78</sup> ». Décidément, ces deux extraits nous révèlent que la haute direction du Séminaire défend, encore aujourd'hui, la perception selon laquelle le Séminaire est un acteur de premier plan dans le développement économique de la région. De plus, en prenant la peine de préciser « les habitants qui connaissent leur histoire », il parle vraisemblablement de cette histoire écrite par l'historien du Séminaire. Ainsi, il y aurait une double affiliation présente entre les idées du chanoine et celle de Baillargeon. La première, évidemment, concerne la bienveillance et la deuxième l'apport positif du Séminaire du Québec dans le développement économique de la région de Beaupré.

En ce qui a trait à la mémoire attachée à l'abolition, elle semble plutôt absente chez le chanoine. Le lecteur sait déjà que Jacques Roberge a mentionné dans l'entretien que le Séminaire est « important pour toute la région et toute la Côte-de-Beaupré parce que l'institution a été très impliquée dans le développement économique et du territoire depuis Mgr de Laval ». Lorsque nous interprétons les propos tenus dans l'entretien, avec cet extrait précisément, nous en arrivons à la conclusion suivante : pour le chanoine, il y aurait une continuité de cette implication du Séminaire dans le développement économique de la région depuis l'acquisition du fief. Ce dernier affirme que, depuis Mgr de Laval jusqu'à nos jours, l'institution est influente. Il n'aborde pas l'abolition et ne semble pas croire, voire savoir, qu'elle a créé une « rupture ». La mémoire de Jacques Roberge témoigne d'une perception de continuité. De plus, lorsque Benoît Grenier lui demande de parler de l'abolition, il ne peut pas commenter puisqu'il n'aurait rien lu sur cette question. Cela est pour le moins révélateur

---

76. *Ibid.*

77. *Ibid.*

78. *Ibid.*



quant à l'importance accordée aux conséquences de cette abolition pour les seigneurs du Séminaire. En analysant au-delà de l'entretien, nous constatons que le procureur général partage également cette vision avec les membres du Séminaire. En effet, dans la section « historique » du site officiel de la seigneurie de Beupré<sup>79</sup>, certains événements, tels que l'abolition de 1854, ne sont tout simplement pas mentionnés. De fait, l'accent est davantage mis sur les origines datant du XVII<sup>e</sup> siècle ainsi que sur l'histoire plus récente qui inclut le XX<sup>e</sup> et le XXI<sup>e</sup> siècle. En comparaison, ces choix historiques s'harmonisent parfaitement avec la mémoire que Jacques Roberge partage dans son entretien. Il connaît très bien les origines, les « exploits » de Laval ainsi que l'histoire récente, mais très peu l'abolition du régime seigneurial. Tout comme l'institution qui omet d'indiquer sur son site les événements historiques, mis à part la possession de nombreuses fermes, survenues aux XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles. Pourtant, pour des gens qui « connaissent leur histoire », c'est laisser de côté une période cruciale quant au sort du régime seigneurial, vestige d'Ancien régime à l'origine même des propriétés à l'endroit desquelles ils ressentent une grande fierté actuellement.

### **Persistances : « La seigneurie de Beupré » de nos jours**

De nos jours, « la seigneurie de Beupré », qui s'étend sur 1 600 km<sup>2</sup> de territoire forestier, est composée de « 160 000 hectares de forêt, composant le plus grand domaine forestier d'un seul tenant au Canada<sup>80</sup> » et regorge d'activités économiques. Au cœur de ce dynamisme économique se retrouve, encore aujourd'hui, une contribution du Séminaire de Québec. L'institution administre trois volets d'exploitations économiques. Le premier, qui correspond au domaine principal d'activité économique de l'établissement, concerne l'exploitation forestière<sup>81</sup>. La forêt privée du Séminaire, selon le dernier inventaire forestier, aurait une capacité de production de 12 millions de mètres cubes de bois<sup>82</sup>. Ce qui permet au Séminaire d'exploiter le territoire, dans une optique de développement durable il faut le préciser, et d'engager pendant la saison estivale, comme nous le précise J. Laliberté, régisseur des forêts pour le Séminaire, environ 374 employés dans ce secteur<sup>83</sup>. Le deuxième volet de développement économique englobe tout ce qui concerne les clubs de chasse et pêche. Au total, le Séminaire est propriétaire de 201 organisations distinctes qui totalisent 1 350 membres<sup>84</sup>. Ces abonnés bénéficient de « droits exclusifs de chasse et de pêche<sup>85</sup> » qu'ils peuvent pratiquer dans un territoire aux ressources abondantes. Les 325 lacs bondés de poissons ainsi que les territoires forestiers dans lesquels gibiers et originaux abondent attestent ce constat. Il s'agit ici d'une spécificité propre à la « seigneurie de Beupré », car les clubs privés, qui offrent *de facto* un accès privilégié aux ressources forestières, ont disparu sur les terres de la

79. Séminaire de Québec, « Seigneurie de Beupré : historique », 2018 [En ligne] : <http://www.seigneuriedebeupre.ca/>, consulté le 17 février 2018.

80. Grenier, « Le patrimoine seigneurial du Séminaire de Québec », p. 38.

81. Entretien 2015-02 avec le chanoine Jacques Roberge, Séminaire de Québec, 19 février 2015.

82. Grenier, « Le patrimoine seigneurial du Séminaire de Québec », p. 38.

83. *Ibid.*

84. Entretien 2015-02 avec le chanoine Jacques Roberge, Séminaire de Québec, 19 février 2015.

85. *Ibid.*

Couronne. Comme l'ont démontré Maude-Flamant Hubert et Nathalie Lewis, l'État s'est approprié la forêt économiquement, symboliquement et physiquement aux XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles. Cette appropriation, qui s'inscrit également dans une optique de sensibilisation, a eu pour conséquence de restreindre l'accès de la société québécoise à la forêt, « sous prétexte de la protéger des méfaits de l'homme, notamment par le feu<sup>86</sup> ». La privatisation des vastes terres de Beupré, qui est un résultat direct de l'abolition du régime seigneurial, a donc été bénéfique à ce niveau. Quant au troisième volet, il concerne l'exploitation de gisements éoliens. D'ailleurs, le parc éolien, totalisant 160 éoliennes se nomme « la seigneurie de Beupré<sup>87</sup> » ce qui offre à cette appellation seigneuriale une persistance séculaire. Il s'agit de trois volets majeurs et c'est sans compter les clubs de motoneiges, les sentiers de ski de fond et de marche qui attirent de nombreux visiteurs<sup>88</sup>. L'implication du Séminaire de Québec dans la région n'est donc pas à négliger. En ce sens, il y aurait une continuité quant à l'apport de l'institution dans le développement économique de Beupré. De plus, plusieurs facteurs attestent d'une forme de bienveillance envers les habitants de la région : l'industrie forestière et les autres activités économiques créent 400 emplois au cours de la saison estivale, le développement forestier se fait dans une optique de développement durable, ils ont même été certifiés par le FSC (*Forest Stewardship Council*), et les habitants de la région et membres des clubs mentionnés ci-haut peuvent profiter de plusieurs manières de ce vaste territoire. Clairement, l'abolition du régime seigneurial n'a pas freiné l'implication et la bienveillance du Séminaire dans la région de Beupré. Reste à savoir si cela résulte davantage de l'autorité morale et religieuse que l'institution exerce depuis l'époque de la Nouvelle-France ou s'il s'agit d'une continuité de leur rôle « paternel » de seigneur.

---

86. Maude Flamand-Hubert et Nathalie Lewis, « Quand la connaissance détruit l'illusion : la réappropriation symbolique du territoire comme nouvelle forme de pouvoir, 1920-1930 », dans Harold Bérubé et Stéphane Savard, dir., *Pouvoir et territoire au Québec depuis 1850*, Québec, Septentrion, 2017, p. 244.

87. Grenier, « Le patrimoine seigneurial du Séminaire de Québec », p. 36.

88. *Ibid.*, p. 44.





**Photo 27 – Coupe forestière sur la seigneurie de Beaupré**

À la lumière de ce qui précède, nous pouvons faire ressortir quelques aspects qui attestent d'une persistance seigneuriale dans la région. Toutefois, ce sont des éléments qui impliquent davantage le Séminaire de Québec, comme ancien seigneur, que les habitants, qui seraient dans ce cas-ci les anciens censitaires. Les persistances s'observent d'une part avec l'héritage foncier de François de Laval qui, encore aujourd'hui, assure des revenus substantiels au Séminaire de Québec. Le chanoine précise, en parlant de la seigneurie de Beaupré, que « c'est une propriété très importante pour le Séminaire. C'est une des principales sources de revenus <sup>89</sup> ». Ce patrimoine matériel devient donc porteur d'une persistance seigneuriale. En contrepartie, lorsque l'on creuse sur les persistances du régime seigneurial dans la société de la Côte-de-Beaupré, elles se font beaucoup moins évidentes, voire absentes. Sur le site de la MRC de la Côte-de-Beaupré, nous retrouvons quelques mentions concernant le régime seigneurial, mais ce qui saute aux yeux, c'est d'abord et avant tout l'héritage religieux que le Séminaire a laissé dans la région. D'ailleurs, les attraits touristiques n'incluent aucunement l'aspect seigneurial et ils ne mettent pas ce point de vue en avant-plan. Leur description, dans la section patrimoine, stipule que :

89. Entretien 2015-02 avec le chanoine Jacques Roberge, Séminaire de Québec, 19 février 2015.

La Côte-de-Beaupré est aujourd'hui un territoire d'une grande richesse culturelle qui mérite qu'on s'y attarde. Par ses nombreux rebondissements, l'histoire a enrichi ce littoral jalonné de trésors patrimoniaux. Des paysages champêtres époustouflants, de magnifiques demeures anciennes, de superbes églises et chapelles, de vieux caveaux à légumes, des routes pittoresques, des musées captivants...<sup>90</sup>.

Dans cette énumération plutôt exhaustive du patrimoine présent dans la région, rien n'inclut le patrimoine seigneurial, ce qui en dit long sur la place qu'occupe la mémoire de ce régime dans la région. Décidément, le patrimoine religieux prédomine et donc, l'influence actuelle du Séminaire pourrait aller en ce sens. Le statut de « non résidant » des seigneurs, et donc l'absence de manoir pendant la période seigneuriale, ainsi que la privatisation des terres du Séminaire suite à l'abolition de 1854 doivent être pris en considération afin de comprendre ce phénomène. Le fait que ce domaine foncier ne soit pas accessible à la population de la Côte-de-Beaupré a eu pour effet, sur le long terme, de diluer des mémoires l'importance que le régime seigneurial a occupée dans cette région. Jacques Roberge nous dit, en parlant du territoire actuel du Séminaire qu'« il n'y a à peu près personne qui peut pénétrer la dessus sans qu'il nous le dise<sup>91</sup> ».



**Photo 28 – Barrière marquant la limite des terres du Séminaire**

Enfin, les éléments principaux que nous devons retenir sont les suivants : certaines pratiques du régime seigneurial, telles que les rentes, n'ont pas cessé le 18 décembre 1854 avec

90. Informations disponibles sur le site internet de la MRC de la région de la Côte-de-Beaupré : [http://www.cultureco-tedebeaupre.com/fr/02\\_patrimoine.html](http://www.cultureco-tedebeaupre.com/fr/02_patrimoine.html)

91. Entretien 2015-02 avec le chanoine Jacques Roberge, Séminaire de Québec, 19 février 2015.

*l'Acte pour l'abolition des droits et devoirs féodaux dans le Bas-Canada*. Elles ont perduré jusqu'en 1940 et le Séminaire aurait fait preuve de « souplesse » à l'égard de ceux qui devaient toujours verser une somme le 11 novembre de chaque année. L'abolition a permis au Séminaire de devenir propriétaire, au sens libéral du terme, d'une vaste étendue de terre qui leur assure aujourd'hui d'imposants revenus. Dans la mémoire des membres du Séminaire, c'est davantage le résultat du « génie » de François de Laval qui prédomine que celui des paramètres libéraux de l'abolition. De plus, de l'époque de l'Évêque à nos jours, l'idée d'une bienveillance du Séminaire et d'une implication économique importante dans la région de Beauré imprègne la mémoire de l'institution et de ses membres.

## Conclusion

Dans la vallée du Saint-Laurent pendant la période seigneuriale, les communautés ecclésiastiques se sont démarquées du lot de seigneurs par leurs vastes possessions foncières. Caractérisées par leur administration rigoureuse, ces communautés sont très peu fréquemment aliénées par la vente et elles ne sont que rarement soumises aux tribulations qui affectent les patrimoines laïques tels que le morcellement à la mort du père ou la liquidation en cas d'endettement<sup>92</sup>. Dans le cas de Beauré, le fief est resté intact depuis son acquisition complète, par M<sup>gr</sup> François Montmorency de Laval, en 1668. À partir de 1685, l'influence du Séminaire de Québec s'est progressivement enracinée dans la région. Ces entrées d'argent, qui sont considérables, lui ont permis de travailler sur deux missions conjointes, colonisatrice et religieuse, ce qui a permis à l'institution et à ses prêtres de mettre en place une double autorité sur ces censitaires : seigneuriale et morale. Dans l'historiographie, certains historiens, tels que Noël Baillargeon, parlent d'une bienveillance du Séminaire envers ses censitaires, alors que d'autres, tels que Sylvie Depatie et Mario Lancelette, offrent une interprétation plus sévère. Au moyen terme de ces deux visions ressort une perception plus nuancée : pendant la période seigneuriale, le Séminaire de Québec a fait preuve de patience, de générosité financière et matérielle, mais l'institution administrait rigoureusement et désirait recevoir, comme pour un prêt ou un investissement, quelque chose en retour de ses actions. Les quelques cas de mécontentements des censitaires envers leurs seigneurs nous rappellent que nous ne devons pas idéaliser la situation. De même que pour les contributions de l'institution dans le développement économique de la région où d'autres acteurs se sont vus jouer un rôle important pendant la période seigneuriale. Puis, suite à *l'Acte pour l'abolition des droits et devoirs féodaux dans le Bas-Canada* du 18 décembre 1854, le Séminaire de Québec se retrouve dans une situation confortable financièrement : il a reçu de nombreuses compensations financières, les « rentes constituées » continuent de leur assurer des revenus annuels, une vasque partie de leur domaine est dorénavant privée ce qui signifie qu'ils ont la pleine souveraineté et ils possèdent toujours des fermes domaniales qui leur assurent revenus et nourritures. Encore de nos jours, d'importantes traces de cette abolition, dont l'actuelle « seigneurie de Beauré », perdurent et l'implication économique du Séminaire dans la région est flagrante. D'ailleurs, dans la mémoire du chanoine Jacques Roberge, la bienveillance et l'implication actuelle du Séminaire ne sont qu'une continuité

---

92. Ouellet, « Propriété seigneuriale et groupe sociaux... », p. 195.

de ce qui s'est exécuté depuis l'acquisition du fief par l'institution au XVII<sup>e</sup> siècle.

À la lumière de ce que nous avons analysé, nous pouvons manifestement confirmer qu'il semblerait n'y avoir aucune rupture déterminante en ce qui concerne l'apport du Séminaire de Québec dans le développement social et économique de la région de la Côte-de-Beaupré suite à l'abolition du régime seigneurial en 1854 ce qui témoigne d'une persistance des pratiques de « bienveillance », que nous avons nuancées, présentes depuis l'acquisition du fief de Beaupré par l'institution jusqu'à nos jours. Actuellement, le Séminaire de Québec met à la disposition des habitants de la région plusieurs options intéressantes, pouvant être considéré comme épicuriennes, telles que les clubs de chasse et pêche, les clubs de motoneiges ainsi que les sentiers de marches et de ski de fond. Qui plus est, l'institution contribue grandement au développement économique de la région en investissant dans trois volets économiques, soit dans l'industrie forestière, les loisirs et le développement éolien, ainsi qu'en créant des centaines d'emplois au cours de la saison estivale. Clairement, cette situation est possible en raison des paramètres de la loi d'abolition de 1854 et donc, il s'agit d'un héritage clair du régime seigneurial. Dans les mentalités collectives régionales, voire dans celles des membres du Séminaire, il semble toutefois que cet héritage soit davantage religieux, en passant notamment par François de Laval, que seigneurial. Ne serait-ce pas le résultat du temps, qui affecte la mémoire, de la privatisation du domaine foncier que l'on appelle « la seigneurie de Beaupré » ou bien celui de l'omniprésence de la religion dans la société de la vallée laurentienne ?

**TITRE:** LA SEIGNEURIE DE L'ÎLE-DE-MONTRÉAL : UN CAS D'ABOLITION PARTICULIER AUX PERSISTANCES TRÈS ACTUELLES

**AUTEUR:** CLAUDE PELLETIER, ÉTUDIANT À LA MAÎTRISE EN ADMINISTRATION PUBLIQUE, ÉNAP

**PUBLICATION:** LE RÉGIME SEIGNEURIAL AU QUÉBEC : FRAGMENTS D'HISTOIRE ET DE MÉMOIRE

**PAGES:** 171 - 193

**DIRECTION :** BENOÎT GRENIER AVEC LA COLLABORATION D'ALAIN LABERGE ET DE STÉPHANIE LANTHIER

**ISBN:** 978-2-7622-0361-5

**URI:** [HTTP://HDL.HANDLE.NET/11143/16424](http://hdl.handle.net/11143/16424)

**DOI:** [HTTPS://DOI.ORG/10.17118/11143/16424](https://doi.org/10.17118/11143/16424)

# LA SEIGNEURIE DE L'ÎLE-DE-MONTRÉAL : UN CAS D'ABOLITION PARTICULIER AUX PERSISTANCES TRÈS ACTUELLES

Claude Pelletier, étudiant à la maîtrise en administration publique, ÉNAP

## Épigraphe

*Ce n'était pas une simple formalité [...] C'était fait avec décorum, on sortait le livre avec beaucoup de cérémonial et la vérification se faisait avec beaucoup d'ampleur dans les gestes.*

André Dufresne, Témoignage sur les persistances seigneuriales

*Je n'ai jamais senti qu'il y avait une espèce (sic) de cérémonial qui devait m'entourer. Parce que je suis un prêtre, je suis quelqu'un qui doit donner ma vie simplement [...] je ne suis pas meilleur que les autres.*

Mgr Émilios Goulet, Témoignage sur les persistances seigneuriales

*La mémoire est une sélection : certains traits de l'évènement sont conservés, d'autres sont immédiatement ou progressivement écartés, et donc oubliés.*

Tzvetan Todorov, *Les abus de la mémoire*



« La Seigneurie a précédé tout le reste<sup>1</sup> ». C'est de cette façon que Louise Dechêne a résumé l'installation de l'institution seigneuriale en Nouvelle-France. L'île de Montréal n'a pas échappé à cette règle et a été concédée en seigneurie avant les débuts d'une présence permanente européenne sur son territoire.

L'île de Montréal est concédée en seigneurie en 1636, mais il n'y a pas encore de résidences françaises permanentes sur l'île qui n'a sur son sol que quelques foyers temporaires<sup>2</sup>. En effet, de 1608 à 1642, les Français manquent d'effectifs pour établir un poste permanent à Montréal et doivent donc se contenter d'une présence saisonnière sur les lieux<sup>3</sup>. La seigneurie de Montréal est concédée à Jean de Lauson qui est le directeur de la Compagnie de la Nouvelle-France, parfois aussi appelée la Compagnie des Cent-Associés. Rappelons qu'à cette époque la compagnie a pleine autorité sur la colonie puisqu'elle s'est fait octroyer par le pouvoir royal le monopole exclusif de celle-ci. En échange du monopole commercial, la compagnie a le devoir de peupler la colonie. La compagnie consent à de Lauson tout le territoire de l'île de Montréal, une vaste région équivalent à 211 600 arpents<sup>4</sup>.

Rapidement, il semble que de Lauson ne remplisse pas ses obligations seigneuriales comme il le doit. Ainsi, à peine quelques années après avoir reçu sa seigneurie, soit le 7 août 1640, il est déchu de ses droits pour motif d'avoir insuffisamment mis en valeur cette dernière. Celle-ci est rachetée le 17 décembre de la même année par la société Notre-Dame de Montréal, un regroupement de laïcs aux ambitions apostoliques<sup>5</sup>. Ceux-ci, contrairement à de Lauson, sont désireux de peupler l'île et, dès le 17 mai 1642, les premiers Montréalais – nom donné à l'époque aux premiers colons à s'installer sur l'île – mettent pied à terre. C'est le début d'une présence permanente sur l'île de Montréal, présence ininterrompue jusqu'à nos jours. L'histoire de la seigneurie de Montréal commence à s'écrire progressivement.

Responsable du peuplement de l'île, la société s'en occupe au mieux en assumant les frais qui lui sont associés. Il s'agit alors des frais de déplacement, des frais pour l'aller et parfois le retour, des avances consenties ainsi que des gages versés à ceux qui veulent bien tenter leur chance dans la colonisation<sup>6</sup>. Cette stratégie s'avère à court terme fort onéreuse et à moyen terme ruineuse. En 1663, faute d'argent, lourdement hypothéquée et acculée à la faillite, la société Notre-Dame cède la seigneurie à la compagnie de Saint-Sulpice<sup>7</sup>. Le 9 mars 1663, les « Messieurs », comme on les appelle couramment, reçoivent ainsi la seigneurie de Montréal

---

1. Benoît Grenier, *Brève histoire du régime seigneurial*, Montréal, Boréal, 2012, p. 21.

2. Dany Fougères, dir, *Histoire de Montréal et de sa région*, Québec, les presses de l'Université Laval, 2012, en ligne : <http://bit.ly/2DRYjAO>, consulté le 26 janvier 2018, p. 19.

3. Roland Viau, « Sur les décombres d'Hochelaga: 1535-1650 », dans Dany Fougères, dir, *Histoire de Montréal et de sa région*, Québec, les presses de l'Université Laval, 2012, en ligne : <http://bit.ly/2DRYjAO>, consulté le 26 janvier 2018, p. 91.

4. *Ibid.*, p. 93.

5. *Ibid.*

6. *Ibid.*, p. 115.

7. *Ibid.*, p. 116.

par un acte de donation. En échange, ils devront éponger les dettes contractées par la société de Notre-Dame. C'est une date clé dans l'histoire de la seigneurie de Montréal puisque les Sulpiciens seront les possesseurs de l'île de Montréal et de la seigneurie jusqu'à la dissolution du régime seigneurial au XIX<sup>e</sup> siècle<sup>8</sup>. Enfin, la seigneurie de Montréal, par sa taille relativement imposante et en raison de la forte croissance démographique, en viendra à avoir plusieurs arrière-fiefs. En effet, selon le répertoire des seigneuries, dix-sept concessions d'arrière-fiefs auront lieu sur le territoire de l'île<sup>9</sup>.

## Géographie de la seigneurie de Montréal

L'ipséité de la seigneurie de Montréal se révèle de bien des façons, notamment du point de vue de l'évolution géographique. En effet, dans les balbutiements de la colonisation, elle voit son territoire être modifié à quelques reprises. Lorsque de Lauson doit céder la seigneurie à la société de Notre-Dame-de Montréal en 1640, la Compagnie des Cent-Associés fait spécifier dans l'acte « que la colline et le haut de l'île à partir de quatre lieues du mont Royal seront réservés pour des postes de traite<sup>10</sup> ». La compagnie est tout à fait consciente que Montréal est l'île la mieux située pour faire la traite des fourrures et agit en conséquence. En guise de compensation, la compagnie accorde à la Société un domaine équivalent situé à l'est de la rivière de l'Assomption, qui deviendra plus tard la seigneurie de Saint-Sulpice<sup>11</sup>. En 1659, la Compagnie des Cent-Associés concède le haut de l'île à la Société, sauf la colline<sup>12</sup>. Enfin en 1663, la Société de Notre-Dame de Montréal cède tous ses droits aux Sulpiciens<sup>13</sup>.

Si nous voulons la définir sommairement, nous dirions que la seigneurie de Montréal, à partir des Sulpiciens, correspond à ce que nous connaissons actuellement comme l'île de Montréal. La ville de Montréal actuelle ne couvre pas tout le territoire de l'île et ne correspond, en conséquence, pas au territoire qui était couvert par la seigneurie. Ainsi, la seigneurie de Montréal est donc l'entièreté de l'île de Montréal, et constitue un passage obligé pour quiconque souhaite naviguer sur le fleuve en direction de l'Ouest et des pays d'en haut. Elle est l'île la mieux située pour le commerce des fourrures qui est la seule grande entreprise commerciale au XVII<sup>e</sup> siècle dans la colonie. Mais son emplacement insulaire stratégique a été un positionnement de choix tout au long des siècles et pas seulement à l'arrivée des Européens. En effet, selon Dany Fougères, elle offre « un espace de peuplement plus que favorable<sup>14</sup> ». Elle est « au cœur d'une plaine fertile, propice à la culture des céréales et à la pousse de fruits sauvages [...] et elle est de plus située au carrefour de voies navigables, ce

8. Viau, op. cit., p. 116.

9. Répertoire des seigneuries du Québec, outil de recherche inédit, issu des travaux des professeurs Benoît Grenier et Alain Laberge, seigneurie de Montréal.

10. Robert Rumilly, *Histoire de Montréal, tome 1*, Montréal, Fides, 1970, p. 28.

11. *Ibid.*

12. Ludger Beauregard, « Géographie historique des côtes de l'île de Montréal », *Cahiers de géographie du Québec*, vol. 28, n° 73-74 (1984), p. 49.

13. Marcel Trudel, *Le terrier du Saint-Laurent en 1663*, Ottawa, Éditions de l'Université d'Ottawa, 1973, p. 13

14. Fougères, *Histoire de Montréal et de sa région*, p. 11.



qui accentue les qualités d'accueil<sup>15</sup> ». Comme il est ensuite précisé, « Amérindiens, premiers explorateurs et plus tard Montréalais ne se sont pas trompés sur les principaux avantages du site d'abord nommé Hochelaga, puis Ville-Marie et Montréal. À diverses époques, les uns et les autres ont compris la signification des choses en fonction de leurs intérêts<sup>16</sup> ». La seigneurie de l'île de Montréal est donc géographiquement très bien située, en plus d'avoir des sols de grande qualité, facteur non négligeable qui, à l'ère préindustrielle, est une considération essentielle à tout peuplement de territoire. Selon des propos qualitatifs de Gédéon de Catalogne, datant du début du XVIII<sup>e</sup> siècle, le territoire de Montréal et ses alentours serait l'endroit où les terres seraient les plus favorables à la culture dans l'ensemble de la vallée laurentienne.

### **Aperçu des alentours de la seigneurie**

La seigneurie de Montréal est une île et, en conséquence, n'a pas de jonction terrestre avec aucune autre seigneurie de la Nouvelle-France. Elle n'est pas désincarnée de son territoire toutefois et est constitutive d'un archipel, Hochelaga, dont certaines autres îles sont également des seigneuries. La seigneurie de l'Île-Jésus, immédiatement au nord, est aujourd'hui la ville de Laval. Au nord-ouest se trouve la seigneurie de l'Île Bizard qui porte toujours ce nom aujourd'hui, mais qui est désormais un arrondissement de la ville de Montréal. Au sud-ouest se trouve la seigneurie de l'Île Perrot qui porte toujours ce nom aujourd'hui, mais qui est composée de quatre municipalités. Plusieurs autres seigneuries plus petites – toutes des îles – sont présentes près de la seigneurie de Montréal, notamment, et toutes au sud de celle-ci, la seigneurie de l'Île-Sainte-Thérèse (appartient aujourd'hui à la municipalité de Varennes), la seigneurie de l'Île-Saint-Paul (aujourd'hui L'Île-des-Sœurs), la seigneurie des Îles-Bourbons (appartient aujourd'hui à la ville de Repentigny), la seigneurie des Îles-Courcelles et le fief de l'Île-aux-Hurons.

La seigneurie de Montréal n'est qu'une de trois seigneuries possédées par les Messieurs. Même si elle est évidemment le joyau de leurs propriétés, les Sulpiciens possèdent également la seigneurie du Lac-des-Deux-Montagnes, ainsi que la seigneurie de Saint-Sulpice.

Enfin, comme il s'agit d'une île, la seigneurie de Montréal est délimitée par des voies d'eau : le fleuve Saint-Laurent au sud et la Rivière-des-Prairies au nord.

---

15. *Ibid.*

16. Normand Perron, « Montréal et son environnement naturel », dans Dany Fougères (dir.), p. 39.

## Problématique

La seigneurie de l'île de Montréal a été unique à bien des égards. Propriété de longue date des Sulpiciens, elle constitue en effet un cas original sur bien des plans, notamment en ce qui a trait à l'abolition du régime seigneurial. En effet, le processus d'abolition y a été – ainsi que dans les deux autres seigneuries détenues par les Messieurs soit Saint-Sulpice et Deux-Montagnes (Oka) – différent des autres seigneuries de la province. Parce que certains des droits seigneuriaux (surtout le droit de lods et vente<sup>17</sup>) constituaient une entrave à la liberté de commerce, la seigneurie de Montréal a été l'objet d'une véritable campagne de la part du milieu d'affaires montréalais afin de mettre fin aux privilèges seigneuriaux des Messieurs. Cela résultera en une ordonnance, adoptée en 1840, qui mettra fin aux droits seigneuriaux honnis par la classe marchande<sup>18</sup>.

Ainsi, cet état de fait nous amène la réflexion suivante : en quoi l'abolition des droits seigneuriaux pour la seigneurie de Montréal constitue-t-elle un cas si unique dans le processus d'abolition au XIXe siècle? Ce premier questionnement nous conduit ensuite à nous demander si ce processus d'abolition distinct est responsable des traces qui semblent aujourd'hui, au dire des témoignages, être encore présentes dans la ville de Montréal.

## Ce qu'en dit l'historiographie

L'historiographie relative aux Messieurs de Saint-Sulpice est assez mince. Cette situation est bien analysée par Dominique Deslandres qui précise que ce n'est que depuis quelques décennies que les Sulpiciens ont manifesté le désir de faire l'histoire de leur communauté de façon plus scientifique et synthétique, en opposition à l'histoire plutôt providentielle et apologétique qui constitue une bonne partie de l'historiographie les concernant<sup>19</sup>.

Pour ce qui est de la question, *a priori* très factuelle, de l'abolition des droits seigneuriaux, celle-ci devrait, normalement, faire consensus dans l'historiographie. Or, ce n'est pas le cas puisque Fernand Ouellet, dans son monumental ouvrage *Histoire économique et sociale du*

---

17. Grenier, *Brève histoire du régime seigneurial*, p. 194.

18. Le nom complet de l'ordonnance : « Ordonnance pour incorporer les Ecclésiastiques du Séminaire de Saint-Sulpice de Montréal ; pour confirmer leur titre sur le fief et seigneurie de l'île de Montréal, le fief et seigneurie du lac des Deux-Montagnes, et le fief et seigneurie de Saint-Sulpice; pour pourvoir à l'extinction graduelle des droits et redevances seigneuriaux dans les limites desdits fiefs et seigneuries ; et pour autres fins ». Baillargeon, *La survivance du régime seigneurial à Montréal*, p. 63-64.

19. L'ouvrage dans lequel elle en arrive à ce constat *Les Sulpiciens de Montréal : Une histoire de pouvoir et de discrétions, 1657-2007*, découle d'ailleurs directement de la volonté des Sulpiciens de « baliser leur connaissance de soi par la connaissance historique ». La première autre grande synthèse sur les Sulpiciens serait un collectif rédigé sous la direction de Rolland Litalien en 1990 et intitulé *Le grand Séminaire de Montréal, 1840-1990*. Dominique Deslandres, « Histoire et mémoire de soi », dans Dominique Deslandres, John A. Dickinson et Ollivier Hubert, dir, *Les Sulpiciens de Montréal : Une histoire de pouvoir et de discrétion, 1657-2007*, Montréal, Fides, 2007, p.113.

*Québec 1760-1850 : structure et conjoncture*, parle plutôt d'une « réforme<sup>20</sup> » qui aurait été causée par la loi de 1854, en lieu et place d'une abolition. Baillargeon descend en flamme cette façon de concevoir la loi de 1854 et il prône qu'il n'y a pas lieu de douter du caractère abolitionniste de cette loi<sup>21</sup>. Michel Morissette, dans son mémoire de maîtrise, est probablement celui qui nuance le mieux l'interprétation que nous devrions en faire lorsqu'il dit que cette dernière (la loi de 1854) marque un tournant majeur, mais qu'elle ne constitue tout de même pas la fin réelle de ce qui a été l'institution seigneuriale<sup>22</sup>. Il nous semble que cette interprétation soit celle qui prévaut aujourd'hui, puisqu'elle est également celle de Benoît Grenier<sup>23</sup>. Lorsqu'on considère qu'il y a toujours des actes de commutation qui sont émis aujourd'hui, nous sommes naturellement enclins à partager la vision historiographique de Grenier et Morissette.

Quant à la question de l'abolition des droits seigneuriaux pour la seigneurie de Montréal, la meilleure synthèse sur le sujet a été réalisée par Georges Baillargeon dans son ouvrage *La survivance du régime seigneurial à Montréal* où il traite spécifiquement de cette question. La question de l'abolition du régime seigneurial spécifiquement pour la seigneurie de Montréal y est ainsi traitée très largement, que ce soit en amont des différentes législations et ordonnances abolitionnistes, qu'en aval avec les restes du régime seigneurial qui ont persisté depuis. L'unicité du cas de Montréal dans le processus d'abolition seigneuriale au XIX<sup>e</sup> siècle est reconnue par tous les historiens ayant travaillé sur la question<sup>24</sup>. Cet aspect ne donne lieu à aucun débat et est largement accepté<sup>25</sup>.

## Hypothèse

Les pressions menées par le milieu des affaires montréalais ont joué un rôle considérable dans le processus décisionnel qui mènera, ultimement, à l'abolition du régime seigneurial dans la seigneurie de Montréal en 1840, plus d'une décennie avant que le régime seigneurial ne soit aboli au Québec. Ainsi nous estimons que l'unicité du processus d'abolition, tel qu'il

---

20. Sa formulation exacte est la suivante : « il n'y aura en 1854 qu'une réforme et non une abolition de la seigneurie ». Un peu plus loin, il récidive en disant : « la seigneurie, telle que réformée par cette législation ». Citations prise dans Georges Baillargeon, « À propos de l'abolition du régime seigneurial », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 22, n° 3 (décembre 1968), p. 365.

21. Baillargeon, à propos de l'abolition du régime seigneurial. Cette publication scientifique se veut incroyablement critique de l'approche de Ouellet, en lui reprochant notamment ses errements méthodologiques ainsi que ses contradictions.

22. Michel Morissette, « Les persistances de l'« Ancien Régime » québécois : seigneurs et rentes seigneuriales après l'abolition (1854-1940) », Mémoire de maîtrise, Université de Sherbrooke, (histoire) 2014, p. 3.

23. Grenier résume la situation ainsi : « La loi adoptée en sera finalement une d'abolition, incluant des avantages substantiels pour les seigneurs. Cette abolition ne sera cependant pas complète et définitive et maintiendra partiellement la propriété seigneuriale ». Benoît Grenier, *Brève histoire du régime seigneurial*, p. 203-204.

24. Brian Young, *In Its Corporate Capacity. The Seminary of Montreal as a Business Institution 1816-1876*, Montréal/Kingston, McGill/Queen's University Press, 1986, p. 204.

25. Robert C.H. Sweeny, « Paysans et propriété : La commutation à Montréal, 1840-1859 », dans Christian Dessureault, John A. Dickinson et Joseph Goy (dir.), *Famille et marché au XVI<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècle*, Québec, Septentrion, 2003, p. 161-166.

s'est exercé dans la seigneurie de Montréal, est directement responsable des subsistances de l'institution seigneuriale qui semblent persister encore aujourd'hui.

## **Présentation des sources orales**

Nous allons travailler avec deux témoignages oraux dans le cadre de la troisième partie de cet article. Le premier des deux témoignages est celui qui a été réalisé au mois de mai 2015 par Michel Morissette, qui interviewait alors le notaire André Dufresne. Le second témoignage a été réalisé par Benoît Grenier, au mois de décembre 2017, qui a alors interviewé Mgr Émilien Goulet. Le témoignage de M<sup>e</sup> Dufresne porte essentiellement sur les souvenirs qu'il a de ses rencontres avec les Sulpiciens à l'époque où il était un notaire actif dans la région de Montréal. Il y aurait travaillé de la fin de son parcours académique en notariat en 1976 à l'Université de Montréal, jusqu'à la fin des années 1980.

Le témoignage de Mgr Goulet couvre plus large que le premier – il est plus long aussi – et est rempli d'une sorte d'humilité propre à l'évêque qui nous frappe à l'écoute. Le sentiment de contribution à la société et la fierté – une fierté positive et constructive et non arrogante – sont les éléments centraux qui ressortent de son témoignage. Ainsi, beaucoup d'informations pourraient être exploitées, mais nous nous concentrerons sur la partie du témoignage où l'intervieweur amène Mgr Goulet à répondre au témoignage de M<sup>e</sup> Dufresne. Nous procéderons à une analyse comparative entre les deux témoignages puisque, sans être antinomiques, ceux-ci ne concordent pas parfaitement.

# **Histoire**

## **Les sulpiciens, propriétaires historiques de la seigneurie de Montréal**

Les Sulpiciens sont intrinsèquement liés à l'histoire de la seigneurie de Montréal. Comme nous l'avons déjà vu sommairement, ils seront, à l'exception des premières décennies de la seigneurie, les seuls seigneurs de celle-ci. L'histoire des Sulpiciens au Canada commence réellement à l'arrivée de quatre d'entre eux dans l'établissement de Ville-Marie en août 1657<sup>26</sup>. Les Sulpiciens ont, dans les débuts de la colonie, une vocation missionnaire et participent à l'évangélisation des autochtones<sup>27</sup>. Cette vocation s'ajoute à celle, la première de

---

26. John A. Dickinson, « Les Sulpiciens au Canada », dans Dominique Deslandres, John A. Dickinson et Ollivier Hubert, dir., *Les Sulpiciens de Montréal*, p. 33.

27. Dominique Deslandres, « Les fondations », dans Dominique Deslandres, John A. Dickinson et Ollivier Hubert, dir., *Les Sulpiciens de Montréal*, p. 31. Mais, comme les Jésuites ont la main haute sur l'évangélisation, l'effort des Sulpiciens en ce domaine restera limité et ils devront donc « renoncer à porter la parole de Dieu aux nations étrangères, oublier la griserie d'un martyr toujours possible, pour exercer un ministère banal auprès des habitants qui n'attendent pas l'évangélisation, mais des services ». Louise Dechêne, *Habitants et marchands de Montréal au XVII<sup>e</sup> siècle*, Montréal, Boréal, 1988, p. 453.

leur ordre, de l'éducation des prêtres<sup>28</sup>. La responsabilité seigneuriale acquise avec l'acceptation du don de la seigneurie de Montréal en 1663 fait des Sulpiciens des « bâtisseurs », responsables de la construction des infrastructures nécessaires pour la seigneurie<sup>29</sup>. Ne constituant pas un ordre religieux, mais une compagnie de prêtres séculiers, ils évitent le sort des Jésuites et des Récollets à la Conquête – ces deux ordres sont interdits de recruter et ne peuvent donc, à terme, que disparaître corps et âme –, mais ils doivent changer leurs méthodes de recrutement puisqu'ils ne recrutaient alors qu'en France<sup>30</sup>. La séparation entre le séminaire de Saint-Sulpice de Paris et le séminaire de Montréal est confirmée en 1764, ce qui fait du séminaire de Montréal une compagnie indépendante, n'ayant plus d'attache, théoriquement, avec la France<sup>31</sup>. Mais la Conquête marque également le début d'une très longue période d'instabilité pour les Sulpiciens, qui voient la légitimité de leurs possessions mise en doute. Cet état de fait, qui les placera dans une position difficile, perdurera jusqu'à l'adoption d'une charte le 8 juin 1840<sup>32</sup>.

Les Sulpiciens sont les premiers à projeter une organisation spatiale de tout le territoire de la seigneurie de Montréal. Comme le dit Robert : « si leur impact sur la ville (de Montréal) au XX<sup>e</sup> siècle est limité, on ne peut en dire autant de leur action au XVII<sup>e</sup> siècle, alors que leurs décisions sont fondamentales pour l'orientation et le développement de la ville et de l'île<sup>33</sup> ». C'est d'autant plus vrai, car, comme il le spécifie : « plus l'influence est ancienne, plus elle est décisive, car elle conditionne le développement ultérieur [...] c'est le cas pour la grille des rues de ville de même que pour les structures rurales, religieuses et routières de l'île [...] les Sulpiciens ont donc laissé une empreinte durable, à la fois sur la ville et sur l'île<sup>34</sup> ». L'organisation de l'espace de la ville et de l'espace rural au XVII<sup>e</sup> siècle incombera à Dollier de Casson<sup>35</sup>. L'organisation et la planification spatiale de la seigneurie dans son premier

---

28. Ollivier Hubert mentionne que dans les autres provinces sulpiciennes, la formation des prêtres constitue l'activité première. Au Canada, les Sulpiciens en feront davantage, notamment avec les missions d'évangélisation, mais également avec l'instruction de l'enfance et l'éducation de la jeunesse. Ollivier Hubert, « Petites écoles et collèges Sulpiciens », dans Dominique Deslandres, John A. Dickinson et Ollivier Hubert, dir., *Les Sulpiciens de Montréal*, p. 395.

29. Dickinson, « Les Sulpiciens au Canada », p. 40-41.

30. Dans les faits, ils restent très sélectifs dans leur façon de recruter. Malgré le fait qu'ils ne peuvent plus recruter en France, les Sulpiciens demeurent très frileux à recruter au Canada, où ils n'ont pas tradition de le faire, mais également parce qu'ils ne croient pas y trouver, même dans l'élite coloniale, des candidats susceptibles de répondre à leurs exigences sociales et intellectuelles. Sylvie Dépatie, Mario Lalancette et Christian Dessureault, *Contributions à l'étude du régime seigneurial canadien*, Montréal, Hurtubise, 1987, p. 161.

31. L'acte de cession de biens est rédigé le 29 avril 1764. Une clause, tenue secrète, mentionne que si le Canada devait, d'une façon ou d'une autre, retourner à la France, le séminaire de Saint-Sulpice à Paris « rentrerait dans ses anciennes possessions », c'est-à-dire que la cession au séminaire Saint-Sulpice de Montréal serait nulle et non avenue. Dickinson, « Les Sulpiciens au Canada », p. 46.

32. Dickinson, « Les Sulpiciens au Canada », p. 58.

33. Jean-Claude Robert, « Les Sulpiciens et l'espace montréalais », dans Dominique Deslandres, John A. Dickinson et Ollivier Hubert dir., *Les Sulpiciens de Montréal*, p. 155.

34. *Ibid.*, p. 155-156.

35. Ce dernier fut le supérieur des Sulpiciens pendant deux périodes, distinctes. La première fut de 1671 à 1674 et la seconde fut de 1678 à 1701. Informations prises sur le site du dictionnaire biographique du Canada, en ligne : <https://bit.ly/2GEWTMd>.

siècle d'existence sont très largement conditionnées par la menace iroquoise, ce qui incite de Casson à faire établir les censitaires sur les côtes et à construire des forts pour protéger les habitants<sup>36</sup>. Une étape importante dans cette logique que nous pourrions qualifier de « concession défensive » est la concession de deux arrière-fiefs en 1670 et en 1671 aux deux extrémités de l'île. Ces deux arrière-fiefs sont concédés à des militaires du régiment Carignan-Salières, et comme nous l'avons déjà mentionné, dans une optique de protection de l'île<sup>37</sup>. En 1698, il y a 1185 personnes qui résident à Ville-Marie et seulement 603 dans le reste de l'île<sup>38</sup>. Il faudra donc attendre la grande paix de Montréal en 1701, évènement significatif à plusieurs égards, avant de pouvoir procéder plus aisément à la colonisation de toute l'île<sup>39</sup>. Cette paix change durablement la méthode de colonisation, puisque, débarrassés de la menace iroquoise, les Sulpiciens peuvent plus aisément consentir des censives dans l'ensemble de leur territoire seigneurial montréalais. La population de la seigneurie connaît ainsi une croissance remarquable dans la première moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle, passant de 2 969 habitants en 1700 à 11 566 habitants au moment de la reddition de la ville en 1760 durant la guerre de conquête<sup>40</sup>. Il y a, au moment de la conquête, davantage de population située dans le reste de l'île – on parle de 919 familles – que dans Montréal et ses faubourgs, où 832 familles y sont agglomérées<sup>41</sup>. La seigneurie de Montréal est à la chute de la Nouvelle-France la plus peuplée de celle-ci, avec plus de 16 % de la population de la colonie<sup>42</sup>.

### **La Conquête, origine de bien des maux des Sulpiciens**

La Conquête et le traité de Paris sont des moments charnières dans l'histoire du Canada. Si le second signe l'arrêt de mort définitif de la Nouvelle-France – qui était sous le respirateur artificiel d'un régime militaire depuis trois années – c'est néanmoins le premier de ces deux évènements qui est largement responsable du fait que la colonie tombe dans l'escarcelle de l'Empire britannique en 1763. Si le régime militaire préservait un certain statu quo, la confirmation que la colonie devient britannique change complètement la donne à bien des niveaux, notamment pour ce qui est de l'institution seigneuriale. Pour les communautés ecclésiastiques, leur position dominante dans le groupe des seigneurs lors de l'époque de

36. Le premier plan terrier de Montréal démontre bien la prépondérance des censives accordées sur le long des côtes de l'île de Montréal. L'annonce de l'arrivée du régiment de Carignan-Salières en 1665 rassure la population pour un certain temps et permet d'aller habiter des terres qui s'éloignent du foyer original de Ville-Marie. Ludger Beauregard, « Géographie historique des côtes de l'île de Montréal », *Cahiers géographiques du Québec*, vol. 28, n° 73-74 (1984), p. 52.

37. *Ibid.*

38. *Ibid.*

39. Dickinson, « Les Sulpiciens au Canada », p. 41.

40. *Ibid.*, p. 42.

41. Roland Viau, « Cohabiter avec et contre l'autre : Canadiens et Britanniques à Montréal avant 1800 », dans Dany Fougères dir, *Histoire de Montréal et sa région*, p. 243.

42. Ce calcul est de notre part et s'est fié sur les nombres que Roland Viau avance dans le collectif sous la direction de Fougères. Le nombre de la population totale de la Nouvelle-France est chiffré à 70 000, mais plusieurs autres sources laissent également voir le nombre de 65 000. La proportion serait donc plus grande dans ce deuxième cas de figure. Sur le fond, sans ergoter, la seigneurie de Montréal reste tout de même la plus peuplée de la colonie.

la Nouvelle-France est mise à mal. En effet, de près du quart du total des propriétés à la Conquête, le groupe religieux n'est plus propriétaire que d'environ 7 % des fiefs de la colonie en 1854<sup>43</sup>. Cette situation est en large partie causée par la situation des Jésuites, qui ne peuvent plus recruter à partir de la Conquête et qui perdent tous leurs biens au profit de la couronne lorsque le dernier d'entre eux, le père Casot, décède en 1800<sup>44</sup>.

Pour revenir à la question plus spécifique des Sulpiciens au lendemain de la Conquête, la cession des fiefs du Séminaire de Saint-Sulpice de Paris au séminaire de Saint-Sulpice de Montréal n'a pas réglé tous les problèmes, peu s'en faut. En effet, le séminaire de Montréal n'est pas constitué en corporation civile, ce qui ouvrira la porte à un lot de contestations envers les Messieurs<sup>45</sup>. Nous allons tenter de dresser un portrait sommaire de cette histoire qui, en plus d'être complexe, a traîné en longueur sur la période de 1760 à 1841<sup>46</sup>.

### **Des droits seigneuriaux qui nuisent au commerce**

Dès la Conquête, le régime seigneurial, a fortiori dans les villes, est perçu comme un anachronisme de la part du conquérant. En effet, par sa structure, il est perçu comme paralysant le commerce et les industries, et cela allait en empirant avec le temps<sup>47</sup>. Trois droits seigneuriaux faisaient généralement les choux gras des plaintes des capitalistes et des industriels. Celui qui était le plus lourd était le droit de lods et ventes, qui consistait en une somme payable au seigneur lors de la vente d'une propriété. Il était normalement de la valeur d'un douzième de la propriété vendue<sup>48</sup>. Ce droit pouvait devenir extrêmement onéreux puisque, par exemple, « un censitaire qui avait érigé un immeuble d'un montant de £ 12 000 sur un terrain qui n'en valait pas cent et qui réussissait à le revendre au prix coûtant perdait £ 1000 néanmoins dans la transaction en droit de mutation dû au seigneur<sup>49</sup> ». Les droits de banalité étaient également un objet de frustration puisque l'obligation d'aller faire moudre

---

43. Benoît Grenier, « L'Église et la propriété seigneuriale au Québec (1854-1940) : continuité ou rupture ? », *Études d'histoire religieuse*, vol. 79, n° 2 (2013), p. 25.

44. *Ibid.*, p. 26.

45. Comme le précise Baillargeon : « Le séminaire Saint-Sulpice de Paris [...] avait rédigé un soi-disant acte de donation en faveur du séminaire de Montréal, donation qui ne pouvait avoir de valeur qu'autant que le séminaire de Montréal eût une existence légale comme société distincte du Séminaire de Paris [...] or, le séminaire de Montréal n'avait pas de charte ». Georges Baillargeon, *La survivance du régime seigneurial à Montréal. Un régime qui ne veut pas mourir*, Ottawa, Le cercle du livre de France, 1968, p. 20.

46. Le livre de Baillargeon éclairerait sans doute quiconque s'intéresserait à cette question spécifique puisqu'il est très complet. Nous résumerons ici plus d'une centaine de pages du livre en quelques lignes. Le lecteur ne doit pas perdre de vue les nombreuses personnes impliquées, les intérêts divergents des différents partis et le nombre d'années sur lesquels la situation a évolué pour être en mesure de comprendre la complexité, notamment juridique, de cette question.

47. Baillargeon, *La survivance*, p. 18.

48. *Ibid.*

49. Le droit de mutation était en effet calculé sur la valeur non seulement du terrain, mais également des constructions qu'il portait. Baillargeon précise que le second vendeur puis le troisième et ainsi de suite devaient également se désister, en faveur du seigneur, d'un douzième de l'argent reçu dans la transaction. On comprend aisément la frustration qu'une telle situation devait amener chez ceux qui avaient des constructions onéreuses. *Ibid.*, p. 19.

au moulin du seigneur interdisait l'érection d'aucun moulin privé dans la seigneurie<sup>50</sup>. Enfin, le droit de cens et de rentes était dénoncé de façon moins vindicative, car il était peu élevé. Il constituait en une somme fixe, proportionnée à la grandeur du terrain et due chaque année par le censitaire à son seigneur<sup>51</sup>.

## Une longue incertitude

La validité du titre des Sulpiciens est mise en doute en 1774, mais le gouvernement ne prend à ce moment aucune poursuite contre les Sulpiciens<sup>52</sup>. Une nouvelle étude des droits sa lieu en 1789, et les conseillers juridiques du gouverneur en arrivent à la conclusion que les Sulpiciens n'ont pas les droits sur les propriétés en possession du séminaire. Encore une fois, le gouvernement ne prend pas de mesure contre l'institution. Deux autres études en 1804 et 1811 arrivent à la conclusion que le Séminaire n'a pas d'existence légale comme société et, qu'en conséquence, ses propriétés devraient appartenir au gouvernement. Encore une fois, l'inertie du gouvernement empêcha des développements dans cette affaire et le statu quo fut maintenu<sup>53</sup>. En 1816, le Séminaire poursuit en justice un prénommé Fleming, qui s'est fait construire un moulin à farine, ce qui porte préjudice au droit de banalité. L'avocat de ce dernier contesta à son tour l'existence légale des Sulpiciens en tant que seigneurs de Montréal. La Cour du banc du Roi donne d'abord raison aux Sulpiciens<sup>54</sup>. La cour d'appel, après que Fleming y eut porté la cause, consulte ensuite les plus hautes autorités judiciaires de France pour avoir le cœur net sur la validité de l'acte de donation qu'avait octroyé le séminaire de Saint-Sulpice à Paris et qui était l'argument de défense le plus « puissant » des Sulpiciens<sup>55</sup>. La réponse de ces dernières est catégorique, l'acte est nul et sans valeur, si bien que les Sulpiciens sont déboutés<sup>56</sup>. La situation du Séminaire n'est pas des plus confortables, il va sans dire. Le gouverneur Richmond profite alors de l'inquiétude dans laquelle se trouvent les Sulpiciens pour négocier avec eux, mais les pourparlers sont interrompus par la mort de ce dernier, laissant planer la même inquiétude vivace au-dessus du Séminaire. Ce n'est qu'avec l'agitation politique, qui mène aux rébellions des patriotes de 1837-1838, qu'un développement semble en mesure de s'effectuer<sup>57</sup>. En effet, la loyauté sans faille de Saint-Sulpice envers le gouvernement les amènera à négocier une entente avec le gouver-

---

50. *Ibid.*

51. *Ibid.*

52. À partir de 1781, les Sulpiciens pensent avoir un bon point pour eux lorsqu'ils sont autorisés à prêter foi et hommage au gouverneur pour leur seigneurie de Montréal. Ils croyaient que le roi ne pouvait, après leur avoir autorisés à remplir cette formalité, remettre la légitimité de leur titre en doute. Baillargeon stipule que cette façon de penser n'était « vraiment pas fort, car ou bien on a un titre ou bien on n'en a pas (*sic*) ». *Ibid.*, p. 21.

53. *Ibid.*, p. 22.

54. Grenier, *Brève histoire du régime seigneurial*, p. 195.

55. Un sulpicien a déjà écrit, à propos de cet acte de donation, qu'il était « un véritable monument de prudence et de clairvoyance » et que contre lui « se heurteront toutes les tentatives de spoliation ». Il s'agit d'un euphémisme que de dire que les hommes de loi de l'époque n'ont pas été de cet avis.

56. Baillargeon, *La survivance*, p. 22-23.

57. John A. Dickinson, « Seigneurs et propriétaires : une logique ecclésiastique de l'économie », dans Dominique Deslandres, John A. Dickinson et Ollivier Hubert, dir., *Les Sulpiciens de Montréal.*, p. 188.



nement britannique<sup>58</sup>. Cette dernière, signée en 1840, marquera la fin d'une époque, celle des Sulpiciens comme seigneurs de la seigneurie de Montréal.

Un mot en terminant sur la population de la ville de Montréal durant la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle. Lorsqu'il se promène au Bas-Canada pour faire ses observations, Bouchette note que la ville de Montréal (qu'il qualifie par ailleurs de superbe) compte désormais 15 000 âmes, « et qu'elle rivalise avec la capitale du Canada et la surpasse certainement comme ville de commerce<sup>59</sup> ». Cette réalité de ville commerciale se confirmera tout au long du XIX<sup>e</sup> siècle, car Montréal bénéficiera du développement rapide du Haut-Canada pour se développer un important *hinterland*, puis bénéficiera de la première industrialisation au mitan du siècle<sup>60</sup>. En 1844, la population de la ville s'établit à 44 600, à 57 800 moins d'une décennie plus tard et dépasse 90 000 en 1861. Elle est, à cette époque, la plus grande ville des colonies britanniques d'Amérique du Nord<sup>61</sup>. Devant un tel dynamisme, il nous est aisé de comprendre la pression que les marchands et commerçants de tout acabit ont effectuée durant la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle sur les pouvoirs coloniaux afin de se débarrasser du régime seigneurial dans la seigneurie de Montréal.

## L'abolition

### L'ordonnance de 1840

Après une première version en 1839, une seconde ordonnance est rédigée en 1840 et adoptée le 8 juin 1840. La question de l'incorporation du séminaire de Montréal a fait couler énormément d'encre et mené à des campagnes journalistiques, que ce soit en faveur des Messieurs ou en leur défaveur (ce qui fut l'apanage essentiellement des journaux anglophones de Montréal), à des pétitions présentées à Londres et à toutes sortes d'autres polémiques très intéressantes qui seraient malheureusement trop longues à expliquer ici<sup>62</sup>. L'essentiel à cette date est que les Sulpiciens et le Séminaire de Montréal se voient reconnaître juridiquement comme une société et qu'ils ont désormais droit à tous les privilèges attachés à cette qua-

---

58. Langlois nous résume particulièrement bien la situation lorsqu'il dit : « Par ailleurs, on ne peut finalement laisser de côté l'influence des sulpiciens français de Montréal. Composé en grande partie de prêtres ayant connu les effets désastreux de la Révolution française et des guerres napoléoniennes, le groupe des sulpiciens, solidement implanté dans la ville de Montréal, amena beaucoup de curés et de nombreux laïcs à réagir contre le mouvement insurrectionnel. Bien que cette influence ait été diffuse, elle fut si grande au dire du général anglais Colborne que le Séminaire avait plus contribué, selon lui, à abattre la rébellion que tous ses régiments ». Jean-Pierre Langlois, « l'Église face aux Patriotes en 1837-1838 », *Société canadienne d'histoire de l'Église catholique*, vol. 51 (1984), p. 30.

59. Joseph Bouchette, *Description topographique de la province du Bas-Canada : avec des remarques sur le Haut-Canada et sur les relations des deux provinces avec les États-Unis de l'Amérique*, Londres, W. Faden, 1815, p. 156.

60. Jean-Claude Robert, « Urbanisation et population : le cas de Montréal en 1861 », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 35, n° 4 (mars 1982), p. 524.

61. Elle surpasse aisément Québec (population de 51 109) et Toronto (population de 44 821). *Ibid.*, p. 523-524.

62. Voir pour toutes ces intéressantes intrigues le chapitre IV de Baillargeon « La survivance du régime seigneurial à Montréal ».

lité. Ainsi, tous les droits et titres du Séminaire, ainsi que ses créances, hypothèques, etc., sont reconnus comme étant valides<sup>63</sup>. L'ordonnance permet donc à tous ceux qui tiennent « du Séminaire de Montréal des terres en rotures, de les affranchir, du consentement mutuel des parties<sup>64</sup> » et confirme ainsi en retour au Séminaire « ses titres jusqu'ici douteux sur ses seigneuries<sup>65</sup> ». Cette ordonnance, qui soulage évidemment les Sulpiciens et met un terme à des contestations qui perduraient depuis la Conquête 80 années auparavant, marque un tournant majeur dans l'histoire du régime seigneurial. En effet, pour la première fois, il est permis à des censitaires de racheter les droits des seigneurs. C'est tout le fondement du régime seigneurial, de la féodalité d'Ancien Régime, qui est brisé par cette possibilité désormais accessible aux censitaires de ce qui était la seigneurie de Montréal<sup>66</sup>. Il ne nous semble donc plus possible, à partir de cette date, de parler de seigneurie pour Montréal et les autres propriétés des Sulpiciens puisque le lien vassalique est rompu par la possibilité du censitaire de le racheter. D'un autre côté, la parole de Charles Buller, qui mentionne que Montréal est désormais « affranchie des entraves féodales<sup>67</sup> » dénote clairement qu'il n'y a pas que les Sulpiciens qui poussent un soupir de soulagement. Les industriels sont ravis de voir cette « aberration d'un autre temps » être enlevée et sont parmi les premiers, avec les commerçants, à racheter les droits seigneuriaux afin d'être en mesure de profiter pleinement du fruit de leur labeur<sup>68</sup>. C'est par ailleurs cette ordonnance de 1840, qui rendit possible la commutation dans les seigneuries détenues par les Sulpiciens, qui servira de modèle à la loi de 1854 qui « abolira » le régime seigneurial au Québec.

### **La loi de 1854, préjudiciable pour les Messieurs**

Si elle demeure la loi la plus connue dans tout le processus abolitionniste du régime seigneurial, la loi de 1854 n'a aucun effet sur les seigneuries ayant appartenu aux Messieurs. En effet, comme les propriétés des Sulpiciens ont déjà fait l'objet d'une commutation partielle en 1840, on exclut les anciennes possessions des Sulpiciens de la loi de 1854<sup>69</sup>. Si une telle loi d'abolition générale du régime seigneurial dans la province de Québec semblait inéluctable depuis un bon moment déjà<sup>70</sup>, l'exclusion des anciennes propriétés des Sulpiciens de celle-ci causa certains préjudices aux Messieurs. En effet, des avantages substantiels pour les seigneurs, notamment des indemnités pour les droits casuels, étaient fournis par le tré-

---

63. *Ibid.*, p. 64.

64. *Ibid.*

65. *Ibid.*

66. L'ordonnance de 1840 concerne également les autres propriétés des Messieurs, soit les seigneuries de Saint-Sulpice et de Lac-des-Deux-Montagnes.

67. Baillargeon, *La survivance*, p. 97.

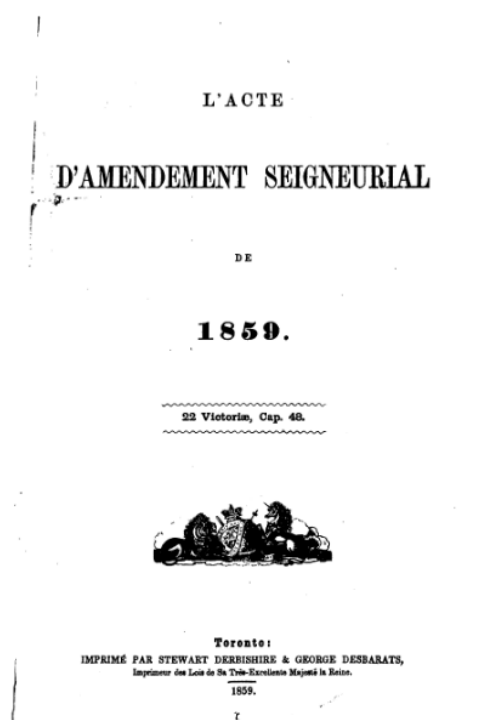
68. Baillargeon affirme que le résultat de l'ordonnance de 1840 fut que « seuls les industriels, les commerçants et les riches de la ville s'étaient prévalus de la permission de racheter les droits seigneuriaux ». *Ibid.*, p.106-107.

69. Grenier, *Brève histoire du régime seigneurial*, p. 196.

70. Il y a longtemps que l'on parle d'abolition du régime seigneurial au Bas-Canada. L'élection de 1854 se jouera d'ailleurs presque exclusivement sur cette question. Georges Baillargeon, « La tenure seigneuriale a-t-elle été abolie par suite des plaintes des censitaires ? », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 21, n°1 (juin 1967), p. 75.

sor public, mais les trois seigneuries des Sulpiciens s'en retrouvaient exclus, ce qui privait les Sulpiciens de cet avantage<sup>71</sup>. Également, pour les censitaires des seigneuries sulpiciennes, comme les commutations étaient volontaires<sup>72</sup>, la majorité d'entre eux ne les avaient pas effectuées et se retrouvait donc à devoir payer des droits casuels alors que ceux-ci étaient abolis partout ailleurs dans la province<sup>73</sup>. Cette situation, défavorable autant pour les anciens censitaires que pour les seigneurs, ne pouvait évidemment durer éternellement. Ils se retrouvaient, alors qu'ils avaient été les précurseurs de l'abolition et pendant un certain temps en avance sur leur temps, être désavantagés par une loi générale qui s'était inspirée de leur loi comme modèle et maintenant les retournait derrière le reste de la province! Autant les censitaires que les seigneurs réclamèrent ce qu'ils considéraient comme leur étant dû et cherchèrent à reprendre ce dont l'ordonnance de 1840 les privait désormais. Pour ces raisons, et suite à certaines pressions, on réussira à arracher une nouvelle loi au gouvernement en 1859. Celle-ci sera intitulée *Acte d'amendement seigneurial de 1859*. Il était désormais possible, pour les Sulpiciens et pour ceux qui restaient sur les territoires de leurs anciennes seigneuries, de rejoindre le reste de la province et de réparer les désavantages auxquels l'ordonnance de 1840 – de façon tout à fait paradoxale – les avait exposés.

#### Illustration 1 – L'acte d'amendement seigneurial de 1859



71. Baillargeon, *La survivance du régime seigneurial à Montréal*, p. 107.

72. La loi de 1854 rend la commutation obligatoire.

73. Baillargeon, *La survivance du régime seigneurial à Montréal*, p. 107.

## La loi de 1859

La loi de 1859 déclare ainsi que les seigneuries de Saint-Sulpice et du Lac-des-Deux-Montagnes, ainsi que les parties de la seigneurie de l'île de Montréal situées en dehors des limites de la cité et de la paroisse du même nom, tombe désormais « sous les dispositions de l'acte seigneurial de 1854, et des actes qui l'amendent<sup>74</sup> ». Les seigneuries ayant appartenu aux Sulpiciens rejoignent donc l'ensemble des autres seigneuries de la province dans le processus d'abolition et suivront désormais le même cheminement que celles-ci<sup>75</sup>. On note toutefois que la loi exclut « la cité et la paroisse de Montréal » de ce processus de « rattrapage abolitionniste »<sup>76</sup>. Dans cette partie de l'ancienne seigneurie de Montréal, les lods et ventes et les droits casuels sont également abolis – comme ailleurs –, mais la loi les remplace par un « droit de commutation à être calculé en la matière prescrite par l'ordonnance<sup>77</sup> ». Ce droit de commutation est payable au séminaire à la première mutation de propriétaire, que cette dernière ait lieu de quelque manière que ce soit<sup>78</sup>. Ainsi, le gouvernement règle la situation des seigneuries des Sulpiciens, mais pas complètement... Rien ne nous semble simple quand il est question de légiférer dans le domaine seigneurial, autant dans le cas des propriétés des Sulpiciens que dans le reste de la province. Les persistances qui subsisteront pendant de – très – nombreuses décennies après la loi de 1854 tendent à renforcer notre perception d'un processus extrêmement complexe.

## L'acte seigneurial refondu de 1861

La loi de 1859 a divisé pour toujours dans le processus d'abolition « la cité et la paroisse de Montréal » du reste de l'île. Nonobstant une loi en 1860 qui a dû être appliquée pour régler les problèmes relatifs à certains arrière-fiefs, une autre loi fut adoptée en 1861 afin de grouper toute la législation relative à l'abolition de la tenure seigneuriale<sup>79</sup>. Il s'agit d'une refonte des lois regroupées, qu'on souhaite uniformiser<sup>80</sup>. Le seul changement apporté est à l'ordonnance de 1840 (qui on le rappelle, concerne maintenant seulement la « paroisse

---

74. *Ibid.*, p. 108.

75. Les seigneuries de Saint-Sulpice et de Lac-des-Deux-Montagnes (Oka) se retrouvent ainsi dans les dossiers du *Syndicat national du rachat des rentes seigneuriales*. Malgré la pertinence que ces seigneuries ont eue en tant qu'entités constitutives de l'ensemble seigneurial des Sulpiciens, nous avons fait le choix méthodologique de ne pas les aborder dans ce travail de recherche afin de nous concentrer uniquement sur l'île de Montréal.

76. Les raisons de cette exclusion nous semblent pour le moins nébuleuses, n'étant mentionnées ni par Baillargeon dans son maître ouvrage sur la question ni par Young ni par Sweeny.

77. Baillargeon, *La survivance*, p. 109.

78. Il y avait des exceptions à cette règle. Par exemple, dans les cas de succession ou de legs, le droit de commutation n'était exigible par le Séminaire que dix ans après le décès de la personne qui avait légué l'immeuble. Cela devait permettre de régler la succession. *Ibid.*, p. 109.

79. Il s'agit, de son nom complet, *L'Acte concernant l'abolition générale des droits et devoirs féodaux*, qui pris le nom abrégé d'*Acte seigneurial refondu*. Baillargeon, *La survivance*, p. 114.

80. On fait les changements nécessaires à la bonne compréhension de la loi, modifiant les temps de verbes ici et là, on laisse tomber les clauses périmées et on change les appellations de monnaies, exprimant en « piastres » ce qu'on exprimait en « Louis » par exemple. *Ibid.*

et la cité de Montréal ») dans le but de la clarifier. Or, non seulement on ne la clarifie pas selon Baillargeon, mais les dispositions que l'on prend et le choix de mots que l'on effectue amènent des contradictions et des illogismes dans la loi, si bien que l'ordonnance de 1840 et les taux qui y sont prescrits resteront ceux observés par les Sulpiciens<sup>81</sup>. C'est donc dire que la loi de 1859 est la dernière législation qui porta sur « la cité et la paroisse de Montréal », puisque la loi de 1940 l'exclura<sup>82</sup>.

### **Les cadastres abrégés**

Comme la loi de 1854, par le biais de la loi de 1859, s'applique à une partie de ce qui fut la seigneurie de Montréal, nous possédons des informations partielles relatives au processus d'abolition général pour notre seigneurie, pour la partie de la seigneurie concernée. Lorsque le gouvernement procède aux indemnisations des seigneurs pour les pertes encourues par l'abolition définitive du régime, les Sulpiciens recevront, pour la partie de la seigneurie étant maintenant soumise à cette loi (celle en dehors de la cité et la paroisse de Montréal), le montant de 264 335.12 \$<sup>83</sup>. Il s'agit d'une somme considérable pour les Messieurs, qui s'ajoutera aux montants qu'ils recevront pour les deux autres seigneuries en leur possession<sup>84</sup>.

### **Le syndicat national du rachat des rentes seigneuriales**

De longues décennies après l'acte d'abolition, de nombreux ex-censitaires continuent de payer les rentes constituées, se prévalant ainsi de l'une des options permises par la loi de 1854<sup>85</sup>. Pour mettre fin une fois pour toutes à cette persistance qui avait encore cours dans plus de 200 anciennes seigneuries, le *Syndicat national du rachat des rentes seigneuriales* fut créé, avec pour objectif de faire disparaître toute trace de l'institution seigneuriale dans la province. Le syndicat regroupe ainsi toutes les municipalités où il existe des rentes (environ 800) et doit dédommager, une fois pour toutes, les anciens seigneurs<sup>86</sup>. Le dédommagement sera payé par le gouvernement, à même un emprunt contracté par ce dernier. Ainsi, le syndicat verse un autre dédommagement, nettement moins important cette fois, aux Sulpiciens. Le montant versé pour la partie éligible de l'ancienne seigneurie de Montréal sera

---

81. *Ibid.*, p. 116.

82. *Ibid.*

83. « Cadastre abrégé de la seigneurie de Montréal, sauf cité et paroisse de Montréal ». *Cadastres abrégés des seigneuries du district de Montréal, Québec*, Derbishire et Desbarats, 1864.

84. Ils recevront le montant de 157 413.12\$ pour leur seigneurie de Lac-des-Deux-Montagnes et le montant de 112 992.46 pour leur seigneurie de Saint-Sulpice. Cela fera un montant de dédommagement de 534 740.70 \$ pour leur ensemble seigneurial. Les informations monétaires ont été prises dans les cadastres respectifs desdites seigneuries.

85. Les ex-censitaires pouvaient soit racheter le capital de la rente, ce qui équivalait à environ dix-sept années de rentes annuelles, ou payer une rente constituée, qui était du même montant que la rente préexistante. Beaucoup d'ex-censitaires s'étaient prévalus de cette option, continuant simplement les mêmes paiements, les mêmes jours de l'année et au même endroit si bien que pour ces gens, « l'abolition » du régime seigneurial devait être bien relative. Grenier, *Brève histoire du régime seigneurial*, p. 206.

86. *Ibid.*, p. 207.

de 8 599.74 \$<sup>87</sup>. Le versement sera effectué aux fiduciaires aux biens commerciaux de Saint-Sulpice, les Sulpiciens étant sous tutelle gouvernementale pendant la période 1937-1960<sup>88</sup>. Le syndicat fermera ses livres en 1974 – les derniers paiements auront lieu en 1970 – ce qui mettra fin, une fois pour toutes, au lien de féodalité entre ex-seigneurs et ex-censitaires<sup>89</sup>. Mais dans la cité et paroisse de Montréal, des persistance subsisteront encore longtemps à cette date.

## Mémoire et persistance

### Une persistance juridique tout à fait unique

Nous l'avons vu, la loi de 1859 a radicalement changé le cours des choses pour la partie de la seigneurie de Montréal constituée de la « paroisse et cité de Montréal ». En effet, il appert, à l'écoute des deux témoignages réalisés par Benoît Grenier et ses équipes de tournage, que l'île de Montréal – la partie de la cité et la paroisse – est encore le lieu de persistance particulières, d'ordre juridique, et qui sont directement reliées à l'institution qui prit place en Nouvelle-France dans la première moitié du XVII<sup>e</sup> siècle. L'un des témoins, M<sup>e</sup> André Dufresne, mentionne en effet qu'il faisait régulièrement signer des certificats de commutation de droits seigneuriaux aux anciens seigneurs de la seigneurie de Montréal – les Sulpiciens donc – lorsqu'il y pratiquait le droit dans les années 1970 et 1980<sup>90</sup>.

Ces certificats de commutation sont parfois inconnus de la part même des Sulpiciens aujourd'hui. Il s'agit d'un des éléments qui ressort du témoignage de Mgr Goulet, qui mentionne que, avant d'être nommé provincial, il n'avait jamais entendu parler de ce genre de persistance<sup>91</sup>. Bien entendu, il savait que les Sulpiciens avaient déjà été les seigneurs de l'île, mais il n'avait aucunement envisagé la possibilité que cette position privilégiée que les Sulpiciens ont occupée à l'époque leur conférât encore des droits quelconques sur quoi que ce soit à Montréal aujourd'hui. C'est pourquoi il a été très étonné la première fois que des notaires sont venus le voir – en sa qualité de provincial – afin de lui remettre un chèque. Sa première réaction a même été de le refuser, ignorant que quoi que ce soit lui était dû, ce qui a inspiré une réaction surprise de la partie notariale qui a soulevé la remarque qu'il était assez peu commun que des gens refusent un chèque<sup>92</sup>. On a alors expliqué à Mgr Goulet que

---

87. BAnQ-Québec, E39, S100, SS1, Fonds Syndicat national du rachat des rentes seigneuriales, seigneurie de l'île de Montréal.

88. Les Sulpiciens ont subi les contrecoups d'investissements malheureux, entre autres dans le domaine des chemins de fer, et ont tranquillement perdu leur santé financière dans les premières décennies du XX<sup>e</sup> siècle, les menant à la très délicate position de devoir être sous tutelle gouvernementale pendant de nombreuses années. À ce sujet, lire l'éclairant John A. Dickinson, *Seigneurs et propriétaires*, p. 179-213.

89. Grenier, *Brève histoire du régime seigneurial*, p. 208.

90. Entretien 2015-06 avec André Dufresne, Laval, 5 juin 2015.

91. Entretien 2017-07 avec Mgr Émilien Goulet, Séminaire de Saint-Sulpice à Montréal, 8 décembre 2017.

92. *Ibid.*

la signature de ces certificats était nécessaire pour mettre fin à tous les droits seigneuriaux restant sur l'immeuble qui venait d'être vendu, ce qui garantissait à l'acheteur une pleine et entière propriété de l'immeuble<sup>93</sup>. Selon M<sup>e</sup> Dufresne, ce processus serait imposé par les différents prêteurs afin de leur éviter d'avoir des garanties incomplètes puisque l'acheteur, s'il décidait de ne pas commuer, se retrouverait avec des droits incomplets sur la propriété achetée<sup>94</sup>.



**Photo 29 – Mgr Emilius Goulet, prêtre de St-Sulpice**

Pour ce qui est de la rencontre entre les deux parties – notaires et Sulpiciens – pour la signature des certificats de commutation de droits seigneuriaux, celle-ci semble donner lieu, au regard des deux témoignages, à une mémoire différente quant à son déroulement. En effet, M<sup>e</sup> Dufresne a le souvenir d'une « cérémonie emplie de dignité<sup>95</sup> », ainsi que le souvenir que l'esprit global de la rencontre donnait l'impression qu'il était privilégié de pouvoir assister à celle-ci. Il ne s'agissait donc certes pas d'un événement anodin pour lui. M<sup>e</sup> Dufresne conserve également le souvenir qu'une forme cérémonielle entourait le moment de signer les certificats de commutation. Celle-ci se caractérisait notamment par l'amplitude gestuelle qu'auraient eue ses interlocuteurs. Mgr Goulet semble quant à lui avoir des souvenirs se rapprochant davantage de l'ordre de la banalité. Le décorum qui habite les souvenirs de M<sup>e</sup> Dufresne n'est clairement pas partagé par Mgr Goulet qui mentionne qu'en

93. De son côté, Baillargeon mentionne que tout est supposé être prescrit depuis fort longtemps et son interprétation laisse à penser que les Sulpiciens n'ont plus aucun droit et que plus rien ne leur est dû depuis fort longtemps.

94. Entretien 2015-06 avec André Dufresne, Laval, 5 juin 2015.

95. *Ibid.*

tant que prêtre il est un homme qui doit vivre simplement<sup>96</sup>. Il mentionne également qu'il ne ressentait pas le besoin d'imposer une « forme cérémonielle » autour de sa personne pour la rencontre avec les notaires qui venaient le visiter et que le tout se déroulait de façon très simple<sup>97</sup>. C'est cette dichotomie mémorielle que nous avons placée en épigraphe de ce présent travail. Si la forme de la rencontre semble poser des difficultés d'ordre mnésiques, le fond de ces rencontres, qui avaient lieu au Séminaire de Saint-Sulpice, témoigne quant à lui d'une « persistance seigneuriale » claire.

Il est intéressant de remarquer que les témoignages font également ressortir, autant du côté de la partie notariale que de la partie sulpicienne, le fait que l'on semblait être intimidé par l'autre. En effet, Mgr Goulet mentionne que les notaires étaient des personnes très distinguées à ses yeux. Il ajoute ainsi qu'il avait l'impression de n'être pas très important aux yeux de ces derniers, tout en reconnaissant qu'il était bien probable que ce ne soit là que son impression personnelle et qu'il était fort possible que les notaires ne le vissent pas réellement de la façon dont il pressentait lui-même être vu<sup>98</sup>. Lorsque l'on prend en considération le témoignage de M<sup>e</sup> Dufresne et l'évocation de « l'atmosphère particulière » qui se dégageait de la réunion dans ses souvenirs, il est permis de croire que l'impression de Mgr Goulet, comme il le reconnaît lui-même, était vraisemblablement infondée. Quant à l'atmosphère particulière évoquée par M<sup>e</sup> Dufresne, Mgr Goulet reconnaît lui aussi qu'il y avait un « petit quelque chose » qui se dégageait lors des réunions. Ce sentiment particulier qui a été partagé par les différents participants est peut-être un indicateur de l'anamnèse causée par ces réunions si particulières. En effet, le retour au présent d'une institution majeure de notre passé dans l'esprit de cette réunion nous semble être le principal facteur causal de cette « atmosphère particulière » ressentie lors de la signature des certificats de commutation des droits seigneuriaux.

### **Encore de nos jours ?**

Les témoignages ont permis de constater qu'il y avait toujours des persistances d'ordre juridique dans la partie de la seigneurie de Montréal qui a été soustraite à la législation abolitionniste de 1854. Comme M<sup>e</sup> Dufresne a mentionné que les persistances avaient lieu durant ses années de pratique du droit à Montréal (années 1970 et 1980), nous avons voulu vérifier si ces persistances tout à fait uniques étaient encore d'actualité aujourd'hui<sup>99</sup>. Dans l'entrevue réalisée par l'équipe de M. Grenier, la question a été posée à M<sup>e</sup> Dufresne, qui a mentionné ne pas savoir si des certificats de décharges de rentes seigneuriales étaient encore signés par les Sulpiciens. Il avouait du même souffle ne pas savoir si la formation actuelle en notariat informait toujours les futurs notaires de cette particularité de la défunte seigneurie de Montréal, comme lui-même en avait été informé dans sa formation notariale au début des années 1970. Nous avons donc pris contact avec la Faculté de droit de l'Uni-

---

96. Entretien 2017-07 avec Mgr Émilios Goulet, Séminaire de Saint-Sulpice à Montréal, 8 décembre 2017.

97. *Ibid.*

98. Entretien 2017-07 avec Mgr Émilios Goulet, Séminaire de Saint-Sulpice à Montréal, 8 décembre 2017

99. En date du printemps 2018.



versité de Montréal<sup>100</sup> afin de savoir si l'exception montréalaise était toujours enseignée aux futurs notaires de la province<sup>101</sup>. Nous avons été référé au chargé de cours M<sup>e</sup> Pierre Duchaine, qui donne le cours *Droit des titres* à l'Université de Montréal ainsi qu'à l'Université de Sherbrooke. Celui-ci nous a informé que cette particularité était toujours enseignée aux futurs notaires, et qu'en plus, il en était fait mention dans le livre devant obligatoirement être acheté pour le cours. C'est donc dire que, chaque année, des centaines d'étudiants en droit au Québec<sup>102</sup> entendent parler, même si ce n'est que de façon – très – sommaire, du régime seigneurial et des particularismes que ce dernier laisse entrevoir encore aujourd'hui. Il nous semble que ce type de persistance, bien qu'elles soient exceptionnelles et uniques à la seigneurie de Montréal pour les raisons que nous avons déjà évoquées, démontrent avec force à quel point l'institution seigneuriale semble ne jamais vouloir mourir au Québec. Ce constat pourra être tenu, à notre avis, tant et aussi longtemps que le régime seigneurial sera mentionné dans les livres d'au moins une autre discipline que l'histoire.

## Le patrimoine

La seigneurie de Montréal, et les Sulpiciens comme seigneurs de celle-ci ont légué un très important patrimoine à la postérité. Toutefois, le Vieux Séminaire de Saint-Sulpice nous semble tenir une place à part dans l'héritage patrimonial des Messieurs. Classé immeuble patrimonial par le gouvernement du Québec en 1985, le bâtiment est intimement lié à l'histoire des Sulpiciens. En effet, il a été bâti dès le XVII<sup>e</sup> siècle, soit pendant la période de 1684-1687 et est le seul bâtiment restant sur l'île de Montréal qui date de l'époque du XVII<sup>e</sup> siècle<sup>103</sup>. Par les rôles dévolus aux Sulpiciens, le Vieux Séminaire de Saint-Sulpice a eu plusieurs fonctions. Il a ainsi servi de manoir seigneurial, de presbytère, de séminaire et de couvent<sup>104</sup>. Le Vieux Séminaire est adossé à la Basilique Notre-Dame de Montréal, considéré comme l'Église mère de la ville et elle-même construite pour la gloire des Sulpiciens. Notons que le Vieux Séminaire est toujours aujourd'hui le lieu de résidence des prêtres de Saint-Sulpice. C'est d'ailleurs à cet endroit que l'entrevue avec Mgr Goulet a été réalisée. Ce dernier a d'ailleurs affirmé que le Vieux Séminaire était le symbole le plus éclatant de ce qui restait des Sulpiciens comme seigneurs de l'île de Montréal<sup>105</sup>. Le fait que les Sulpiciens résident encore sur le territoire de leur ancienne seigneurie, dans ce qui a déjà servi de manoir seigneurial, nous semble être, en soi, une sorte de témoignage du passé qui se perpétue dans le présent.

Le grand séminaire de Montréal est un autre des legs patrimoniaux incontournables lorsque

---

100. Il s'agit de l'établissement d'enseignement qui a formé M<sup>e</sup> Dufresne dans les années 1970.

101. Nous tenons à remercier M<sup>e</sup> Gaudreault-Desbiens de même que M<sup>e</sup> Tran Tran pour leur assistance.

102. Si ce n'est dans toutes les universités québécoises, il y a à tout le moins assurément à l'Université de Montréal et à l'Université de Sherbrooke où les étudiants entendent parler de cette singularité. Nous n'avons pas vérifié pour l'ensemble des établissements offrant le cursus de droit au Québec.

103. Gouvernement du Québec (avril 2018), *Répertoire du patrimoine culturel du Québec*, Site officiel [site web]. Consulté le 13 avril 2018, <https://bit.ly/2qomyP5>.

104. *Ibid.*

105. Entretien 2017-07 avec Mgr Émilien Goulet, Séminaire de Saint-Sulpice à Montréal, 8 décembre 2017.

l'on pense aux Sulpiciens. Construit durant la période de 1855-1857 afin de former les prêtres<sup>106</sup>, il est situé dans un site classé patrimonial par le gouvernement du Québec depuis 1982<sup>107</sup>. Le grand séminaire dispense toujours aujourd'hui la formation théologique nécessaire pour devenir prêtre. Depuis son ouverture, plusieurs centaines d'hommes<sup>108</sup> y ont obtenu leur formation de prêtrise. Fort de leur réputation, les Sulpiciens feront du Grand Séminaire un endroit au rayonnement international durant le XIX<sup>e</sup> siècle. Au XX<sup>e</sup> siècle, de nombreux Sulpiciens feront des missions un peu partout sur la planète, contribuant ainsi au rayonnement de l'institution. Les sulpiciens ont également laissé un très important patrimoine immatériel religieux dans les trois seigneuries qui leur auront appartenu<sup>109</sup>.

## La toponymie

Les Sulpiciens laissent également des traces mémorielles dans la toponymie. Nombreuses dans la ville de Montréal, ces mentions (noms de rue, de parc, etc.) sont cependant à relativiser puisque la ville de Montréal est un grand centre urbain qui peut faire de la place à un très large spectre de choix dans sa toponymie<sup>110</sup>. Ainsi, sur le site spécialement conçu pour rechercher dans la toponymie montréalaise, une section de recherche par thématique est offerte au visiteur<sup>111</sup>. Celle-ci permet de rechercher dans la toponymie de la ville en fonction de thématique précise, mais aucune d'entre elles ne concerne le régime seigneurial ou les Sulpiciens<sup>112</sup>. Pourtant, l'institution comme les hommes ont fortement contribué, comme nous l'avons déjà vu, au développement de la ville. L'homme qui a donné son impulsion véritable à la ville au XVII<sup>e</sup> siècle et que nous avons évoqué dans la partie historique, François Dollier de Casson, possède tout de même deux parcs à son nom. L'un est situé dans l'arrondissement de Ville-Marie, choix logique, et le second dans l'arrondissement de LaSalle. La piété mariale des Sulpiciens est, en revanche, quelque chose de très présent dans la toponymie. Véritable rappel de leur dévotion à la vierge, les vocables Notre-Dame<sup>113</sup> par exemple, très présent dans la toponymie, servent à leur façon la mémoire autour des Sulpiciens.

---

106. Le 7 novembre 1840, une convention entre l'évêque et le supérieur des Sulpiciens confie « pour toujours et irrévocablement » pour ceux-ci la formation des prêtres. Christine Hudon, « Au cœur de la vocation Sulpicienne : le grand séminaire » dans *Les sulpiciens de Montréal*, p. 445.

107. Gouvernement du Québec (avril 2018), *Répertoire du patrimoine culturel du Québec*, Site officiel [site web]. Consulté le 13 avril 2018, <https://bit.ly/2JJGdB8>.

108. Lors de la seule année 1937, qui fut exceptionnelle nous devons le souligner, il y eu 294 séminaristes qui firent leur entrée au Grand Séminaire. Tous ne deviendront bien sûr pas Sulpiciens. Christine Hudon, *Au cœur de la vocation*, p. 447.

109. Voir le site de l'Université Laval spécialement conçu pour le patrimoine immatériel religieux du Québec, qui regorge d'exemples en tout genre de patrimoine immatériel des Sulpiciens. <http://www.ipir.ulaval.ca/>.

110. Il y a près de 6 000 noms de rues, places publiques et parcs dans les 19 arrondissements de la ville.

111. Ville de Montréal (mars 2018), *Répertoire historique des toponymes*, Site officiel [site web], Consulté le 6 mars 2018, <http://bit.ly/2tiYBMV>.

112. *Ibid.*

113. Quelques exemples : Notre-Dame de Bonsecours, Notre-Dame de Liesse et Notre-Dame des Vertus.

## Conclusion

Par l'unicité de son processus d'abolition, il subsiste, aujourd'hui encore, à Montréal, des persistances particulières – aussi ténues soient-elles – de ce qui fut la première institution à s'ériger dans le sol de la lointaine Nouvelle-France : l'institution seigneuriale. La loi de 1859, en excluant la « cité et la paroisse de Montréal » du processus régulier d'abolition suivi par le reste de la province, a permis au régime seigneurial de vivre de cette façon particulière – à travers ces subsistances d'ordre juridique que constituent les certificats de commutation –, jusqu'à nos jours. Le dicton « le Bon Dieu le sait et le diable s'en doute » nous semble être une réponse appropriée à quiconque voudrait prédire, une fois de plus, la mort définitive de l'institution seigneuriale au Québec. Bien que ces persistances semblent constituer, selon Baillargeon, « le mystère le plus profond pour la presque totalité des Montréalais<sup>114</sup> », il n'en demeure pas moins qu'elles demeurent la dernière persistance de nature juridique reliée à l'institution seigneuriale. Il est tout à fait exceptionnel que de telles persistances aient pu survivre jusqu'à aujourd'hui, malgré toutes les législations prises expressément pour mettre fin à celles-ci. La complexité du processus abolitionniste d'une institution séculaire doit constamment être gardée en tête afin de comprendre ce phénomène particulier. Ainsi, l'institution seigneuriale, malgré tout et aussi surannée nous apparaît-elle, continue de vivre de bien des façons dans le Québec d'aujourd'hui. Sa présence est en effet visible dans le patrimoine matériel, dans le patrimoine immatériel, dans la toponymie, dans l'organisation des villes et de l'espace en général. Cette « omniprésence discrète » continuera de marquer longuement le sol québécois. Comme l'a noté M<sup>e</sup> Dufresne dans son témoignage, lorsque questionné sur les raisons qui le poussait à vouloir témoigner, la seigneurie est quelque chose qui a fait partie intégrale de notre histoire et qui a contribué à nous définir du reste du Canada et même à nous forger une identité unique en Amérique<sup>115</sup>. Il nous apparaît donc souhaitable que notre mémoire collective puisse continuer à cultiver cet héritage distinct qui a contribué, à sa façon, à forger la société distincte qu'est le Québec.

---

114. Baillargeon, *La survivance*, p. 8.

115. Entretien 2015-06 avec André Dufresne, Laval, 5 juin 2015.

# BIBLIOGRAPHIE

## I. Sources manuscrites

Bibliothèque et Archives nationales du Québec :

E39, Fonds Syndicat national du rachat des rentes seigneuriales.

E1, S4, SS1, Fonds Intendants.

E6, S8, SS1, SSS61. Fonds ministère de la Culture et des Communications.

TP1, S36, P198, Fonds Conseil souverain.

Société d'histoire et de généalogie de Trois-Pistoles : Fonds Anita-Rioux.

## II. Sources imprimées

*Acte pour l'abolition des droits et devoirs féodaux dans le Bas-Canada*, Montréal, Janvier 1855, 60 p.

*Cadastres abrégés des seigneuries de Québec, Montréal, Trois-Rivières et de la Couronne*, Québec, Derbishire et Desbarats, 1864, 7 volumes.

ANGERS, Philippe. *Les seigneurs et premiers censitaires de St. Georges-Beauce et la famille Pozer*. Beauceville, L'Éclaireur limitée, 1927, 96 p.

AUBERT DE GASPÉ, Philippe. *Les Anciens Canadiens*. Québec, Imprimerie Auguste Côté, 1877, 240 p.

BOUCHETTE, Joseph. *Description topographique de la province du Bas Canada : avec des remarques sur le Haut Canada et sur les relations des deux provinces avec les États-Unis de l'Amérique*. Londres, Publiée par W. Faden, 1815, 664 p.

CAMPBELL, Bruce. *Biographie du Major T.E. Campbell, C.B. de Saint-Hilaire*. Montréal, John Covell, 1873, 21 p.

GUERIN, Thomas. *Feudal Canada: The Story of the Seigniories of New France*, Montréal, First Edition, 1926, 251 p.

LAFONTAINE, André. *Les bailliages de Beaupré et de l'île d'Orléans*. Sherbrooke, A. Lafontaine, 1987, 566 p.

MATHIEU, Jacques et Alain LABERGE (éd.). *L'Occupation des terres dans la vallée du Saint-Laurent : les aveux et dénombrements, 1723-1745*. Québec, Septentrion et Centre de recherche Lionel-Groulx, 1991, 415 p.

MICHAUD, Joseph-D. *Le Bic : les étapes d'une paroisse*. Québec, Tremblay, 1925, Vol.1, 328 p.

MICHAUD, Joseph-D. *Le Bic : les étapes d'une paroisse, deuxième partie*. Québec, L'action sociale limitée, 1926, Vol. 2, 247 p.

VÉZINA, Robert. *Histoire de Saint-Georges de Beauce*. [s.l.], 1935, 191 p.

WRONG, George M. *Un manoir canadien et ses seigneurs. 1761-1861, cent ans d'histoire*. Québec, Presses de l'Université Laval, 2005 (édition originale anglaise 1908), 273 p.

### III. Sources orales

Entretien 2015-02 avec Jacques Roberge, Séminaire de Québec, 19 février 2015.

Entretien 2015-03 avec de Anita Rioux, Trois-Pistole, 15 mai 2015.

Entretien 2015-04 avec Gaston Rioux, Trois-Pistole, 15 mai 2015.

Entretien 2015-06 avec André Dufresne, Laval (Centropolis), 15 juin 2015.

Entretien 2015-08 avec Carroll Guérin. Mont-Saint-Hilaire, 14 juillet 2015.

Entretien 2015-10 avec Douglas Cann, Bic (Pointe-aux-Anglais), 7 août 2015.

Entretien 2015-10a avec Jessica Cann, Bic, 7 août 2015.

Entretien 2015-12 avec James Dean Hunter, Aubin de l'Isle (Cumberland), 23 octobre 2015.

Entretien 2017-04 avec Charlotte Gamble Pozer, Aubert-Gallion, 1<sup>er</sup> août 2017.

Entretien 2017-06 avec Gordon Pozer, Aubert-Gallion, 1<sup>er</sup> août 2017.

Entretien 2017-08 avec Mgr. Émilus Goulet, Montréal, 8 décembre 2017.

Entretien d'Eva Elizabeth Taylor, réalisé par James Dean Hunter le 9 avril 1994.

### IV. Atlas et outils de recherche

Répertoire des seigneuries du Québec, outil de recherche inédit, issu des travaux des professeurs Benoît Grenier et Alain Laberge. En ligne : <https://espace.cieq.ca/>

COURVILLE, Serge *et al.* *Population et territoire*. Québec, Presses de l'Université Laval, 1996, 182 p.

HARRIS, Richard C. et Louise DECHÊNE (dir.). *Atlas historique du Canada. Vol. I : Des origines à 1800*. Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 1987, PLANCHES 51, 52 et 53.

### V. Ouvrages généraux

BERNARD, Jacques et Normand PERRON. *La Beauce-Etchemin-Amiante*. Québec, Presses de l'Université Laval, 2009, 184 p.

- COURVILLE, Serge, Pierre C. POULIN et Barry RODRIGUE, dir. *Histoire de Beauce-Etchemin-Amiante*. Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 2003, 1047 p.
- COURVILLE Serge et Jacques MATHIEU, dir. *Peuplement colonisateur aux XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles*. Ste-Foy, CÉLAT, 1987, 292 p.
- DICKINSON, John A. et Brian YOUNG. *Brève histoire socio-économique du Québec*. Québec, Septentrion, 1992, 379 p.
- FERRON, Madeleine. *Les Beaucerons : ces insoumis 1735-1867*. Montréal, Hurtubise, 1974, 174 p.
- FILION, Mario et al. *Histoire du Richelieu-Yamaska-Rive Sud*. Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 2001, 557 p.
- FORTIN, Jean-Charles et Antonio LECHASSEUR. *Histoire du Bas-Saint-Laurent*. Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1993, 860 p.
- FOUGÈRES, Dany dir. *Histoire de Montréal et de sa région*. Québec, Presses de l'Université Laval, 2012, 1602 p.
- GREER, Allan. *Brève histoire des peuples de la Nouvelle-France*. Montréal, Boréal, 1998, 165 p.
- GRENIER, Benoît. *Brève histoire du régime seigneurial*. Montréal, Boréal, 2012, 245 p.
- LAROCQUE, Paul, dir. *Parcours historiques dans la région touristique du Bas-Saint-Laurent*. Rimouski, GRIDEQ, 1994, 433 p.
- LAVOIE, Bruno. *Bic, 150<sup>e</sup> anniversaire, 1830-1980, à pleine voile*. Rimouski, Impression des Associés, 1980, 622 p.
- LINTEAU, Paul-André et al. *Histoire du Québec contemporain : Le Québec depuis 1930*. Tome II, Montréal, Boréal, 1989, 834 p.
- LOUDER, Dean R., Jean MORISSET et Éric WADDELL. *Vision et visages de la Franco-Amérique*. Québec, Septentrion, 2001, 346 p.
- MATHIEU, Jacques. *La Nouvelle-France : les Français en Amérique du Nord, XVI<sup>e</sup> -XVIII<sup>e</sup> siècle*. Québec, Presses de l'Université Laval, 2001 (1991), 271 p.
- PAQUETTE, Marcel. *Villégiature et tourisme au Québec*. Québec, les éditions GID, 2005, tome 1, 309 p.
- PAQUETTE, Marcel. *Villégiature et tourisme au Québec*. Québec, les éditions GID, 2005, tome 2, 302 p.
- RUMILLY, Robert. *Histoire de Montréal, tome 1*. Montréal, Fides, 1970, 475 p.
- RUDIN, Ronald. *Histoire du Québec anglophone*. Québec, Institut québécois de la recherche et de la culture, 1986, 332 p.
- Société du patrimoine des Beaucerons. *La beauce et les beaucerons : portraits d'une région, 1737-1987*. Saint-Joseph-de-Beauce, Société du patrimoine des Beaucerons, 1990, 381 p.

TRUDEL, Marcel. *Le régime seigneurial*. Ottawa, Société historique du Canada, 1956 (nombreuses rééditions), 20 p.

VALLIÈRES, Marc et al. *Histoire de Québec et de sa région : tome 1. Des origines à 1791*. Québec, Presses de l'Université Laval, 2008, 2200 p.

## VI. Études

BAILLARGEON, Georges. « La tenure seigneuriale a-t-elle été abolie par suite des plaintes des censeurs ? ». *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 21, n° 1 (juin 1967), p. 64-80.

BAILLARGEON, Georges. *La survivance du régime seigneurial à Montréal. Un régime qui ne veut pas mourir*. Ottawa, Le cercle du livre de France, 1968, 310 p.

BAILLARGEON, Georges. « À propos de l'abolition du régime seigneurial ». *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 22, n° 3 (décembre 1968), p. 365-391.

BAILLARGEON, Noël. *Le séminaire de Québec sous l'épiscopat de Mgr de Laval*. Québec, Presses de l'Université Laval, 1972, 308 p.

BAILLARGEON, Noël. *Le séminaire de Québec de 1685 à 1760*. Québec, Presses de l'Université Laval, 1977, 459 p.

BAILLARGEON, Noël. *Le séminaire de Québec de 1760 à 1800*. Québec, Presses de l'Université Laval, 1981, 297 p.

BAILLARGEON, Noël. *Le séminaire de Québec de 1800 à 1850*. Québec, Presses de l'Université Laval, 1994, 410 p.

BARIBEAU, Claude. *La seigneurie de la Petite-Nation*. Hull, Éditions Asticou, 1983, 166 p.

BEAUREGARD, Ludger. « Géographie historique des côtes de l'île de Montréal ». *Cahiers de géographie du Québec*, vol. 28, n° 73-74 (1984), p. 47-62.

BÉGIN, Émile. *François de Laval*. Québec, Presses de l'Université Laval, 1959, 222 p.

BÉLANGER, Raymond. *François Bellanger : Seigneur de l'Islet-de-Bonsecours*. Québec, Presses de l'Université Laval, 2010, 445 p.

BERNIER, Gérald et Daniel SALÉE. *Entre l'ordre et la liberté : colonialisme, pouvoir et transition vers le capitalisme dans le Québec du XIX<sup>e</sup> siècle*. Montréal, Boréal, 1995, 265 p.

BERNIER, Gérald et Daniel SALÉE. « Appropriation foncière et bourgeoisie marchande : éléments pour une analyse de l'économie marchande du Bas-Canada avant 1846 ». *Revue d'histoire de l'Amérique Française*, vol. 36, n° 2 (septembre 1982), p. 163-194.

BÉRUBÉ, Harold et Stéphane SAVARD, dir. *Pouvoir et territoire au Québec depuis 1850*. Québec, Septentrion, 2017, 386 p.

BOLDUC, Roger. *Saint-Georges : d'hier et aujourd'hui*. Saint-Georges de Beauce, 1969, 169 p.

- BRETON, Jean-René. « Le façonnement d'un paysage » [En ligne]. *Continuité*, n° 35 (1987), p. 23-27. URL : <https://www.erudit.org/fr/revues/continuite/1987-n35-continuite1051330/18875ac/>
- BUSSEAU, Laurent. « La Ligue iroquoise des Cinq-feux et la rivière Richelieu au XVII<sup>e</sup> siècle ». *Histoire Québec*, vol. 22, n° 1 (2016), p. 8-10.
- CARDINAL, Armand. *Histoire de Saint-Hilaire : Les seigneurs de Rouville*. Montréal, Éditions du jour, 1980, 113 p.
- CARDINAL, Armand. *Les fondateurs de Saint-Hilaire*. Saint-Jean-sur-Richelieu, Éditions Mille roches, 1983, 218 p.
- CHICOINE, André. *La seigneurie de Bellevue : Patrimoine des familles Chicoine et Boisseau à Verchères*. Longueuil, André Chicoine, 2015, 237 p.
- COATES, Colin M. *Les transformations du paysage et de la société au Québec sous le régime seigneurial*. Québec, Septentrion, 2003, 255 p.
- COLEBROOK HARRIS, Richard. *The Seignorial System in Early Canada: A Geographical Study*. Kingston, McGill's-Queen's university press, 1984, 247 p.
- CÔTÉ, Alain et al. *Le Manoir de Rouville-Campbell*. Collection Société d'histoire de Beloeil-Mont-Saint-Hilaire, Montréal, Éditions Histoire Québec, 2010, 101 p.
- COURVILLE, Serge. « Jean-Baptiste-René Hertel de Rouville », *Dictionnaire biographique du Canada* [en ligne]. Consulté le 26 janvier 2018. [http://www.biographi.ca/fr/bio/hertel\\_de\\_rouville\\_jean\\_baptiste\\_rene\\_8F.html](http://www.biographi.ca/fr/bio/hertel_de_rouville_jean_baptiste_rene_8F.html)
- COURVILLE, Serge et Jacques MATHIEU, dir. *Peuplement colonisateur aux XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles*. Ste-Foy, CÉLAT, 1987, 292 p.
- CYR, Céline. « Jean-Baptiste-Melchior Hertel de Rouville ». *Dictionnaire biographique du Canada* [en ligne]. Consulté le 26 janvier 2018. [http://www.biographi.ca/fr/bio/hertel\\_de\\_rouville\\_jean\\_baptiste\\_melchior\\_5F.html](http://www.biographi.ca/fr/bio/hertel_de_rouville_jean_baptiste_melchior_5F.html)
- CYR, Céline et Pierre DUFOUR. « Drapeau, Joseph », *Dictionnaire biographique du Canada* » [en ligne]. Consulté le 14 janvier 2019. [http://www.biographi.ca/fr/bio/drapeau\\_joseph\\_5F.html](http://www.biographi.ca/fr/bio/drapeau_joseph_5F.html).
- D'AMOURS, Réal. « L'église Saint-Paul de Cumberland : L'âme retrouvée » [En ligne]. *Continuité*, n° 68 (1996), p. 9. URL : <https://www.erudit.org/fr/revues/continuite/1996-n68-continuite1054908/17205ac/>
- DECHÊNE, Louise. *Habitants et marchands de Montréal au XVII<sup>e</sup> siècle*. Montréal, Boréal, 1988 [1974], 532 p.
- DECHÊNE, Louise. « L'évolution du régime seigneurial au Canada. Le cas de Montréal aux XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles ». *Recherches sociographiques*, vol.12, n° 2, 1971, p. 413-183.
- DECHÊNE, Louise. « Pozer, George ». *Dictionnaire biographique du Canada* [en ligne]. Consulté le 27 janvier 2018. [http://www.biographi.ca/fr/bio/pozer\\_george\\_7F.html](http://www.biographi.ca/fr/bio/pozer_george_7F.html).
- DÉPATIE, Sylvie. *Aspects du régime seigneurial à l'Île-Jésus*. Laval, Société d'histoire de l'Île-Jésus, 1981.



- DESILETS, Andrée. « Henry Cull ». *Dictionnaire biographique du Canada* [en ligne]. Consulté le 28 janvier 2019. [http://www.biographi.ca/fr/bio/cull\\_henry\\_6F.html](http://www.biographi.ca/fr/bio/cull_henry_6F.html).
- DESLANDRES, Dominique, John A. DICKINSON et Ollivier HUBERT, dir. *Les Sulpiciens de Montréal : Une histoire de pouvoir et de discrétion, 1657-2007*. Montréal, Fides, 2007, 670 p.
- DÉPATIE, Sylvie, Christian DESSUREAULT et Mario LALANCETTE. *Contributions à l'étude du régime seigneurial canadien*. Montréal, Hurtubise HMH, 1987, 292 p.
- DOUVILLE, Raymond. « Jean-Baptiste Hertel de Rouville ». *Dictionnaire biographique du Canada* [en ligne]. Consulté le 26 janvier 2018. [http://www.biographi.ca/fr/bio/hertel\\_de\\_rouville\\_jean\\_baptiste\\_2F.html](http://www.biographi.ca/fr/bio/hertel_de_rouville_jean_baptiste_2F.html)
- DOYON, Nova, Jacques COTNAM et Pierre HÉBERT, dir. *La Gazette littéraire de Montréal, 1778-1779*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2010, 977 p.
- DUBE, Philippe. *Deux cents ans de villégiature dans Charlevoix*. Québec, Presses de l'Université Laval, 1986, 334 p.
- DUCLERT, Vincent. « Archives orales et recherche contemporaine: Une histoire en cours ». *Sociétés & Représentations*, vol. 13, n° 1, 2002, p. 69-86.
- FLAMAND-HUBERT, Maude. *Louis Bertrand à l'Isle Verte, 1811-1871 : propriété foncière et exploitation des ressources*. Québec, Presses de l'Université du Québec, 2012, 157 p.
- FYSON, Donald. *Magistrats, police et société : La justice criminelle ordinaire au Québec et au Bas-Canada (1764-1837)*. Montréal, Hurtubise, 2010, 592 p.
- GADOURY, Lorraine. *La noblesse de Nouvelle-France : familles et alliances*. Montréal, Hurtubise HMH, 1991, 208 p.
- GAGNON, Serge. *L'échiquier touristique québécois*. Sainte-Foy, Presses de l'Université du Québec, 2003, coll. « Collection Tourisme », 359 p.
- GARIÉPY, Raymond. *Les seigneuries de Beupré et de l'île d'Orléans dans leurs débuts*. Québec, Société historique de Québec, 1974. 267 p.
- GARNEAU, Jean-Philippe. « La justice des seigneurs sur la Côte-de-Beupré ». *Cap-Aux-Diamants*, n° 106, été 2011, p. 21-25.
- GIGUÈRE, Georges-Étienne. « Les biens de Saint-Sulpice et "the Attorney General Stuart's opinion respecting the Seminary of Montreal" ». *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 24 (1970-1971), p. 45-77.
- GREER, Alan. *Habitants, marchands et seigneurs. La société rurale du bas Richelieu, 1760-1840*. Québec, Septentrion, 2000 [édition originale anglaise 1985], 357 p.
- GRENIER, Benoît. « Jean Rioux : émigrant breton, seigneur canadien ». *Annales de Bretagne et des Pays de l'Ouest*, tome III, n° 3 (juin 2004), p. 73-88.

- GRENIER, Benoît. « “Écuyer, cultivateur” : des paysans devenus seigneurs en Nouvelle-France ou de l’ascension à l’exclusion du groupe seigneurial (17<sup>e</sup>-19<sup>e</sup> siècles) ». Dans Jean-Marc Moriceau et Philippe Madeline, dir., *Les Petites Gens de la terre. Paysans, ouvriers et domestiques (Moyen Âge – XXI<sup>e</sup> siècle)*, Caen, Presses de l’Université de Caen (Collection Bibliothèque du pôle rural #4), 2017, p. 91-102.
- GRENIER, Benoît. *Seigneurs campagnards de la Nouvelle-France : Présence seigneuriale et sociabilité rurale dans la vallée du Saint-Laurent à l’époque préindustrielle*. Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2007, 409 p.
- GRENIER, Benoît. « «Le dernier endroit dans l’univers» : À propos de l’extinction des rentes seigneuriales au Québec, 1854-1971 ». *Revue d’histoire de l’Amérique française*, vol. 64, n° 2 (automne 2010), p. 75-98.
- GRENIER, Benoît. « Élités seigneuriales, élites municipales : Le pouvoir seigneurial à l’heure de l’abolition », Dans Thierry Nootens et Jean-René Thuot (dir.), *Les figures du pouvoir à travers le temps : Formes, pratiques et intérêts des groupes élitaires au Québec, XVII<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècles*, Québec, Presses de l’Université Laval (collection Cahiers du CIEQ), 2012, p. 57-64.
- GRENIER, Benoît. « L’Église et la propriété seigneuriale au Québec (1854-1940) : continuité ou rupture ». *Études d’histoire religieuse*, vol. 79, n° 2, 2013, p. 21-39.
- GRENIER, Benoît (avec la collaboration de Michel MORISSETTE). « Les persistances de la propriété seigneuriale au Québec ou les conséquences d’une abolition partielle et progressive (1854-1940) ». *Histoire & Sociétés rurales*, vol. 40 (2<sup>e</sup> trimestre 2013), p. 61-96.
- GRENIER, Benoît et Michel MORISSETTE, dir. *Nouveaux regards en histoire seigneuriale au Québec*. Québec, Septentrion, 2016, 486 p.
- GRENIER, Benoît et Michel MORISSETTE. « Propriétés et propriétaires seigneuriaux dans l’est du Québec entre 1854 et le milieu du XX<sup>e</sup> siècle : le cheminement comparé de l’île d’Anticosti et de Rivière-du-Loup ». Dans Harold Bérubé et Stéphane Savard, dir., *Pouvoir et Territoire au Québec depuis 1850*, Québec, septentrion, 2017, p. 25-60.
- GRENIER, Benoît, « Le patrimoine seigneurial du Séminaire de Québec ou l’héritage matériel de François de Laval ». Dans Étienne Berthold, dir., *Le patrimoine des communautés religieuses. Empreintes et Approches*, Québec, Presses de l’Université Laval, 2018, p. 21- 51.
- GRENIER, Benoît, « Les paradoxes de la mémoire seigneuriale au Québec : entre mythologie et oubli ». Dans Marc Bergère et al., *Mémoires canadiennes. Actes du colloque de l’Association française d’études canadiennes (Rennes 2013)*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2018, p. 155-166.
- GRENIER, Benoît, « L’influence de l’œuvre de Philippe Aubert de Gaspé sur l’historiographie du régime seigneurial québécois (1863-1974) », dans Claude La Charité et al., *Les Anciens Canadiens. 150 ans après. Préfigurations, représentations et réfractions*. Québec, Presses de l’Université du Québec. À paraître.
- GUERTIN, Rémi. *L’implantation des premiers chemins de fer du Bas-Canada*. Québec, Éditions GID, 2014, 197 p.

- HARE, John. *Le développement des partis politiques à l'Assemblée législative du Bas-Canada, 1792-1814*. Ottawa, J. Hare, 1994, 135 p.
- HEBERT, Karine. « Elsie Reford, une bourgeoise montréalaise et métissienne : Un exemple de spatialisation des sphères privée et publique ». *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 63, n° 2-3, 2009, p. 275-303.
- KAUFHOLTZ-COUTURE, Claude. « Une colonie allemande en Beauce autour d'un projet de culture du chanvre ». *Cap-Aux-Diamants*, n° 109, 2012, p. 16-18.
- LABERGE, Alain et Benoît GRENIER (éd.). *Le régime seigneurial au Québec 150 ans après : bilans et perspectives de recherches à l'occasion de la commémoration du 150<sup>e</sup> anniversaire de l'abolition du régime seigneurial*. Québec, CIÉQ (Centre interuniversitaire d'études québécoises), 2009, 100 p.
- LABERGE, Alain, Jacques MATHIEU et Lina GOUGER. *Portraits de campagnes: la formation du monde rural laurentien XVIII<sup>e</sup> siècle*. Québec, Presses de l'Université Laval, 2010, 155 p.
- LAPERRIÈRE, Guy. *Histoire des communautés religieuses au Québec*. Montréal, vlb éditeur, 2013, 329 p.
- LAPORTE, Gilles. *Brève histoire des patriotes*. Québec, Septentrion, 2015, 361 p.
- LARIN, Robert et Marie-Joëlle LARIN-LAMPRON. *Le manoir Rioux-Belzile à Trois-Pistoles*. Québec, Septentrion, 2013, 256 p.
- LAROSE, André. « La Montreal Investment Association, le Montreal Investment Trust et la seigneurie de Beauharnois (1866-1941) ». *The Canadian Historical Review*, vol. 98, n° 1 (2017), p. 1-34.
- LAVOIE, Yolande. *L'émigration des Québécois aux États-Unis de 1840 à 1930* [En ligne]. Québec, Éditeur officiel du Québec, 1981, 57 p. Consulté le 12 avril 2018. URL : [http://www.cslf.gouv.qc.ca/bibliotheque-virtuelle/publication-html/?tx\\_iggcpplus\\_pi4%5bfile%5d=publications/pubd101/d101ch1.html#table](http://www.cslf.gouv.qc.ca/bibliotheque-virtuelle/publication-html/?tx_iggcpplus_pi4%5bfile%5d=publications/pubd101/d101ch1.html#table)
- LITTLE, John. *Crofters and habitants: settler society, economy, and culture in a Quebec Township, 1848-1881*. Montréal et Kingston, McGill-Queen's University Press, 1991, 368 p.
- LUNN, A. J. E. « Charles Denys de Vitre ». *Dictionnaire biographique du Canada* [en ligne]. Consulté le 29 janvier 2018. [http://www.biographi.ca/fr/bio/denys\\_de\\_vitre\\_charles\\_2F.html](http://www.biographi.ca/fr/bio/denys_de_vitre_charles_2F.html)
- MENSION-RIGAU, Éric. *La vie des châteaux : mise en valeur et exploitation des châteaux privés dans la France contemporaine : stratégies d'adaptation et de reconversion*. Paris, Perrin, 1999, 359 p.
- MONET, Jacques. « Thomas Edmund Campbell ». *Dictionnaire biographique du Canada* [en ligne]. Consulté le 26 janvier 2018. [http://www.biographi.ca/fr/bio/campbell\\_thomas\\_edmund\\_10F.html](http://www.biographi.ca/fr/bio/campbell_thomas_edmund_10F.html)
- MORISSETTE, Michel. « L'abolition des droits seigneuriaux : une affaire d'argent ». *Cap-aux-Diamants*, n° 112, hiver 2013, p. 27-30.

- MORISSETTE, Michel. « L'argent et la propriété seigneuriale de 1854 à 1940 : qui sont les gagnants de l'abolition ». Dans Benoît Grenier et Michel Morissette, dir. *Nouveaux regards en histoire seigneuriale au Québec*. Québec, Septentrion, 2016, p. 314-333.
- MORISSETTE, Michel. « Les persistances de « l'Ancien Régime » québécois : seigneurs et rentes seigneuriales après l'abolition (1854-1940) ». Mémoire de maîtrise, Université de Sherbrooke, (histoire) 2014, 161 p.
- NISH, Cameron. « La bourgeoisie et le système seigneurial ». *L'Actualité économique*, vol. 43, n° 3, 1967, p. 507-537.
- NOËL, Françoise. « La gestion des seigneuries de Gabriel Christie dans la vallée du Richelieu (1760-1845) ». *Revue d'histoire de l'Amérique Française*, vol. 40, n° 4 1987, p. 561-582.
- OUELLET, Fernand. « Propriété seigneuriale et groupes sociaux dans la vallée du Saint-Laurent (1663-1840) ». *Revue de l'Université d'Ottawa*, vol. 47, n° 1, 1977, p. 183-213.
- OUELLET, Jeannine. « Sir John A. Macdonald en villégiature à Rivière-du-Loup ». *Histoire Québec*, vol. 21, n° 1, 2015, p. 5-9.
- PROVOST, Honorius. *Chaudière-Kennebec : grand chemin séculaire*. Québec, Éditions Garneau, 1974, 415 p.
- RIOUX, Emmanuel, dir. *Histoire de Trois-Pistoles : 1697 – 1997*. Trois-Pistoles, Centre d'édition des Basques, 1997, 697 p.
- ROBERT, David. « William Grant (1744-1805) », *Dictionnaire biographique du Canada* [en ligne]. Consulté le 24 janvier 2019.  
[http://www.biographi.ca/fr/bio/grant\\_william\\_1744\\_1805\\_5F.html](http://www.biographi.ca/fr/bio/grant_william_1744_1805_5F.html)
- SECRETAN, Philibert. « Paul Ricoeur : de l'oubli ». *Autre Temps*, vol. 72, 2001, p. 82-90.
- SÉGUIN, Maurice. « Le régime seigneurial au pays de Québec, 1760-1864 ». *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 1, n° 3 (1947), p. 382-402.
- ST-AMOUR, Jean-Pierre. *La villégiature au Québec, problématique de l'aménagement du territoire*. Hull, éditions Asticou, 1979, 178 p.
- SWEENEY, Robert C. H. « Paysans et propriété. La commutation à Montréal, 1840-1859 ». Dans Christian Dessureault, John A. Dickinson et Joseph Goy (dir.), *Famille et marché au XVI<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècles*. Québec, Septentrion, 2003, p. 161-166.
- THORPE, F.J.. « Gaspard-Joseph Chaussegros de Léry ». *Dictionnaire biographique du Canada* [en ligne]. Consulté le 12 avril 2018.  
[http://www.biographi.ca/fr/bio/chaussegros\\_de\\_lery\\_gaspard\\_joseph\\_1682\\_1756\\_3F.html](http://www.biographi.ca/fr/bio/chaussegros_de_lery_gaspard_joseph_1682_1756_3F.html)
- THUOT, Jean-René. « L'imaginaire seigneurial : les points de convergence entre recherche fondamentale, initiatives touristiques et mémoires communautaires ». Dans Benoît Grenier et Michel Morissette, dir., *Nouveaux regards en histoire seigneuriale au Québec*, Québec, Septentrion, 2016, p. 364-397.
- TODOROV, Tzvetan. *Les abus de la mémoire*. Paris, Éditions Arléa, 2015, 60 p.

- TOUSIGNANT, Pierre et Madeleine DIONNE-TOUSIGNANT. « René-Ovide Hertel de Rouville ». *Dictionnaire biographique du Canada* » [en ligne]. Consulté le 26 janvier 2018.  
[http://www.biographi.ca/fr/bio/hertel\\_de\\_rouville\\_rene\\_ovid\\_4F.html](http://www.biographi.ca/fr/bio/hertel_de_rouville_rene_ovid_4F.html)
- TREMBLAY-LAMARCHE, Alex. « La stabilisation et la créolisation de la présence seigneuriale britannique dans la vallée du Saint-Laurent, 1790-1815 ». Dans Benoît Grenier et Michel Morissette, dir. *Nouveaux regards en histoire seigneuriale au Québec*. Québec, Septentrion, 2016, p. 247-311.
- TREMBLAY, Jean-Paul-Médéric. *Être seigneur aux Éboulements*. Baie-Saint-Paul, La Société d'histoire de Charlevoix, 1996, 296 p.
- TRIGGER, Bruce G. *Les Indiens, la fourrure et les Blancs*. Montréal, Boréal, 1992, 542 p.
- TURGEON, Laurier (dir.). *L'esprit du lieu : entre le patrimoine matériel et immatériel*. Québec, Presses de l'Université Laval, 2009, 436 p.
- VAUGEOIS, Denis. *Les premiers Juifs d'Amérique : l'extraordinaire histoire de la famille Hart*. Québec, Septentrion, 2011, 378 p.
- WALLOT, Jean-Pierre. « Le régime seigneurial et son abolition au Canada ». *Canadian Historical Review*, vol. 50, n° 4 (décembre 1969). p. 367-393. Aussi paru dans : Idem, *Un Québec qui bougeait : trame socio-politique au tournant du XIX<sup>e</sup> siècle*, Montréal, Boréal Express, 1973. p. 225-251.
- WIEN, Thomas. « Les conflits sociaux dans une seigneurie canadienne au XVIII<sup>e</sup> siècle : Les moulins des couillards ». Dans Gérard Bouchard et Joseph Goy, dir., *Famille, économie et société rurale en contexte d'urbanisation (17<sup>e</sup>-20<sup>e</sup> siècle)*. Montréal et Paris, Presses de l'Université de Montréal et Éditions de l'ÉHESS, 1990, p. 225-236.
- YOUNG, Brian. *In Its Corporate Capacity. The Seminary of Montreal as a Business Institution 1816-1876*. Montréal-Kingston, McGill-Queen's University Press, 1986, 295 p.

## VII. Mémoires et thèses

- LAROSE, André. « La seigneurie de Beauharnois, 1729-1867. Les seigneurs, l'espace et l'argent ». Thèse de doctorat, Université d'Ottawa (histoire), 1987, 685 p.
- GAGNON, Serge. « Le tourisme et la villégiature au Québec : une étude de géographie régionale structurale ». Thèse de doctorat, Université Laval (géographie), 2001, 245 p.
- NICOLAS, Valérie. « La seigneurie de Trois-Pistoles à l'époque de la Nouvelle-France et au début du régime anglais: (1687-1784) ». Mémoire de maîtrise, Université du Québec à Chicoutimi (histoire), 2011, 135 p.
- PÉPIN, Karine. « Mariage et altérité : les alliances mixtes chez la noblesse canadienne après la Conquête (1760-1800) ». Mémoire de maîtrise, Université de Sherbrooke (histoire), 2016, 203 p.
- ST-LAURENT, Julie. « Le développement touristique au Bic : une problématique de développement local ». Mémoire de maîtrise, Université du Québec à Rimouski (développement régional), 1999, 154 p.

VERRETTE, Michel. « L'alphabétisation au Québec, 1660-1900 ». Thèse de doctorat, Université Laval (histoire), 1989, 397 p.

## VIII. Sites internet

Auberge Manoir Taylor. *Auberge manoir Taylor* [En ligne]. Consulté le 12 avril 2018. URL : <http://aubergemanoirtaylor.ca/>

Assemblée nationale du Québec (mars 2009). *Thomas Guérin (1886-1963)* [page Web]. Consulté le 15 janvier 2019. <http://www.assnat.qc.ca/fr/deputes/guerin-thomas-3541/biographie.html>

CLOUTIER, Patricia. « L'aristocratie anglaise... en Beauce » [En ligne]. *Le Soleil*, 2 août 2015. Consulté le 12 avril 2018. URL : <https://www.lesoleil.com/maison/laristocratie-anglaise-en-beauce-6585ff65481a9c4d918823d4f4843c4c>

Culture et patrimoine de la Côte-de-Beaupré, [En ligne] [http://www.culturecotedebeaupre.com/fr/02\\_patrimoine.html](http://www.culturecotedebeaupre.com/fr/02_patrimoine.html), consulté le 25 mars 2018.

Daniel Lessard. *Daniel Lessard* [En ligne]. Consulté le 3 février 2019. [http://www.daniellessard.ca/dlessard\\_livres\\_tome1.htm](http://www.daniellessard.ca/dlessard_livres_tome1.htm)

Église Saint-Paul-de-Cumberland Mills. *Jardins Harbottle* [En ligne]. Consulté le 12 avril 2018. URL : <http://www.visitecumberland.com/fr/jardin-harbottle>

Encyclopédie canadienne (4 mars 2015). *Loyalistes* [En ligne]. Consulté le 12 avril 2018. URL : <http://www.encyclopediecanadienne.ca/fr/article/loyalistes/>

Encyclopédie canadienne (19 septembre 2017). *Immigration au Canada* [En ligne]. Consulté le 12 avril 2018. URL : <http://www.encyclopediecanadienne.ca/fr/article/immigration/>

Lépine Cloutier, « Abbé Noël Baillargeon », 2018 [En ligne], <https://www.lepinecloutier.com/necrologie-avis-de-deces/7365-abbe-noel-baillargeon>. Consulté le 25 février 2018.

Répertoire du patrimoine culture du Québec, (2013), Manoir William-Milburn-Pozer [site web], Consulté le 30 mars 2017, <http://www.patrimoine-culturel.gouv.qc.ca/rpcq/detail.do?methode=consulter&id=92863&type=bien#.Wr6EDi7wbcs>.

Répertoire du patrimoine culturel du Québec. *Site de la chapelle Saint-Paul, du cimetière et du manoir Taylor* [En ligne]. Consulté le 12 avril 2018. URL : <http://www.patrimoine-culturel.gouv.qc.ca/rpcq/detail.do?methode=consulter&id=115151&type=bien#.WsUy94jwZPZ>

Séminaire de Québec, « Seigneurie de Beaupré », 2018 [En ligne] : <http://www.seigneuriedebeaupre.ca/>, consulté le 17 février 2018.

Société du patrimoine et d'histoire de la Côte-de-Beaupré et de l'Île d'Orléans, [En ligne] : <http://sphcb.com/>. Consulté le 17 février 2018.

Société des Etablissements de Plein Air du Québec. *sepaq.com*. Consulté le 11 avril 2018. <https://www.sepaq.com/pq/bic/decouvrir/>.